



ASSEMBLÉE NATIONALE

Procès-verbaux

Du 16 au 19 décembre 1985
Du 11 mars 1986 au 19 juin 1986
Du 21 octobre 1986 au 19 décembre 1986
Du 10 mars 1987 au 23 juin 1987
Du 20 octobre 1987 au 18 décembre 1987

PREMIÈRE SESSION
TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

VOL. CXIX

QUÉBEC

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0825-9607

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Proclamations: Élections générales	VII
Convocation de la 33 ^e Législature	IX
Convocation de la 1 ^{re} session de la 33 ^e Législature	XI
 Résumé des travaux de la session	 XIII
 Procès-verbaux de l'Assemblée nationale	 1
 Documents dont le dépôt est prescrit par la loi	 41
 Membres du Conseil exécutif	 1285
 Adjointes parlementaires	 1289
 Fonctions parlementaires	 1291
 Circonscriptions électorales (liste alphabétique)	 1293
 Membres de l'Assemblée nationale (liste alphabétique)	 1297
 Index des Procès-verbaux	 1301

PROCLAMATION



(Élections générales)

J. GILLES LAMONTAGNE
(L.S.)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

*ELIZABETH DEUX, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada
et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.*

À tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la Province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en Parlement;

À CES CAUSES, Nous faisons connaître par les présentes que, sur l'avis du Conseil exécutif de la Province de Québec, Nous avons ce jour enjoint le directeur général des élections de tenir des élections générales le lundi 2 décembre 1985, en vue de la constitution d'une nouvelle Assemblée. Le décret ordonnant des élections générales est en date du 23 octobre 1985, la date limite pour la production d'une déclaration de candidature ayant été fixée au 16 novembre 1985 dans toutes les circonscriptions électorales; et le scrutin, quand il sera nécessaire d'en tenir un, devra avoir lieu le 2 décembre 1985 dans toutes les circonscriptions électorales.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau de la Province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable J. GILLES LAMONTAGNE,
C.P., C.D., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre Ville de Québec, le vingt-troisième jour d'octobre, l'an de grâce mil neuf cent quatre-vingt-cinq et de Notre Règne le trente-quatrième.

Par ordre,

Le Secrétaire de l'Assemblée nationale,

PIERRE DUCHESNE

(Convocation)

J. GILLES LAMONTAGNE
(L.S.)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

*ELIZABETH DEUX, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada
et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.*

À tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la Province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en Parlement;

À CES CAUSES, sur l'avis du Conseil exécutif de la Province de Québec, Nous convoquons par les présentes une nouvelle Assemblée pour le onzième jour de mars prochain et mandons et ordonnons à ses Membres de s'assembler à cette date, à l'Hôtel du Parlement, en la Ville de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau de la Province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable J. GILLES LAMONTAGNE,
C.P., C.D., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre Ville de Québec, le vingt-troisième jour d'octobre, l'an de grâce
mil neuf cent quatre-vingt-cinq et de Notre Règne le trente-quatrième.

Par ordre,

Le Secrétaire de l'Assemblée nationale,

PIERRE DUCHESNE

(Convocation)

J. GILLES LAMONTAGNE
(L.S.)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

*ELIZABETH DEUX, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada
et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi*

À Nos très aimés et fidèles Membres de l'Assemblée nationale,

SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que l'Assemblée nationale se trouve convoquée en vue de l'expédition des affaires pour le onzième jour de mars prochain, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du Conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger.

À CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir le onzième jour de mars prochain, vous convoquons par les présentes pour le seizième jour de décembre prochain, à 15 heures, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, à l'Hôtel du Parlement, en la Ville de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau de la Province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable J. GILLES LAMONTAGNE,
C.P., C.D., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre Ville de Québec, le treizième jour de décembre, l'an de grâce mil neuf cent quatre-vingt cinq et de Notre Règne le trente-quatrième.

Par ordre,

Le Secrétaire de l'Assemblée nationale,

PIERRE DUCHESNE

RÉSUMÉ DES TRAVAUX

SESSION 1985-1987

PREMIÈRE SESSION TRENTÉ-TROISIÈME LÉGISLATURE

Ouverture de la session : le mardi 16 décembre 1985

Prorogation : 8 mars 1988

	<i>Nombre</i>
Séances	160
Documents déposés à l'Assemblée	1292
Projets de loi présentés :	
Projets de loi du gouvernement	254
Projets de loi publics au nom des députés	4
Projets de loi d'intérêt privé	87
Projets de loi sanctionnés :	
Projets de loi du gouvernement	232
Projets de loi publics au nom des députés	3
Projets de loi d'intérêt privé	73
Préavis inscrits au <i>Feuilleton</i> :	
Interpellations	23
Motions	28
Questions	54

ASSEMBLÉE NATIONALE

PROCÈS-VERBAUX

SESSION 1985-1987

PRÉSIDENT: PIERRE LORRAIN

Quinze heures

Moment de recueillement.

La première session de la trente-troisième Législature de la province de Québec ayant été convoquée aujourd'hui pour l'expédition des affaires, les députés présents qui ont prêté et souscrit les serments d'office prescrits par la loi prennent séance.

Le Secrétaire général, M. Pierre Duchesne, dépose sur la Table les listes des candidats proclamés élus; ces documents lui ont été transmis par M. Pierre F. Côté, C.R., directeur général des élections, conformément à l'article 290 de la Loi électorale (1984, c. 51).

(Document de la session n° 1)

La liste des candidats élus députés lors des élections générales tenues le deuxième jour de décembre 1985, en conformité d'un décret du Gouvernement en date du 23 octobre 1985, se lit comme suit:

LISTE DES DÉPUTÉS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

<i>Circonscription électorale</i>	<i>Candidat élu</i>	<i>Appartenance politique</i>
Abitibi-Est	Raymond Savoie	Parti Libéral du Québec
Abitibi-Ouest	François Gendron	Parti Québécois
Anjou	Pierre Marc Johnson	Parti Québécois
Argenteuil	Claude Ryan	Parti Libéral du Québec
Arthabaska	Laurier Gardner	Parti Libéral du Québec
Beauce-Nord	Jean Audet	Parti Libéral du Québec
Beauce-Sud	Robert Dutil	Parti Libéral du Québec
Beauharnois	Serge Marcil	Parti Libéral du Québec
Bellechasse	Louise Bégin	Parti Libéral du Québec
Berthier	Albert Houde	Parti Libéral du Québec
Bertrand	Jean-Guy Parent	Parti Québécois
Bonaventure	Gérard D. Levesque	Parti Libéral du Québec
Bourassa	Louise Robic	Parti Libéral du Québec
Bourget	Claude Trudel	Parti Libéral du Québec
Brôme-Missisquoi	Pierre Paradis	Parti Libéral du Québec
Chambly	Gérard Latulippe	Parti Libéral du Québec
Champlain	Pierre A. Brouillette	Parti Libéral du Québec
Chapleau	John Kehoe	Parti Libéral du Québec
Charlesbourg	Marc-Yvan Côté	Parti Libéral du Québec

Charlevoix	Daniel Bradet	Parti Libéral du Québec
Châteauguay	Pierrette Cardinal	Parti Libéral du Québec
Chauveau	Rémy Poulin	Parti Libéral du Québec
Chicoutimi	Jeanne L. Blackburn	Parti Québécois
Chomedey	Lise Bacon	Parti Libéral du Québec
Crémazie	André Vallerand	Parti Libéral du Québec
D'Arcy-McGee	Herbert Marx	Parti Libéral du Québec
Deux-Montagnes	Yolande D. Legault	Parti Libéral du Québec
Dorion	Violette Trépanier	Parti Libéral du Québec
Drummond	Jean-Guy St-Roch	Parti Libéral du Québec
Dubuc	Hubert Desbiens	Parti Québécois
Duplessis	Denis Perron	Parti Québécois
Fabre	Jean A. Joly	Parti Libéral du Québec
Frontenac	Roger Lefebvre	Parti Libéral du Québec
Gaspé	André Beaudin	Parti Libéral du Québec
Gatineau	Michel Gratton	Parti Libéral du Québec
Gouin	Jacques Rochefort	Parti Québécois
Groulx	Madeleine Bleau	Parti Libéral du Québec
Hull	Gilles Rocheleau	Parti Libéral du Québec
Huntingdon	Claude Dubois	Parti Libéral du Québec
Iberville	Jacques Tremblay	Parti Libéral du Québec
Îles-de-la-Madeleine	Georges Farrah	Parti Libéral du Québec
Jacques-Cartier	Joan Dougherty	Parti Libéral du Québec
Jeanne-Mance	Michel Bissonnet	Parti Libéral du Québec
Jean-Talon	Gil Rémillard	Parti Libéral du Québec
Johnson	Carmen Juneau	Parti Québécois
Joliette	Guy Chevette	Parti Québécois
Jonquière	Francis Dufour	Parti Québécois
Kamouraska-Témiscouata	France Dionne	Parti Libéral du Québec
Labelle	Damien Héту	Parti Libéral du Québec
L'Acadie	Thérèse Lavoie-Roux	Parti Libéral du Québec
Lac-Saint-Jean	Jacques Brassard	Parti Québécois
Lafontaine	Jean-Claude Gobé	Parti Libéral du Québec
La Peltre	Lawrence Cannon	Parti Libéral du Québec
Laporte	André Bourbeau	Parti Libéral du Québec
Laprairie	Jean-Pierre Saintonge	Parti Libéral du Québec
L'Assomption	Jean-Guy Gervais	Parti Libéral du Québec
Laurier	Christos Sirros	Parti Libéral du Québec
Laval-des-Rapides	Guy Bélanger	Parti Libéral du Québec
Laviolette	Jean-Pierre Jolivet	Parti Québécois
Lévis	Jean Garon	Parti Québécois
Limoulu	Michel Després	Parti Libéral du Québec
Lotbinière	Lewis Camden	Parti Libéral du Québec
Louis-Hébert	Réjean Doyon	Parti Libéral du Québec

Maisonneuve	Louise Harel	Parti Québécois
Marguerite-Bourgeoys	Gilles Fortin	Parti Libéral du Québec
Marie-Victorin	Cécile Vermette	Parti Québécois
Marquette	Claude Dauphin	Parti Libéral du Québec
Maskinongé	Yvon Picotte	Parti Libéral du Québec
Matane	Claire-Hélène Hovington	Parti Libéral du Québec
Matapédia	Henri Paradis	Parti Libéral du Québec
Mégantic-Compton	Madeleine Bélanger	Parti Libéral du Québec
Mercier	Gérald Godin	Parti Québécois
Mille-Îles	Jean-Pierre Bélisle	Parti Libéral du Québec
Montmagny-L'Islet	Réal Gauvin	Parti Libéral du Québec
Montmorency	Yves Séguin	Parti Libéral du Québec
Mont-Royal	John Ciaccia	Parti Libéral du Québec
Nelligan	Clifford Lincoln	Parti Libéral du Québec
Nicolet	Maurice Richard	Parti Libéral du Québec
Notre-Dame-de-Grâce	Reed Scowen	Parti Libéral du Québec
Orford	Georges Vaillancourt	Parti Libéral du Québec
Outremont	Pierre-C. Fortier	Parti Libéral du Québec
Papineau	Mark Assad	Parti Libéral du Québec
Pontiac	Robert Middlemiss	Parti Libéral du Québec
Portneuf	Michel Pagé	Parti Libéral du Québec
Prévost	Paul-André Forget	Parti Libéral du Québec
Richelieu	Albert Khelfa	Parti Libéral du Québec
Richmond	Yvon Vallières	Parti Libéral du Québec
Rimouski	Michel Tremblay	Parti Libéral du Québec
Rivière-du-Loup	Albert Côté	Parti Libéral du Québec
Robert-Baldwin	Pierre MacDonald	Parti Libéral du Québec
Roberval	Michel Gauthier	Parti Québécois
Rosemont	Guy Rivard	Parti Libéral du Québec
Rousseau	Robert Thérien	Parti Libéral du Québec
Rouyn-Noranda-Témiscamingue	Gilles Baril	Parti Libéral du Québec
Saguenay	Ghislain Maltais	Parti Libéral du Québec
Sainte-Anne	Maximilien Polak	Parti Libéral du Québec
Saint-François	Monique Gagnon-Tremblay	Parti Libéral du Québec
Saint-Henri	Roma Hains	Parti Libéral du Québec
Saint-Hyacinthe	Charles Messier	Parti Libéral du Québec
Saint-Jacques	André Boulerice	Parti Québécois
Saint-Jean	Pierre Lorrain	Parti Libéral du Québec
Saint-Laurent	Germain Leduc	Parti Libéral du Québec
Saint-Louis	Jacques Chagnon	Parti Libéral du Québec
Sainte-Marie	Michel Laporte	Parti Libéral du Québec
Saint-Maurice	Yvon Lemire	Parti Libéral du Québec
Sauvé	Marcel Parent	Parti Libéral du Québec
Shefford	Roger Paré	Parti Québécois

Sherbrooke	André J. Hamel	Parti Libéral du Québec
Taillon	Claude Filion	Parti Québécois
Taschereau	Jean Leclerc	Parti Libéral du Québec
Terrebonne	Yves Blais	Parti Québécois
Trois-Rivières	Paul Philibert	Parti Libéral du Québec
Ungava	Christian Claveau	Parti Québécois
Vachon	Christiane Pelchat	Parti Libéral du Québec
Vanier	Jean-Guy Lemieux	Parti Libéral du Québec
Vaudreuil-Soulanges	Daniel Johnson	Parti Libéral du Québec
Verchères	Jean-Pierre Charbonneau	Parti Québécois
Verdun	Paul Gobeil	Parti Libéral du Québec
Viau	William Cusano	Parti Libéral du Québec
Viger	Cosmo Maciocia	Parti Libéral du Québec
Vimont	Jean-Paul Théorêt	Parti Libéral du Québec
Westmount	Richard French	Parti Libéral du Québec

Le Secrétaire général communique à l'Assemblée et dépose le document suivant :

Lettre de démission du député de Saint-Laurent, M. Germain Leduc, en date du 12 décembre 1985.

(Document de la session n° 2)

Puis, conformément à l'article 6 du Règlement, le Secrétaire général invite le doyen de l'Assemblée, M. Georges Vaillancourt, député d'Orford, à présider à l'élection du Président de l'Assemblée nationale.

La Vice-Première ministre informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur l'autorise à élire un Président et propose, appuyée par M. Johnson (Anjou), chef de l'Opposition officielle :

Que M. Pierre Lorrain, député de la circonscription électorale de Saint-Jean, soit élu Président de l'Assemblée nationale et prenne place au fauteuil en cette qualité.

La motion est adoptée à l'unanimité.

Et M. le député d'Orford ayant déclaré M. Pierre Lorrain dûment élu, celui-ci est conduit au fauteuil par Mme Bacon et M. Johnson (Anjou). M. Lorrain exprime à l'Assemblée ses humbles remerciements pour le grand honneur qu'il a plu à l'Assemblée de lui conférer en le choisissant Président.

La Masse est posée sur la Table.

Mme Bacon propose, appuyée par M. Johnson (Anjou):

Que M. Jean-Pierre Saintonge, député de la circonscription électorale de Laprairie, soit élu vice-président de l'Assemblée nationale.

La motion est adoptée à l'unanimité.

Mme Bacon propose, appuyée par M. Johnson (Anjou):

Que Mme Louise Bégin, députée de la circonscription électorale de Bellechasse, soit élue vice-présidente de l'Assemblée nationale.

La motion est adoptée à l'unanimité.

La séance est suspendue à loisir.

L'honorable lieutenant-gouverneur, accompagné de son aide de camp, fait son entrée dans l'Assemblée nationale et, ayant pris place au fauteuil, il lui a plu de lire l'allocution d'ouverture suivante:

*Mesdames et Messieurs
de l'Assemblée nationale,*

Les citoyens du Québec viennent d'élire leur 33^e Législature depuis 1867. Le Québec vient de vivre l'un des moments privilégiés de la vie démocratique, soit la tenue d'élections générales. Le peuple du Québec a ainsi témoigné une fois de plus son attachement profond aux valeurs et aux institutions démocratiques formellement consacrées par la charte québécoise et la charte canadienne des droits de la personne.

Dès le début de cette allocution, vous me permettrez d'adresser mes plus sincères félicitations à tous ceux-là et à toutes celles-là qui ont été élus membres de l'Assemblée nationale. Et en ce faisant, je veux rejoindre tous les candidats et toutes les candidates qui ont accepté de s'engager dans la lutte électorale et reconnaître l'apport éminent des diverses formations politiques à la vie démocratique du Québec.

Le peuple du Québec a donc exercé, une fois de plus, en toute liberté, son droit indéfectible de choisir ses représentants à l'Assemblée nationale. Je souhaite à tous les membres de cette Assemblée la meilleure chance possible dans l'accomplissement de leur très importante responsabilité.

Tout en vous souhaitant la bienvenue, je voudrais remercier de leur contribution au service du Québec, les députés de l'ancien Parlement qui ne sont plus membres de cette Assemblée.

Vous venez, il y a quelques instants, de vous choisir un nouveau président. Vous avez, selon la coutume, fait l'unanimité. Je félicite le député de Saint-Jean, monsieur Pierre Lorrain, de son élection et lui souhaite de présider vos travaux avec sagesse et impartialité.

Le Premier ministre a donc confié à une femme la fonction de vice-premier ministre, et dix-huit femmes sont maintenant membres de l'Assemblée nationale. Nous nous réjouissons de cette autre étape significative qui vient d'être franchie en vue de permettre à cette Assemblée d'être vraiment représentative de l'ensemble de la population. Dix-huit femmes à l'Assemblée nationale, c'est un fait qu'il convient de souligner et qui s'inscrit tout naturellement dans cette longue marche « encore inachevée » des femmes québécoises qui veulent apporter à la société leur pleine et entière contribution. J'ajoute que la moyenne d'âge de cette Assemblée est, en rapport avec celui qui vous parle, très basse. Féminité et jeunesse associées à la sagesse des autres contribuent certainement à renforcer l'autorité de l'Assemblée.

Le discours politique québécois fait, à bon droit, une large place au thème du changement. C'est que le Québec évolue et se transforme à un rythme accéléré. Et les changements qui s'opèrent rejoignent à la fois les valeurs traditionnelles des individus, et la nature même de l'organisation des rapports sociaux. Une nouvelle société québécoise se construit, et elle le fait bien sûr en mettant en valeur ses moyens propres, mais elle se construit désormais pour beaucoup en acceptant plus que par le passé d'enrichir sa propre expérience de tout ce qui se fait ailleurs dans les autres sociétés développées.

Le Québec devient une société toujours plus ouverte sur le monde, sans doute par nécessité mais également parce que le Québec sait maintenant qu'il a atteint sa maturité, un équilibre et une confiance en lui-même qui lui permet de choisir librement cette voie de l'ouverture des autres.

Le Québec doit être une société d'excellence, il doit être capable de soutenir dans tous les domaines, la concurrence.

Le Gouvernement va donc essentiellement chercher à faire du Québec une société vraiment compétitive et vraiment concurrentielle.

Ce sera là le sens premier et fondamental de toutes les mesures que le Gouvernement soumettra à votre intention.

Il vous invite donc à avoir pleinement foi et confiance dans les possibilités créatrices de la société québécoise.

Cette société québécoise, notre société, à tous et à toutes, dispose de tellement de moyens, de ressources et de dynamisme qu'il devient absolument intolérable

d'accepter le sous-développement, la sous-utilisation de nos ressources, l'inefficacité ou encore les situations d'injustice et de pauvreté.

Le Gouvernement est profondément convaincu que le Québec est absolument capable de relever les défis qui le confrontent. Il souhaite que cette Assemblée puisse, dans le quotidien de ses travaux, s'imprégner du message vibrant que la jeunesse toute entière a adressé au Québec en cette Année internationale de la jeunesse.

La jeunesse du Québec, confrontée aux difficultés que l'on sait, n'a jamais cessé de parler des choses qu'il y a à faire, des projets qu'il y a à mettre en chantier et des nouveaux espaces qu'il y a à explorer.

Cette Assemblée doit, elle aussi, parler de confiance, d'espoir et de justice. Toute la société québécoise doit se mobiliser pour faire entreprendre et innover, créer en quelque sorte un Québec prospère, efficace et humain.

Un Québec fier, entreprenant et dynamique.

C'est dans cette perspective que le Gouvernement vous propose de vous engager à libérer l'initiative personnelle et individuelle des Québécois et des Québécoises.

Le Gouvernement vous invitera aussi à définir les termes d'un nouveau style de gestion. Une administration publique beaucoup plus accessible et beaucoup plus productrice, une administration publique elle-même libérée de ses propres systèmes et structures, une administration publique essentiellement faite d'hommes et de femmes employés de l'État, qui doivent avoir la possibilité de mettre leurs talents et leurs compétences au service de la société et du citoyen.

Le Gouvernement vous proposera, par ailleurs, des mesures qui feront que la croissance et le développement économique seront la grande priorité de la société québécoise. Des mesures concrètes qui permettront à l'entreprise québécoise d'exister, de produire, de se développer et de soutenir la concurrence ici, au Québec, comme à l'étranger.

C'est l'entreprise qui procurera aux travailleurs et aux travailleuses du Québec, un emploi et une sécurité.

Le Gouvernement vous demandera également de donner un nouvel élan aux secteurs vitaux de l'éducation, de la santé et de la culture; il vous proposera d'élargir et d'ouvrir de nouveaux horizons dans les domaines, de la technologie, de l'énergie, de l'environnement et du loisir.

Et, ces efforts renouvelés et soutenus de développement, de progrès et de justice pour le Québec, le Gouvernement cherchera à les appuyer, à les prolonger et à

les enrichir par une harmonisation productive avec les politiques, programmes et activités du Gouvernement fédéral canadien.

La défense et la promotion des intérêts fondamentaux du Québec au sein de la Fédération canadienne commande une telle attitude positive et une collaboration honnête et constructive du Gouvernement du Québec et du Gouvernement du Canada. Et c'est d'ailleurs avec cette même préoccupation de servir les intérêts fondamentaux du Québec que le Gouvernement s'engagera dans les prochaines négociations menant à l'adhésion du Québec à la Loi constitutionnelle de 1982.

Le Gouvernement qui s'est donné comme ambition première la croissance et le développement économique va, par ailleurs s'employer à définir les termes d'une politique cohérente en ce qui concerne les négociations du Canada et des États-Unis en matière de libre-échange.

La société québécoise a très certainement intérêt à une telle libéralisation des échanges. Le Gouvernement doit par ailleurs s'assurer que les pouvoirs du Québec au sein de la communauté canadienne et les intérêts économiques particuliers de la collectivité soient pleinement respectés, comme par exemple dans le domaine de la culture, de la production agricole et de certaines productions industrielles.

Le Gouvernement, et vous les membres de cette Assemblée, êtes profondément attachés au progrès économique et social du Québec. Vous voulez, également, que le Québec continue d'être sur le continent une société distincte et toujours fidèle à son histoire, à ses valeurs et à sa personnalité culturelle.

Le Gouvernement est pleinement conscient de sa responsabilité de tous les instants à cet égard et, avec votre collaboration, il ne ménagera aucun effort pour affirmer et développer l'identité culturelle du Québec.

Au début de 1986, le Gouvernement du Québec participera au Sommet des pays francophones. Il y fera alors entendre la voix du Québec, le dynamisme et les espoirs de notre société et notre volonté engagée d'apporter à la communauté francophone internationale, une contribution pleine et entière non seulement au moment du Sommet lui-même à Paris mais également dans toutes et chacune des suites et des initiatives qui en découleraient.

C'est avec un grand plaisir que j'offre à tous les membres de cette Assemblée mes félicitations les plus chaleureuses. J'exprime également mes souhaits sincères et soutenus pour l'accomplissement de l'importante tâche qui vous a été confiée.

Permettez-moi de souligner que le Gouvernement s'appliquera pleinement à renforcer et à promouvoir l'unité fondamentale de tous les Québécois, anglophones aussi bien que francophones, incluant naturellement les membres des autres com-

munautés ethniques. La solidarité de tous les Québécois est essentielle à l'évolution et au développement harmonieux de notre système social.

En terminant, j'aimerais vous offrir, en mon nom et au nom de tous les Québécois, mes meilleurs vœux pour l'année qui débutera dans quelques jours.

Que cette nouvelle année se déroule dans une atmosphère de compréhension, de tolérance, de satisfaction et de sérénité afin de resserrer les liens qui nous unissent tous au-delà des distances et du temps. Voilà les sentiments qui devraient animer ces joyeuses réunions de famille et les retrouvailles amicales pendant la période de Noël, voire tout au long de l'année, en même temps qu'une très grande reconnaissance pour tous ces avantages dont nous bénéficions et qui contribuent au bonheur que nous avons de vivre ensemble dans cette belle province, dans ce grand pays.

À tous et à toutes je souhaite la réalisation de vos désirs les plus chers et vous dis tout simplement « Bonne et Heureuse Année ».

Mesdames et Messieurs de l'Assemblée nationale, vous avez à travailler à bâtir le présent et l'avenir du Québec. Vous avez à bien représenter et à bien servir vos concitoyens et concitoyennes, et en ouvrant aujourd'hui la première session de la trente-troisième Législature, je prie Dieu d'accompagner vos efforts pour que les voies de la justice, de la liberté et de la prospérité deviennent celles du Québec tout entier.

L'honorable lieutenant-gouverneur se retire, accompagné de son aide de camp.

Puis, la Vice-Première ministre prononce le discours d'ouverture au nom du Gouvernement.

À 16h02, M. le Président ajourne les travaux de l'Assemblée à demain dix heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

M. Gratton présente le projet de loi 2, Loi modifiant diverses lois fiscales et d'autres dispositions législatives, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Conformément aux dispositions de l'article 109 de la Loi sur l'Assemblée nationale, les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale:

- Décision 154, en date du 7 juin 1985, concernant le règlement concernant le paiement d'une prime de séparation à un cadre supérieur de l'Assemblée nationale;
- Décision 156, en date du 22 juillet 1985, concernant le règlement sur les frais de voyage et les dépenses de fonction du directeur et du directeur adjoint de la sécurité;
- Décision 159, en date du 10 octobre 1985, concernant le règlement modifiant certaines dispositions réglementaires lorsqu'un député n'est pas réélu ou que son siège devient vacant et modifiant d'autres dispositions;
- Décision 163, en date du 10 octobre 1985, concernant le règlement relatif à une mission officielle au Yukon;
- Décision 165, en date du 5 novembre 1985, concernant le règlement sur les modalités de paiement de certaines allocations aux députés.

(Document de la session n° 3)

Rapport annuel du Vérificateur général, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 4)

Rapport annuel de la Commission des droits de la personne du Québec, pour l'année 1984.

(Document de la session n° 5)

Rapport annuel du Directeur général des élections du Québec et de la Commission de la représentation électorale du Québec, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 6)

Par M. Levesque:

État du rapport des mandats spéciaux autorisés depuis l'ajournement de l'Assemblée nationale le 20 juin 1985 et des dépenses encourues au 13 décembre 1985.

(Document de la session n° 7)

M. le Président dépose le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé 238, Loi concernant l'acquisition d'immeubles par la ville de Berthierville.

(Document de la session n° 8)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, les articles 35, 36 et 37 des Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé sont suspendus dans le cas de ce projet de loi.

M. Houde présente le projet de loi d'intérêt privé 238, Loi concernant l'acquisition d'immeubles par la ville de Berthierville, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, l'article 267 du Règlement est suspendu et l'adoption du principe du projet de loi d'intérêt privé 238 est reportée à une prochaine séance.

Mme Harel sollicite le consentement de l'Assemblée pour présenter une motion sans préavis portant sur l'avenir du centre pétrochimique de Montréal et de la raffinerie Gulf.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, la présentation de cette motion et le débat qui s'ensuivra se feront au cours de la séance de demain, au moment prévu aux affaires courantes.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, il est ordonné:

Que, dans le cadre du débat sur le discours d'ouverture, le discours du chef de l'Opposition officielle soit reporté à quinze heures cet après-midi;

Que d'ici à l'ajournement de l'Assemblée aujourd'hui, une période de huit heures soit consacrée à ce débat;

Que les articles 230 et 237 du Règlement soient suspendus à l'occasion de l'étude du projet de loi 2, Loi modifiant diverses lois fiscales et d'autres dispositions législatives; et

Que le débat sur l'adoption du principe soit d'une durée maximum de deux heures et prenne fin avant quinze heures aujourd'hui.

M. Gratton informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 2, Loi modifiant diverses lois fiscales et d'autres dispositions législatives, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande du leader du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À douze heures trente-cinq, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Conformément à l'article 49 du Règlement, le chef de l'Opposition officielle entame le débat sur le discours d'ouverture prononcé par la Vice-Première ministre.

Et le débat se poursuit.

À dix-sept heures cinquante-deux, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

L'Assemblée reprend le débat sur le discours d'ouverture.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Brassard.

À 22h49, sur la motion de M. Gratton, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

M. Savoie présente le projet de loi 3, Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Gratton présente le projet de loi 8, Loi concernant l'élection partielle du 20 janvier 1986 dans la circonscription électorale de Saint-Laurent, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. le Président communique à l'Assemblée et dépose une lettre, en date du 15 décembre 1985, de M. Pierre-Marc Johnson, chef de l'Opposition officielle, adressée au Secrétaire général de l'Assemblée l'informant des nominations aux fonctions parlementaires suivantes:

- | | |
|---------------------------|---------------------|
| — Leader de l'Opposition: | M. Guy Chevrette |
| — Leader adjoint: | M. François Gendron |
| — Whip de l'Opposition: | M. Jacques Brassard |
- (Document de la session n° 9)*

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Diagramme de l'Assemblée nationale, 1^{re} session, 33^e Législature, en date du 16 décembre 1985.

(Document de la session n° 10)

Rapport de la Commission de la culture de la 32^e Législature portant sur l'impact culturel social et économique des tendances démographiques actuelles sur l'avenir du Québec comme société distincte.

(Document de la session n° 11)

Copie des lettres suivantes adressées au Président de l'Assemblée nationale:

— Lettre du très honorable Brian Mulroney en réponse à une résolution de l'Assemblée nationale au sujet de la situation au Liban, adopté le 7 mai 1985.

— Lettre de l'honorable Michel Côté, ministre fédéral de la Consommation et des Corporations, en réponse à une résolution de l'Assemblée nationale ayant trait à la Loi canadienne sur les brevets, adoptée le 20 juin 1985.

— Lettres de Leurs Excellences le Président de la Colombie et l'Ambassadeur du Mexique au Canada en réponse à une résolution de l'Assemblée nationale relativement aux efforts du Groupe de Contadora, adoptée le 20 juin 1985.

(Document de la session n° 12)

Par M. Levesque:

États financiers du Québec pour l'année financière terminée le 31 mars 1985.

(Document de la session n° 13)

Comptes publics du Gouvernement du Québec (Volumes 1 et 2), pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 14)

M. Levesque transmet à M. le Président et M. le Président lit à l'Assemblée le message suivant de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

L'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires (n° 2) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1986, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

GILLES LAMONTAGNE

Édifice André-Laurendeau,

Québec, le 18 décembre 1985.

(Document de la session n° 15)

Sur la motion de M. Gratton, ces crédits supplémentaires sont envoyés pour étude à la commission plénière.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de M. Gratton proposant que le principe du projet de loi 2, Loi modifiant diverses lois fiscales et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 1)

POUR

Assad	Dauphin	Johnson	Parent
Audet	Desbiens	(Anjou)	(Saguenay)
Bacon	Després	Johnson	Pekhal
Baril	Dionne	(Vaudreuil-Soulanges)	Perron
Beaudin	Dougherty	Jolivet	Philibert
Bégin	Doyon	Joly	Picotte
Bélanger	Dubois	Junciau	Polak
(Laval-de-Rapides)	Dufour	Kehoe	Poulin
Bélanger	Dutil	Khelifa	Rémillard
(Mécanic-Compton)	Farrab	Laporte	Richard
Bélisle	Filion	Latulipe	Rivard
Bissonnet	Forget	Lavoie-Roux	Robic
Blackburn	Fortier	Leclerc	Rochefort
Blais	Fortin	Lefebvre	Rocheleau
Bleau	French	Legault	Ryan
Boulerice	Gagnon-Tremblay	Lemieux	Saintonges
Bourbeau	Gardner	Lemire	St-Roch
Bradet	Garon	Lincoln	Savoie
Brassard	Gauthier	MacDonald	Scowen
Brouillette	Gauvin	Maciocia	Sirois
Camden	Gendron	Maltais	Théoret
Cannon	Gervais	Marcel	Thérien
Cardinal	Gobé	Marx	Tremblay
Chagnon	Gobeil	Messier	(Ducati)
Charbonneau	Godin	Middlemiss	Tremblay
Chevrette	Gratton	Pagé	(Brossard)
Ciaccia	Hains	Paradis	Trépanier
Claveau	Hamel	(Brossard-Montréal)	Trudel
Côté	Harel	Paradis	Vaillancourt
(Charlesbourg)	Héту	(Montclair)	Valleraud
Côté	Houde	Paré	Vallières
(Office du Logit)	Hovington	Parent	Vermette—118.
Cusano		(Brossard)	

CONTRE—0.

En conséquence, le principe du projet de loi 2 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, le projet de loi 2 est envoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

M. Leclerc propose que cette Assemblée souligne le fait que l'UNESCO a déclaré le Vieux-Québec valeur culturelle mondiale et patrimoine historique.

Du consentement unanime de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

Mme Harel propose que cette Assemblée presse le Gouvernement fédéral de réaffirmer, avant la fin de l'année 1985, son appui à un centre pétrochimique au Québec en acceptant le plan de relance de Pétromont, notamment les mesures concrètes de subvention au transport des liquides de gaz, et que le Gouvernement fédéral prenne toutes les mesures appropriées pour garantir le maintien des opérations de la raffinerie Gulf de Montréal de façon à ce que les raffineries du Québec puissent satisfaire à la demande de produits pétroliers raffinés.

Du consentement unanime de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

À douze heures quinze, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à seize heures.

Seize heures

M. Levesque fait une déclaration complémentaire sur le budget (Énoncé de politiques budgétaires).

Au cours de son intervention, M. Levesque dépose les documents suivants:

Estimations des paiements de péréquation de 1985-1986 par rapport à 1984-1985.
(Document de la session n° 16)

État des opérations financières pour 1985-1986.
(Document de la session n° 17)

M. le chef de l'Opposition officielle fait un bref commentaire.

Du consentement unanime de l'Assemblée, la séance est suspendue.

Après quelque temps, l'Assemblée reprend sa séance.

Sur la motion de M. Gratton, l'Assemblée se constitue en commission plénière pour l'étude des crédits budgétaires supplémentaires (n° 2) pour l'année financière 1985-1986.

Ces crédits sont étudiés en commission plénière.

À dix-huit heures, M. le président de la commission plénière quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et la discussion continue en commission plénière.

M. le président de la commission plénière fait le rapport suivant:

M. le Président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a adopté tous les crédits supplémentaires (n° 2), et que le Gouvernement est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme maximum de 137 062 000 \$ pour le paiement des crédits supplémentaires de dépenses du Québec présentés à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1985-1986, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu, soit le montant des crédits à voter pour chacun des différents programmes énumérés à l'annexe du projet de loi qui sera présenté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le rapport est adopté.

En conséquence, du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, au nom de M. Levesque, présente le projet de loi 6, Loi n° 5 sur les crédits, 1985-1986, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée après division.

Sur la motion de M. Gratton, au nom de M. Levesque, le principe du projet de loi 6 est adopté et le projet de loi est adopté, après division.

À 23h30, sur la motion de M. Gratton, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

M. Pagé présente le projet de loi 5, Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Ryan présente le projet de loi 7, Loi sur une exception à la Loi sur la pharmacie, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Gobeil présente le projet de loi 4, Loi sur la période de transmission des propositions salariales dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et de la fonction publique, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Conformément aux dispositions de l'article 109 de la Loi sur l'Assemblée nationale, les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale:

- Décision 169, en date du 10 décembre 1985, concernant le règlement modifiant le règlement sur l'attribution d'une rémunération additionnelle;
- Décision 174, en date du 10 décembre 1985, concernant le règlement relatif au paiement d'une indemnité de départ à un cadre supérieur de l'Assemblée nationale.
(Document de la session n° 18)

Lettre de démission de Mme Lise Langlois comme membre de la Commission de la fonction publique en date du 16 décembre 1985.

(Document de la session n° 19)

M. le Président communique à l'Assemblée et dépose une lettre, en date du 16 décembre 1985, de la Vice-Première ministre adressée au Secrétaire général de l'Assemblée l'informant des nominations aux fonctions parlementaires suivantes:

- Leaders adjoints du gouvernement: M. Roger Lefebvre
M. Daniel Johnson
- Whip en chef du gouvernement: M. Yvon Vallières
- Whips adjoints du gouvernement: Mme Claire-Hélène Hovington
M. Maximilien Polak
M. William Cusano
(Document de la session n° 20)

Par Mme Bacon:

Avis de la Commission des biens culturels du Québec sur le classement des biens culturels suivants:

- site de l'église (Rapide-Danleur);
 - site institutionnel (Saint-Joseph-de-Beauce);
 - maison Thomas-Whitehead (Chambly).
- (Document de la session n° 21)

Par M. Gratton, au nom de Mme Bacon, vice-première ministre:

Copie des décrets 2630-85 à 2661-85 inclusivement, en date du 13 décembre 1985, concernant des fonctions ministérielles et parlementaires du Gouvernement du Québec élu le 2 décembre 1985.

(Document de la session n° 22)

Par M. Gratton, au nom de chacun des ministres responsables:

Rapport annuel du Conseil des universités, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 23)

Rapport annuel du ministère des Affaires culturelles, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 24)

Rapport annuel de l'Office des ressources humaines, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 25)

Rapport annuel du Conseil consultatif de l'environnement, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 26)

Rapport annuel de la Chambre des notaires du Québec, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 27)

Rapport annuel de l'Ordre des denturologistes du Québec, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 28)

Rapport annuel de l'Ordre des podiatres du Québec, pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 29)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des techniciens dentaires du Québec, pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 30)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec, pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 31)

Rapport annuel de l'Ordre des chiropraticiens du Québec, pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 32)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés, pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 33)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec, pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 34)

Rapport annuel de l'Ordre des agronomes du Québec, pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 35)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec, pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 36)

Rapport annuel de l'Ordre des technologues des sciences appliquées du Québec, pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 37)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des diététistes du Québec, pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 38)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des conseillers en relations industrielles du Québec, pour l'année 1982-1983.
(Document de la session n° 39)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des conseillers en relations industrielles du Québec, pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 40)

Rapport annuel de la Régie des rentes du Québec, pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 41)

Rapport annuel de la Commission des services juridiques, pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 42)

Rapport annuel du Secrétariat aux relations avec les citoyens et citoyennes,
pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 43)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des conseillers d'orientation
du Québec, pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 44)

Rapport annuel de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec, pour l'année
1984-1985.
(Document de la session n° 45)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des hygiénistes dentaires du
Québec, pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 46)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du
Québec, pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 47)

Rapport annuel de l'Ordre des pharmaciens du Québec, pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 48)

Rapport annuel de l'Ordre des techniciens en radiologie du Québec, pour l'année
1984-1985.
(Document de la session n° 49)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des psychologues du Québec,
pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 50)

Rapport annuel de l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec, pour l'année
1984-1985.
(Document de la session n° 51)

Rapport annuel de l'Ordre des dentistes du Québec, pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 52)

Rapport annuel de l'Ordre des comptables agréés du Québec, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 53)

Rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 54)

Rapport annuel de la Commission de la fonction publique, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 55)

Rapport annuel de la Commission municipale du Québec, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 56)

Rapport annuel de l'Institut québécois du cinéma, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 57)

Rapport annuel de la Commission de protection de la langue française, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 58)

Rapport annuel de l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 59)

Rapport annuel du Conseil des services essentiels, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 60)

Rapport annuel de la Régie des services publics du Québec, pour l'année 1983-1984.

(Document de la session n° 61)

Rapport annuel de la Commission des normes du travail, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 62)

Rapport annuel de la Société de la Maison des sciences et des techniques, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 63)

Rapport du Comité d'implantation du Centre de recherche-développement sur les applications pédagogiques de l'ordinateur, en date du 17 septembre 1984.

(Document de la session n° 64)

Rapport annuel du Comité de la protection de la jeunesse, pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 65)

Rapport annuel du Bureau de surveillance du cinéma, pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 66)

Rapport annuel de la Société de développement des coopératives, pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 67)

Rapport annuel du Barreau du Québec, pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 68)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des technologistes médicaux du Québec, pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 69)

Rapport annuel de l'Ordre des chimistes du Québec, pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 70)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec, pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 71)

Rapport annuel de l'Institut national de productivité, pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 72)

Rapport annuel de la Commission des droits de la personne du Québec, pour l'année 1984.
(Document de la session n° 73)

Rapport annuel de la Raffinerie de sucre du Québec, pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 74)

Rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 75)

Rapport annuel de la Commission consultative de l'enseignement privé, pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 76)

Rapport annuel de la Commission des biens culturels, pour l'année 1984-1985.
(Document de la session n° 77)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 78)

Rapport annuel du ministère de l'Énergie et des Ressources, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 79)

Rapport annuel du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 80)

Rapport annuel de la Commission d'accès à l'information, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 81)

Rapport annuel du Conseil de la langue française, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 82)

Rapport annuel de l'Office de la langue française, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 83)

Rapport annuel de la Commission de toponymie, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 84)

Rapport annuel du Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 85)

Rapport annuel de l'Office du crédit agricole du Québec, relativement au programme de financement forestier, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 86)

Rapport annuel de l'Office du crédit agricole du Québec, relativement au programme de financement agricole, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 87)

Rapport annuel du ministère des Communications, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 88)

Rapport annuel du ministère du Travail, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 89)

Rapport préliminaire du Directeur général des élections du Québec sur les résultats du scrutin tenu le 2 décembre 1985.

(Document de la session n° 90)

Mme Bacon, vice-première ministre, propose que, conformément à l'article 26 de la Loi sur l'Assemblée nationale, M. Pierre Duchesne, soit nommé Secrétaire général de l'Assemblée nationale.

La motion est adoptée à l'unanimité.

M. Lincoln propose que cette Assemblée demande instamment au gouvernement fédéral d'amender sans plus tarder la Loi canadienne sur les brevets en accordant une protection satisfaisante à l'industrie pharmaceutique afin de favoriser la croissance et l'épanouissement de la recherche et du développement ainsi que la création d'un nombre significatif de nouveaux emplois dans ce secteur de pointe si crucial pour le Québec.

Du consentement unanime de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, il est ordonné:

Que le débat sur la déclaration complémentaire sur le budget soit reporté à la reprise des travaux aujourd'hui à quinze heures; et

Que la reprise du débat sur le discours d'ouverture soit reportée à dix-huit heures au cours de la même séance.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Houde propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 238, Loi concernant l'acquisition d'immeubles par la ville de Berthierville, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

M. Houde propose l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 238.

Et un débat s'ensuit.

Le débat étant terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 238 est adopté.

M. Gratton propose que le principe du projet de loi 8, Loi concernant l'élection partielle du 20 janvier 1986 dans la circonscription électorale de Saint-Laurent, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat étant terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 8 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, le projet de loi est envoyé pour étude détaillée à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, le projet de loi 8 est adopté.

M. Savoie informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 3, Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 3 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, le projet de loi est envoyé pour étude détaillée à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, le projet de loi 3 est adopté.

M. Pagé informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 5, Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles, et, du consentement unanime de l'Assemblée, propose que le principe du projet de loi soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée après division.

En conséquence, le principe du projet de loi 5 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, le projet de loi est envoyé pour étude détaillée à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, le projet de loi 5 est adopté après division.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Pagé, au nom de M. Ryan, propose que le principe du projet de loi 7, Loi sur une exception à la Loi sur la pharmacie, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée après division.

En conséquence le principe du projet de loi 7 est adopté.

À treize heures quinze minutes, M. le Président quitte le fauteuil et la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Sur la motion de M. Gratton, le projet de loi 7, Loi sur une exception à la Loi sur la pharmacie, est envoyé pour étude détaillée à la commission plénière.

M. le Président informe l'Assemblée que, conformément à l'article 90 de la Loi sur l'Assemblée nationale, chacun des groupes parlementaires lui a communiqué les noms des membres et des membres suppléants qui composeront le Bureau de l'Assemblée nationale.

Conformément à l'article 91 de la Loi sur l'Assemblée nationale, M. le Président propose:

Que Mme Juneau et MM. Bissonnet, Brassard, Cusano, Gauthier, Vaillancourt et Vallières soient membres du Bureau de l'Assemblée nationale; et

Que Mme Hovington et MM. Assad, Boulerice, Gendron, Leclerc, Paré et Polak soient membres suppléants dudit Bureau.

La motion est adoptée.

M. le chef de l'Opposition officielle entame le débat sur la déclaration complémentaire sur le budget (Énoncé de politiques budgétaires).

À la fin de son intervention, M. Johnson (Anjou) propose:

Que l'Assemblée blâme sévèrement le Gouvernement pour avoir présenté un énoncé complémentaire sur le budget qui suspend cyniquement pour trois mois le bénéfice des réductions d'impôt auxquelles avaient droit, dès le 1^{er} janvier, 2 500 000 salariés déduits à la source, qui renie les engagements pris par le Parti

libéral en matière de santé pour financer des mesures fiscales qui privilégient les contribuables à hauts revenus, qui nuit à la santé financière du Gouvernement et qui ne contient aucune mesure concrète pour les femmes, les jeunes et les chefs de famille à la recherche d'un emploi.

Le débat se poursuit sur la déclaration complémentaire sur le budget.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Chevette.

Du consentement unanime de l'Assemblée, la séance est suspendue.

Après quelque temps, l'Assemblée reprend sa séance.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, il est ordonné:

Que le résidu du débat sur la déclaration complémentaire sur le budget n'excède pas quatre heures; que ce temps de parole soit partagé également entre les deux groupes parlementaires; que le débat soit tenu au cours des deux premières semaines de la reprise des travaux de la présente session, en mars prochain; et

Que le résidu du débat sur le discours d'ouverture n'excède pas six heures; que ce temps de parole soit partagé également entre les deux groupes parlementaires; que le débat soit tenu au cours des deux premières semaines de la reprise des travaux de la présente session, en mars prochain; que le chef de l'Opposition officielle ait un autre droit de parole qu'il pourra utiliser à cette fin.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, au nom de chacun des ministres responsables, dépose les documents suivants:

Rapport annuel de la Société d'aménagement de l'Outaouais, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 91)

Rapport annuel de la Société d'habitation du Québec, pour l'année 1984.

(Document de la session n° 92)

Rapport annuel de la Société de développement de la Baie James, pour l'année 1984.

(Document de la session n° 93)

Rapport annuel du ministère du Conseil exécutif, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 94)

Rapport annuel du ministère des Affaires municipales, pour l'année 1984-1985.

(Document de la session n° 95)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gobeil propose que le principe du projet de loi 4, Loi sur la période de transmission des propositions salariales dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et de la fonction publique, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 4 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, le projet de loi est envoyé pour étude détaillée en commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, le projet de loi 4 est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi 7, Loi sur une exception à la Loi sur la pharmacie, est étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton au nom de M. Ryan, propose que le projet de loi 7 soit adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 7 est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton propose:

Que, conformément à l'article 182 du Règlement, cette Assemblée suspende jusqu'au 11 mars 1986 l'application de l'article 127 dudit règlement en raison de l'impossibilité de respecter les délais qui y sont prescrits;

Que la Commission de l'Assemblée nationale se réunisse dans les soixante jours suivant l'adoption de la présente motion afin de choisir les commissions qui seront présidées par un député du groupe formant le Gouvernement et celles qui le seront par un député de l'Opposition, de déterminer la composition des commissions et de fixer la date de leur première réunion;

Que toutes ces décisions de la Commission de l'Assemblée nationale soient prises à l'unanimité et effectives sans délai;

*Qu'*à la première occasion, le Président dépose à l'Assemblée un rapport faisant état de ces décisions; et

Que, jusqu'au 11 mars 1986, l'article 178 du Règlement soit modifié en ajoutant partout après le mot « Assemblée », les mots « ou la Commission de l'Assemblée nationale ».

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton propose:

Que, malgré la dissolution de la 32^e Législature, la Commission des institutions complète la rédaction de son rapport suite à la consultation générale qu'elle a tenue sur le projet de règlement concernant les programmes d'accès à l'égalité pris en vertu du paragraphe b de l'article 86.8 de la Charte des droits et libertés de la personne.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton propose:

Que l'Assemblée accepte de se saisir à nouveau du projet de loi 20 déposé au cours de la cinquième session de la trente-deuxième Législature, Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens, et en adopte le principe;

Que ce projet de loi soit déferé à la Commission des institutions;

Que la Commission des institutions confie à une sous-commission le mandat de compléter l'étude détaillée dudit projet de loi; et

Que, malgré la dissolution de la trente-deuxième Législature, l'étude détaillée effectuée par la Sous-commission des institutions au cours de la cinquième session de la trente-deuxième Législature soit réputée avoir été faite au cours de la première session de la trente-troisième Législature.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, l'Assemblée se saisit du projet de loi 9, Loi concernant la nomination du juriconsulte visé dans la loi sur l'Assemblée nationale.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton propose que le principe du projet de loi 9 soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 9 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, le projet de loi est envoyé pour étude en commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton le projet de loi 9 est adopté.

Après les bons vœux de la Vice-Première ministre, du chef de l'Opposition officielle et du Président de l'Assemblée nationale, à 19.27 heures, M. Gratton propose l'ajournement de l'Assemblée au mardi 11 mars 1986, à quatorze heures.

La motion est adoptée.

Aujourd'hui, le jeudi 19 décembre 1985, à vingt heures dix minutes, au Cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de la Vice-Première ministre, de M. Dufour, le représentant du chef de l'Opposition officielle et du Secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

- 3 Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines;
- 4 Loi sur la période de transmission des propositions salariales dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et de la fonction publique;
- 5 Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles;
- 6 Loi n° 5 sur les crédits, 1985-1986;
- 7 Loi sur une exception à la Loi sur la pharmacie;
- 8 Loi concernant l'élection partielle du 20 janvier 1986 dans la circonscription électorale de Saint-Laurent;

19 décembre 1985

9 Loi concernant la nomination du juriconsulte visé dans la Loi sur l'Assemblée nationale;

238 Loi concernant l'acquisition d'immeubles par la ville de Berthierville.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. le Président communique et dépose une lettre adressée au Secrétaire général de l'Assemblée nationale par le Directeur général des élections, en date du 27 janvier 1986, l'avisant du nom du candidat proclamé élu à la suite de l'élection partielle du 20 janvier 1986 tenue dans la circonscription électorale de Saint-Laurent.

(Document n° 96 de la session)

M. le Président ainsi que le leader de l'Opposition officielle félicitent M. Robert Bourassa, nouveau député, et lui souhaitent la bienvenue en cette Assemblée, après quoi le député fait une courte allocution.

M. le Président, à l'occasion de la Journée du Commonwealth célébrée le 10 mars 1986, communique et dépose une déclaration du Dr Bal Ram Jakhar, président du Lok Sabha (Inde) et président du comité exécutif de l'Association parlementaire du Commonwealth, soulignant l'importance de cette communauté internationale.

(Document n° 97 de la session)

Du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi suivants sont l'un après l'autre présentés et, sur la motion de leur auteur, l'Assemblée accepte de s'en saisir :

Projet de loi 10 — Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale
— *M. Gratton*;

Projet de loi 11 — Loi sur la Coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean-Baptiste de Rouville et abrogeant la Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de coopératives d'électricité — *M. Ciaccia*;

Projet de loi 12 — Loi sur les règlements — *M. Marx*;

Projet de loi 13 — Loi sur le recensement des électeurs en 1986 et sur la délimitation des circonscriptions électorales — *M. Gratton*;

Projet de loi 14 — Loi maintenant en vigueur certains décrets relatifs aux affaires intergouvernementales canadiennes — *M. Rémillard*;

Projet de loi 15 — Loi modifiant la Loi modifiant la Loi sur les biens culturels et d'autres dispositions législatives — *Mme Bacon*;

Projet de loi 16 — Loi sur la composition du conseil d'administration du Musée des beaux-arts de Montréal — *Mme Bacon*;

Projet de loi 17 — Loi modifiant la Loi sur les archives — *Mme Bacon*;

Projet de loi 18 — Loi modifiant la Loi sur le cinéma — *Mme Bacon*.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Diagramme de l'Assemblée nationale, 1^{re} session, 33^e Législature, en date du 11 mars 1986.

(Document n° 98 de la session)

Conformément à l'article 58 du Règlement, la liste des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.

(Document n° 99 de la session)

Cette liste est reproduite en annexe au *Procès-verbal* d'aujourd'hui.

Rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui a siégé le 5 février 1986 aux fins de:

- nommer un jurisconsulte;
- modifier les compétences des commissions;

- former les commissions ;
- désigner les présidents de séance.

(Document n° 100 de la session)

Sur la motion de M. Saintonge, le rapport est adopté.

Par M. Lemieux :

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a siégé les 11, 12, 13, 18, 20, 25, 26 février 1986 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 2, Loi modifiant diverses lois fiscales et d'autres dispositions législatives.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document n° 101 de la session)

Par M. Levesque :

État du rapport et des dépenses encourues au 7 mars 1986 sur le mandat spécial autorisé depuis l'ajournement de l'Assemblée nationale.

(Document n° 102 de la session)

Par M. Gratton, au nom de chacun des ministres responsables :

Rapport annuel de la Commission des affaires sociales, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1985.

(Document n° 103 de la session)

Rapports annuels des activités des conseils régionaux de la santé et des services sociaux, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1985.

(Document n° 104 de la session)

Rapport annuel du Conseil des affaires sociales et de la famille, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1985.

(Document n° 105 de la session)

Rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1985.

(Document n° 106 de la session)

Rapport annuel du Conseil des services essentiels, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1985.

(Document n° 107 de la session)

Rapport annuel du Conseil consultatif sur les réserves écologiques, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1985.

(Document n° 108 de la session)

Rapport annuel de l'Institut québécois de recherche sur la culture, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1985.

(Document n° 109 de la session)

Rapport annuel du ministère de la Science et de la Technologie, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1984.

(Document n° 110 de la session)

Rapport annuel du Musée d'Art contemporain de Montréal, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1985.

(Document n° 111 de la session)

Rapport annuel du Musée des beaux-arts de Montréal, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1985.

(Document n° 112 de la session)

Rapport annuel de l'Office de planification et de développement du Québec, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1985.

(Document n° 113 de la session)

Rapport annuel de l'Office des services de garde à l'enfance, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1985.

(Document n° 114 de la session)

Rapport annuel de la Régie des loteries et courses du Québec, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1985.

(Document n° 115 de la session)

Rapport annuel de la Régie du logement, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1985.

(Document n° 116 de la session)

Rapport annuel de la Régie des grains du Québec, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1985.

(Document n° 117 de la session)

Rapport annuel de la Société générale du cinéma du Québec, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1985.

(Document n° 118 de la session)

Rapport annuel de la Société immobilière du Québec, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1985.

(Document n° 119 de la session)

Rapport annuel de la Société de cartographie du Québec, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1985.

(Document n° 120 de la session)

Rapport annuel de la Société de développement industriel du Québec, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1985.

(Document n° 121 de la session)

Rapport annuel du Tribunal de l'expropriation, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1985.

(Document n° 122 de la session)

Rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation sur l'état et les besoins de l'éducation, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1985.

(Document n° 123 de la session)

Par M. Gratton, au nom de M. Ryan:

Copie du décret 1797-85, en date du 4 septembre 1985, concernant la nomination des membres du conseil d'administration du Centre québécois de recherche sur les applications pédagogiques de l'ordinateur.

(Document n° 124 de la session)

Par M. Gratton, au nom de M. Savoie:

Copie du décret 1795-85, en date du 4 septembre 1985, concernant un paiement par le ministre des Finances pour des actions de la Société nationale de l'amiante;

Copie du décret 2228-85, en date du 31 octobre 1985, concernant l'autorisation à la Société nationale de l'amiante d'acquérir des actions de ses filiales et de consentir des prêts à ses filiales.

Copie du décret 12-86, en date du 15 janvier 1986, concernant un paiement de 7 800 000 \$ par le ministre des Finances pour des actions de la Société nationale de l'amiante et une autorisation à la Société nationale de l'amiante d'acquérir des actions de ses filiales pour un même montant.

(Document n° 125 de la session)

Conformément au Règlement, M. le Président communique à l'Assemblée un avis qu'il a reçu du député de Lévis signalant une violation de droit ou de privilège par le ministre du Revenu qui se serait autorisé d'une disposition législative non encore adoptée par l'Assemblée pour prendre un arrêté ministériel, et concluant à ce qu'il entend présenter une motion en vertu de l'article 317 du Règlement.

M. le Président permet au député de Lévis et au leader du gouvernement d'intervenir brièvement sur la recevabilité de la question de privilège.

Après ces interventions, M. le Président déclare prendre cette question en délibéré.

L'Assemblée procède à la période de questions orales des députés.

M. Johnson (Anjou) propose :

Que l'Assemblée nationale félicite les peuples haïtien et philippin pour avoir obtenu la chute des régimes Duvalier et Marcos, et qu'elle encourage les nouveaux gouvernements à doter Haïti et les Philippines d'institutions démocratiques, respectueuses des droits et libertés.

Et du consentement unanime un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande du leader du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Mme Gagnon-Tremblay propose :

Que l'Assemblée nationale offre ses meilleurs vœux à toutes les femmes du Québec, à l'occasion de la Journée internationale des femmes qui a été célébrée le 8 mars dernier.

Et du consentement unanime, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande du leader du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Conformément à l'article 308 du Règlement, M. le Président fait part à l'Assemblée qu'un débat de fin de séance aura lieu ce soir à la suite d'une demande du député de Verchères concernant la vente de la Raffinerie de sucre du Québec.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, il est *ordonné*:

Que l'ordre du 19 décembre 1985 soit révoqué;

Que les deux débats prévus aux affaires prioritaires soient fusionnés;

Que la durée du débat de neuf heures trente minutes soit répartie également entre les deux groupes parlementaires et un droit de réplique de trente minutes accordé au ministre des Finances;

Que tout député puisse intervenir une seule fois au cours de ce débat fusionné, son temps de parole n'étant limité que par l'enveloppe attribuée à son groupe parlementaire;

Qu'au début de chaque séance, les deux leaders, avec le Président, conviennent de la répartition du temps qui revient à leur groupe respectif; et

Qu'après la réplique du ministre des Finances, les votes soient pris successivement sur les motions de censure et enfin sur la motion du ministre des Finances visant à approuver la politique budgétaire du Gouvernement.

L'Assemblée reprend le débat :

- Sur la déclaration complémentaire sur le budget (Énoncé de politiques budgétaires) :
- Sur la motion de censure de M. Johnson (Anjou) :

Que l'Assemblée blâme sévèrement le Gouvernement pour avoir présenté un énoncé complémentaire sur le budget qui suspend cyniquement pour trois mois le bénéfice des réductions d'impôt auxquelles avaient droit, dès le 1^{er} janvier, 2 500 000 salariés déduits à la source, qui renie les engagements pris par le Parti libéral en matière de santé pour financer des mesures fiscales qui privilégient les contribuables à hauts revenus, qui nuit à la santé financière du Gouvernement et qui ne contient aucune mesure concrète pour les femmes, les jeunes et les chefs de famille à la recherche d'un emploi.

- Et sur le discours d'ouverture.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bélanger.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le débat de fin de séance est tenu.

Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation répond au député de Verchères relativement à la question portant sur la vente de la Raffinerie de sucre du Québec.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, il est ordonné :

Que l'article 87 du Règlement soit suspendu pour la partie de séance de mercredi après-midi de sorte que l'Assemblée puisse débattre, aux termes de l'article 97, la motion du député de Gouin inscrite au *Feuilleton*.

À 18 h 13, sur la motion de M. Gratton, l'Assemblée s'ajourne à demain dix heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.

TABLE DES MATIÈRES

	Page		Page
Lieutenant-gouverneur	42	Environnement	60
Premier ministre	42	Finances	61
Vice-Première ministre	43	Forêts	64
Administration	43	Industrie et Commerce	65
Affaires culturelles	43	Justice	69
Affaires intergouvernementales canadiennes	47	Loisir, Chasse et Pêche	71
Affaires municipales	47	Main d'oeuvre et Sécurité du Revenu	72
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	48	Mines	74
Commerce extérieur et Développement technologique	51	Relations internationales	75
Communautés culturelles et Immigration	52	Revenu	75
Communications	53	Santé et Services sociaux	76
Condition féminine	54	Services et Approvisionnements	78
Conseil du trésor	54	Solliciteur général	79
Éducation	55	Tourisme	80
Énergie et Ressources	55	Transports	81
Enseignement supérieur et Science	58	Travail	83
		Président de l'Assemblée nationale	86

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le Lieutenant-gouverneur.	Rapport annuel des Publications du Québec concernant les exemplaires du recueil des lois qui ont été imprimés au cours de l'année précédente.	L.R.Q., c. I-16, aa. 25 et 26.	À chaque session.
Le Premier ministre.	Toute proclamation mettant en vigueur et déclarant valide toute Convention complémentaire à laquelle le Québec est partie, destinée à modifier, annuler ou remplacer la Convention de la Baie James et du Nord québécois.	L.R.Q., c. C-67, a. 4.	Dans les 15 jours de son adoption, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le Premier ministre.	Toute proclamation approuvant, mettant en vigueur et déclarant valide toute convention complémentaire à laquelle le Québec est partie, destinée à modifier, annuler ou remplacer la Convention du Nord-Est québécois.	L.R.Q., c. C-67.1, a. 4.	Dans les 15 jours suivant son adoption, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux après un ajournement de plus de vingt jours.
Le Premier ministre.	Toute directive portant sur les objectifs et l'orientation de SIDBEC ainsi que les documents pertinents.	L.R.Q., c. E-14, a. 9.3.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le Premier ministre.	Rapport annuel du ministère du Conseil exécutif, excluant les activités prévues à la section II reliées aux affaires intergouvernementales canadiennes.	L.R.Q., c. M-30, a. 4.	Dans les 6 mois de la fin de chaque exercice, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
La Vice-Première ministre.	Rapport annuel de l'Office des ressources humaines.	L.R.Q., c. F-3.1.1, a. 97.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
La Vice-Première ministre.	Rapport annuel de la Commission de la fonction publique.	L.R.Q., c. F-3.1.1, a. 124.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre délégué à l'Administration.	Rapport annuel de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.	L.R.Q., c. R-10, a. 161.	Dans les 30 jours, si l'Assemblée nationale est en session, ou si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les 15 jours de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel de la Commission des biens culturels du Québec.	L.R.Q., c. B-4, a. 7.11.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Copie d'une liste des biens culturels reconnus et classés depuis la dernière liste publiée dans la <i>Gazette officielle du Québec</i> .	L.R.Q., c. B-4, a. 14.	À chaque session.
Le ministre des Affaires culturelles.	Tout avis de la Commission des biens culturels du Québec sur le classement d'un bien culturel.	L.R.Q., c. B-4, a. 29, édicté par 1985, c. 24, a. 22.	Dans les 60 jours de la décision de la Commission si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel de l'Office de la langue française.	L.R.Q., c. C-11, a. 120.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel de la Commission de protection de la langue française.	L.R.Q., c. C-11, a. 184.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel du Conseil de la langue française.	L.R.Q., c. C-11, a. 204.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel et les états financiers de l'Institut québécois du cinéma.	L.R.Q., c. C-18.1, a. 43.	Dans les 30 jours de leur réception, si elle est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de la session suivante ou, selon le cas, de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel et les états financiers de la Société générale du cinéma.	L.R.Q., c. C-18.1, a. 70.	Dans les 30 jours de leur réception, si elle est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de la session suivante ou, selon le cas, de la reprise de ses travaux.

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel de la Régie du cinéma.	L.R.Q., c. C-18.1, a. 146.	Dans les 30 jours de sa réception si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de la session suivante ou de la reprise de ses travaux, selon le cas.
Le ministre des Affaires culturelles.	Tout avis du Conseil consultatif de la lecture et du livre concernant les projets de règlement visés dans la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre.	L.R.Q., c. D-8.1, a. 8.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session, sinon dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou, selon le cas, dans les 15 jours de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel du Conseil consultatif de la lecture et du livre.	L.R.Q., c. D-8.1, a. 13.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les 15 jours de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Tout mandat spécifique demandé par le ministre concernant l'Institut québécois de recherche sur la culture.	L.R.Q., c. I-13.2, a. 25.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel de l'Institut québécois de recherche sur la culture.	L.R.Q., c. I-13.2, a. 31.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les 15 jours de la reprise de ses travaux.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel de son activité et de celle des organismes sous sa juridiction.	L.R.Q., c. M-20, a. 5.	Dans les 15 premiers jours de chaque session.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel et états financiers de la corporation du Musée des beaux-arts de Montréal.	L.R.Q., c. M-42, a. 14.	Le plus tôt possible.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel et états financiers du Musée du Québec, du Musée d'Art contemporain de Montréal et du Musée de la Civilisation.	L.R.Q., c. M-44, a. 34.	Dans les 30 jours de leur réception, si elle est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Tout arrêté du gouvernement autorisant l'acquisition d'actions ou de biens visée dans le paragraphe a du premier alinéa de l'article 20 de la Loi constituant la Société de développement des industries de la culture et des communications.	L.R.Q., c. S-10.01, a. 20.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Toute directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société de développement des industries de la culture et des communications.	L.R.Q., c. S-10.01, a. 24.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel de la Société de développement des industries de la culture et des communications.	L.R.Q., c. S-10.01, a. 26.	Dans les 30 jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours qui suivent l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. -- (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Epoque où la présentation doit être faite
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel et les états financiers de la Société de la Place des Arts de Montréal.	L.R.Q., c. S-12.1, a. 28.	Dans les 30 jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours qui suivent l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Affaires culturelles.	Rapport annuel et les états financiers de la Société du Grand Théâtre de Québec.	L.R.Q., c. S-14.01, a. 28.	Dans les 30 jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours qui suivent l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes.	Rapport annuel du ministère du Conseil exécutif concernant les activités reliées aux affaires intergouvernementales canadiennes.	L.R.Q., c. M-30, a. 4.1.	Dans les 6 mois de la fin de chaque exercice, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Affaires municipales.	Rapport annuel de la Société d'aménagement de l'Outaouais.	L.R.Q., c. C-37.1, a. 230.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Affaires municipales.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-22.1, a. 10.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de cet exercice, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Affaires municipales.	Rapport annuel de la Régie du logement.	L.R.Q., c. R-8.1, a. 25.	Dans les 30 jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Affaires municipales.	Rapport annuel de la Société d'habitation du Québec.	L.R.Q., c. S-8, a. 24.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Affaires municipales.	Proclamation faite en vertu du premier paragraphe de l'article 23 de la Loi sur les villages cris et le village naskapi.	L.R.Q., c. V-5.1, a. 23.	Dans les 15 jours de son adoption par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport annuel du Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers sur son administration de la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers.	L.R.Q., c. A-29.1, a. 28.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport annuel des opérations de la Régie des assurances agricoles du Québec.	L.R.Q., c. A-30, a. 19.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport annuel de l'Office du crédit agricole du Québec sur son administration de la Loi favorisant le crédit agricole à long terme par les institutions privées.	L.R.Q., c. C-75.1, a. 44.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Plan triennal des activités du Fonds de recherche en agriculture, en pêcheries et en alimentation.	L.R.Q., c. D-9.1, a. 83.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de l'Agriculture des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport annuel du Fonds de recherche en agriculture, en pêcheries et en alimentation.	L.R.Q., c. D-9.1, a. 96.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport annuel de l'Office du crédit agricole du Québec sur son administration de la Loi favorisant l'établissement de jeunes agriculteurs.	L.R.Q., c. E-12.1, a. 31.	Dans les 30 jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport annuel de la Régie des grains du Québec.	L.R.Q., c. G-1.1, a. 21.	Dans les 30 jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours qui suivent l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-14, a. 3.	Dans les 15 jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport annuel de la Régie des marchés agricoles du Québec.	L.R.Q., c. M-35, a. 14.1.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport annuel de la Régie des marchés agricoles du Québec sur son administration de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés.	L.R.Q., c. P-30, a. 60.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport annuel de la Commission de protection du territoire agricole du Québec.	L.R.Q., c. P-41.1, a. 20.	Dans les 30 jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours qui suivent l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Toute directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Raffinerie de sucre du Québec.	L.R.Q., c. R-0.1, a. 24.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport annuel et les états financiers de la Raffinerie de sucre du Québec.	L.R.Q., c. R-01, a. 26.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Toute directive portant sur les objectifs et l'orientation de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.	L.R.Q., c. S-21, a. 4.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux, après un ajournement de plus de 20 jours.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.	L.R.Q., c. S-21, a. 18.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	Rapport annuel et les états financiers de la Société du Parc des expositions agro-alimentaires.	1985, c. 13, a. 29.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique.	Toute directive portant sur les objectifs et l'orientation de l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche.	L.R.Q., c. A-7.1, a. 18.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique.	Tout décret du gouvernement autorisant l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche à dépasser le niveau de participation à une société en commandite prévu au paragraphe troisième du deuxième alinéa de l'article 22.	L.R.Q., c. A-7.1, a. 22.	Dans les 15 jours de sa prise, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique.	Rapport annuel de l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche.	L.R.Q., c. A-7.1, a. 31.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-29.1, a. 11.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de cet exercice, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique.	Tout décret autorisant la délivrance de lettres patentes constituant des corporations qui ont pour objet le développement de la recherche et de la technologie.	1985, c. 21, a. 12.	Dans les 30 jours si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-23.1, a. 9.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque exercice ou, si l'Assemblée nationale n'est pas en session, au plus tard le 15 ^e jour au cours duquel elle siège après l'expiration de ce délai.
Le ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration.	Rapport annuel du Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration.	L.R.Q., c. 44, a. 20.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Communications.	Toute entente conclue en vertu de l'article 67 ou 68 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels ainsi que l'avis sur chaque entente de la Commission d'accès à l'information.	L.R.Q., c. A-2.1, a. 70.	Dans les 15 jours de son approbation si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Communications.	Rapport annuel de la Commission d'accès à l'information.	L.R.Q., c. A-2.1, a. 119.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Communications.	Tout décret ordonnant à un organisme public de surseoir à l'exécution d'une décision de la Commission d'accès à l'information ayant pour effet d'ordonner de communiquer un document ou un renseignement.	L.R.Q., c. A-2.1, a. 145.	Dans les 15 jours qui suivent la prise du décret si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Communications.	Rapport quinquennal sur la mise en oeuvre de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.	L.R.Q., c. A-2.1, a. 179.	Dans les 15 jours de sa réception, si l'Assemblée nationale siège ou, si elle ne siège pas, auprès de son président.
Le ministre des Communications.	Calendrier de l'entrée en vigueur et de la prise d'effet des dispositions de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.	L.R.Q., c. A-2.1, a. 181.	Dans les 15 jours de son adoption si l'Assemblée nationale siège ou, si elle ne siège pas, auprès de son président.
Le ministre des Communications.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-24, a. 14.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Communications.	Rapport concernant les entreprises de radio-télévision et de câblodistribution ayant bénéficié de l'assistance financière pour la programmation éducative.	L.R.Q., c. P-30.1, a. 10.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre des Communications.	Rapport annuel de la Société de radio-télévision du Québec.	L.R.Q., c. S-11.1, a. 18.	Dans les 30 jours suivant sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les 15 jours de la reprise des travaux.
La ministre déléguée à la Condition féminine.	Rapport annuel du Conseil du statut de la femme.	L.R.Q., c. C-59, a. 18.	Sans délai.
La ministre déléguée à la Condition féminine.	Rapport annuel de l'Office des services de garde à l'enfance.	L.R.Q., c. S-4.1, a. 65.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les 15 jours de la reprise des travaux.
La ministre déléguée à la Condition féminine.	Toute directive portant sur les objectifs et l'orientation de l'Office des services de garde à l'enfance.	L.R.Q., c. S-4.1, a. 67.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le Président du Conseil du trésor.	Rapport sur la réalisation des programmes d'accès à l'égalité par les ministères et les organismes gouvernementaux.	L.R.Q., c. F-3.1.1, a. 80.	Une fois l'an.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le Président du Conseil du trésor.	Rapport contenant l'avis de la Commission de la fonction publique et indiquant les emplois ou les catégories d'emplois soustraits aux dispositions de la Loi sur la fonction publique.	L.R.Q., c. F-3.1.1, a. 84.	Dans les 30 jours de sa réception, si l'Assemblée nationale siège ou, si elle ne siège pas, au président de l'Assemblée nationale.
Le Président du Conseil du trésor.	Rapport sur la mise en oeuvre de la Loi sur la fonction publique.	L.R.Q., c. F-3.1.1, a. 172.	Dans les 15 jours de sa réception, si l'Assemblée nationale siège ou, si elle ne siège pas, auprès du Président de l'Assemblée nationale.
Le Président du Conseil du trésor.	Tout projet de règlement fixant les salaires et échelles de salaire pour l'année en cours.	1985, c. 12, a. 54.	Au cours de la deuxième ou de la troisième semaine de mars de chaque année si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, le projet doit être publié au cours de ces semaines à la <i>Gazette officielle du Québec</i> .
Le ministre de l'Éducation.	Rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation, et l'état et les besoins de l'éducation.	L.R.Q., c. C-60, a. 9.	À chaque session.
Le ministre de l'Éducation.	Rapport des activités de la Commission consultative de l'enseignement privé pour l'année scolaire précédente.	L.R.Q., c. E-9, a. 8.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Éducation.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-15, a. 4.	Dans les 15 jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de la Loi autorisant la concession de certaines forces hydrauliques à Belleterre Québec Mines Limited.	1947, c. 40, a. 1.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 premiers jours de la session suivante.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Les arrêtés en conseil adoptés en vertu de l'article 4 de la Loi pour assurer la stabilité et l'essor industriels de la ville et de la région de Matane.	1959-60, c. 23, a. 4.	Dans les 15 premiers jours de la session suivante.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport annuel de la Société de développement de la Baie James.	L.R.Q., c. D-8, a. 33.	Sans délai.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Tout décret du gouvernement pris en vertu de l'article 6 ou de l'article 6.1 de la Loi sur l'exportation de l'électricité.	L.R.Q., c. E-23, a. 6.2.	Dans les 15 jours de sa prise, si l'Assemblée nationale est en session, ou si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport annuel détaillé des biens et des opérations d'Hydro-Québec.	L.R.Q., c. H-5, a. 20.	À chaque session.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-15.1, a. 11.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque exercice, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport des demandes faites à la Régie de l'électricité et du gaz, des ordonnances qu'elle a rendues depuis son entrée en fonction ou, selon le cas, depuis son rapport précédent, et des enquêtes faites pendant la même période.	L.R.Q., c. R-6, a. 46.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 3 premières semaines de la session suivante.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport par la Société de cartographie du Québec de l'évaluation des actions ou biens acquis d'entreprises poursuivant les mêmes fins.	L.R.Q., c. S-9, a. 14.	Dans les 15 jours de l'acquisition, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Toute directive portant sur les objectifs et l'orientation de la Société de cartographie du Québec, approuvée par le gouvernement.	L.R.Q., c. S-9, a. 15.1.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les 15 jours de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport annuel de la Société de cartographie du Québec.	L.R.Q., c. S-9, a. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Décret autorisant le ministre des Finances à payer à la Société québécoise d'initiatives pétrolières une somme prévue à l'article 9.2 de la Loi sur la Société québécoise d'initiatives pétrolières.	L.R.Q., c. S-22, a. 9.2.	À chaque session.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives pétrolières.	L.R.Q., c. S-22, a. 20.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou, dans les 30 jours de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Toute directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et orientations de la Société québécoise d'initiatives pétrolières.	L.R.Q., c. S-22, a. 23.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Énergie et des Ressources.	Arrêtés en conseil autorisant le ministre de l'Énergie et des Ressources à accorder une réduction de droits de coupe aux concessionnaires forestiers.	L.R.Q., c. T-9, a. 6.	Dans les 10 premiers jours de la session.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.	Rapport, avis et recommandations du Comité d'accréditation des associations étudiantes.	L.R.Q., c. A-3.01, a. 63.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session, ou si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.	Rapport annuel de l'Office des professions du Québec.	L.R.Q., c. C-26, a. 16.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.	Rapport annuel du Conseil inter-professionnel du Québec.	L.R.Q., c. C-26, a. 22.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.	Rapport annuel de tout Bureau institué au sein d'une corporation professionnelle et l'état financier de la corporation.	L.R.Q., c. C-26, a. 104.	Dans les 30 jours de sa réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 10 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.	Rapport annuel du Conseil des collèges, et sur l'état et les besoins de l'enseignement collégial.	L.R.Q., c. C-57.1, a. 24.	Dans les 30 jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les 15 jours de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.	Rapport annuel du Conseil des universités.	L.R.Q., c. C-58, a. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.	Rapport annuel du Conseil de la Science et de la Technologie.	L.R.Q., c. D-9.1, a. 34.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session, ou si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.	Plan annuel pour la répartition des revenus de la Fondation pour le développement de la science et de la technologie.	L.R.Q., c. D-9.1, a. 52.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.	Plan triennal des activités du Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche.	L.R.Q., c. D-9.1, a. 83.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.	Rapport annuel du Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche.	L.R.Q., c. D-9.1, a. 96.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.	Tout plan quinquennal d'investissements universitaires.	L.R.Q., c. I-17, a. 4.	Sans délai.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.	Rapport annuel et les états financiers de la Société de la Maison des sciences et des techniques.	L.R.Q., c. S-11.02, a. 28.	Dans les 30 jours de leur réception si elle est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.	Rapport annuel des activités de l'Université du Québec, y compris celles des universités constituantes, instituts de recherche et écoles supérieures.	L.R.Q., c. U-1, a. 25.	Sans délai.
Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.	Rapport des activités de son ministère pour chaque exercice financier.	1985, c. 21, a. 13.	Dans les 6 mois de la fin de cet exercice si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de l'Environnement.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-15.2, a. 9.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque exercice, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Environnement.	Rapport annuel du Conseil consultatif de l'environnement.	L.R.Q., c. Q-2, a. 19.	Sans délai.
Le ministre de l'Environnement.	Rapport annuel du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James.	L.R.Q., c. Q-2, a. 147.	Sans délai.
Le ministre de l'Environnement.	Rapport annuel du Comité consultatif pour l'environnement Kativik.	L.R.Q., c. Q-2, a. 176.	Sans délai.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Environnement.	Rapport annuel de la Société québécoise d'assainissement des eaux.	L.R.Q., c. S-18.21, a. 38.	Dans les 30 jours suivant la réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les 15 jours de la reprise des travaux.
Le ministre des Finances.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. A-6, a. 11.1.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque exercice, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Finances.	État de tous les rapports et mandats spéciaux et de toute dépense encourue en conséquence.	L.R.Q., c. A-6, a. 42.	Pas plus tard que le troisième jour au cours duquel l'Assemblée nationale siège après la signature des mandats.
Le ministre des Finances.	État des rapports du contrôleur des finances des décisions du Conseil du trésor, et de toute dépense encourue en conséquence d'un mandat de paiement émis malgré le refus du contrôleur des finances.	L.R.Q., c. A-6, a. 55.	Au plus tard le troisième jour au cours duquel l'Assemblée nationale siège après la signature du mandat émis sur l'ordre du Conseil du trésor.
Le ministre des Finances.	État des comptes publics pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. A-6, a. 72.	Au plus tard le 31 décembre suivant la fin de l'exercice financier ou, si l'Assemblée nationale ne siège pas, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège par la suite.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Finances.	Rapport annuel de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.	L.R.Q., c. A-26, a. 20.	Dès que le ministre a reçu le rapport du vérificateur général visé à l'article 21 ou au plus tard le trente avril de la même année, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Finances.	Rapport de l'inspecteur général des institutions financières sur l'état des affaires de tous les assureurs exerçant au Québec, pour l'année ayant pris fin le 31 décembre précédent.	L.R.Q., c. A-32, a. 324.	Au plus tard le 30 juin suivant la fin de chaque année ou, si l'Assemblée nationale ne siège pas, dans les 15 premiers jours de la session suivante.
Le ministre des Finances.	Rapport du ministre sur l'application de la Loi sur les assurances.	L.R.Q., c. A-32, a. 425.1.	À tous les cinq ans.
Le ministre des Finances.	Règlements de la Caisse de dépôt et placement du Québec.	L.R.Q., c. C-2, a. 13.	Dans les 15 jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Finances.	Rapport annuel de la Caisse de dépôt et placement du Québec.	L.R.Q., c. C-2, a. 44.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Finances.	Rapport annuel du capital, du trafic et des frais d'exploitation de toute compagnie de chemin de fer constituée en corporation dans le but de construire, entretenir ou exploiter un chemin de fer au Québec.	L.R.Q., c. C-14, a. 170.	Dans les 21 premiers jours de chaque session.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Finances.	État indiquant les permis accordés à des compagnies étrangères au cours de l'exercice financier précédent, le fonds social autorisé des corporations étrangères munies de permis et les honoraires payés pour chaque permis.	L.R.Q., c. C-46, a. 13.	À chaque session.
Le ministre des Finances.	Rapport annuel de l'administration du curateur public.	L.R.Q., c. C-80, a. 40.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 10 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Finances.	État détaillé de tous les cautionnements fournis sous l'autorité de la Loi sur les employés publics, et des changements qui peuvent y avoir été faits depuis l'époque à laquelle le dernier état a été soumis à la Législature.	L.R.Q., c. E-6, a. 42.	Dans les 15 jours de l'ouverture de chaque session.
Le ministre des Finances.	Rapport annuel de l'inspecteur général.	L.R.Q., c. I-11.1, a. 21.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Finances.	États financiers et rapport annuel de la Société des loteries et courses du Québec.	L.R.Q., c. S-13.1, a. 25.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Finances.	Rapport annuel de la Commission des valeurs mobilières du Québec.	L.R.Q., c. V-1.1, a. 302.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Finances.	Rapport quinquennal sur la mise en œuvre de la Loi sur les valeurs mobilières.	L.R.Q., c. V-1.1, a. 352.	Dans les 15 jours de sa réception, si l'Assemblée nationale siège ou, si elle ne siège pas, auprès de son président.
Le ministre délégué aux Forêts.	Rapport annuel de l'Office du crédit agricole du Québec concernant l'administration de la Loi sur le crédit forestier.	L.R.Q., c. C-78, a. 51.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre délégué aux Forêts.	Rapport annuel de l'Office du crédit agricole du Québec sur l'administration de la Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées.	L.R.Q., c. C-78.1, a. 69.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre délégué aux Forêts.	Tout décret du gouvernement portant sur un paiement visé aux articles 7 et 7.1 de la Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.	L.R.Q., c. S-12, a. 9.	Dans les 30 jours de sa prise, devant l'Assemblée nationale si elle siège ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre délégué aux Forêts.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 18 de la Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.	L.R.Q., c. S-12, a. 18.	Dans les 15 jours suivant son adoption, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre délégué aux Forêts.	Toute directive portant sur les objectifs et l'orientation de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.	L.R.Q., c. S-12, a. 19.1.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les 15 jours de la reprise des travaux.
Le ministre délégué aux Forêts.	Rapport annuel de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.	L.R.Q., c. S-12, a. 25.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre délégué aux Forêts.	Les arrêtés en conseil adoptés en vertu des articles 92 et 93 de la Loi sur les terres et forêts.	L.R.Q., c. T-9, a. 94.	Dans les 15 premiers jours de la session suivante.
Le ministre délégué aux Forêts.	Les arrêtés en conseil adoptés en vertu de l'article 106 de la Loi sur les terres et forêts.	L.R.Q., c. T-9, a. 106.	Dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivant la fin de l'année financière du gouvernement.
Le ministre délégué aux Forêts.	Décret du gouvernement autorisant l'expédition, hors du Québec, de bois non entièrement ouvré provenant du domaine public du Québec.	L.R.Q., c. U-2, a. 3.	Dans les 15 jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Toute directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation du Centre de recherche industrielle du Québec.	L.R.Q., c. C-8, a. 26.1.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Rapport annuel des activités de Sidbec.	L.R.Q., c. E-14, a. 15.	À chaque session.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Tout mandat spécifique confié à l'Institut national de productivité par le ministre.	L.R.Q., c. I-13.1, a. 25.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les 15 jours de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Rapport annuel de l'Institut national de productivité.	L.R.Q., c. I-13.1, a. 28.	Dans les 30 jours suivant sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-17, a. 11.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque exercice, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Toute directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société de développement des coopératives.	L.R.Q., c. S-10.001, a. 22.	Dans les 15 jours de son approbation, devant l'Assemblée nationale si elle siège ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Rapport annuel de la Société de développement des coopératives.	L.R.Q., c. S-10.001, a. 34.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Toute directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la société de développement industriel du Québec.	L.R.Q., c. S-11.01, a. 32.1.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Rapport annuel de la Société de développement industriel du Québec.	L.R.Q., c. S-11.01, a. 34.	Dans les 30 jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les 15 jours de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Toute directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société des alcools du Québec.	L.R.Q., c. S-13, a. 20.2.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Rapport annuel de la Société des alcools du Québec.	L.R.Q., c. S-13, a. 59.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Rapport annuel de la Société du parc industriel du centre du Québec.	L.R.Q., c. S-15, a. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Rapport annuel de la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel.	L.R.Q., c. S-16, a. 27.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Toute directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société générale de financement du Québec, ainsi que les documents pertinents.	L.R.Q., c. S-17, a. 15.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Rapport annuel de la Société générale de financement du Québec.	L.R.Q., c. S-17, a. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de l'Industrie et du Commerce.	Rapport annuel de la Société Inter-Port de Québec.	L.R.Q., c. S-18, a. 16.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de la Justice.	Tout décret autorisant l'établissement d'un fichier confidentiel, ou décret qui le modifie ou l'abroge, ainsi que l'avis de la Commission d'accès à l'information.	L.R.Q., c. A-2.1, a. 82.	Dans les 15 jours qui suivent la prise du décret si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de la Justice.	Rapport annuel de la Commission des services juridiques.	L.R.Q., c. A-14, a. 93.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre de la Justice.	Rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec concernant la Loi visant à favoriser le civisme.	L.R.Q., c. C-20, a. 25.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Justice.	Rapport annuel du Conseil consultatif de la justice.	L.R.Q. c. C-54, a. 12.	Sans délai.
Le ministre de la Justice.	Rapport des activités et états financiers du Fonds d'indemnisation du courtage immobilier pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. C-73, a. 9.32, édicté par 1985, c. 34, a. 225.	Dans les 30 jours de leur réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de la Justice.	Liste des commissions délivrées pendant l'année aux employés publics.	L.R.Q., c. E-6, a. 6.	Dans les 15 premiers jours de la session.
Le ministre de la Justice.	Rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec, concernant la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels.	L.R.Q., c. I-6, a. 23, édicté par 1985, c. 6, a. 502.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de la Justice.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-19, a. 16.1.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque exercice, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Justice.	Rapport annuel du Comité de la protection de la jeunesse.	L.R.Q., c. P-34.1, a. 30.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Justice.	Rapport annuel de l'Office de la protection du consommateur.	L.R.Q., c. P-40.1, a. 30.3.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Justice.	Rapport annuel du Fonds d'aide aux recours collectifs.	L.R.Q., c. R-2.1, a. 17.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Justice.	Rapport annuel de la Société québécoise d'information juridique.	L.R.Q., c. S-20, a. 16..	Sans délai.
Le ministre de la Justice.	Toute liste des lois transmise par la Commission de refonte des lois et des règlements dès qu'elle a terminé ses travaux de substitution et, si elle a procédé à une nouvelle refonte, celle des règlements qui ont été l'objet d'une substitution d'unités de mesure, avec l'énumération des articles visés par une telle substitution.	1984, c. 47, a. 214.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de la Justice.	Rapport annuel de la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles.	1985, c. 6, a. 396.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.	Rapport annuel et états financiers de la Fondation pour la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat.	L.R.Q., c. C-61.1, a. 160.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.	Rapport annuel de son activité et de celle des organismes sous sa juridiction.	L.R.Q., c. M-30.1, a. 4.	Dans les 15 premiers jours de chaque session.
Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.	Rapport de l'Administration régionale Kativik.	L.R.Q., c. P-30.2, a. 15.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou, selon le cas, dans les 15 jours de la reprise des travaux.
Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.	Rapport des activités de la Régie sur la sécurité dans les sports ainsi que les rapports du vérificateur général, pour l'année civile précédente.	L.R.Q., c. S-3.1, a. 17.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les 15 jours de la reprise des travaux.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.	Décret portant sur tout mandat connexe aux objets de la Société des établissements de plein air du Québec dont les frais sont supportés, en tout ou en partie, par le gouvernement.	1984, c. 54, a. 19.	Dans les 15 jours de la prise, si l'Assemblée nationale siège ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.	Toute directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société des établissements de plein air du Québec.	L.R.Q., c. 54, a. 30.	Dans les 15 jours de son approbation, si l'Assemblée nationale siège ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.	Rapport annuel et les états financiers de la Société des établissements de plein air du Québec.	1984, c. 54, a. 34.	Dans les 15 jours de leur réception, si l'Assemblée nationale siège ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport annuel de la Régie des rentes du Québec en vertu de la Loi sur les allocations familiales du Québec.	L.R.Q., c. A-17, a. 30.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport annuel de la Commission des affaires sociales.	L.R.Q., c. C-34, a. 44.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-19.1, a. 5.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque exercice financier ou, si l'Assemblée nationale n'est pas en session, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège après l'expiration de ce délai.
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport annuel de la Commission des normes du travail.	L.R.Q., c. N-1.1, a. 27.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport annuel de la Régie des rentes du Québec.	L.R.Q., c. R-9, a. 37.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 premiers jours de la session suivante.
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport quinquennal de l'analyse actuarielle sur l'application de la Loi sur le régime de rentes du Québec et de l'état du compte de la Régie des rentes du Québec.	L.R.Q., c. R-9, a. 218.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 5 premiers jours de la session suivante.
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport de tout projet de loi modifiant la Loi sur le Régime de rentes du Québec.	L.R.Q., c. R-9, a. 218.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 5 premiers jours de la session suivante.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Rapport annuel de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris.	L.R.Q., c. S-3.2, a. 43.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu.	Deux rapports triennaux sur les effets de la Loi sur l'abolition de la retraite obligatoire et modifiant certaines dispositions législatives.	1982, c. 12, a. 22.	Le premier rapport au plus tard le 1 ^{er} octobre 1985 et le deuxième au plus tard le 1 ^{er} octobre 1988 ou, si l'Assemblée nationale ne siège pas, auprès de son président.
Le ministre délégué aux Mines.	Tout arrêté du gouvernement approuvant un paiement visé à l'article 13 de la Loi constituant la Société nationale de l'amiante.	L.R.Q., c. S-18.2, a. 14.	Sans délai si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre délégué aux Mines.	Tout arrêté du gouvernement autorisant l'acquisition d'une entreprise ou d'actions formant le fonds social d'une entreprise visée au paragraphe b du premier alinéa de l'article 16 de la Loi constituant la Société nationale de l'amiante.	L.R.Q., c. S-18.2, a. 16.	Sans délai si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre délégué aux Mines.	Toute directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société nationale de l'amiante.	L.R.Q., c. S-18.2, a. 18.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les 15 jours de la reprise des travaux.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre délégué aux Mines.	Rapport annuel de la Société nationale de l'amiante.	L.R.Q., c. S-18.2, a. 57.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre délégué aux Mines.	Tout décret du gouvernement approuvant un paiement visé aux articles 10, 11 ou 11.1 de la Loi sur la Société québécoise d'exploration minière.	L.R.Q., c. S-19, a. 13.	À chaque session.
Le ministre délégué aux Mines.	Toute directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de la Société québécoise d'exploration minière.	L.R.Q., c. S-19, a. 23.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre délégué aux Mines.	Rapport annuel de la Société québécoise d'exploration minière.	L.R.Q., c. S-19, a. 25.	À chaque session.
Le ministre des Relations internationales.	Rapport annuel de ses activités.	L.R.Q., c. M-25.1, a. 9.	Dans les 15 premiers jours de chaque session.
Le ministre des Relations internationales.	Rapport annuel du secrétaire général de l'Office franco-québécois pour la jeunesse.	L.R.Q., c. O-5, a. 6.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre du Revenu.	Rapport annuel de la Régie des loteries et courses du Québec.	L.R.Q., c. L-6, a. 13.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre du Revenu.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-31, a. 9.1.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque exercice, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre du Revenu.	État annuel des remises faites par le gouvernement de tout droit payable à la Couronne ainsi que de toute confiscation ou pénalité pécuniaire imposée dont l'imposition a été autorisée pour contravention aux lois fiscales ou aux dispositions régissant l'administration de quelque ouvrage public produisant un péage ou un revenu.	L.R.Q., c. M-31, a. 94.	Dans les 15 premiers jours de la session suivante.
Le ministre de la Santé et des Services sociaux.	Rapport annuel des activités du Conseil des affaires sociales et de la famille.	L.R.Q., c. C-57, a. 17.	Sans délai.
Le ministre de la Santé et des Services sociaux.	Plan triennal des activités du Fonds de la recherche en santé du Québec.	L.R.Q., c. D-9.1, a. 83.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de la Santé et des Services sociaux.	Rapport annuel des activités du Fonds de la recherche en santé du Québec.	L.R.Q., c. D-9.1, a. 96.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre de la Santé et des Services sociaux.	Rapport annuel de l'Office des personnes handicapées du Québec.	L.R.Q., c. E-20.1, a. 23.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Epoque où la présentation doit être faite
Le ministre de la Santé et des Services sociaux.	Toute directive émise par le ministre et portant sur les objectifs et l'orientation de l'Office des personnes handicapées du Québec.	L.R.Q., c. E-20.1, a. 24.	Dans les 15 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre de la Santé et des Services sociaux.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-23, a. 12.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre de la Santé et des Services sociaux.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 17 de la Loi sur la protection de la santé publique.	L.R.Q., c. P-35, a. 22.	Au plus tard le troisième jour au cours duquel siège l'Assemblée nationale après l'adoption de l'arrêté.
Le ministre de la Santé et des Services sociaux.	Rapport annuel de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.	L.R.Q., c. R-5, a. 25.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de la Santé et des Services sociaux.	Toute directive portant sur les objectifs et l'orientation de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.	L.R.Q., c. R-5, a. 32.	Dans les 5 jours de son approbation par le gouvernement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 5 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre de la Santé et des Services sociaux.	Rapport annuel de tout conseil régional de la santé et des services sociaux.	L.R.Q., c. S-5, a. 41.	Dans les 30 jours si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 10 jours de l'ouverture de la session suivante.

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre de la Santé et des Services sociaux.	Tout décret approuvant et mettant en vigueur toute entente complémentaire destinée à modifier l'Entente concernant la construction et l'exploitation d'un centre hospitalier sur le territoire de Kahnawake.	1984, c. 13, a. 3.	Dans les 15 jours qui suivent la date où il a été pris si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre délégué aux Services et Approvisionnements.	Rapport annuel du Bureau de la protection civile du Québec.	L.R.Q., c. P-38.1, a. 15.	Dans les 30 jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre délégué aux Services et Approvisionnements.	Tout décret d'état d'urgence du gouvernement visé à l'article 16 de la Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre.	L.R.Q., c. P-38.1, a. 24.	Au plus tard le troisième jour au cours duquel siège l'Assemblée nationale, après son adoption.
Le ministre délégué aux Services et Approvisionnements.	Rapport annuel du Fonds d'aide aux personnes sinistrées.	L.R.Q., c. P-38.1, a. 37.	Dans les 30 jours si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session ou de la reprise des travaux.
Le ministre délégué aux Services et Approvisionnements.	Rapport annuel de la Régie des installations olympiques.	L.R.Q., c. R-7, a. 23.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre délégué aux Services et Approvisionnements.	Tout décret du gouvernement portant sur un mandat connexe aux objets de la Société immobilière du Québec.	L.R.Q., c. S-17.1, a. 22.	Dans les 15 jours de sa prise, devant l'Assemblée nationale si elle siège ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre délégué aux Services et Approvisionnements.	Tout décret du gouvernement portant sur une matière visée dans les paragraphes 2 ^o ou 3 ^o du premier alinéa de l'article 33 de la Loi sur la Société immobilière du Québec.	L.R.Q., c. S-17.1, a. 33.	Dans les 15 jours de sa prise, devant l'Assemblée nationale si elle siège ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre délégué aux Services et Approvisionnements.	Toute directive donnée en vertu de l'article 38 de la Loi sur la Société immobilière du Québec.	L.R.Q., c. S-17.1, a. 38.	Dans les 15 jours de son approbation ou de son adoption, selon le cas, devant l'Assemblée nationale si elle siège ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre délégué aux Services et Approvisionnements.	Rapport annuel et les états financiers de la Société immobilière du Québec.	L.R.Q., c. S-17.1, a. 42.	Dans les 15 jours de leur réception, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le Solliciteur général.	Rapport annuel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles.	L.R.Q., c. L-1.1, a. 47.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le Solliciteur général.	Rapport annuel de la Régie des permis d'alcool du Québec.	L.R.Q., c. P-9.1, a. 21.	Dans les 30 jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le Solliciteur général.	Rapport annuel des activités de la Commission de police du Québec.	L.R.Q., c. P-13, a. 37.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le Solliciteur général.	Tout arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 95 de la Loi de police.	L.R.Q., c. P-13, a. 97.	Au plus tard le troisième jour au cours duquel siège l'Assemblée nationale, après son adoption.
Le Solliciteur général.	Rapport annuel des activités des coroners pour l'année civile précédente.	L.R.Q., c. R-0.2, a. 29.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre du Tourisme.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-31.1, a. 10.	Dans les 6 mois de la fin de chaque exercice financier si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre du Tourisme.	Rapport annuel du Conseil québécois du Tourisme.	L.R.Q., c. M-31.1, a. 27.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre du Tourisme.	Rapport annuel de la Société du Palais des congrès de Montréal.	L.R.Q., c. S-14.1, a. 27.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou dans les 30 jours de la reprise des travaux.
Le ministre des Transports.	Rapport annuel de l'Office des autoroutes du Québec.	L.R.Q., c. A-34, a. 24.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou, selon le cas, de la reprise des travaux.
Le ministre des Transports.	Rapport contenant un compte rendu détaillé des deniers reçus et dépensés par la compagnie de chemin de fer ainsi qu'un état classifié des voyageurs et effets transportés par elle et une copie certifiée du dernier rapport annuel.	L.R.Q., c. C-14, a. 164.	Dans les premiers jours de la session suivante.
Le ministre des Transports.	Règlement adopté en vertu de l'article 188 de la Loi sur les chemins de fer.	L.R.Q., c. C-14, a. 189.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 7 premiers jours de la session suivante.
Le ministre des Transports.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-28, a. 12.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque exercice financier.
Le ministre des Transports.	Rapport annuel de l'Office de planification et de développement du Québec.	L.R.Q., c. O-3, a. 14.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale.—(Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Transports.	Rapport annuel de la Régie de l'assurance automobile du Québec.	L.R.Q., c. R-4, a. 19.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre des Transports.	Rapport annuel de la Société des traversiers du Québec.	L.R.Q., c. S-14, a. 19.	Dans les 30 jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 10 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Transports.	Rapport annuel de la Société québécoise des transports.	L.R.Q., c. S-22.1, a. 30.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou, suivant le cas, dans les 15 jours de la reprise de ses travaux.
Le ministre des Transports.	Toute directive portant sur les objectifs et l'orientation de la Société québécoise des transports.	L.R.Q., c. S-22.1, a. 31.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou, suivant le cas, dans les 15 jours de la reprise des travaux.
Le ministre des Transports.	Rapport annuel du Conseil de la recherche et du développement en transports.	L.R.Q., c. T-12, a. 12, édicté par 1985, c. 35, a. 62.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre des Transports.	Rapport annuel de la Commission des transports du Québec.	L.R.Q., c. T-12, a. 29.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 10 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre des Transports.	Rapport annuel sur tous les travaux sous son contrôle indiquant l'état de chaque ouvrage, le montant des recettes et des dépenses sur chacun, et contenant toutes autres informations nécessaires.	L.R.Q., c. T-15, a. 7.	Dans les 10 premiers jours de chaque session.
Le ministre des Transports.	Les arrêtés en conseil, ou un résumé de ceux-ci, établis sous le régime de la section II de la Loi sur les travaux publics.	L.R.Q., c. T-15, a. 55.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 premiers jours de la session suivante.
Le ministre des Transports.	Arrêtés ministériels adoptés en vertu de l'article 65 de la Loi sur la voirie.	L.R.Q., c. V-8, a. 66.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 premiers jours de l'ouverture de la session suivant leur adoption.
Le ministre du Travail.	Rapport du conseil d'administration sur la gestion et la direction du syndicat mis en tutelle.	1975, c. 57, a. 11.	Dans les 15 jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre du Travail.	Avis du juge en chef du Tribunal du travail et l'arrêté en conseil décrétant la dissolution du Conseil d'information sur les négociations.	L.R.Q., c. C-27, a. 111.5.	Dans les 15 jours de la décision du gouvernement si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de la reprise de ses travaux.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre du Travail.	Avis du juge en chef du Tribunal du travail et l'arrêté en conseil décrétant la dissolution du Conseil sur le maintien des services de santé et des services sociaux.	L.R.Q., c. C-27, a. 111.9.	Dans les 15 jours de la décision du gouvernement si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de la reprise de ses travaux.
Le ministre du Travail.	Rapport annuel du Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre et des études qu'il a effectuées ou a fait effectuer.	L.R.Q., c. C-55, a. 15.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou, selon le cas, dans les 15 jours de la reprise de ses travaux.
Le ministre du Travail.	Rapport d'activités de la Corporation des maîtres électriciens du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. M-3, a. 20.11, édicté par 1985, c.34, a. 241.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre du Travail.	Rapport d'activités de la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. M-4, a. 19.11, édicté par 1985, c.34, a. 261.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre du Travail.	Rapport annuel de son ministère.	L.R.Q., c. M-32.1, a. 12.	Dans les 6 mois qui suivent la fin de chaque exercice si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le ministre du Travail.	Rapport des activités de la Régie des entreprises de construction du Québec pour l'exercice financier précédent.	L.R.Q., c. Q-1, a. 24.	Dans les 30 jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre du Travail.	Rapport annuel de l'Office de la construction du Québec.	L.R.Q., c. R-20, a. 9.	Dans les 30 jours, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le ministre du Travail.	Rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec.	L.R.Q., c. S-2.1, a. 163.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre du Travail.	Tout règlement et entente étendant les bénéfices à toute personne visée par l'article 170 de la Loi sur la santé et la sécurité du travail.	L.R.Q., c. S-2.1, a. 170.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.
Le ministre du Travail.	Rapport annuel de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération.	1985, c. 12, a. 23.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le ministre du Travail.	Rapport des activités et états financiers de la Commission du bâtiment pour l'exercice financier précédent.	1985, c. 34, a. 147.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le Président de l'Assemblée nationale.	Règles et règlements adoptés par le Bureau de l'Assemblée nationale.	L.R.Q., c. A-23.1, a. 109.	Dans les 15 jours de leur adoption si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport des activités et des recommandations de la Commission des droits de la personne, pour l'année civile précédente.	L.R.Q., c. C-12, a. 68.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport des activités respectives du directeur général des élections et de la Commission de la représentation, pour l'année précédente.	L.R.Q., c. E-2.1, a. 122.	Dans les 30 jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport annuel et recommandations du Procureur du citoyen.	L.R.Q., c. P-32, a. 28.	Immédiatement, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport de la Commission de la représentation dans lequel elle propose une délimitation des circonscriptions électorales du Québec à la suite d'une élection générale.	L.R.Q., c. R-24.1, a. 25.	Sans délai, si l'Assemblée nationale est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le Président de l'Assemblée nationale.	Avis écrit de démission du vérificateur général.	1985, c. 38, a. 12.	Dans les 3 jours de la réception de cet avis ou, si l'Assemblée nationale ne siège pas, dans les 3 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport annuel du vérificateur général.	1985, c. 38, a. 44.	Dans les 3 jours de sa réception si l'Assemblée nationale ne siège pas ou, dans les 3 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport spécial du vérificateur général sur toute affaire d'une importance ou d'une urgence telle qu'elle ne saurait, à son avis, attendre la présentation de son rapport annuel.	1985, c. 38, a. 45.	Dans les 3 jours de sa réception si l'Assemblée nationale ne siège pas ou, dans les 3 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Copie de toute entente conclue en vertu des articles 58 et 59 de la Loi sur le vérificateur général.	1985, c. 38, a. 60.	Dans les 3 jours de sa réception si l'Assemblée nationale ne siège pas ou, dans les 3 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Tout règlement soumis à l'approbation du Bureau de l'Assemblée nationale par le vérificateur général.	1985, c. 38, a. 61.	Dans les 3 jours de son approbation ou, si l'Assemblée nationale ne siège pas, ou dans les 3 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

11 mars 1986

LISTE des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée nationale. — (Suite)

Personne désignée	Nature du document	Article de loi ordonnant la présentation	Époque où la présentation doit être faite
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport du vérificateur général lorsqu'il estime ses prévisions budgétaires annuelles insuffisantes après modifications par le Bureau de l'Assemblée nationale.	1985, c. 38, a. 65.	Dans les 3 jours de sa réception ou, si l'Assemblée nationale ne siège pas, dans les 3 jours de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Tout règlement du Bureau de l'Assemblée nationale autorisant le vérificateur général à déroger à une disposition d'un règlement, d'une politique, d'une directive ou d'une décision du gouvernement.	1985, c. 38, a. 69.	Dans les 3 jours de son adoption ou, si l'Assemblée nationale ne siège pas, dans les 3 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.
Le Président de l'Assemblée nationale.	Rapport du vérificateur nommé par le Bureau de l'Assemblée nationale afin de vérifier les livres et comptes relatifs au vérificateur général.	1985, c. 38, a. 70.	Dans les 3 jours de sa réception ou, si l'Assemblée nationale ne siège pas, dans les 3 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

Déposé conformément à l'article 58 du Règlement de l'Assemblée nationale.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

L'Assemblée reprend le débat :

- Sur la déclaration complémentaire sur le budget (Énoncé de politiques budgétaires);
- Sur la motion de censure de M. Johnson, chef de l'Opposition officielle :

Que l'Assemblée blâme sévèrement le Gouvernement pour avoir présenté un énoncé complémentaire sur le budget qui suspend cyniquement pour trois mois le bénéfice des réductions d'impôt auxquelles avaient droit, dès le 1^{er} janvier, 2 500 000 salariés déduits à la source, qui renie les engagements pris par le Parti libéral en matière de santé pour financer des mesures fiscales qui privilégient les contribuables à hauts revenus, qui nuit à la santé financière du Gouvernement et qui ne contient aucune mesure concrète pour les femmes, les jeunes et les chefs de famille à la recherche d'un emploi.

- Et sur le discours d'ouverture.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Chevette.

À 12 h 57, M. le Président suspend la séance jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

M. le Président dépose le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé 239, Loi concernant le Conseil de Planning Social de Pontiac Inc.

(Document n° 126 de la session)

M. Middlemiss présente le projet d'intérêt privé 239, Loi concernant le Conseil de Planning Social de Pontiac Inc., et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Gratton propose que le projet de loi 239 soit renvoyé en commission.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bourassa:

Rapport général sur le Sommet des pays francophones tenu à Paris du 17 au 19 février 1986.

(Document n° 127 de la session)

Par les présidents des commissions:

Rapports des commissions qui ont siégé le 11 février 1986 afin de procéder à l'élection de leur président et de leur vice-président en exécution de l'article 134 du Règlement de l'Assemblée nationale:

— Par M. Filion, pour la Commission des institutions.

(Document n° 128 de la session)

— Par M. Bélanger, pour la Commission des affaires sociales.

(Document n° 129 de la session)

— Par M. Rochefort, pour la Commission de l'aménagement et des équipements.

(Document n° 130 de la session)

— Par M. Trudel, pour la Commission de la culture.

(Document n° 131 de la session)

— Par M. Charbonneau, pour la Commission de l'économie et du travail.

(Document n° 132 de la session)

- Par M. Tremblay, pour la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

(Document n° 133 de la session)

- Par M. Parent, pour la Commission de l'éducation et de la main-d'oeuvre.

(Document n° 134 de la session)

- Par M. Lemieux, pour la Commission du budget et de l'administration.

(Document n° 135 de la session)

Il est ensuite procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Fortier dépose les documents suivants:

- Bilan pro forma au 31 mars 1986 de la Raffinerie de sucre du Québec.

(Document n° 136 de la session)

- Rapport annuel de la Raffinerie de sucre du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 137 de la session)

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion sans préavis de M. Johnson, chef de l'Opposition officielle, proposant:

Que l'Assemblée nationale félicite les peuples haïtien et philippin pour avoir obtenu la chute des régimes Duvalier et Marcos, et qu'elle encourage les nouveaux gouvernements à doter Haïti et les Philippines d'institutions démocratiques, respectueuses des droits et libertés.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 2)

POUR

Assad	Cusano	Johnson	Pelchat
Audet	Dauphin	(Vaudreuil-Soulanges)	Perron
Bacon	Desbiens	Jolivet	Philibert
Baril	Després	Joly	Picotte
Beaudin	Dionne	Khelfa	Polak
Bégin	Dougherty	Latulippe	Poulin
Bélanger	Dufour	Lavoie-Roux	Rémillard
(Laval-des-Rapides)	Dutil	Leclerc	Richard
Bélanger	Farrah	Lefebvre	Rivard
(Mégantic-Compton)	Filion	Legault	Robic
Bélisle	Forget	Lemieux	Rocheffort
Bissonnet	Fortier	Lemire	Ryan
Blackburn	Fortin	Levesque	Saintonge
Blais	French	Lincoln	St-Roch
Boulerice	Gagnon-Tremblay	MacDonald	Savoie
Bourassa	Gardner	Maciocia	Séguin
Bourbeau	Garon	Maltais	Sirros
Brassard	Gauthier	Marcil	Théoret
Brouillette	Gauvin	Marx	Thérien
Camden	Gervais	Messier	Tremblay
Cannon	Gobé	Middlemiss	(Iberville)
Cardinal	Gobeil	Pagé	Tremblay
Chagnon	Godin	Paradis	(Rimouski)
Charbonneau	Gratton	(Brôme-Missisquoi)	Trépanier
Chevrette	Hamel	Paradis	Trudel
Ciaccia	Harel	(Matapédia)	Vaillancourt
Claveau	Hétu	Paré	Vallerand
Côté	Houde	Parent	Vermette — 109.
(Charlesbourg)	Hovington	(Bertrand)	
Côté	Johnson	Parent	
(Rivière-du-Loup)	(Anjou)	(Sauvé)	

CONTRE — 0.

L'Assemblée procède ensuite au vote par appel nominal de la motion sans préavis de Mme Gagnon-Tremblay proposant :

Que l'Assemblée nationale offre ses meilleurs vœux à toutes les femmes du Québec à l'occasion de la Journée internationale des femmes qui a été célébrée le 8 mars dernier.

12 mars 1986

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 3)

POUR

Assad	Cusano	Johnson	Pelchat
Audet	Dauphin	(Vaudreuil-Soulanges)	Perron
Bacon	Desbiens	Jolivet	Philibert
Baril	Després	Joly	Picotte
Beaudin	Dionne	Khelfa	Polak
Bégin	Dougherty	Latulippe	Poulin
Bélanger	Dufour	Lavoie-Roux	Rémillard
(Laval-des-Rapides)	Dutil	Leclerc	Richard
Bélanger	Farrah	Lefebvre	Rivard
(Mégantic-Compton)	Filion	Legault	Robic
Bélisle	Forget	Lemieux	Rocheport
Bissonnet	Fortier	Lemire	Ryan
Blackburn	Fortin	Levesque	Saintonge
Blais	French	Lincoln	St-Roch
Bleau	Gagnon-Tremblay	MacDonald	Savoie
Boulerice	Gardner	Maciocia	Séguin
Bourassa	Garon	Maltais	Sirros
Bourbeau	Gauthier	Marcil	Théoret
Brassard	Gauvin	Marx	Thérien
Brouillette	Gervais	Messier	Tremblay
Camden	Gobé	Middlemiss	(Iberville)
Cannon	Gobeil	Pagé	Tremblay
Cardinal	Godin	Paradis	(Rimouski)
Chagnon	Gratton	(Brôme-Missisquoi)	Trépanier
Charbonneau	Hamel	Paradis	Trudel
Chevrette	Harel	(Matapédia)	Vaillancourt
Ciaccia	Hétu	Paré	Vallerand
Claveau	Houde	Parent	Vermette — 110.
Côté	Hovington	(Bertrand)	
(Charlesbourg)	Johnson	Parent	
Côté	(Anjou)	(Sauvé)	
(Rivière-du-Loup)			

CONTRE — 0

M. le Président communique à l'Assemblée les avis concernant les travaux des commissions.

Conformément à l'article 97, M. Rochefort propose :

*Que l'Assemblée nationale exige du
Gouvernement libéral qu'il mette fin au climat
d'attente et d'insécurité suscité par le Parti
Libéral face au dossier des salles d'urgence.*

Et un débat s'élève.

Conformément à l'article 98 du Règlement, M. le Président informe l'Assemblée qu'à la suite d'une réunion avec les leaders, il a été convenu que le temps consacré à la discussion de cette motion soit réparti également entre les deux groupes parlementaires à chacune des séances, sous réserve qu'un droit de réplique soit accordé à l'auteur de la motion.

Au cours de son intervention, M. Sirros propose que la motion en discussion soit amendée comme suit :

- 1° en retranchant dans la première ligne les mots "l'Assemblée nationale exige du"; dans la deuxième ligne les mots "libéral qu'il"; et dans les troisième et quatrième lignes les mots "et d'insécurité suscité par le Parti Libéral";
- 2° en ajoutant dans la deuxième ligne, avant le mot "Gouvernement" le mot "le" et après le mot "fin" les mots "dans les meilleurs délais"; et en remplaçant dans la quatrième ligne les mots "face au" par les mots "dans le".

Du consentement unanime de l'Assemblée, la séance est suspendue.

Après quelque temps, l'Assemblée reprend sa séance.

M. le Président déclare l'amendement recevable.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, il est convenu que le débat puisse porter tant sur la motion d'amendement que sur la motion principale.

12 mars 1986

Le débat est ajourné sur la motion de M. Chevette.

À 18 h 07, l'Assemblée ajourne ses travaux à demain quatorze heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. le Président communique à l'Assemblée et dépose les rapports du directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants :

Projet de loi 228 — Loi concernant la ville de Mercier;

Projet de loi 231 — Loi modifiant la Loi concernant les maîtres entrepreneurs en réfrigération du Québec;

Projet de loi 233 — Loi concernant Michel Dugas.

(Document n° 138 de la session)

Mme Cardinal (Châteauguay) présente le projet de loi d'intérêt privé 228, Loi concernant la ville de Mercier, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 228 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Mme Harel (Maisonnette) présente le projet de loi d'intérêt privé 231, Loi modifiant la Loi concernant les maîtres entrepreneurs en réfrigération du Québec, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 231 soit renvoyé à la Commission du budget et de l'administration pour consultation

et étude détaillée et que le ministre des Finances soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Chevrette (Joliette) présente le projet de loi d'intérêt privé 233, Loi concernant Michel Dugas, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 233 soit renvoyé à la Commission des institutions pour consultation et étude détaillée et que le ministre de la Justice soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 239, Loi concernant le Conseil de Planning Social de Pontiac Inc., présenté à la séance d'hier, soit renvoyé à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Finances soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. le Président, conformément aux dispositions de l'article 109 de la Loi sur l'Assemblée nationale, dépose les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale.

- Décision 177, en date du 20 décembre 1985, concernant l'implantation d'un régime de prestations pour le directeur et le directeur adjoint de cabinet ainsi que les conseillers et les attachés politiques;
- Décision 182, en date du 9 janvier 1986, concernant le Règlement concernant la masse salariale du personnel du cabinet du chef de l'Opposition officielle;

- Décision 183, en date du 9 janvier 1986, concernant le Règlement sur les services de recherche des partis politiques représentés à l'Assemblée nationale;
- Décision 184, en date du 21 janvier 1986, concernant les prévisions budgétaires 1986-1987 de l'Assemblée nationale;
- Décision 185, en date du 11 février 1986, concernant des prévisions budgétaires supplémentaires pour l'exercice financier 1985-1986 de l'Assemblée nationale;
- Décision 187, en date du 11 février 1986, concernant les prévisions budgétaires 1986-1987 du vérificateur général du Québec.

(Document n° 139 de la session)

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Paradis, ministre du Travail, dépose le rapport de l'enquête tenue sur la rémunération des emplois repères au Québec en 1985.

(Document n° 140 de la session)

M. Johnson, chef de l'Opposition officielle, propose:

Qu'à l'occasion des funérailles de M. Olof Palme, Premier ministre de Suède et chef du Parti social-démocrate, l'Assemblée nationale offre ses condoléances au peuple suédois, à la famille Palme et aux membres du Parlement et qu'elle déplore la perte cruelle subie par la Suède, les mouvements progressistes du monde et le mouvement pacifiste mondial.

Et du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La motion est adoptée.

M. le Président fait part à l'Assemblée de l'interpellation qui aura lieu le vendredi 21 mars 1986, soit celle du député de Taillon au ministre du Travail, sur le sujet suivant:

Le rapport Beaudry et ses suites.

L'Assemblée reprend le débat:

- Sur la déclaration complémentaire sur le budget (Énoncé de politiques budgétaires);
- Sur la motion de censure de M. Johnson, chef de l'Opposition officielle:

Que l'Assemblée blâme sévèrement le Gouvernement pour avoir présenté un énoncé complémentaire sur le budget qui suspend cyniquement pour trois mois le bénéfice des réductions d'impôt auxquelles avaient droit, dès le 1^{er} janvier, 2 500 000 salariés déduits à la source, qui renie les engagements pris par le Parti libéral en matière de santé pour financer des mesures fiscales qui privilégient les contribuables à hauts revenus, qui nuit à la santé financière du Gouvernement et qui ne contient aucune mesure concrète pour les femmes, les jeunes et les chefs de famille à la recherche d'un emploi.

- Et sur le discours d'ouverture.

Au cours du débat, les motions de censure suivantes sont présentées:

Par M. Chevette (Joliette):

Que l'Assemblée nationale blâme le gouvernement pour l'improvisation et le manque de rigueur qui ont caractérisé les premiers 100 jours de son administration.

Par M. Rochefort (Gouin):

Que l'Assemblée nationale blâme le gouvernement pour avoir renié la plupart de ses engagements électoraux plus particulièrement à l'égard de la Raffinerie de sucre du Québec et des services de santé et pour son incapacité à assumer la paternité de hausse de taxes qu'il a décrétée.

Mme la Présidente interrompt le débat pour faire part à l'Assemblée qu'un débat de fin de séance aura lieu ce soir, à la suite d'une demande de la députée de Maisonneuve concernant l'annulation de la dernière étape de *Décisions 85* ayant trait à la sécurité économique des femmes au Québec.

Et le débat se poursuit.

À 18 h 00, M. le Président suspend la séance jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat se poursuit.

Du consentement unanime de l'Assemblée, la séance est suspendue.

Après quelque temps, l'Assemblée reprend sa séance.

À la fin de son intervention, M. Garon (Lévis) présente la motion de censure suivante:

Que l'Assemblée nationale blâme le Gouvernement libéral pour avoir fermé la Raffinerie de sucre du Québec, pour avoir arrêté le projet du Parc agro-alimentaire sur l'île Notre-Dame à Montréal, pour avoir arrêté le projet de l'Orchestre symphonique de Montréal, pour avoir augmenté les taxes sur l'essence, la bière et le tabac qu'ils avaient décriées lorsqu'ils étaient dans l'Opposition, et pour avoir agi de façon irresponsable en ne respectant pas les engagements qu'ils avaient pris envers la population lors de la campagne électorale de l'automne 1985.

Le débat se poursuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

À 22 h 00, il est procédé au débat de fin de séance.

13 mars 1986

La ministre déléguée à la Condition féminine répond à la question soulevée par la députée de Maisonneuve.

À 22 h 13, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi quatorze heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, fait une déclaration ministérielle sur la politique sucrière canadienne et communique les décisions du Gouvernement après qu'il aura mis un terme définitif aux opérations de l'usine de transformation des betteraves située à Saint-Hilaire.

M. Garon (Lévis) fait un commentaire au nom de l'Opposition officielle et le ministre termine par une réplique.

M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale, présente, l'un après l'autre, les projets de loi suivants :

Projet de loi 22 — Loi sur le recensement des électeurs en 1986;

Projet de loi 23 — Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales;

Et propose que l'Assemblée se saisisse de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, et du consentement unanime de l'Assemblée, les projets de loi 22 et 23 sont renvoyés à la Commission des institutions pour audition du Directeur général des élections.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose le retrait du projet de loi 13, Loi sur le recensement des électeurs en 1986 et sur la délimitation des circonscriptions électorales.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Ryan, ministre de l'Éducation, présente le projet de loi 24, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime, M. Gratton, leader du gouvernement, présente le projet de loi 21, Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés :

Par M. Levesque, ministre des Finances :

Rapport annuel et états financiers de la Caisse de dépôt et de placement du Québec, pour l'année terminée le 31 décembre 1985.

(Document n° 141 de la session)

Document pré-budgétaire publié le 5 mars 1986 et intitulé *Les finances publiques du Québec : l'urgence d'un redressement*.

(Document n° 142 de la session)

Par M. Ryan, ministre de l'Éducation :

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des urbanistes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 143 de la session)

Rapport annuel de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 144 de la session)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 145 de la session)

Rapport annuel de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 146 de la session)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des médecins du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 147 de la session)

Rapport annuel de l'Ordre des optométristes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 148 de la session)

Par M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation :

Rapport annuel du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 149 de la session)

Par M. Marx, ministre de la Justice :

Rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail concernant l'administration de la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels et de la Loi visant à favoriser le civisme, pour l'année 1984.

(Document n° 150 de la session)

Par M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu :

Rapport annuel du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 151 de la session)

Par M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce :

Rapport annuel de la Société du parc industriel du Centre du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 152 de la session)

Par M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes :

Rapport annuel du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 153 de la session)

Puis, il est procédé à la période de questions orales des députés.

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux propose :

Que l'Assemblée nationale souligne la Semaine nationale de la déficience intellectuelle du 16 au 22 mars 1986 sous le thème "Un pas de plus ensemble".

Du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Cannon (La Peltrie) propose :

Que cette Assemblée offre ses meilleurs vœux à toute la communauté irlandaise du Québec à l'occasion de la Saint-Patrick.

Du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. le Président donne lecture et dépose le message suivant de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec :

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

L'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec soumet à l'Assemblée nationale, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, une partie des crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1987, représentant 2/12 des crédits du programme "Prestations d'aide sociale" du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, et 1/4 des crédits du programme "Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crïs" du même ministère, soit une somme de 367 784 875,00 \$ et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

Québec, le 18 mars 1986

J. GILLES LAMONTAGNE
(Document n° 154 de la session)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, l'Assemblée accepte de se saisir du projet de loi 27, Loi n° 1 sur les crédits, 1986-1987.

Sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, le principe du projet de loi et le projet de loi 27 sont adoptés après une brève discussion.

M. le Président fait part à l'Assemblée qu'un débat de fin de séance aura lieu ce soir, à la suite d'une demande du député de Lac-Saint-Jean concernant l'érosion des berges du lac Saint-Jean.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le nom du député de Marguerite-Bourgeoys est ajouté sur la liste des membres de la Commission de l'économie et du travail.

L'Assemblée reprend le débat :

- Sur la déclaration complémentaire sur le budget (Énoncé de politiques budgétaires);
- Sur les motions de censure suivantes :

De M. Johnson, chef de l'Opposition officielle :

Que l'Assemblée blâme sévèrement le Gouvernement pour avoir présenté un énoncé complémentaire sur le budget qui suspend cyniquement pour trois mois le bénéfice des réductions d'impôt auxquelles avaient droit, dès le 1^{er} janvier, 2 500 000 salariés déduits à la source, qui renie les engagements pris par le Parti libéral en matière de santé pour financer des mesures fiscales qui privilégient les contribuables à hauts revenus, qui nuit à la santé financière du Gouvernement et qui ne contient aucune mesure concrète pour les femmes, les jeunes et les chefs de famille à la recherche d'un emploi.

De M. Chevette (Joliette):

Que l'Assemblée nationale blâme le Gouvernement pour l'improvisation et le manque de rigueur qui ont caractérisé les premiers 100 jours de son administration.

De M. Rochefort (Gouin):

Que l'Assemblée nationale blâme le Gouvernement pour avoir renié la plupart de ses engagements électoraux plus particulièrement à l'égard de la Raffinerie de sucre du Québec et des services de santé et pour son incapacité à assumer la paternité de hausse de taxes qu'il a décrétée.

De M. Garon (Lévis):

Que l'Assemblée nationale blâme le Gouvernement libéral pour avoir fermé la Raffinerie de sucre du Québec, pour avoir arrêté le projet du Parc agro-alimentaire sur l'île Notre-Dame à Montréal, pour avoir arrêté le projet de l'Orchestre symphonique de Montréal, pour avoir augmenté les taxes sur l'essence, la bière et le tabac qu'ils avaient décriées lorsqu'ils étaient dans l'Opposition, et pour avoir agi de façon irresponsable en ne respectant pas les engagements qu'ils avaient pris envers la population lors de la campagne électorale de l'automne 1985.

— Et sur le discours d'ouverture.

Le débat terminé, les motions de censure et la motion du ministre des Finances proposant que l'Assemblée approuve l'Énoncé de politiques budgétaires du Gouvernement, sont mises aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, M. le Président reporte les votes à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose que soit adopté successivement le principe des projets de loi suivants:

Projet de loi 15 — Loi modifiant la Loi sur les biens culturels et d'autres dispositions législatives;

Projet de loi 16 — Loi sur la composition du conseil d'administration du Musée des beaux-arts de Montréal;

Projet de loi 17 — Loi modifiant la Loi sur les archives;

Projet de loi 18 — Loi modifiant la Loi sur le cinéma.

Un débat s'ensuit sur chacun des projets de loi.

Les débats terminés, les motions sont adoptées.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les projets de loi 15 et 16 sont renvoyés pour étude détaillée à la Commission de la culture.

Le leader adjoint du gouvernement propose que le projet de loi 17 soit renvoyé pour étude détaillée à la Commission de la culture.

Un vote par appel nominal est demandé.

À la demande du leader adjoint du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Le leader adjoint du gouvernement propose que le projet de loi 18 soit renvoyé pour étude détaillée à la Commission de la culture.

La motion est adoptée sur division.

À 17 h 54, M. le Président suspend la séance jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le principe du projet de loi 11, Loi sur la Coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean-Baptiste de Rouville et abrogeant la Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de coopératives d'électricité, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 11 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

M. Marx, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 12, Loi sur les règlements, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Garon (Lévis).

À 22 heures, il est procédé au débat de fin de séance.

M. Lincoln, ministre de l'Environnement, répond à la question soulevée par le député de Lac-Saint-Jean.

Aujourd'hui, le mardi 18 mars 1986, à dix-huit heures, au Cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Polak, le représentant du Premier ministre, de Mme Juneau, la représentante du chef de l'Opposition officielle et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner le projet de loi suivant :

27 Loi n° 1 sur les crédits, 1986-1987.

À 22 h 13, M. le Président ajourne l'Assemblée à demain dix heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

DÉCISION DU PRÉSIDENT

Le Président rend une décision sur la recevabilité d'une question de privilège soulevée par le député de Lévis le 11 mars 1986 et reprochant au ministre du Revenu de s'être autorisé d'une disposition législative non encore adoptée par l'Assemblée nationale pour émettre un arrêté ministériel.

Le geste administratif posé par le ministre du Revenu en cette qualité ne constitue pas, *prima facie*, une question de privilège. Seule la conduite parlementaire d'un membre de cette Assemblée peut être mise en cause en vertu du Titre VI du Règlement de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Marx, ministre de la Justice, proposant que le principe du projet de loi 12, Loi sur les règlements, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la présente séance.

M. Rémillard, ministre des Relations internationales et ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, propose que le principe du projet de loi 14, Loi maintenant en vigueur certains décrets relatifs aux affaires intergouvernementales canadiennes, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 14 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 14 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié, après l'adoption du principe, le projet de loi 2, Loi modifiant diverses lois fiscales et d'autres dispositions législatives, et les amendements proposés par M. Gratton, ministre du Revenu, et M. Garon (Lévis).

Et un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

À 13 h 00, M. le Président suspend la séance jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

À la reprise de la séance, il est procédé à la période de questions orales de députés.

L'Assemblée procède ensuite au vote par appel nominal de chacune des motions de censure suivantes :

De M. Johnson, chef de l'Opposition officielle :

Que l'Assemblée blâme sévèrement le Gouvernement pour avoir présenté un énoncé complémentaire sur le budget qui suspend cyniquement pour trois mois le bénéfice des réductions d'impôt auxquelles avaient droit, dès le 1^{er} janvier, 2 500 000 salariés déduits à la source, qui renie les engagements pris par le Parti libéral en matière de santé pour financer des mesures fiscales qui privilégient les contribuables à hauts revenus, qui nuit à la santé financière du Gouvernement et qui ne contient aucune mesure concrète pour les femmes, les jeunes et les chefs de famille à la recherche d'un emploi.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit :

(Vote n° 4)

POUR

Blais	Desbiens	Godin	Paré
Boulerice	Dufour	Harel	Parent
Brassard	Filion	Johnson	(Bertrand)
Charbonneau	Garon	(Anjou)	Perron
Chevrette	Gauthier	Jolivet	Rochefort — 21
Claveau	Gendron	Juneau	

CONTRE

Assad	Cusano	Joly	Philibert
Audet	Dauphin	Khelfa	Picotte
Bacon	Després	Laporte	Polak
Baril	Dionne	Latulippe	Poulin
Beaudin	Dougherty	Lavoie-Roux	Rémillard
Bégin	Doyon	Leclerc	Richard
Bélanger	Dubois	Lefebvre	Rivard
(Laval-des-Rapides)	Dutil	Legault	Robic
Bélanger	Farrah	Lemieux	Rocheleau
(Mégantic-Compton)	Forget	Lemire	Ryan
Bélisle	Fortier	Levesque	Saintonge
Bissonnet	Fortin	Lincoln	Savoie
Bleau	French	MacDonald	Séguin
Bourassa	Gagnon-Tremblay	Maltais	Théorêt
Bourbeau	Gardner	Marcil	Thérien
Bradet	Gauvin	Marx	Tremblay
Brouillette	Gervais	Messier	(Iberville)
Camden	Gobé	Middlemiss	Tremblay
Cannon	Gobeil	Pagé	(Rimouski)
Cardinal	Gratton	Paradis	Trépanier
Chagnon	Hains	(Brôme-Missisquoi)	Trudel
Ciaccia	Hétu	Paradis	Vaillancourt
Côté	Houde	(Matapédia)	Vallerand
(Charlesbourg)	Hovington	Parent	Vallières — 92
Côté	Johnson	(Sauvé)	
(Rivière-du-Loup)	(Vaudreuil-Soulanges)	Pelchat	

De M. Chevrette (Joliette):

Que l'Assemblée nationale blâme le Gouvernement pour l'improvisation et le manque de rigueur qui ont caractérisé les premiers 100 jours de son administration.

19 mars 1986

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit :

(Vote n° 5)

POUR

Blais	Desbiens	Godin	Paré
Boulerice	Dufour	Harel	Parent
Brassard	Filion	Johnson	(Bertrand)
Charbonneau	Garon	(Anjou)	Perron
Chevrette	Gauthier	Jolivet	Rocheport
Claveau	Gendron	Juneau	Vermette — 22

CONTRE

Assad	Cusano	Joly	Philibert
Audet	Dauphin	Khelfa	Picotte
Bacon	Després	Laporte	Polak
Baril	Dionne	Latulippe	Poulin
Beaudin	Dougherty	Lavoie-Roux	Rémillard
Bégin	Doyon	Leclerc	Richard
Bélanger	Dubois	Lefebvre	Rivard
(Laval-des-Rapides)	Dutil	Legault	Robic
Bélanger	Farrah	Lemieux	Rocheleau
(Mégantic-Compton)	Forget	Lemire	Ryan
Bélisle	Fortier	Levesque	Saintonge
Bissonnet	Fortin	Lincoln	Savoie
Bleau	French	MacDonald	Séguin
Bourassa	Gagnon-Tremblay	Maltais	Théorêt
Bourbeau	Gardner	Marcil	Thérien
Bradet	Gauvin	Marx	Tremblay
Brouillette	Gervais	Messier	(Iberville)
Camden	Gobé	Middlemiss	Tremblay
Cannon	Gobeil	Pagé	(Rimouski)
Cardinal	Gratton	Paradis	Trépanier
Chagnon	Hains	(Brôme-Missisquoi)	Trudel
Ciaccia	Héту	Paradis	Vaillancourt
Côté	Houde	(Matapédia)	Vallerand
(Charlesbourg)	Hovington	Parent	Vallières — 92
Côté	Johnson	(Sauvé)	
(Rivière-du-Loup)	(Vaudreuil-Soulanges)	Pelchat	

De M. Rocheport (Gouin):

Que l'Assemblée nationale blâme le Gouvernement pour avoir renié la plupart de ses engagements électoraux plus particulièrement à l'égard de la

Raffinerie de sucre de Québec et des services de santé et pour son incapacité à assumer la paternité de hausse de taxes qu'il a décrétée.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

(Vote n° 6)

POUR

Blais	Desbiens	Godin	Paré
Boulerice	Dufour	Harel	Parent
Brassard	Filion	Johnson	(Bertrand)
Charbonneau	Garon	(Anjou)	Perron
Chevrette	Gauthier	Jolivet	Rocheffort
Claveau	Gendron	Juneau	Vermette — 22

CONTRE

Assad	Cusano	Joly	Philibert
Audet	Dauphin	Khelfa	Picotte
Bacon	Després	Laporte	Polak
Baril	Dionne	Latulippe	Poulin
Beaudin	Dougherty	Lavoie-Roux	Rémillard
Bégin	Doyon	Leclerc	Richard
Bélanger	Dubois	Lefebvre	Rivard
(Laval-des-Rapides)	Dutil	Legault	Robic
Bélanger	Farrah	Lemieux	Rocheleau
(Mégantic-Compton)	Forget	Lemire	Ryan
Bélisle	Fortier	Levesque	Saintonge
Bissonnet	Fortin	Lincoln	Savoie
Bleau	French	MacDonald	Séguin
Bourassa	Gagnon-Tremblay	Maltais	Théorêt
Bourbeau	Gardner	Marcil	Thérien
Bradet	Gauvin	Marx	Tremblay
Brouillette	Gervais	Messier	(Iberville)
Camden	Gobé	Middlemiss	Tremblay
Cannon	Gobeil	Pagé	(Rimouski)
Cardinal	Gratton	Paradis	Trépanier
Chagnon	Hains	(Brôme-Missisquoi)	Trudel
Ciaccia	Hétu	Paradis	Vaillancourt
Côté	Houde	(Matapédia)	Vallerand
(Charlesbourg)	Hovington	Parent	Vallières — 92
Côté	Johnson	(Sauvé)	
(Rivière-du-Loup)	(Vaudreuil-Soulanges)	Pelchat	

De M. Garon (Lévis):

Que l'Assemblée nationale blâme le Gouvernement libéral pour avoir fermé la Raffinerie de sucre du Québec, pour avoir arrêté le projet du Parc agro-alimentaire sur l'île Notre-Dame à Montréal, pour avoir arrêté le projet de l'Orchestre symphonique de Montréal, pour avoir augmenté les taxes sur l'essence, la bière et le tabac qu'ils avaient décriées lorsqu'ils étaient dans l'Opposition, et pour avoir agi de façon irresponsable en ne respectant pas les engagements qu'ils avaient pris envers la population lors de la campagne électorale de l'automne 1985.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

(Vote n° 7)

POUR

Blais	Desbiens	Godin	Paré
Boulerice	Dufour	Harel	Parent
Brassard	Filion	Johnson	(Bertrand)
Charbonneau	Garon	(Anjou)	Perron
Chevrette	Gauthier	Jolivet	Rocheffort
Claveau	Gendron	Juneau	Vermette — 22

CONTRE

Assad	Chagnon	Gardner	Lemieux
Audet	Ciacchia	Gauvin	Lemire
Bacon	Côté	Gervais	Levesque
Baril	(Charlesbourg)	Gobé	Lincoln
Beaudin	Côté	Gobeil	MacDonald
Bégin	(Rivière-du-Loup)	Gratton	Maltais
Bélanger	Cusano	Hains	Marcil
(Laval-des-Rapides)	Dauphin	Hétu	Marx
Bélanger	Després	Houde	Messier
(Mégantic-Compton)	Dionne	Hovington	Middlemiss
Bélisle	Dougherty	Johnson	Pagé
Bissonnet	Doyon	(Vaudreuil-Soulanges)	Paradis
Bleau	Dubois	Joly	(Brôme-Missisquoi)
Bourassa	Dutil	Khelfa	Paradis
Bourbeau	Farrah	Laporte	(Matapédia)
Bradet	Forget	Latulippe	Parent
Brouillette	Fortier	Lavoie-Roux	(Sauvé)
Camden	Fortin	Leclerc	Pelchat
Cannon	French	Lefebvre	Philibert
Cardinal	Gagnon-Tremblay	Legault	Picotte

19 mars 1986

Polak	Rocheleau	Thérien	Trudel
Poulin	Ryan	Tremblay	Vaillancourt
Rémillard	Saintonge	(Iberville)	Vallerand
Richard	Savoie	Tremblay	Vallières — 92
Rivard	Séguin	(Rimouski)	
Robic	Théorêt	Trépanier	

La motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve l'Énoncé de politiques budgétaires du gouvernement est adoptée, les voix se divisant comme suit:

(Vote n° 8)

POUR

Assad	Cusano	Joly	Philibert
Audet	Dauphin	Khelfa	Picotte
Bacon	Després	Laporte	Polak
Baril	Dionne	Latulippe	Poulin
Beaudin	Dougherty	Lavoie-Roux	Rémillard
Bégin	Doyon	Leclerc	Richard
Bélanger	Dubois	Lefebvre	Rivard
(Laval-des-Rapides)	Dutil	Legault	Robic
Bélanger	Farrah	Lemieux	Rocheleau
(Mégantic-Compton)	Forget	Lemire	Ryan
Bélisle	Fortier	Levesque	Saintonge
Bissonnet	Fortin	Lincoln	Savoie
Bleau	French	MacDonald	Séguin
Bourassa	Gagnon-Tremblay	Maltais	Théorêt
Bourbeau	Gardner	Marcil	Thérien
Bradet	Gauvin	Marx	Tremblay
Brouillette	Gervais	Messier	(Iberville)
Camden	Gobé	Middlemiss	Tremblay
Cannon	Gobeil	Pagé	(Rimouski)
Cardinal	Gratton	Paradis	Trépanier
Chagnon	Hains	(Brôme-Missisquoi)	Trudel
Ciaccia	Héту	Paradis	Vaillancourt
Côté	Houde	(Matapédia)	Vallerand
(Charlesbourg)	Hovington	Parent	Vallières — 92
Côté	Johnson	(Sauvé)	
(Rivière-du-Loup)	(Vaudreuil-Soulanges)	Pelchat	

CONTRE

Blais	Brassard	Chevrette	Desbiens
Boulerice	Charbonneau	Claveau	Dufour

Filion	Harel	Juneau	Perron
Garon	Johnson	Paré	Rocheport
Gauthier	(Anjou)	Parent	Vermette — 22
Gendron	Jolivet	(Bertrand)	
Godin			

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, proposant que le projet de loi 17, Loi modifiant la Loi sur les archives, soit renvoyé pour étude détaillée à la Commission de la culture.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit :

(Vote n° 9)

POUR

Assad	Cusano	Joly	Philibert
Audet	Dauphin	Khelifa	Picotte
Bacon	Després	Laporte	Polak
Baril	Dionne	Latulippe	Poulin
Beaudin	Dougherty	Lavoie-Roux	Rémillard
Bégin	Doyon	Leclerc	Richard
Bélanger	Dubois	Lefebvre	Rivard
(Laval-des-Rapides)	Dutil	Legault	Robic
Bélanger	Farrah	Lemieux	Rocheleau
(Mégantic-Compton)	Forget	Lemire	Ryan
Bélisle	Fortier	Levesque	Saintonge
Bissonnet	Fortin	Lincoln	Savoie
Bleau	French	MacDonald	Séguin
Bourassa	Gagnon-Tremblay	Maltais	Théorêt
Bourbeau	Gardner	Marcil	Thérien
Bradet	Gauvin	Marx	Tremblay
Brouillette	Gervais	Messier	(Iberville)
Camden	Gobé	Middlemiss	Tremblay
Cannon	Gobeil	Pagé	(Rimouski)
Cardinal	Gratton	Paradis	Trépanier
Chagnon	Hains	(Brôme-Missisquoi)	Trudel
Ciaccia	Héту	Paradis	Vaillancourt
Côté	Houde	(Matapédia)	Vallerand
(Charlesbourg)	Hovington	Parent	Vallières — 92
Côté	Johnson	(Sauvé)	
(Rivière-du-Loup)	(Vaudreuil-Soulanges)	Pelchat	

CONTRE

Blais	Desbiens	Godin	Paré
Boulerice	Dufour	Harel	Parent
Brassard	Filion	Johnson	(Bertrand)
Charbonneau	Garon	(Anjou)	Perron
Chevrette	Gauthier	Jolivet	Rocheffort
Claveau	Gendron	Juneau	Vermette — 22

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de M. Marx, ministre de la Justice, proposant que le principe du projet de loi 12, Loi sur les règlements, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° 10)

POUR

Assad	Côté	Godin	Marx
Audet	(Charlesbourg)	Gratton	Messier
Bacon	Côté	Hains	Middlemiss
Baril	(Rivière-du-Loup)	Harel	Page
Beaudin	Cusano	Hétu	Paradis
Bégin	Dauphin	Houde	(Brôme-Missisquoi)
Bélanger	Desbiens	Hovington	Paradis
(Laval-des-Rapides)	Després	Johnson	(Matapédia)
Bélanger	Dionne	(Anjou)	Paré
(Mégantic-Compton)	Dougherty	Johnson	Parent
Bélisle	Doyon	(Vaudreuil-Soulanges)	(Bertrand)
Bissonnet	Dubois	Jolivet	Parent
Blais	Dufour	Joly	(Sauvé)
Bleau	Dutil	Juneau	Pelchat
Boulerice	Farrar	Khelfa	Perron
Bourassa	Filion	Laporte	Philibert
Bourbeau	Forget	Latulippe	Picotte
Bradet	Fortier	Lavoie-Roux	Polak
Brassard	Fortin	Leclerc	Poulin
Brouillette	French	Lefebvre	Rémillard
Camden	Gagnon-Tremblay	Legault	Richard
Cannon	Gardner	Lemieux	Rivard
Cardinal	Gauthier	Lemire	Robic
Chagnon	Gauvin	Levesque	Rocheffort
Charbonneau	Gendron	Lincoln	Rocheleau
Chevrette	Gervais	MacDonald	Ryan
Ciaccia	Gobé	Maltais	Saintonge
Claveau	Gobeil	Marcil	Savoie

Scowen
Séguin
Théorêt
Thérien

Tremblay
(Iberville)
Tremblay
(Rimouski)

Trépanier
Trudel
Vaillancourt
Vallerand

Vallières
Vermette — 114

CONTRE — 0

En conséquence, le principe du projet de loi 12 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 12 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

Conformément à l'article 146 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, propose :

Que la Commission de l'économie et du travail se réunisse le mercredi 26 mars 1986 à la salle du Conseil législatif, afin de procéder à l'étude de la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année 1986 ;

Qu'aux fins de l'exécution de ce mandat, la Commission entende la direction d'Hydro-Québec ; et

Que le ministre de l'Énergie et des Ressources soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions siégeant en vertu d'un mandat de l'Assemblée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Rochefort (Gouin) proposant, en vertu de l'article 97 du Règlement :

*Que l'Assemblée nationale exige du
Gouvernement libéral qu'il mette fin au climat
d'attente et d'insécurité suscité par le Parti
Libéral face au dossier des salles d'urgence.*

Et sur l'amendement proposé par le député de Laurier qui se lit comme suit :

Que la motion soit amendée :

1. en retranchant dans la première ligne les mots "l'Assemblée nationale exige du"; dans la deuxième ligne les mots "libéral qu'il"; et dans les troisième et quatrième lignes les mots "et d'insécurité suscité par le Parti Libéral";
2. en ajoutant dans la deuxième ligne, avant le mot "Gouvernement" le mot "le" et après le mot "fin" les mots "dans les meilleurs délais"; et en remplaçant dans la quatrième ligne les mots "face au" par les mots "dans le".

Le débat est terminé.

L'amendement et la motion principale sont alors mis aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 18 heures, l'Assemblée ajourne ses travaux à demain quatorze heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. le Président communique à l'Assemblée et dépose, l'un après l'autre, les rapports du directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants :

Projet de loi 216 — Loi concernant la Municipalité régionale de comté de La Rivière-du-Nord ;

Projet de loi 230 — Loi modifiant la Loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer Roberval-Saguenay.
(Document n° 155 de la session)

M. Thérien (Rousseau) présente le projet de loi d'intérêt privé 216, Loi concernant la Municipalité régionale de comté de La Rivière-du-Nord, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 216 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Desbiens (Dubuc) présente le projet de loi d'intérêt privé 230, Loi modifiant la Loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer Roberval-Saguenay, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 230 soit renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation pour consultation et étude détaillée et que le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Latulippe, Solliciteur général:

Rapport annuel de la Régie des permis d'alcool du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 156 de la session)

Par M. Gratton, ministre du Revenu:

Rapport annuel du ministère du Revenu, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 157 de la session)

Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Bourbeau (Habitation), de M. Marx (Protection du consommateur) et de M. Paradis (Commission du bâtiment):

Rapport annuel du ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 158 de la session)

Par M. Lemieux (Vanier):

Extrait d'une pétition signée par 1 190 pétitionnaires, anciens parlementaires, historiens, journalistes, professeurs, gens d'affaires, enseignants et étudiants demandant à l'Assemblée nationale que le projet de reconstitution des débats parlementaires antérieurs à 1963 soit mené à terme.

(Document n° 159 de la session)

En conformité avec l'article 71 du Règlement, M. Boulerice (Saint-Jacques) donne quelques explications sur un fait personnel le concernant en tant que membre de l'Assemblée nationale.

Puis, il est procédé à la période de questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur l'amendement de M. Sirros (Laurier), proposé à la motion de M. Rochefort (Gouin) présentée en vertu de l'article 97 du Règlement:

*Que l'Assemblée nationale exige du
Gouvernement libéral qu'il mette fin au climat
d'attente et d'insécurité suscité par le Parti
Libéral face au dossier des salles d'urgence.*

Lequel amendement se lit comme suit:

Que la motion soit amendée:

1. en retranchant dans la première ligne les mots "l'Assemblée nationale exige du"; dans la deuxième ligne les mots "libéral qu'il"; et dans les troisième et quatrième lignes les mots "et d'insécurité suscité par le Parti Libéral";
2. en ajoutant dans la deuxième ligne, avant le mot "Gouvernement" le mot "le" et après le mot "fin" les mots "dans les meilleurs délais"; et en remplaçant dans la quatrième ligne les mots "face au" par les mots "dans le".

L'amendement est adopté, les voix se divisant comme suit:

(Vote n° 11)

POUR

Audet	Bissonnet	Cardinal	Dauphin
Baril	Bleau	Chagnon	Després
Bégin	Bourassa	Ciaccia	Dougherty
Bélanger	Bourbeau	Côté	Doyon
(Laval-des-Rapides)	Bradet	(Charlesbourg)	Dubois
Bélanger	Brouillette	Côté	Forget
(Mégantic-Compton)	Camden	(Rivière-du-Loup)	Fortier
Bélisle	Cannon	Cusano	Fortin

French	Laporte	Parent	Sirros
Gagnon-Tremblay	Latulippe	(Sauvé)	Théorêt
Gardner	Lavoie-Roux	Pelchat	Thérien
Gauvin	Leclerc	Polak	Tremblay
Gobé	Lefebvre	Poulin	(Iberville)
Gobeil	Legault	Rémillard	Tremblay
Gratton	Lemieux	Richard	(Rimouski)
Hains	Lemire	Rivard	Trépanier
Héту	Levesque	Robic	Trudel
Houde	Lincoln	Rocheleau	Vaillancourt
Hovington	Marcil	Ryan	Vallerand
Johnson	Messier	Saintonge	Vallières — 81
(Vaudreuil-Soulanges)	Middlemiss	St-Roch	
Joly	Pagé	Savoie	
Khelfa	Paradis	Séguin	
	(Matapédia)		

CONTRE

Blais	Dufour	Harel	Parent
Brassard	Filion	Johnson	(Bertrand)
Charbonneau	Garon	(Anjou)	Rocheftort
Chevrette	Gauthier	Jolivet	Vermette — 20
Claveau	Gendron	Juneau	
Desbiens	Godin	Paré	

La motion de M. Rocheftort (Gouin), ainsi amendée, se lit maintenant comme suit :

Que le Gouvernement mette fin dans les meilleurs délais au climat d'attente dans le dossier des salles d'urgence.

Ladite motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° 12)

POUR

Audet	Bélisle	Brassard	Chevrette
Baril	Bissonnet	Brouillette	Ciaccia
Bégin	Blais	Camden	Claveau
Bélanger	Bleau	Cannon	Côté
(Laval-des-Rapides)	Bourassa	Cardinal	(Charlesbourg)
Bélanger	Bourbeau	Chagnon	Côté
(Mégantic-Compton)	Bradet	Charbonneau	(Rivière-du-Loup)

20 mars 1986

Cusano	Godin	Lemieux	Robic
Dauphin	Gratton	Lemire	Rocheport
Desbiens	Hains	Levesque	Rocheleau
Després	Harel	Lincoln	Ryan
Dougherty	Hétu	Marcil	Saintonge
Doyon	Houde	Messier	St-Roch
Dubois	Hovington	Middlemiss	Savoie
Dufour	Johnson	Pagé	Séguin
Filion	(Anjou)	Paradis	Sirros
Forget	Johnson	(Matapédia)	Théorêt
Fortier	(Vaudreuil-Soulanges)	Paré	Thérien
Fortin	Jolivet	Parent	Tremblay
French	Joly	(Bertrand)	(Iberville)
Gagnon-Tremblay	Juneau	Parent	Tremblay
Gardner	Khelfa	(Sauvé)	(Rimouski)
Garon	Laporte	Pelchat	Trépanier
Gauthier	Latulippe	Polak	Trudel
Gauvin	Lavoie-Roux	Poulin	Vaillancourt
Gendron	Leclerc	Rémillard	Vallerand
Gobé	Lefebvre	Richard	Vallières
Gobeil	Legault	Rivard	Vermette — 101

CONTRE — 0

M. Bourassa, Premier ministre, propose :

Que l'Assemblée nationale offre ses félicitations à monsieur Jacques Chirac suite à sa nomination comme Premier ministre de France.

Du consentement unanime de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et un vote par appel nominal est demandé.

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° 13)

POUR

Audet	Bélanger	Bélisle	Bourassa
Baril	(Laval-des-Rapides)	Bissonnet	Bourbeau
Bégin	Bélanger	Blais	Bradet
	(Mégantic-Compton)	Bleau	Brassard

Brouillette	Gagnon-Tremblay	Lavoie-Roux	Richard
Camden	Gardner	Leclerc	Rivard
Cannon	Garon	Lefebvre	Robic
Cardinal	Gauthier	Legault	Rocheftort
Charbonneau	Gauvin	Lemieux	Rocheleau
Chevrette	Gendron	Lemire	Ryan
Ciaccia	Gobé	Levesque	Saintonge
Côté	Gobeil	Lincoln	St-Roch
(Charlesbourg)	Gratton	Marcil	Savoie
Côté	Hains	Messier	Séguin
(Rivière-du-Loup)	Harel	Middlemiss	Sirros
Cusano	Hétu	Pagé	Théorêt
Dauphin	Houde	Paradis	Thérien
Desbiens	Hovington	(Matapédia)	Tremblay
Després	Johnson	Paré	(Iberville)
Dougherty	(Anjou)	Parent	Tremblay
Doyon	Johnson	(Bertrand)	(Rimouski)
Dubois	(Vaudreuil-Soulanges)	Parent	Trépanier
Dufour	Jolivet	(Sauvé)	Trudel
Filion	Joly	Pelchat	Vaillancourt
Forget	Juneau	Polak	Vallerand
Fortier	Khelfa	Poulin	Vallières
Fortin	Laporte	Rémillard	Vermette — 98
French	Latulippe		

CONTRE — 0

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions siégeant en vertu d'un mandat de l'Assemblée.

Conformément à l'article 304 du Règlement, M. Johnson, chef de l'Opposition officielle propose :

Que l'Assemblée nationale blâme sévèrement le Gouvernement Libéral d'avoir agi de façon prématurée, imprudente et improvisée en reconnaissant une partie substantielle de la Loi constitutionnelle de 1982, à savoir la Charte

canadienne des droits et libertés, sans avoir publiquement débattu des conséquences majeures d'un tel geste à l'égard des droits du Québec et sans même en avoir saisi l'Assemblée nationale.

Et un débat s'ensuit.

À 18 h 00, Mme la Présidente suspend la séance jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat se poursuit.

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, Mme la Présidente reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 21 h 53, sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi quatorze heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. Gratton, ministre du Revenu, fait une déclaration ministérielle concernant le taux d'intérêt applicable aux créances de la Couronne et aux remboursements du ministère du Revenu du Québec pour le trimestre du 1^{er} avril au 30 juin 1986.

M. Desbiens (Dubuc) fait un commentaire au nom de l'Opposition officielle et le ministre termine par une réplique.

M. Ryan, ministre de l'Éducation, présente le projet de loi 30, Loi abrogeant la Loi concernant la Commission scolaire du Nouveau-Québec, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. le Président communique à l'Assemblée et dépose, l'un après l'autre, les rapports du directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants :

Projet de loi 205 — Loi concernant la Commission scolaire de Outaouais-Hull;

Projet de loi 234 — Loi concernant la Corporation des marchands de meubles du Québec.

(Document n° 160 de la session)

M. Kehoe (Chapleau) présente le projet de loi d'intérêt privé 205, Loi concernant la Commission scolaire de Outaouais-Hull, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 205 soit renvoyé à la Commission des institutions pour consultation et étude détaillée et que le ministre de la Justice soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Gobé (Lafontaine) présente le projet de loi d'intérêt privé 234, Loi concernant la Corporation des marchands de meubles du Québec, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 234 soit renvoyé à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Finances soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés :

Par M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche :

Rapport annuel de la Régie sur la sécurité dans les sports, pour l'année 1984, incluant le rapport du vérificateur général pour la période du 1^{er} janvier 1984 au 31 mars 1985.

(Document n° 161 de la session)

Par M. Côté, ministre des Transports :

Rapport annuel de la Société québécoise des transports, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1984.

(Document n° 162 de la session)

Par M. Marx, ministre de la Justice :

Rapport annuel du Fonds d'aide aux recours collectifs, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 163 de la session)

Rapport annuel de la Société québécoise d'information juridique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 164 de la session)

Par M. Paradis, ministre du Travail :

Rapport annuel de la Régie des entreprises de construction du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 165 de la session)

Par M. French, ministre des Communications :

Copie du décret 279-86, en date du 12 mars 1986, concernant l'approbation d'une entente relative à la communication de renseignements nominatifs entre la Fondation Hôtel-Dieu de Montréal et l'Hôtel-Dieu de Montréal.

(Document n° 166 de la session)

M. le Président communique à l'Assemblée et dépose une lettre de M. Johnson, chef de l'Opposition officielle, faisant part des changements à apporter à la liste des membres du Parti Québécois qui siègent au Bureau de l'Assemblée.

(Document n° 167 de la session)

Mme Bégin, vice-présidente, propose :

Que M. Paré (Shefford) remplace M. Gauthier (Roberval) à titre de membre du Bureau de l'Assemblée nationale; et

Que M. Parent (Bertrand) remplace M. Paré (Shefford) comme membre suppléant dudit Bureau.

La motion est adoptée.

M. Filion (Taillon) dépose le rapport de la Commission des institutions qui a siégé le 20 mars 1986 afin d'entendre le Directeur général des élections dans le cadre de l'étude des projets de loi suivants :

Projet de loi 22 — Loi sur le recensement des électeurs en 1986;

Projet de loi 23 — Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales.

(Document n° 168 de la session)

L'Assemblée procède à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède ensuite au vote par appel nominal de la motion de censure présentée par M. Johnson, chef de l'Opposition officielle, en vertu de l'article 304 du Règlement :

Que l'Assemblée nationale blâme sévèrement le Gouvernement Libéral d'avoir agi de façon prématurée, imprudente et improvisée en reconnaissant une partie substantielle de la Loi constitutionnelle de 1982, à savoir la Charte canadienne des droits et libertés, sans avoir publiquement débattu des conséquences majeures d'un tel geste à l'égard des droits du Québec et sans même en avoir saisi l'Assemblée nationale.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit :

(Vote n° 14)

POUR

Blackburn	Desbiens	Godin	Paré
Blais	Dufour	Harel	Parent
Boulerice	Filion	Johnson	(Bertrand)
Brassard	Garon	(Anjou)	Perron
Charbonneau	Gauthier	Jolivet	Rocheport
Claveau	Gendron	Juneau	Vermette — 22

CONTRE

Audet	Bourbeau	Cusano	French
Bacon	Bradet	Dauphin	Gagnon-Tremblay
Beaudin	Brouillette	Després	Gardner
Bégin	Camden	Dionne	Gauvin
Bélanger	Cannon	Dougherty	Gervais
(Laval-des-Rapides)	Cardinal	Doyon	Gobeil
Bélanger	Chagnon	Dubois	Gratton
(Mégantic-Compton)	Ciaccia	Dutil	Hains
Bélisle	Côté	Farrah	Hamel
Bissonnet	(Charlesbourg)	Forget	Hétu
Bleau	Côté	Fortier	Houde
Bourassa	(Rivière-du-Loup)	Fortin	Hovington

Johnson (Vaudreuil-Soulanges)	Levesque	Pelchat	Savoie
Joly	Lincoln	Philibert	Scowen
Kehoe	Maltais	Picotte	Séguin
Khelfa	Marcil	Polak	Sirros
Laporte	Marx	Poulin	Théorêt
Latulippe	Messier	Rémillard	Tremblay
Lavoie-Roux	Pagé	Richard	(Iberville)
Leclerc	Paradis	Rivard	Tremblay
Lefebvre	(Brôme-Missisquoi)	Robic	(Rimouski)
Legault	Paradis	Rocheleau	Trépanier
Lemieux	(Matapédia)	Ryan	Trudel
Lemire	Parent	Saintonge	Vallerand
	(Sauvé)	St-Roch	Vallières — 90

Mme Harel (Maisonneuve) présente une motion sans préavis dont le débat ne peut être tenu faute de consentement unanime de l'Assemblée.

M. Levesque (Bonaventure) propose :

Que l'Assemblée nationale offre ses condoléances à la famille Arsenaault de Bonaventure, durement éprouvée par le décès de leur fils, l'abbé Willie Arsenaault, survenu dans des circonstances tragiques au Honduras le 20 mars dernier.

Et du consentement unanime, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose :

Que cette Assemblée appuie et encourage toute la communauté théâtrale québécoise à l'occasion de la Journée mondiale du théâtre qui se tiendra le jeudi 27 mars prochain.

Et du consentement unanime, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Sirros (Laurier) propose :

Que cette Assemblée exprime ses meilleurs vœux à la communauté grecque du Québec à l'occasion de la fête nationale de la Grèce.

Et du consentement unanime, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose :

Que la Commission de la culture procède à une consultation générale, à compter du 20 mai 1986, afin d'étudier le statut économique de l'artiste et du créateur et qu'à cette fin elle examine les questions suivantes :

- 1 — la formation et le perfectionnement;
- 2 — les salaires, les honoraires, les droits pécuniaires liés au droit d'auteur, les contrats et les conventions de travail;
- 3 — les dispositions fiscales spécifiques, les droits moraux, les lois du travail, la sécurité sociale, la santé et la sécurité du travail;
- 4 — les conditions dans lesquelles s'exerce la profession artistique et, d'une manière générale, ce qui concourt à la promotion et à la défense de la vie professionnelle; et

Que la ministre des Affaires culturelles soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

Du consentement unanime de l'Assemblée, la motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque :

- La Commission du budget et de l'administration afin d'entreprendre la consultation et l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants :

Projet de loi 231 — Loi modifiant la Loi concernant les maîtres entrepreneurs en réfrigération du Québec;

Projet de loi 239 — Loi concernant Le Conseil de Planning Social de Pontiac Inc.

- La Commission de l'économie et du travail afin d'étudier la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année 1986 et entendre à cette fin la direction d'Hydro-Québec.

M. le Président communique à l'Assemblée un avis concernant une séance de travail que tiendra la Commission des institutions.

M. Levesque, ministre des Finances, transmet à M. le Président et M. le Président lit à l'Assemblée le message suivant de l'honorable lieutenant-gouverneur :

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

L'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1987, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

Québec, le 25 mars 1986.

J. GILLES LAMONTAGNE
(Document n° 169 de la session)

M. Gratton, leader du gouvernement, avise l'Assemblée que le 27 mars 1986, il proposera la formation de la commission plénière afin qu'elle procède à l'étude des crédits provisoires du budget 1986-1987, conformément à l'article 280 du Règlement. Les crédits provisoires sont renvoyés en commission plénière.

M. le Président fait part à l'Assemblée de l'intention du député de Verchères de soulever un débat de fin de séance sur une question qu'il a posée au Premier ministre concernant le problème de l'indexation de l'aide sociale.

M. Ryan propose que le principe du projet de loi 24, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat est suspendu.

DÉCISION DU PRÉSIDENT

M. le Président rend la décision suivante sur une question qu'il avait prise en délibéré :

Lorsqu'une demande de débat de fin de séance est faite, il n'appartient pas au Président de déterminer lequel des membres devra être présent pour y répondre. Malgré le fait qu'il soit souhaitable que le ministre le plus concerné donne la réponse au nom de gouvernement, la discrétion revient au gouvernement de désigner lequel des ministres le représentera.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission des institutions afin de procéder à une consultation particulière et à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 205, Loi concernant la Commission scolaire de Outaouais-Hull.

À 18 h 02, M. le Président suspend la séance jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ryan, ministre de l'Éducation, proposant que le principe du projet de loi 24, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 24 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 24 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale, propose que le principe du projet de loi 22, Loi sur le recensement des électeurs en 1986, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 22 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 22 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale, propose que le principe du projet de loi 23, Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 23 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 23 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

À 22 h 00, il est procédé au débat de fin de séance.

M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu, répond à la question soulevée par le député de Verchères.

25 mars 1986

À 22 h 15, Mme la Vice-Présidente ajourne les travaux de l'Assemblée à demain dix heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

L'Assemblée reprend le débat sur le rapport de la Commission du budget et de l'administration concernant le projet de loi 2, Loi modifiant diverses lois fiscales et d'autres dispositions législatives, et sur les amendements proposés par M. Gratton, ministre du Revenu, et M. Garon (Lévis).

Le débat est ajourné sur la motion de Mme Juneau (Johnson).

À 13 h 00, Mme la Vice-Présidente suspend la séance jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

L'Assemblée procède à la période des questions orales des députés.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque :

- La Commission de l'économie et du travail afin de poursuivre l'étude de la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année 1986;
- La Commission des institutions afin d'étudier les projets de loi suivants :
 - Projet de loi 22 — Loi sur le recensement des électeurs en 1986;
 - Projet de loi 23 — Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales;
 - Projet de loi d'intérêt privé 205 — Loi concernant la Commission scolaire de Outaouais-Hull.

M. le Président communique à l'Assemblée un avis concernant une séance de travail que tiendra la Commission des institutions.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, il est *ordonné*:

Que l'Assemblée nationale se réunisse le jeudi 27 mars 1986 de 10 h 00 à 18 h 00, avec suspension de 12 h 30 à 14 h 00, cette suspension ayant sur l'affaire en cours l'effet d'un ajournement; et

Que l'Assemblée procède aux affaires courantes à 14 h 00.

Conformément à l'article 97, M. Gendron (Abitibi-Ouest) propose:

Que l'Assemblée nationale demande au Gouvernement libéral de tenir son engagement du dernier Discours d'ouverture à l'effet que "l'Assemblée nationale accroisse son autorité... qu'elle participe davantage aux décisions de l'État" en saisissant celle-ci des grands enjeux actuels du Québec en matière constitutionnelle, linguistique, financière, économique et administrative pour forcer le gouvernement à agir en pleine lumière, plutôt que de laisser quelques personnes, souvent non élues, faire en catimini et sans débat des choix fondamentaux pour l'avenir du Québec.

Et un débat s'ensuit.

À la fin de son intervention, M. Gratton, ministre du Revenu, propose que la motion en discussion soit amendée comme suit:

1. en ajoutant après le mot "autorité", à la quatrième ligne, les mots "et sa productivité, qu'elle légifère moins et mieux"; et

2. en supprimant tous les mots après le mot "Québec".

Du consentement unanime de l'Assemblée, la séance est suspendue.

Après quelque temps, l'Assemblée reprend la séance.

Mme la Vice-Présidente déclare l'amendement recevable.

Du consentement unanime de l'Assemblée, il est convenu que le débat puisse porter tant sur la motion d'amendement que sur la motion principale.

Et le débat continue.

Le débat est terminé.

L'amendement et la motion principale sont alors mis aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 18 h 00, conformément à l'ordre de l'Assemblée adopté précédemment, M. le Président ajourne les travaux à demain dix heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Vingt-deux heures

Moment de recueillement.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, les votes reportés prévus au moment des affaires courantes sont reportés de nouveau à la prochaine séance et il est procédé immédiatement aux "Motions sans préavis".

M. Gratton, leader du gouvernement, propose :

Qu'en raison de l'urgence de la situation, il y a lieu, conformément aux dispositions de l'article 182 du règlement, et ce, en vue de l'adoption du projet de loi 34, Loi sur la reprise du service de transport dans certaines commissions scolaires, de proposer :

Que les règles ci-après mentionnées soient suspendues : l'article 20, l'article 54, les 2^e et 3^e alinéas de l'article 84, les articles 87, 88 à 93, 97, 111 à 114, 205 à 208, 230, 232, 233, 236, 237, 240, 241, le 2^e alinéa de l'article 244, à l'article 248 : les mots "l'adoption du projet de loi est fixée à une séance subséquente", et les 2^e et 3^e alinéas de l'article 256;

Que les règles ci-dessus énumérées soient suspendues jusqu'à l'adoption du projet de loi;

Que malgré les dispositions de l'article 29, toutes les séances de l'Assemblée nationale soient publiques;

Que la commission plénière fasse rapport au plus tard deux heures après le début de ses travaux;

Que dix minutes avant l'expiration de ce délai, le Président de la commission plénière mette aux voix, sans débat, les articles et les amendements dont la commission n'aurait pas disposé;

Que le débat sur l'adoption du projet de loi soit limité à vingt minutes par groupe parlementaire; et

Que l'Assemblée puisse siéger dès l'adoption de la présente motion jusqu'à l'adoption du projet de loi 34, Loi sur la reprise du service de transport dans certaines commissions scolaires.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Ryan, ministre de l'Éducation, présente le projet de loi 34, Loi sur la reprise du service de transport dans certaines commissions scolaires, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose que le principe du projet de loi 34, Loi sur la reprise du service de transport dans certaines commissions scolaires, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

0 heure, jeudi 27 mars 1986

Le débat est terminé.

La motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

La motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 15)

POUR

Audet	Brassard	Doyon	Hamel
Baril	Brouillette	Dufour	Harel
Beaudin	Camden	Farrah	Hétu
Bélanger	Cannon	Filion	Houde
(Laval-des-Rapides)	Cardinal	Forget	Hovington
Bélanger	Chagnon	Fortier	Johnson
(Mégantic-Compton)	Charbonneau	Fortin	(Anjou)
Bélisle	Claveau	Gagnon-Tremblay	Johnson
Bissonnet	Côté	Gardner	(Vaudreuil-Soulanges)
Blackburn	(Rivière-du-Loup)	Gauthier	Jolivet
Blais	Cusano	Gauvin	Joly
Bleau	Dauphin	Gendron	Juneau
Boulerice	Després	Gervais	Khelfa
Bradet	Dionne	Gobé	Laporte

Latulippe	Middlemiss	Philibert	Sirros
Leclerc	Paradis	Polak	Théorêt
Lefebvre	(Brôme-Missisquoi)	Poulin	Thérien
Legault	Paradis	Rémillard	Tremblay
Lemieux	(Matapédia)	Rivard	(Iberville)
Lemire	Paré	Robic	Tremblay
Lincoln	Parent	Rochefort	(Rimouski)
Maciocia	(Bertrand)	Ryan	Trépanier
Maltais	Parent	Saintonge	Vallerand
Marcil	(Sauvé)	St-Roch	Vallières
Marx	Pelchat	Savoie	Vermette — 92
Messier	Perron	Séguin	

CONTRE — 0

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 34 est renvoyé pour étude détaillée à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose que le projet de loi 34, Loi sur la reprise du service de transport dans certaines commissions scolaires, soit adopté.

Et un débat s'ensuit.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi 34 est adopté.

À 3 h 22, Mme la Vice-Présidente ajourne l'Assemblée à dix heures.

Le jeudi 27 mars 1986, à trois heures trente-cinq minutes, au Cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Bégin, vice-présidente de l'Assemblée nationale, de Mme Pelchat, la représentante du Premier ministre, de M. Jolivet, le représentant du chef de l'Opposition officielle, de M. Fillion et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner le projet de loi suivant:

26 mars 1986

- 34 Loi sur la reprise du service de transport dans certaines commissions scolaires.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque :

- La Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude de la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année 1986;
- La Commission des institutions, afin d'étudier les projets de loi suivants :
 - Projet de loi 22 — Loi sur le recensement des électeurs en 1986;
 - Projet de loi 23 — Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales;
 - Projet de loi d'intérêt privé 205 — Loi concernant la Commission scolaire de Outaouais-Hull.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de procéder à l'étude et à l'adoption en bloc des crédits provisoires du budget 1986-1987.

Et la discussion a lieu en commission plénière.

La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

À 13 h 00, Mme la Vice-Présidente suspend la séance jusqu'à quatorze heures.

Quatorze heures

M. Marx, ministre de la Justice, fait une déclaration ministérielle concernant les moyens que le Gouvernement entend prendre pour la réalisation du projet visant à l'adoption d'un nouveau code civil.

Mme Harel (Maisonneuve) commente la déclaration au nom de l'Opposition officielle et le ministre termine par une réplique.

M. Côté, ministre des Transports, présente le projet de loi 19, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale, présente le projet de loi 32, Loi sur les sommaires des rapports de dépenses électorales relativement aux élections générales du 2 décembre 1985, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés :

Par M. le Président :

Prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1986-1987 et rapport financier préliminaire du Directeur général des élections, pour l'exercice budgétaire 1985-1986.

(Document n° 170 de la session)

Par M. French, ministre des Communications :

Rapport annuel du ministère des Communications, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 171 de la session)

Rapport annuel de la Commission d'accès à l'information, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 172 de la session)

Rapport annuel de la Régie des services publics du Québec, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1985.

(Document n° 173 de la session)

Rapport annuel de la Société de radio-télévision du Québec, pour la période du 1^{er} septembre 1984 au 31 août 1985.

(Document n° 174 de la session)

Par M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources:

Copie du décret 2097-85, en date du 9 octobre 1985, concernant un contrat de vente d'énergie garantie entre Hydro-Québec et les New England Utilities (membres de NEPOOL).

(Document n° 175 de la session)

Par M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science:

Cadre de référence pour le plan quinquennal d'investissements universitaires 1985-1990.

(Document n° 176 de la session)

Plan quinquennal d'investissements universitaires 1985-1990.

(Document n° 177 de la session)

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a siégé le 20 mars 1986 afin de procéder à la consultation des intéressés et à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 239, Loi sur Le Conseil de Planning Social de Pontiac Inc.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document n° 178 de la session)

Sur la motion de M. Lemieux, le rapport est adopté.

Par Mme Juneau (Johnson), du consentement unanime de l'Assemblée:

Extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale par 2099 pétitionnaires de la région de Windsor accompagnée de quatorze résolutions de municipalités et de différentes associations s'opposant à la décision de la Régie de l'assurance automobile du Québec de fermer le bureau d'immatriculation automobile situé à Windsor.

(Document n° 179 de la session)

L'Assemblée procède à la période des questions orales des députés.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Filion (Taillon) dépose les rapports de la Commission des institutions qui a siégé le 27 mars 1986 aux fins suivantes :

1. Étude détaillée du projet de loi 22, Loi sur le recensement des électeurs en 1986.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document n° 180 de la session)

2. Étude détaillée du projet de loi 23, Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales.

Le projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document n° 181 de la session)

3. Consultation et étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 205, Loi concernant la Commission scolaire de Outaouais-Hull.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements dont un au titre.

(Document n° 182 de la session)

Sur la motion de M. Filion (Taillon), le rapport concernant le projet de loi 205 est adopté.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur l'amendement de M. Gratton, leader du gouvernement, proposé à la motion de M. Gendron (Abitibi-Ouest) présentée en vertu de l'article 97 du Règlement :

*Que l'Assemblée nationale demande au
Gouvernement libéral de tenir son engagement du
dernier Discours d'ouverture à l'effet que*

“l'Assemblée nationale accroisse son autorité... qu'elle participe davantage aux décisions de l'État” en saisissant celle-ci des grands enjeux actuels du Québec en matière constitutionnelle, linguistique, financière, économique et administrative pour forcer le gouvernement à agir en pleine lumière, plutôt que de laisser quelques personnes, souvent non élues, faire en catimini et sans débat des choix fondamentaux pour l'avenir du Québec.

Lequel amendement se lit comme suit :

Que la motion soit amendée :

1. en ajoutant après le mot “autorité” à la quatrième ligne les mots “et sa productivité, qu'elle légifère moins et mieux”; et
2. en supprimant tous les mots après le mot “Québec”.

L'amendement est adopté, les voix se divisant comme suit :

(Vote n° 16)

POUR

Audet	Cardinal	French	Latulippe
Bacon	Chagnon	Gagnon-Tremblay	Lavoie-Roux
Baril	Ciaccia	Gardner	Leclerc
Beaudin	Côté	Gauvin	Lefebvre
Bégin	(Charlesbourg)	Gervais	Legault
Bélanger	Côté	Gobé	Lemire
(Laval-des-Rapides)	(Rivière-du-Loup)	Gobeil	Levesque
Bélanger	Cusano	Gratton	Lincoln
(Mégantic-Compton)	Dauphin	Hains	MacDonald
Bissonnet	Després	Hamel	Maciocia
Bleau	Dionne	Hétu	Maltais
Bourassa	Doyon	Houde	Marx
Bourbeau	Dubois	Hovington	Messier
Bradet	Farrah	Joly	Middlemiss
Camden	Fortier	Kehoe	Paradis
Cannon	Fortin	Laporte	(Brôme-Missisquoi)

Paradis (Matapédia)	Poulin	Savoie	Tremblay (Rimouski)
Parent (Sauvé)	Rémillard	Scowen	Trépanier
Pelchat	Richard	Séguin	Vaillancourt
Philibert	Rivard	Sirros	Vallerand
Picotte	Rocheleau	Théorêt	Vallières — 85
Polak	Ryan	Thérien	
	Saintonge	Tremblay (Iberville)	
	St-Roch		

CONTRE

Blackburn	Desbiens	Harel	Parent (Bertrand)
Blais	Dufour	Johnson (Anjou)	Perron
Boulerice	Filion	Jolivet	Rochefort
Brassard	Garon	Juneau	Vermette — 21
Charbonneau	Gauthier	Paré	
Claveau	Gendron		

La motion de M. Gendron (Abitibi-Ouest), ainsi amendée, se lit maintenant comme suit :

Que l'Assemblée nationale demande au Gouvernement libéral de tenir son engagement du dernier Discours d'ouverture à l'effet que "l'Assemblée nationale accroisse son autorité et sa productivité, qu'elle légifère moins et mieux, qu'elle participe davantage aux décisions de l'État" en saisissant celle-ci des grands enjeux actuels du Québec.

Ladite motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° 17)

POUR

Audet	Bissonnet	Camden	Côté (Rivière-du-Loup)
Bacon	Blackburn	Cannon	Cusano
Baril	Blais	Cardinal	Dauphin
Beaudin	Bleau	Chagnon	Desbiens
Bégin	Boulerice	Charbonneau	Després
Bélanger (Laval-des-Rapides)	Bourassa	Ciaccia	Dionne
Bélanger (Mégantic-Compton)	Bourbeau	Claveau	Doyon
	Bradet	Côté (Charlesbourg)	Dubois
	Brassard		

Dufour	Hovington	Middlemiss	Ryan
Farrah	Johnson	Paradis	Saintonge
Filion	(Anjou)	(Brôme-Missisquoi)	St-Roch
Fortier	Jolivet	Paradis	Savoie
Fortin	Joly	(Matapédia)	Scowen
French	Juneau	Paré	Séguin
Gagnon-Tremblay	Kehoe	Parent	Sirros
Gardner	Laporte	(Bertrand)	Théorêt
Garon	Latulippe	Parent	Thérien
Gauthier	Lavoie-Roux	(Sauvé)	Tremblay
Gauvin	Leclerc	Pelchat	(Iberville)
Gendron	Lefebvre	Perron	Tremblay
Gervais	Legault	Philibert	(Rimouski)
Gobé	Lemire	Picotte	Trépanier
Gobeil	Levesque	Polak	Vaillancourt
Gratton	Lincoln	Poulin	Vallerand
Hains	MacDonald	Rémillard	Vallières
Hamel	Maciocia	Richard	Vermette — 106
Harel	Maltais	Rivard	
Hétu	Marx	Rocheffort	
Houde	Messier	Rocheleau	

CONTRE — 0

Mme Bacon, Vice-Première ministre, propose :

Que Me Harold Hutchison soit nommé à nouveau membre de la Commission de la fonction publique instituée par la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1), pour un mandat d'une durée de cinq ans à compter de ce jour;

Que Mme Juliette Barcelo soit nommée membre de la Commission de la fonction publique instituée par la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1), pour un mandat d'une durée de cinq ans à compter du 7 avril 1986; et

Que M. Claude Bélanger soit nommé membre de la Commission de la fonction publique instituée par la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1), pour un mandat d'une durée de cinq ans à compter du 7 avril 1986.

La motion est adoptée par le vote suivant :

27 mars 1986

(Vote n° 18)

POUR

Audet	Dauphin	Joly	Perron
Bacon	Desbiens	Juneau	Philibert
Baril	Després	Kehoe	Picotte
Beaudin	Dionne	Laporte	Polak
Bégin	Doyon	Latulippe	Poulin
Bélanger	Dubois	Lavoie-Roux	Rémillard
(Laval-des-Rapides)	Dufour	Leclerc	Richard
Bélanger	Farrah	Lefebvre	Rivard
(Mégantic-Compton)	Filion	Legault	Rocheport
Bissonnet	Fortier	Lemieux	Rocheleau
Blackburn	Fortin	Lemire	Ryan
Blais	French	Levesque	Saintonge
Bleau	Gagnon-Tremblay	Lincoln	St-Roch
Boulerice	Gardner	MacDonald	Scowen
Bourassa	Garon	Maciocia	Séguin
Bourbeau	Gauthier	Maltais	Sirros
Bradet	Gauvin	Marcil	Théorêt
Brassard	Gervais	Marx	Thérien
Camden	Gobé	Messier	Tremblay
Cannon	Gobeil	Middlemiss	(Iberville)
Cardinal	Gratton	Paradis	Tremblay
Chagnon	Hains	(Brôme-Missisquoi)	(Rimouski)
Charbonneau	Hamel	Paradis	Trépanier
Ciaccia	Harel	(Matapédia)	Vaillancourt
Claveau	Hétu	Paré	Vallerand
Côté	Houde	Parent	Vallières
(Charlesbourg)	Hovington	(Bertrand)	Vermette — 106
Côté	Johnson	Parent	
(Rivière-du-Loup)	(Anjou)	(Sauvé)	
Cusano	Jolivet	Pelchat	

CONTRE — 0

M. Gratton propose :

Que l'étude des crédits 1986-1987 en commission puisse s'étaler sur trois semaines, du 15 avril au 1^{er} mai 1986; et

Qu'en conséquence, l'application du deuxième alinéa de l'article 282 du Règlement soit suspendue.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque pour l'étude des crédits budgétaires :

- La Commission de la culture, pour ceux du ministère des Affaires culturelles;
 - La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère des Affaires municipales; et
 - La Commission de l'économie et du travail, pour les crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce.
-

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue de nouveau en commission plénière afin de procéder à l'étude et à l'adoption en bloc des crédits provisoires du budget 1986-1987.

Et la discussion se poursuit sur l'adoption de ces crédits en commission plénière.

La proposition d'adopter en bloc ces crédits provisoires est alors adoptée.

M. le président de la commission plénière fait le rapport suivant :

M. le Président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a adopté en bloc des crédits provisoires, soit une somme maximum de 5 538 702 775,00 \$

qui sera et pourra être prise sur le fonds consolidé du revenu pour le paiement d'une partie du budget des dépenses du Québec présenté à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1986-1987, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu.

Cette somme se partage ainsi :

1° 5 367 134 100,00 \$ représentant 1/4 des crédits à voter pour chacun des programmes apparaissant au budget des dépenses du gouvernement pour cette année financière, à l'exception du programme 8 "Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris" du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu;

2° 66 329 450,00 \$ représentant 1/4 additionnel des crédits à voter pour le programme 3 "Évaluation foncière" du ministère des Affaires municipales;

3° 20 693 800,00 \$ représentant 1/4 additionnel des crédits à voter pour le programme 2 "Financement agricole" du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

4° 2 144 091,67 \$ représentant 1/12 des crédits à voter pour le programme 7 "Développement de l'industrie forestière" du ministère de l'Énergie et des Ressources;

5° 2 905 950,00 \$ représentant 1/4 additionnel des crédits à voter pour le programme 2 "Promotion du loisir socio-culturel" du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;

6° 2 280 283,33 \$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 4 "Promotion de l'activité physique et du sport" du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;

7° 77 215 100,00 \$ représentant 1/4 additionnel des crédits à voter pour le programme 6 "Transport scolaire" du ministère des Transports.

Le rapport est adopté.

En conséquence, le projet de loi 31, Loi n°2 sur les crédits, 1986-1987, est présenté par M. Levesque, ministre des Finances.

M. Levesque propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi; que le principe du projet de loi soit adopté et que le projet de loi soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 31 est adopté.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que l'ensemble des crédits budgétaires, sauf ceux de l'Assemblée nationale, soit envoyé pour étude en commissions permanentes.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le principe du projet de loi 21, Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 21 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, le projet de loi est envoyé pour étude détaillée à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton propose que le projet de loi 21 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 21 est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions qui a étudié le projet de loi 22, Loi sur le recensement des électeurs en 1986.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale, propose que le projet de loi 22 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 22 est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération l'amendement et le rapport de la Commission des institutions qui a étudié le projet de loi 23, Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales.

Le rapport amendé est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale, propose que le projet de loi 23 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 23 est adopté.

Du consentement unanime, M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale, propose que le principe du projet de loi 32, Loi sur les sommaires des rapports de dépenses électorales relativement aux élections générales du 2 décembre 1985, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 32 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, le projet de loi 32 est renvoyé pour étude détaillée à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 32 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 32 est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le principe du projet de loi d'intérêt privé 205, Loi concernant certains lots du cadastre révisé de la cité de Hull (quartier n° 4) est adopté.

M. Kehoe (Chapleau) propose que le projet de loi d'intérêt privé 205 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 205 est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le principe du projet de loi d'intérêt privé 239, Loi concernant Le Conseil de Planning Social de Pontiac Inc., est adopté.

M. Middlemiss (Pontiac) propose que le projet de loi d'intérêt privé 239 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 239 est adopté.

À 18 h 23, sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi 15 avril 1986, à quatorze heures.

Aujourd'hui, le jeudi 27 mars 1986, à dix-neuf heures, au Cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Vallières, le représentant du Premier ministre, de M. Boulerice, le représentant du chef de l'Opposition officielle et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les projets de loi suivants :

- 21 Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale;
- 22 Loi sur le recensement des électeurs en 1986;
- 23 Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales;
- 31 Loi n°2 sur les crédits, 1986-1987;
- 32 Loi sur les sommaires des rapports de dépenses électorales relativement aux élections générales du 2 décembre 1985;
- 205 Loi concernant certains lots du cadastre révisé de la cité de Hull (quartier n°4);
- 239 Loi concernant Le Conseil de Planning Social de Pontiac Inc.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Rapports du Directeur général des élections du Québec sur les résultats officiels du scrutin:

— du 2 décembre 1985;

(Document n° 183 de la session)

— du 20 janvier 1986 dans la circonscription électorale de Saint-Laurent.

(Document n° 184 de la session)

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Avis de la Commission des biens culturels du Québec sur le classement des biens culturels suivants:

— église Saint-Patrick (Montréal);

— maison Boisvert (Sainte-Croix);

— monument équestre de saint Georges (Saint-Georges-de-Beauce).

(Document n° 185 de la session)

Par M. Levesque, ministre des Finances:

Crédits (sous forme reliée) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1987.

(Document n° 186 de la session)

Par M. Paradis, ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu:

Rapport annuel de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1985.

(Document n° 187 de la session)

Par M. Picotte, ministre du Tourisme:

Rapport annuel du ministère du Tourisme, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 188 de la session)

Rapport annuel de la Société du Palais des congrès de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 189 de la session)

Par M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce :

Rapport annuel du ministère de l'Industrie et du Commerce, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 190 de la session)

Rapport annuel de la Société Inter-Port de Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 191 de la session)

Par M. Rocheleau, ministre délégué aux Services et Approvisionnements :

Rapport annuel de la Régie des installations olympiques, pour l'exercice financier terminé le 31 octobre 1985.

(Document n° 192 de la session)

Par M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale :

Échéancier relatif à la délimitation des circonscriptions électorales.

(Document n° 193 de la session)

M. Johnson, chef de l'Opposition officielle, se prévalant de l'article 71 du Règlement, soulève une question de fait personnel pour relever l'inexactitude du compte rendu de ses déclarations à propos de l'attitude du Gouvernement concernant la Charte de la langue française et nier les accusations portées contre lui, notamment dans le quotidien *The Gazette* du 7 avril dernier.

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

M. Bissonnette (Jeanne-Mance) propose :

Que l'Assemblée nationale souligne le centenaire de la fondation de la municipalité de Saint-Léonard.

Et du consentement unanime, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Mme Harel (Maisonneuve) propose :

Que l'Assemblée nationale témoigne à l'ensemble des femmes de la communauté internationale et au peuple français sa profonde tristesse à l'occasion du décès de Simone de Beauvoir.

Et du consentement unanime, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque pour l'étude des crédits budgétaires :

- La Commission de la culture, pour ceux du ministère des Affaires culturelles ;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère des Affaires municipales ;
- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère de l'Industrie et du Commerce, du ministère du Travail et du ministre délégué aux Petites et Moyennes Entreprises ;
- La Commission du budget et de l'administration, pour ceux du président du Conseil du trésor et ministre délégué à l'Administration.

À 15 h 21, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à demain quinze heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quinze heures

Moment de recueillement.

Le document suivant est déposé :

Par M. Côté, ministre des Transports :

Rapport annuel de la Société des traversiers du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 194 de la session)

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

M. Rochefort (Gouin) présente une motion qui ne peut être débattue, faute de consentement.

Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine, propose :

Que l'Assemblée nationale offre ses félicitations à la Fédération des femmes du Québec à l'occasion de son 20^e anniversaire de fondation et pour l'obtention du Prix de la reconnaissance nationale décerné récemment par l'Institut canadien pour la culture de la femme.

Et du consentement unanime, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. le Président communique à l'Assemblée les avis de séances de travail que tiendront :

- La Commission des institutions, concernant le projet de règlement sur les programmes d'accès à l'égalité;
- La Commission de l'économie et du travail, concernant une rencontre avec les membres du Council of State Governments' Eastern Regional Conference.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque pour l'étude des crédits budgétaires :

- La Commission du budget et de l'administration, pour ceux du ministère des Finances concernant la Caisse de dépôt et placement, la Commission des valeurs mobilières, la Société des loteries et courses, et l'Inspecteur général des institutions financières ainsi que ceux du président du Conseil du trésor et ministre délégué à l'Administration;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;
- La Commission des affaires sociales, pour ceux de la ministre déléguée à la Condition féminine;
- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère du Travail.

À 16 h 37, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à demain quatorze heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

L'Assemblée procède à la période des questions orales des députés.

M. Marcil (Beauharnois) propose :

Que l'Assemblée nationale invite le Gouvernement fédéral à donner suite dans les meilleurs délais au rapport d'enquête sur le textile et le vêtement, rapport déposé auprès du ministre fédéral de l'Expansion régionale par la Commission du textile et du vêtement en octobre 1985.

Et du consentement unanime, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

M. le Président communique à l'Assemblée un avis concernant une séance de travail que tiendra la Commission de la culture, concernant l'étude du statut économique de l'artiste et du créateur.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque pour l'étude des crédits budgétaires :

- La Commission du budget et de l'administration, pour ceux du ministère des Finances incluant ceux du ministre délégué à la Privatisation;
- La Commission de la culture, pour ceux du ministère des Communications;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;
- La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu;
- La Commission de l'éducation, pour ceux du ministère de l'Éducation.

À 15 h 14 les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi quatorze heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

Le document suivant est déposé :

Par M. Rémillard, ministre des Relations internationales :

Rapport annuel du ministère des Relations internationales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 195 de la session)

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion sans préavis de M. Marcil (Beauharnois) proposant :

Que l'Assemblée nationale invite le Gouvernement fédéral à donner suite dans les meilleurs délais au rapport d'enquête sur le textile et le vêtement, rapport déposé auprès du ministre fédéral de l'Expansion régionale par la Commission du textile et du vêtement en octobre 1985.

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° 19)

POUR

Assad	Bélanger	Bissonnet	Bourbeau
Audet	(Laval-des-Rapides)	Blackburn	Bradet
Bacon	Bélanger	Blais	Brassard
Beaudin	(Mégantic-Compton)	Bleau	Brouillette
Bégin	Bélisle	Bourassa	Cannon

Cardinal	Gagnon-Tremblay	Khelfa	Perron
Chagnon	Gardner	Laporte	Philibert
Charbonneau	Garon	Latulippe	Picotte
Chevrette	Gauthier	Lavoie-Roux	Polak
Ciaccia	Gauvin	Leclerc	Poulin
Claveau	Gendron	Lemieux	Richard
Côté	Gervais	Lemire	Rivard
(Charlesbourg)	Gobé	Levesque	Robic
Côté	Gobeil	Lincoln	Rocheffort
(Rivière-du-Loup)	Godin	Maciocia	Rocheleau
Cusano	Gratton	Maltais	Ryan
Desbiens	Hains	Marcil	Saintonge
Després	Hamel	Marx	St-Roch
Dionne	Harel	Messier	Scowen
Dougherty	Hétu	Pagé	Séguin
Doyon	Houde	Paradis	Sirros
Dubois	Hovington	(Brôme-Missisquoi)	Thérien
Dufour	Johnson	Paradis	Tremblay
Dutil	(Anjou)	(Matapédia)	(Iberville)
Farrah	Johnson	Paré	Tremblay
Filion	(Vaudreuil-Soulanges)	Parent	(Rimouski)
Forget	Jolivet	(Bertrand)	Trépanier
Fortier	Joly	Parent	Trudel
Fortin	Juneau	(Sauvé)	Vallerand
French	Kehoe	Pelchat	Vermette — 108

CONTRE — 0

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose :

Que l'Assemblée nationale souligne la Semaine de l'action bénévole et rende hommage à tous les bénévoles du Québec.

Du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose :

Que l'Assemblée nationale souligne les performances de M. André Viger et de Mme Lizanne Bussièrès au Marathon de Boston qui a eu lieu hier.

Du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque pour l'étude des crédits budgétaires :

- La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu;
- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère du Tourisme;
- La Commission de l'éducation, pour ceux du ministère de l'Éducation;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère de l'Environnement;
- La Commission des institutions, pour ceux du ministère des Relations internationales et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes;
- La Commission de la culture, pour ceux du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.

À 15 h 20, l'Assemblée ajourne ses travaux à demain quinze heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quinze heures

Moment de recueillement.

M. le Président communique et dépose le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé 208, Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Lévis.

(Document n° 196 de la session)

M. Gauthier (Roberval), au nom de M. Garon (Lévis), présente le projet de loi d'intérêt privé 208, Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Lévis, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 208 soit renvoyé à la Commission des affaires sociales pour consultation et étude détaillée et que la ministre de la Santé et des Services sociaux soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science:

Rapport annuel du Conseil des collèges pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1985.

(Document n° 197 de la session)

Par M. Côté, ministre des Transports:

Rapport annuel du ministère des Transports, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 198 de la session)

Par Mme Robic, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration :

Rapport annuel du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 199 de la session)

Par M. Savoie, ministre délégué aux Mines :

Rapport annuel de la Société nationale de l'amiante, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 200 de la session)

Par M. Charbonneau (Verchères) :

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a siégé les 26 et 27 mars 1986 afin de procéder à l'étude de la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année 1986.

(Document n° 201 de la session)

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose :

Que l'Assemblée nationale souligne la Semaine du don des organes afin de sensibiliser les citoyens du Québec à cette problématique si importante.

Du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

Au cours de son intervention, du consentement unanime de l'Assemblée, M. Chevette, leader de l'Opposition, dépose le document suivant :

— Lettre de Mme Nicole Malo, présidente de l'Office des ressources humaines, adressée à Mme Carmen Juneau, députée de Johnson, concernant le refus d'inclure, dans l'enveloppe de paie des fonctionnaires, un dépliant sur le don d'organes.

(Document n° 202 de la session)

Le débat terminé, la motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande du leader du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

M. Khelfa (Richelieu) propose :

Que l'Assemblée nationale souligne l'effort et la volonté de concertation, et la participation active et positive des différents intervenants socio-économiques du comté de Richelieu, notamment la Chambre de commerce, la Corporation de développement économique, le Cégep Sorel-Tracy ainsi que les travailleurs dont ceux affiliés aux grandes centrales telles que la CSN, à l'occasion du colloque tenu sous le thème "Nous et l'avenir" les 5 et 6 avril 1986.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque pour l'étude des crédits budgétaires :

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère des Transports;
 - La Commission des institutions, pour ceux du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et du Solliciteur général;
 - La Commission de l'éducation, pour ceux du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science;
 - La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Santé et des Services sociaux.
-

Au moment des renseignements sur les travaux de l'Assemblée, M. Chevette, leader de l'Opposition, soulève une question de règlement à

l'effet que le ministre des Finances ne peut, comme il l'a annoncé en conférence de presse, prononcer le discours du budget le jeudi 1^{er} mai étant donné qu'à cette date l'étude des crédits en commission ne sera pas terminée; l'article 282 est clair: "...durant cette période, l'Assemblée ne procède qu'aux affaires courantes". De plus, un usage a été établi à l'Assemblée: depuis 1976 ce discours a toujours été prononcé un mardi. Pour contrevenir à ces deux règles, il faudrait obtenir le consentement de l'Assemblée.

M. Gratton, leader du gouvernement, objecte que depuis 1961 la plupart des discours du budget ont été prononcés un jeudi, ce qui répond à l'un des arguments du leader de l'Opposition. De plus, il est une prérogative du Gouvernement de décider du moment où le discours sur le budget sera prononcé. Ce discours est une affaire prioritaire qui ne peut être précédée dans l'ordre des travaux que des affaires prévues aux paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 87. Il n'y a aucune obligation qui est faite par le Règlement pour que l'étude des crédits soit terminée avant le discours sur le budget. Au contraire, l'article 288 indique que l'Assemblée devra avoir statué au préalable sur les motions prévues à l'article 277; les crédits seraient mis aux voix par la suite. Pour ces raisons, le ministre des Finances peut retenir la date du 1^{er} mai, un jeudi, pour prononcer son discours sur le budget.

Après cette argumentation présentée par les deux leaders, M. le Président déclare prendre la question en délibéré.

À 16 h 27, l'Assemblée ajourne ses travaux à demain quatorze heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, présente le projet de loi 33, Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés :

Par M. Rocheleau, ministre délégué aux Services et Approvisionnements :

Rapport annuel du Service des achats du gouvernement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 203 de la session)

Par M. Filion (Taillon) :

Rapport de la Commission des institutions qui a siégé les 8, 9, 10 et 11 octobre 1985 afin de procéder à une consultation générale sur le projet de règlement concernant les programmes d'accès à l'égalité pris en vertu du paragraphe b de l'article 86.8 de la Charte des droits et libertés de la personne.

(Document n° 204 de la session)

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion sans préavis de Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant :

Que l'Assemblée nationale souligne la Semaine du don des organes afin de sensibiliser les citoyens du Québec à cette problématique si importante.

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° 20)

POUR

Audet	Dauphin	Hétu	Paradis
Bacon	Desbiens	Houde	(Matapédia)
Baril	Després	Johnson	Paré
Bégin	Dionne	(Anjou)	Parent
Bélanger	Dougherty	Johnson	(Sauvé)
(Laval-des-Rapides)	Doyon	(Vaudreuil-Soulanges)	Perron
Bélanger	Dubois	Jolivet	Philibert
(Mégantic-Compton)	Dufour	Joly	Polak
Bélisle	Dutil	Juneau	Rémillard
Bissonnet	Farrah	Kehoe	Richard
Blackburn	Filion	Khelfa	Rivard
Blais	Forget	Laporte	Robic
Bleau	Fortier	Latulippe	Rocheffort
Boulerice	Fortin	Lavoie-Roux	Rocheleau
Bourassa	French	Lefebvre	Ryan
Bradet	Gagnon-Tremblay	Legault	Saintonge
Brassard	Gardner	Lemieux	St-Roch
Brouillette	Garon	Lemire	Séguin
Camden	Gauthier	Levesque	Sirros
Cannon	Gauvin	Lincoln	Thérien
Chagnon	Gendron	MacDonald	Tremblay
Charbonneau	Gervais	Maltais	(Rimouski)
Chevrette	Gobé	Marcil	Trépanier
Côté	Gobeil	Marx	Trudel
(Charlesbourg)	Godin	Messier	Vaillancourt
Côté	Gratton	Middlemiss	Vallerand
(Rivière-du-Loup)	Hains	Paradis	Vallières
Cusano	Harel	(Brôme-Missisquoi)	Vermette — 102

CONTRE — 0

M. Rivard (Rosemont) propose :

Que l'Assemblée nationale, suite au décès du docteur Claude Fortier, offre ses condoléances à sa famille et souligne sa contribution exceptionnelle à la recherche médicale québécoise et canadienne.

Du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Mme Robic, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration propose :

Que l'Assemblée nationale rappelle le génocide abominable subi en 1915 par le peuple arménien, réitère sa condamnation des auteurs de ce crime et manifeste à tous les Arméniens, et en particulier ceux du Québec, la sympathie de toute la société québécoise.

Du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque pour l'étude des crédits budgétaires :

- La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Santé et des Services sociaux ;
 - La Commission des institutions, pour ceux du Solliciteur général ;
 - La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère des Transports et de l'Office de planification et de développement du Québec ;
 - La Commission de l'éducation, pour ceux du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science ;
 - La Commission du budget et de l'administration, pour ceux du ministère du Revenu.
-

DÉCISION DU PRÉSIDENT

Le Président rend une décision relative à la question soulevée par le leader de l'Opposition à la séance précédente.

Le Président résume cette question dans les termes suivants: "Compte tenu de l'évolution de l'étude des crédits, le discours sur le budget peut-il être prononcé le jeudi 1^{er} mai prochain?" Cette question, poursuit-il, est hypothétique vu les conditions qui se rattachent à cet événement. Elle est par contre capitale compte tenu de l'objet en cause.

Considérant que le discours sur le budget est de la plus haute importance dans notre système parlementaire, le Président se prévaut d'un usage qui a cours à la Chambre des Communes du Royaume-Uni et du Canada, à savoir le "Private ruling".

Le Président indique qu'il entend se prévaloir de cet usage d'une manière très exceptionnelle. Il convoque donc à son bureau les deux leaders parlementaires.

À 15 h 33, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi, quatorze heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés :

Par M. Marx, ministre de la Justice :

Rapport annuel du ministère de la Justice, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 205 de la session)

Rapport annuel du Conseil consultatif de la Justice, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1985.

(Document n° 206 de la session)

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce, propose :

Que dans le cadre de la Semaine de l'entreprise qui se tient cette année du 2 au 11 mai, l'Assemblée nationale du Québec rende hommage à tous les dirigeants d'entreprises au Québec.

Et du consentement unanime, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque pour l'étude des crédits budgétaires :

- La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère de la Santé et des Services sociaux et du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu ;
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour ceux du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation ;
- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique et du ministère de l'Énergie et des Ressources ;
- La Commission des institutions, pour ceux du Conseil exécutif et du ministère de la Justice ;
- La Commission du budget et de l'administration, pour ceux des organismes relevant de la vice-présidente du Conseil exécutif.

Au moment des renseignements sur les travaux de l'Assemblée, M. Chevrette, leader de l'Opposition, soulève une question de règlement et soumet au Président que des faits nouveaux sont survenus qui lui permettent de réclamer du Président une décision à l'Assemblée sur le droit ou non du ministre des Finances de présenter son discours du budget. Ces faits nouveaux sont constatés par les documents suivants déposés avec le consentement de l'Assemblée :

- Copie de deux communiqués de l'agence Telbec à l'intention des membres de la Tribune de la presse et des représentants des médias concernant une séance de travail à huis clos ainsi qu'une conférence de presse, à compter de 11 heures, le jeudi 1^{er} mai 1986, à l'occasion du discours du budget 1986-1987.
- Programme des travaux des commissions parlementaires concernant l'étude des crédits 1986-1987 jusqu'au 1^{er} mai inclusivement.

(Document n° 207 de la session)

M. Chevrette ajoute que le huis clos que veut faire observer le Président n'est pas coutume à l'Assemblée et demande à ce que le Président rende publique son interprétation du Règlement livrée au cours du "Private ruling".

29 avril 1986

M. Gratton, leader du gouvernement, objecte que la question demeure hypothétique et que la décision du Président rendue à l'Assemblée doit être maintenue.

Après une brève suspension, M. le Président déclare prendre la question en délibéré.

À 15 h 37, l'Assemblée ajourne ses travaux à demain quinze heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quinze heures

Moment de recueillement.

DÉCISION DU PRÉSIDENT

Le Président rend la décision suivante sur le rappel au règlement soulevé par le leader de l'Opposition à la séance précédente :

Les faits nouveaux relatés par le leader de l'Opposition sont extérieurs aux travaux parlementaires et la juridiction du Président ne s'étend pas à l'extérieur de la Chambre.

La question de règlement n'est plus hypothétique car il s'est ajouté un fait nouveau qui le concerne en tant que Président : un avis du bureau du leader du gouvernement lui confirme que les crédits de l'Assemblée nationale ne seront pas étudiés le 1^{er} mai.

Le Président conclut que l'étude de l'ensemble des crédits budgétaires, c'est-à-dire l'étude des crédits des ministères et ceux de l'Assemblée, doit être terminée avant la présentation du discours du budget.

Sur un autre point, il ajoute qu'il appartient au Président seul de décider si un "Private ruling" sera rendu public ou non.

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, présente, l'un après l'autre, les projets de loi suivants :

Projet de loi 26 — Loi modifiant la Loi sur le Conseil des universités ;

Projet de loi 29 — Loi modifiant la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation.

Et propose que l'Assemblée se saisisse de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

M. le Président communique à l'Assemblée et dépose, l'un après l'autre, les rapports du directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants :

Projet de loi 210 — Loi modifiant la charte de la ville de Beauport ;

Projet de loi 218 — Loi concernant certaines transactions entre la Compagnie de Jésus et la Corporation du Collège Jean-de-Brébeuf ;

Projet de loi 251 — Loi concernant Lomer Pilote.

(Document n° 208 de la session)

M. Séguin (Montmorency) présente le projet de loi d'intérêt privé 210, Loi modifiant la charte de la ville de Beauport, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Doyon (Louis-Hébert) présente le projet de loi d'intérêt privé 218, Loi concernant certaines transactions entre la Compagnie de Jésus et la Corporation du Collège Jean-de-Brébeuf, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que les projets de loi 210 et 218 soient renvoyés à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de cette commission pour l'étude de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

M. Polak (Sainte-Anne) présente de loi d'intérêt privé 251, Loi concernant Lomer Pilote, et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 251 soit renvoyé à la Commission des institutions pour consultation et étude détaillée et que le ministre de la Justice soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés :

Par M. Levesque, ministre des Finances :

Rapport annuel de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1985.

(Document n° 209 de la session)

Par M. Latulippe, Solliciteur général :

Rapport annuel de la Sûreté du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1985.

(Document n° 210 de la session)

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce, proposant :

Que, dans le cadre de la Semaine de l'entreprise qui se tient cette année du 2 au 11 mai, l'Assemblée nationale du Québec rende hommage à tous les dirigeants d'entreprises au Québec.

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° 21)

POUR

Assad	Desbiens	Jolivet	Parent
Audet	Després	Joly	(Sauvé)
Bacon	Dionne	Juneau	Pelchat
Baril	Dougherty	Kehoe	Perron
Bégin	Dubois	Khelfa	Picotte
Bélanger	Dufour	Laporte	Polak
(Laval-des-Rapides)	Dutil	Latulippe	Poulin
Bélanger	Farrah	Lavoie-Roux	Rémillard
(Mégantic-Compton)	Filion	Leclerc	Richard
Bélisle	Forget	Lefebvre	Rivard
Bissonnet	Fortier	Legault	Robic
Blackburn	Fortin	Lemieux	Rocheffort
Blais	French	Lemire	Rocheleau
Bleau	Gagnon-Tremblay	Levesque	Ryan
Bourassa	Gardner	Lincoln	Saintonge
Bourbeau	Garon	MacDonald	St-Roch
Bradet	Gauthier	Maciocia	Savoie
Brassard	Gauvin	Maltais	Scowen
Brouillette	Gendron	Marcil	Séguin
Camden	Gervais	Marx	Sirros
Cannon	Gobé	Messier	Thérien
Cardinal	Gobeil	Middlemiss	Tremblay
Chagnon	Gratton	Pagé	(Iberville)
Charbonneau	Hamel	Paradis	Tremblay
Chevrette	Harel	(Brôme-Missisquoi)	(Rimouski)
Ciaccia	Hétu	Paradis	Trépanier
Côté	Houde	(Matapédia)	Vaillancourt
(Rivière-du-Loup)	Hovington	Paré	Vallerand
Cusano	Johnson	Parent	Vallières
Dauphin	(Vaudreuil-Soulanges)	(Bertrand)	Vermette — 110

CONTRE — 0

Du consentement de l'Assemblée, les travaux sont suspendus à loisir.

Du consentement unanime de l'Assemblée, l'étape de la présentation des motions sans préavis est reportée après la convocation des commissions par le leader du gouvernement et les commissions appelées à siéger après les affaires courantes sont autorisées à le faire immédiatement après ladite convocation.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque pour l'étude des crédits budgétaires :

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour ceux du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;
- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère de l'Énergie et des Ressources et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science;
- La Commission du budget et de l'administration, pour ceux des organismes relevant du ministre délégué aux Services et Approvisionnements;
- La Commission des institutions, pour ceux du ministère du Conseil exécutif et du ministère de la Justice.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose :

Qu'en raison de l'urgence de la situation, il y a lieu, conformément aux dispositions de l'article 182 du Règlement, de proposer :

Que pour la séance du 1^{er} mai 1986, l'Assemblée, après les affaires courantes, suspende ses travaux jusqu'à 20 h 00;

Que pour cette séance, soit suspendue l'application des paragraphes 2 et 3 de l'article 87 et du 3^e alinéa de l'article 282 et qu'à compter de 20 h 00 puisse être prononcé le discours du budget suivi des commentaires du critique financier de l'Opposition;

Qu'au besoin, soit également suspendue pour la même séance jusqu'à l'expiration des temps de parole impartis à l'article 271, si nécessaire, l'application du 1^{er} alinéa de l'article 20 quant à l'heure limite prévue pour l'ajournement;

Que pour l'étude des crédits 1986-1987 des ministères, soit suspendue, à compter de 22 h 00 le 1^{er} mai 1986 jusqu'à 12 h 30 le jeudi 8 mai 1986, l'application des 2^e et 3^e alinéas de l'article 282;

Que l'étude desdits crédits puisse se poursuivre, si nécessaire, le mardi 6 mai 1986 de 10 h 00 à 12 h 30 et le jeudi 8 mai 1986 de 10 h 00 à 12 h 30; et

Que soit également suspendue l'application de l'article 286 quant à l'étude des crédits 1986-1987 de l'Assemblée nationale et qu'une séance de la commission plénière soit consacrée à leur étude au plus tard à la 2^e séance suivant celle au cours de laquelle est suspendu à l'Assemblée le débat sur le discours du budget en vertu de l'article 275.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et un vote par appel nominal est demandé.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

(Vote n^o 22)

POUR

Assad	Camden	Fortin	Kehoe
Audet	Cannon	French	Khelfa
Bacon	Cardinal	Gardner	Laporte
Baril	Chagnon	Gauvin	Leclerc
Bégin	Ciaccia	Gervais	Lefebvre
Bélanger	Cusano	Gobé	Legault
(Laval-des-Rapides)	Dauphin	Gratton	Lemieux
Bélanger	Després	Hamel	Levesque
(Mégantic-Compton)	Dionne	Hétu	Maciocia
Bélisle	Dougherty	Houde	Maltais
Bissonnet	Dubois	Hovington	Marcil
Bleau	Farrah	Johnson	Messier
Bradet	Forget	(Vaudreuil-Soulanges)	Middlemiss
Brouillette	Fortier	Joly	Pagé

30 avril 1986

Paradis (Matapédia)	Richard	Séguin	Tremblay (Rimouski)
Pelchat	Rivard	Sirros	Vaillancourt
Picotte	Saintonge	Thérien	Vallières — 71
Polak	St-Roch	Tremblay (Iberville)	
Poulin	Savoie		
	Scowen		

CONTRE

Blackburn	Dufour	Godin	Parent (Bertrand)
Blais	Filion	Harel	Perron
Brassard	Garon	Jolivet	Rochefort
Chevrette	Gauthier	Juneau	Vermette — 19
Claveau	Gendron	Paré	

À 18 h 07, l'Assemblée ajourne ses travaux à demain quatorze heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. le Président communique et dépose le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé 203, Loi concernant la Régie Intermunicipale d'Aqueduc du Bas Richelieu.

(Document n° 211 de la session)

M. Khelfa (Richelieu) présente le projet de loi d'intérêt privé 203, Loi concernant la Régie Intermunicipale d'Aqueduc du Bas Richelieu et propose que l'Assemblée se saisisse de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 203 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Le document suivant est déposé :

Par Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux :

Rapport du Comité de la consultation sur la politique familiale (Parties 1 et 2), en date d'avril 1986.

(Document n° 212 de la session)

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

Au cours de la période des questions orales, M. Gobeil, Président du Conseil du trésor, dépose un document qu'il a cité :

— Copie d'une demande en date du 19 avril 1982, adressée au Conseil du trésor par le ministre de l'Énergie et des Ressources en vue de l'engagement de certaines personnes à la pépinière de Sainte-Luce en dérogation de la directive 5-80 concernant les modalités de recrutement du personnel occasionnel de la Fonction publique.

(Document n° 213 de la session)

M. Lincoln, ministre de l'Environnement, propose :

Que cette Assemblée salue aujourd'hui le début du Mois de l'environnement; et

Que ce mois de mai soit un rappel pour chacun et chacune d'entre nous du patrimoine écologique si précieux que nous devons, à tout prix, préserver et conserver afin de réaliser une qualité de vie saine et durable, tant pour nous-mêmes que pour les générations qui nous suivront.

Et du consentement unanime, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

M. Paradis, ministre du Travail, propose :

Que cette Assemblée souligne, en ce jour du 1^{er} mai, l'implication et l'apport des travailleuses et travailleurs du Québec au développement de la société québécoise.

Et du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque pour l'étude des crédits budgétaires :

- La Commission de la culture, pour ceux du ministère des Affaires culturelles;
 - La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère de l'Énergie et des Ressources.
-

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose :

Que la Commission de l'éducation, afin de permettre aux universités de s'acquitter efficacement de leur mission, procède à une consultation générale dans le but d'étudier les orientations et le cadre de financement du réseau universitaire québécois pour l'année 1987-1988 et pour les années ultérieures et qu'à cette fin, la commission examine :

- le niveau des subventions aux universités et leur répartition entre les établissements;
- l'endettement des institutions universitaires;
- la participation du gouvernement fédéral au financement des universités;
- les sources de revenus des universités autres que les subventions gouvernementales;
- les modalités d'aide financière aux étudiants;
- les frais directs et indirects de la recherche, le financement de celle-ci à l'intérieur des universités et, plus particulièrement, les nouveaux modes de collaboration entre l'université, les centres de recherche publics et privés et l'entreprise publique et privée;
- la gestion des ressources humaines et matérielles des universités;
- les modes de concertation entre les établissements particulièrement en ce qui a trait à la rationalisation des programmes offerts et à l'identification des champs d'enseignement et de recherches jugés prioritaires; et

Que le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science soit membre de ladite commission, et ce, pour la durée du mandat.

Une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. le Président informe l'Assemblée de l'interpellation de vendredi de la semaine prochaine par Mme Juneau (Johnson) à l'endroit de M. French, ministre des Communications, et portant sur le sujet suivant :

L'avenir de Radio-Québec

À 15 h 40, les travaux de l'Assemblée sont suspendus jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Conformément à l'article 271 du Règlement, M. Levesque, ministre des Finances, prononce le discours du budget.

Au cours de son exposé, M. Levesque dépose les documents suivants :

- État des opérations financières pour 1986-1987.
(Document n° 214 de la session)
- État sommaire des opérations financières pour 1985-1986.
(Document n° 215 de la session)

Puis, M. Levesque propose que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

M. Garon (Lévis), critique financier de l'Opposition, fait quelques commentaires.

1^{er} mai 1986

À 22 h 00, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi, quatorze heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

L'Assemblée procède à la période des questions orales des députés.

Puis, il est procédé au vote par appel nominal de la motion présentée sans préavis par M. Lincoln, ministre de l'Environnement :

Que cette Assemblée salue aujourd'hui le début du Mois de l'environnement; et

Que ce mois de mai soit un rappel pour chacun et chacune d'entre nous du patrimoine écologique si précieux que nous devons, à tout prix, préserver et conserver afin de réaliser une qualité de vie saine et durable, tant pour nous-mêmes que pour les générations qui nous suivront.

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° 23)

POUR

Audet	Brassard	Dubois	Gratton
Bacon	Camden	Dufour	Hains
Beaudin	Cannon	Dutil	Hamel
Bégin	Chagnon	Farrah	Hétu
Bélanger	Charbonneau	Filion	Houde
(Laval-des-Rapides)	Chevrette	Forget	Hovington
Bélanger	Ciaccia	Fortier	Johnson
(Mégantic-Compton)	Claveau	Fortin	(Anjou)
Bélisle	Côté	Gagnon-Tremblay	Jolivet
Bissonnet	(Charlesbourg)	Garon	Joly
Blais	Dauphin	Gauthier	Juneau
Boulerice	Desbiens	Gauvin	Kehoe
Bourassa	Després	Gobeil	Khelfa
Bradet	Dionne	Godin	Laporte

6 mai 1986

Latulippe	Middlemiss	Poulin	Sirros
Lavoie-Roux	Paradis	Rémillard	Théorêt
Leclerc	(Brôme-Missisquoi)	Richard	Tremblay
Lefebvre	Paré	Rocheffort	(Rimouski)
Levesque	Parent	Rocheleau	Trépanier
Lincoln	(Bertrand)	Ryan	Trudel
MacDonald	Parent	Saintonge	Vallières
Maciocia	(Sauvé)	St-Roch	Vermette — 89
Marcil	Pelchat	Savoie	
Marx	Philibert	Scowen	
Messier	Polak	Séguin	

CONTRE — 0

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque :

- La Commission du budget et de l'administration, pour l'étude des crédits budgétaires des organismes relevant du ministre délégué aux Services et Approvisionnements;
 - La Commission des institutions, pour l'étude détaillée du projet de loi 12, Loi sur les règlements;
 - La Commission de l'économie et du travail, pour l'étude détaillée du projet de loi 11, Loi sur la Coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean-Baptiste de Rouville et abrogeant la Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de coopératives d'électricité.
-

Du consentement de l'Assemblée, il est procédé immédiatement au débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du Gouvernement.

À la fin de son intervention, M. Garon (Lévis) propose :

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement du Parti Libéral :

- pour avoir trompé la population en mettant en place des politiques contraires à ses engagements électoraux, par la multiplication des taxes à la consommation, notamment les taxes sur l'essence, taxes sur l'huile à chauffage, etc.;

- pour avoir élaboré un budget antifamilial au détriment de la famille moyenne, des plus démunis, des mères de famille et de leurs enfants, des jeunes et des femmes;

- pour avoir camouflé ses compressions budgétaires et ses tarifications de services et avoir manipulé les chiffres à son avantage au détriment des renseignements auxquels le peuple du Québec a droit;

- pour avoir établi une politique de liquidation des principaux moyens d'intervention de l'État du Québec sur l'économie;

- pour avoir vidé les coffres de sociétés d'État et d'organismes publics et pour se préparer à vider les coffres de ceux et celles qui ne l'ont pas encore été; et

- pour avoir établi un budget de teneur de livres sans perspective économique qui résultera en une diminution de la création d'emplois au Québec en 1986.

M. Gratton, leader du gouvernement, objecte l'irrecevabilité de cette motion parce qu'elle contient des motifs et, par conséquent, est contraire aux prescriptions de l'article 191 du Règlement.

M. Chevette, leader de l'Opposition, soutient que la motion est en tous points conforme au Règlement et que par surcroît elle est faite dans la forme de certaines motions identiques présentées antérieurement.

M. le Vice-Président prend la question en délibéré.

M. le Vice-Président fait part à l'Assemblée qu'un débat de fin de séance aura lieu ce soir à la suite d'une demande de M. Rochefort (Gouin) relativement aux coupures dans les programmes de soins dentaires.

M. le Vice-Président informe l'Assemblée que suite à une réunion avec les leaders, il a été convenu que les treize heures trente minutes prévues à l'article

6 mai 1986

275 du Règlement, pour le discours du budget et le débat à l'Assemblée, seront réparties également entre les deux groupes parlementaires.

Et le débat reprend sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances.

À 18h 00, M. le Vice-Président suspend la séance jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat se poursuit.

DÉCISION DU PRÉSIDENT

Le Vice-Président déclare recevable la motion de censure présentée par le député de Lévis.

Après avoir examiné plusieurs motions de même nature reçues dans le passé, il souligne que les critères de recevabilité pour ce genre de motion sont plus larges. Une motion de censure doit présenter un minimum de contenu et exprimer une ou plusieurs raisons pour blâmer le gouvernement.

De plus, le nouveau Règlement ne restreint plus l'auteur d'une motion de censure à n'aborder qu'un seul sujet. Si les députés veulent restreindre la forme et le contenu des motions de censure, ils devront procéder par voie de modification au Règlement.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bélisle (Mille-Îles).

À 22 heures, il est procédé au débat de fin de séance.

6 mai 1986

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, répond à la question soulevée par M. Rochefort (Gouin).

À 22 h 11, l'Assemblée ajourne ses travaux à demain dix heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du Gouvernement.

Et sur la motion de censure de M. Garon (Lévis):

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement du Parti Libéral:

- pour avoir trompé la population en mettant en place des politiques contraires à ses engagements électoraux, par la multiplication des taxes à la consommation, notamment les taxes sur l'essence, taxes sur l'huile à chauffage, etc.;

- pour avoir élaboré un budget antifamilial au détriment de la famille moyenne, des plus démunis, des mères de famille et de leurs enfants, des jeunes et des femmes;

- pour avoir camouflé ses compressions budgétaires et ses tarifications de services et avoir manipulé les chiffres à son avantage au détriment des renseignements auxquels le peuple du Québec a droit;

- pour avoir établi une politique de liquidation des principaux moyens d'intervention de l'État du Québec sur l'économie;

- pour avoir vidé les coffres de sociétés d'État et d'organismes publics et pour se préparer à vider les coffres de ceux et celles qui ne l'ont pas encore été; et

- pour avoir établi un budget de teneur de livres sans perspective économique qui résultera en une diminution de la création d'emplois au Québec en 1986.

Le débat est ajourné sur la motion de Mme Trépanier (Dorion).

À 13 h 00, Mme la Vice-Présidente suspend la séance jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones, présente le projet de loi 82, Loi validant certaines transactions effectuées par la Société québécoise d'exploration minière, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux propose :

Que l'Assemblée nationale souligne la Semaine de la santé mentale et de la prévention du suicide, et remercie tous ceux et celles qui oeuvrent dans ce domaine si important pour une grande partie de la population.

Du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Charbonneau (Verchères) propose :

Qu'à l'occasion de la Semaine des assistés sociaux, l'Assemblée nationale souligne l'importance de préserver la dignité de ces personnes contraintes d'avoir recours à l'assistance du Trésor public pour subvenir à leurs besoins essentiels.

Du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Et sur la motion de censure de M. Garon (Lévis):

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement du Parti Libéral:

- pour avoir trompé la population en mettant en place des politiques contraires à ses engagements électoraux, par la multiplication des taxes à la consommation, notamment les taxes sur l'essence, taxes sur l'huile à chauffage, etc.;

- pour avoir élaboré un budget antifamilial au détriment de la famille moyenne, des plus démunis, des mères de famille et de leurs enfants, des jeunes et des femmes;

- pour avoir camouflé ses compressions budgétaires et ses tarifications de services et avoir manipulé les chiffres à son avantage au détriment des renseignements auxquels le peuple du Québec a droit;

- pour avoir établi une politique de liquidation des principaux moyens d'intervention de l'État du Québec sur l'économie;

- pour avoir vidé les coffres de sociétés d'État et d'organismes publics et pour se préparer à vider les coffres de ceux et celles qui ne l'ont pas encore été; et

- pour avoir établi un budget de teneur de livres sans perspective économique qui résultera en une diminution de la création d'emplois au Québec en 1986.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition.

À 18 h 07, l'Assemblée ajourne ses travaux à demain quatorze heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, présente, l'un après l'autre, les projets de loi suivants et l'Assemblée accepte d'en être saisie :

Projet de loi 43 — Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal ;

Projet de loi 44 — Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec ;

Projet de loi 45 — Loi modifiant la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières ;

Projet de loi 46 — Loi modifiant la Loi sur les travaux municipaux ;

Projet de loi 47 — Loi modifiant la Loi favorisant le regroupement des municipalités ;

Projet de loi 48 — Loi modifiant la Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal ;

Projet de loi 49 — Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik ;

Projet de loi 50 — Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal ;

Projet de loi 51 — Loi modifiant la Charte de la ville de Québec ;

Projet de loi 52 — Loi modifiant la Charte de la ville de Montréal.
(*Sur division*)

M. French, ministre des Communications, présente le projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur la Société de radio-télévision du Québec, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée sur division.

M. le Président communique et dépose le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé 213, Loi concernant la ville de Rimouski.

(Document n° 216 de la session)

M. Tremblay (Rimouski) présente le projet de loi 213, Loi concernant la ville de Rimouski, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 213 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés :

Par M. Charbonneau (Verchères):

Extrait d'une pétition signée par 659 citoyens et citoyennes du Québec demandant l'appui de l'Assemblée nationale afin d'obtenir des changements concernant l'aide sociale.

(Document n° 217 de la session)

Par M. Polak (Sainte-Anne):

Extrait d'une pétition signée par 33 pétitionnaires de la circonscription électorale de Sainte-Anne sollicitant l'appui de l'Assemblée nationale dans leurs démarches en vue d'améliorer les programmes d'aide sociale au Québec.

(Document n° 218 de la session)

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

M. Messier (Saint-Hyacinthe) propose :

Que l'Assemblée nationale souligne le centenaire de la Faculté de médecine vétérinaire de Saint-Hyacinthe, seule faculté de médecine vétérinaire francophone en Amérique.

Du consentement unanime de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes :

- La Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre le débat sur le discours du budget; et
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour une consultation et l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants :

Projet de loi 203 — Loi concernant la Régie Intermunicipale d'Aqueduc du Bas Richelieu;

Projet de loi 213 — Loi concernant la ville de Rimouski;

Projet de loi 228 — Loi concernant la ville de Mercier.

M. le Président communique à l'Assemblée un avis concernant une séance de travail de la Commission de la culture sur le mandat suivant : Étude du statut économique de l'artiste et du créateur.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du Gouvernement.

Et sur la motion de censure de M. Garon (Lévis):

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement du Parti Libéral :

- pour avoir trompé la population en mettant en place des politiques contraires à ses engagements électoraux, par la multiplication des taxes à la consommation, notamment les taxes sur l'essence, taxes sur l'huile à chauffage, etc. ;

- pour avoir élaboré un budget antifamilial au détriment de la famille moyenne, des plus démunis, des mères de famille et de leurs enfants, des jeunes et des femmes ;

- pour avoir camouflé ses compressions budgétaires et ses tarifications de services et avoir manipulé les chiffres à son avantage au détriment des renseignements auxquels le peuple du Québec a droit ;

- pour avoir établi une politique de liquidation des principaux moyens d'intervention de l'État du Québec sur l'économie ;

- pour avoir vidé les coffres de sociétés d'État et d'organismes publics et pour se préparer à vider les coffres de ceux et celles qui ne l'ont pas encore été ; et

- pour avoir établi un budget de teneur de livres sans perspective économique qui résultera en une diminution de la création d'emplois au Québec en 1986.

À la fin de son intervention, M. Johnson, chef de l'Opposition officielle, propose :

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement pour le caractère partisan de son Discours sur le budget 1986-1987, discours qui démontre :

- son ignorance totale des besoins des jeunes ;

- sa grande négligence à l'égard du développement des régions ;

- son incapacité à mettre en oeuvre les consensus nécessaires à la redéfinition du rôle de l'État ; et

- son absence d'orientation politique en matière économique, sociale et culturelle.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, et sur les deux motions de censure.

Du consentement de l'Assemblée, le débat est suspendu et M. le Président fait part à l'Assemblée du sujet de l'interpellation qui aura lieu le vendredi

16 mai 1986, soit celle de M. Charbonneau (Verchères) adressée à M. Paradis, ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu, sur le sujet suivant : *L'administration de l'aide sociale*.

Et le débat se poursuit.

Conformément à l'article 275 du Règlement, le débat est suspendu pour se poursuivre en commission.

Du consentement de l'Assemblée, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, précise que la Commission du budget et de l'administration se réunira afin de poursuivre le débat sur le discours du budget, le mardi 13 mai 1986 de 10 h 00 à 11 h 15, de 15 h 30 à 18 h 30 et de 20 h 00 à 22 h 30.

À 18 h 07, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi quatorze heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, présente, l'un après l'autre, les projets de loi suivants et l'Assemblée accepte d'en être saisie :

Projet de loi 25 — Loi modifiant la Loi sur les investissements universitaires ;

Projet de loi 28 — Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel.

M. Ryan, ministre de l'Éducation, présente le projet de loi 54, Loi sur le transfert de certains employés du ministère de l'Éducation à la Société de radio-télévision du Québec, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Picotte, ministre du Tourisme, présente le projet de loi 56, Loi modifiant la Loi sur l'hôtellerie, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, présente, l'un après l'autre, les projets de loi suivants et l'Assemblée accepte d'en être saisie :

Projet de loi 36 — Loi modifiant la Loi sur les cités et villes ;

Projet de loi 38 — Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme ;

Projet de loi 39 — Loi modifiant la Loi sur la Commission municipale ;

Projet de loi 40 — Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale ;

Projet de loi 41 — Loi modifiant la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais.

M. Marx, ministre de la Justice, présente, l'un après l'autre, les projets de loi suivants et l'Assemblée accepte d'en être saisie.

Projet de loi 62 — Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires ;

Projet de loi 72 — Loi modifiant le Code de procédure civile.

M. le Président communique et dépose les rapports du directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants :

Projet de loi 201 — Loi concernant la ville de Montréal-Est ;

Projet de loi 204 — Loi sur Les Placements Normand Inc. ;

Projet de loi 240 — Loi modifiant la Loi constituant en corporation Casa d'Italia — Maison d'Italie.

(Document n° 219 de la session)

M. Gobé (Lafontaine) présente le projet de loi d'intérêt privé 201, Loi concernant la ville de Montréal-Est, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 201 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Forget (Prévost) présente le projet de loi d'intérêt privé 204, Loi sur Les Placements Normand Inc., et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 204 soit renvoyé à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Finances soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Hains (Saint-Henri) présente le projet de loi d'intérêt privé 240, Loi modifiant la Loi constituant en corporation Casa d'Italia — Maison d'Italie, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 240 soit renvoyé à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Finances soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. le Président, conformément aux dispositions de l'article 109 de la Loi sur l'Assemblée nationale, dépose les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale :

- Décision 191, en date du 30 avril 1986, concernant le Règlement modifiant le Règlement sur la rémunération et les conditions de travail du personnel des cabinets de l'Assemblée nationale et sur le paiement des services professionnels et modifiant le Règlement sur les sommes allouées à des fins de recherche aux partis politiques représentés à l'Assemblée ;
- Décision 192, en date du 30 avril 1986, concernant le Règlement modifiant de nouveau le Règlement sur les allocations aux députés.

(Document n° 220 de la session)

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose :

Que les prévisions budgétaires du Directeur général des élections pour l'année financière 1986-1987 soient renvoyées à la Commission des institutions.

La motion est adoptée.

M. Latulippe, Solliciteur général, propose :

Que l'Assemblée nationale souligne la Semaine de la police dont l'ouverture a eu lieu le 9 mai dernier et qui se terminera le 17 mai prochain.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes :

- La Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre le débat sur le discours du budget ;
- La Commission de l'éducation, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 24, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique ;
- La Commission des institutions, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 12, Loi sur les règlements.
- La Commission de la culture, afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi suivants :
 - Projet de loi 15 — Loi modifiant la Loi sur les biens culturels et d'autres dispositions législatives ;
 - Projet de loi 16 — Loi sur la composition du conseil d'administration du Musée des beaux-arts de Montréal ;
 - Projet de loi 17 — Loi modifiant la Loi sur les archives ;
 - Projet de loi 18 — Loi modifiant la Loi sur le cinéma.

13 mai 1986

Conformément à l'article 286 du Règlement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier les prévisions budgétaires de l'Assemblée nationale pour l'année financière 1986-1987.

À 18 heures, M. le Président de la commission plénière suspend la séance jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et la discussion se poursuit en commission plénière.

M. le Président de la commission plénière fait le rapport suivant:

M. le Président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a adopté les crédits pour la partie à voter des programmes 1, 2, 3, 4 et 5 de l'Assemblée nationale, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1987.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. le Président dépose les documents suivants:

Copie de deux lettres en date des 22 et 25 avril 1986 concernant la retransmission par le service de radiotélévision des débats de l'Assemblée nationale d'une série de tableaux illustrant diverses mesures et dispositions lors du discours du budget le 1^{er} mai dernier.

(Document n° 221 de la session)

Organigramme de l'Assemblée nationale, 1986.

(Document n° 222 de la session)

À la suite d'une question qu'il avait prise en délibéré au cours de la séance d'aujourd'hui, M. le Président déclare recevable la motion en préavis au nom du chef de l'Opposition officielle, compte tenu que la recevabilité des motions

13 mai 1986

des députés présentées le mercredi, au moment des affaires inscrites au nom de l'Opposition, n'a jamais connu une interprétation restrictive; on ne devra toutefois pas présumer de la recevabilité de n'importe quel libellé.

À 22 h 02, l'Assemblée ajourne ses travaux à demain dix heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

L'Assemblée reprend le débat sur le rapport de la Commission du budget et de l'administration concernant le projet de loi 2, Loi modifiant diverses lois fiscales et d'autres dispositions législatives, et sur les amendements proposés par M. Gratton, ministre du Revenu, et M. Garon (Lévis).

Le débat est terminé.

Les amendements proposés et le rapport sont alors mis aux voix et des votes par appel nominal sont demandés.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, M. le Président reporte les votes à la période des affaires courantes de la présente séance.

M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones, propose que le principe du projet de loi 82, Loi validant certaines transactions effectuées par la Société québécoise d'exploration minière, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 82 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi est renvoyé pour étude détaillée à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton propose que le projet de loi 82 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 82 est adopté.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le principe du projet de loi 10, Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

À la fin de son intervention, M. Chevrete, leader de l'Opposition, propose l'amendement suivant:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant à la fin les mots "dans sept mois".

La séance est suspendue pour l'organisation du débat restreint prévu pour cette motion.

À la suite de la réunion qu'il a tenue avec les leaders, M. le Vice-Président communique la répartition du temps pour la discussion de cette motion ainsi qu'il suit: le temps de parole sera réparti également entre les deux groupes parlementaires, la durée des discours n'étant limitée que par l'enveloppe attribuée à chacun des groupes.

Et un débat s'élève sur la motion d'amendement.

Le débat terminé, la motion d'amendement est mise aux voix et un vote par appel nominal est demandé.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

(Vote n° 24)

POUR

Blackburn
Blais
Boulerice
Brassard
Chevrete

Claveau
Desbiens
Dufour
Filion
Gauthier

Gendron
Jolivet
Juneau
Paré

Parent
(Bertrand)
Perron
Rocheffort — 17

CONTRE

Assad
Baril
Beaudin
Bégin

Bélanger
(Laval-des-Rapides)
Bélanger
(Mégantic-Compton)

Bélisle
Bissonnet
Bourbeau
Brouillette

Camden
Cannon
Cardinal
Chagnon

Cusano	Hétu	Messier	Savoie
Dauphin	Houde	Middlemiss	Scowen
Després	Hovington	Pagé	Séguin
Dionne	Joly	Paradis	Théorêt
Dubois	Kehoe	(Matapédia)	Thérien
Farrah	Khelfa	Parent	Tremblay
Forget	Laporte	(Sauvé)	(Iberville)
Fortier	Leclerc	Pelchat	Tremblay
Gagnon-Tremblay	Lefebvre	Philibert	(Rimouski)
Gardner	Lemieux	Polak	Trépanier
Gauvin	Lemire	Poulin	Trudel
Gervais	Levesque	Richard	Vaillancourt
Gobé	Lincoln	Rivard	Vallerand
Gratton	Maltais	St-Roch	Vallières — 68
Hamel	Marx		

Il est ensuite procédé à la mise aux voix de la motion principale de M. Gratton, leader du gouvernement, proposant que le principe du projet de loi 10, Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale, soit maintenant adopté.

Le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, M. le Vice-Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la présente séance.

À 12 h 25, du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

M. Levesque, ministre des Finances, présente le projet de loi 57, Loi modifiant la Loi sur la Société Makivik, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, présente le projet de loi 37, Loi modifiant le Code municipal du Québec, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Côté, ministre des Transports, présente, l'un après l'autre, les projets de loi suivants et l'Assemblée accepte d'en être saisie :

Projet de loi 60 — Loi modifiant le Code de la sécurité routière ;

Projet de loi 64 — Loi modifiant la Loi sur l'expropriation.

Du consentement de l'Assemblée, M. Lincoln, ministre de l'Environnement, présente le projet de loi 84, Loi sur la protection des non-fumeurs dans certains lieux publics, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Fortin (Marguerite-Bourgeoys) présente le projet de loi 190, Loi concernant la ville de LaSalle, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. le Président, communique et dépose les rapports du directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants :

Projet de loi 226 — Loi concernant certains immeubles contigus à l'Université McGill ;

Projet de loi 252 — Loi concernant la ville de Saint-Césaire.

(Document n° 223 de la session)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'article 35 des Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé est suspendu dans le cas du projet de loi 226.

M. Chagnon (Saint-Louis) présente le projet de loi d'intérêt privé 226, Loi concernant certains immeubles contigus à l'Université McGill, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Tremblay (Iberville) présente le projet de loi d'intérêt privé 252, Loi concernant la ville de Saint-Césaire, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

14 mai 1986

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que les projets de loi 226 et 252 soient renvoyés à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de cette commission pour l'étude de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés :

Par M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu :

Premier rapport triennal sur les effets de la Loi sur l'abolition de la retraite obligatoire (1982, c. 12).

(Document n° 224 de la session)

Par M. le Président :

Rapports des commissions qui ont étudié et adopté les crédits budgétaires des ministères du gouvernement du Québec, pour l'année financière 1986-1987.

(Document n° 225 de la session)

Par M. Lemieux (Vanier) :

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a siégé les 13 et 14 mai 1986 afin de procéder à l'étude de la politique budgétaire du gouvernement dans le cadre du débat sur le discours du budget.

(Document n° 226 de la session)

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal des amendements proposés par M. Garon (Lévis) et M. Gratton, ministre du Revenu, au rapport de la

14 mai 1986

Commission du budget et de l'administration concernant le projet de loi 2, Loi modifiant diverses lois fiscales et d'autres dispositions législatives.

L'amendement de M. Garon (Lévis) est rejeté, les voix se divisant comme suit :

(Vote n° 25)

POUR

Blackburn	Claveau	Gendron	Parent
Blais	Desbiens	Godin	(Bertrand)
Boulerice	Dufour	Johnson	Perron
Brassard	Filion	(Anjou)	Rochefort — 20
Charbonneau	Garon	Jolivet	
Chevrette	Gauthier	Paré	

CONTRE

Assad	Dauphin	Johnson	Poulin
Audet	Després	(Vaudreuil-Soulanges)	Rémillard
Bacon	Dionne	Lavoie-Roux	Richard
Baril	Doyon	Leclerc	Rivard
Beaudin	Dubois	Lefebvre	Robic
Bégin	Dutil	Lemieux	Rocheleau
Bélanger	Farrah	Lemire	Ryan
(Mégantic-Compton)	Forget	Levesque	Saintonge
Bélisle	Fortier	MacDonald	St-Roch
Bissonnet	Fortin	Maltais	Savoie
Bourassa	French	Marcil	Scowen
Bourbeau	Gagnon-Tremblay	Marx	Séguin
Bradet	Gardner	Messier	Théorêt
Brouillette	Gauvin	Middlemiss	Thérien
Camden	Gervais	Pagé	Tremblay
Cannon	Gobé	Paradis	(Iberville)
Cardinal	Gobeil	(Brôme-Missisquoi)	Tremblay
Chagnon	Gratton	Paradis	(Rimouski)
Ciaccia	Hains	(Matapédia)	Trépanier
Côté	Hamel	Parent	Trudel
(Charlesbourg)	Hétu	(Sauvé)	Vaillancourt
Côté	Houde	Pelchat	Vallerand
(Rivière-du-Loup)	Hovington	Philibert	Vallières — 85
Cusano		Polak	

Les amendements de M. Gratton, ministre du Revenu, sont adoptés, les voix se divisant comme suit :

(Vote n° 26)

POUR

Assad	Bacon	Beaudin	Bélanger
Audet	Baril	Bégin	(Mégantic-Compton)

Bélisle	Farrah	Lemieux	Richard
Bissonnet	Forget	Lemire	Rivard
Bourassa	Fortier	Levesque	Robic
Bourbeau	Fortin	MacDonald	Rocheleau
Bradet	French	Maltais	Ryan
Brouillette	Gagnon-Tremblay	Marcil	Saintonge
Camden	Gardner	Marx	St-Roch
Cannon	Gauvin	Messier	Savoie
Cardinal	Gervais	Middlemiss	Scowen
Chagnon	Gobé	Pagé	Séguin
Ciaccia	Gobeil	Paradis	Théorêt
Côté	Gratton	(Brôme-Missisquoi)	Thérien
(Charlesbourg)	Hains	Paradis	Tremblay
Côté	Hamel	(Matapédia)	(Iberville)
(Rivière-du-Loup)	Hétu	Parent	Tremblay
Cusano	Houde	(Sauvé)	(Rimouski)
Dauphin	Hovington	Pelchat	Trépanier
Després	Johnson	Philibert	Trudel
Dionne	(Vaudreuil-Soulanges)	Polak	Vaillancourt
Doyon	Lavoie-Roux	Poulin	Vallerand
Dubois	Leclerc	Rémillard	Vallières — 85
Dutil	Lefebvre		

CONTRE

Blackburn	Claveau	Gendron	Parent
Blais	Desbiens	Godin	(Bertrand)
Boulerice	Dufour	Johnson	Perron
Brassard	Filion	(Anjou)	Rocheville — 20
Charbonneau	Garon	Jolivet	
Chevrette	Gauthier	Paré	

Le rapport amendé est alors mis aux voix et adopté, les voix se divisant comme suit :

(Vote n° 27)

POUR

Assad	Cardinal	Fortier	Johnson
Audet	Chagnon	Fortin	(Vaudreuil-Soulanges)
Bacon	Ciaccia	French	Lavoie-Roux
Baril	Côté	Gagnon-Tremblay	Leclerc
Beaudin	(Charlesbourg)	Gardner	Lefebvre
Bégin	Côté	Gauvin	Lemieux
Bélanger	(Rivière-du-Loup)	Gervais	Lemire
(Mégantic-Compton)	Cusano	Gobé	Levesque
Bélisle	Dauphin	Gobeil	MacDonald
Bissonnet	Després	Gratton	Maltais
Bourassa	Dionne	Hains	Marcil
Bourbeau	Doyon	Hamel	Marx
Bradet	Dubois	Hétu	Messier
Brouillette	Dutil	Houde	Middlemiss
Camden	Farrah	Hovington	Pagé
Cannon	Forget		

Paradis (Brôme-Missisquoi)	Poulin Rémillard	St-Roch Savoie	Tremblay (Rimouski)
Paradis (Matapédia)	Richard	Scowen	Trépanier
Parent (Sauvé)	Rivard	Séguin	Trudel
Pelchat	Robic	Théorêt	Vaillancourt
Philibert	Rocheleau	Thérien	Vallerand
Polak	Ryan	Tremblay (Iberville)	Vallières — 85
	Saintonge		

CONTRE

Blackburn	Claveau	Gendron	Parent
Blais	Desbiens	Godin	(Bertrand)
Boulerice	Dufour	Johnson	Perron
Brassard	Filion	(Anjou)	Rochefort — 20
Charbonneau	Garon	Jolivet	
Chevrette	Gauthier	Paré	

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, proposant que le principe du projet de loi 10, Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

(Vote n° 28)

POUR

Assad	Dauphin	Johnson	Poulin
Audet	Després	(Vaudreuil-Soulanges)	Rémillard
Bacon	Dionne	Lavoie-Roux	Richard
Baril	Doyon	Leclerc	Rivard
Beaudin	Dubois	Lefebvre	Robic
Bégin	Dutil	Lemieux	Rocheleau
Bélanger	Farrah	Lemire	Ryan
(Mégantic-Compton)	Forget	Levesque	Saintonge
Bélisle	Fortier	MacDonald	St-Roch
Bissonnet	Fortin	Maltais	Savoie
Bourassa	French	Marcel	Scowen
Bourbeau	Gagnon-Tremblay	Marx	Séguin
Bradet	Gardner	Messier	Théorêt
Brouillette	Gauvin	Middlemiss	Thérien
Camden	Gervais	Pagé	Tremblay
Cannon	Gobé	Paradis	(Iberville)
Cardinal	Gobeil	(Brôme-Missisquoi)	Tremblay
Chagnon	Gratton	Paradis	(Rimouski)
Ciaccia	Hains	(Matapédia)	Trépanier
Côté	Hamel	Parent	Trudel
(Charlesbourg)	Hétu	(Sauvé)	Vaillancourt
Côté	Houde	Pelchat	Vallerand
(Rivière-du-Loup)	Hovington	Philibert	Vallières — 85
Cusano		Polak	

CONTRE

Blackburn	Claveau	Gendron	Parent
Blais	Desbiens	Godin	(Bertrand)
Boulerice	Dufour	Johnson	Perron
Brassard	Filion	(Anjou)	Rochefort — 20
Charbonneau	Garon	Jolivet	
Chevrette	Gauthier	Paré	

En conséquence, le principe du projet de loi 10 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, le projet de loi est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'Assemblée nationale.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose :

Que le ministre délégué à la Réforme électorale soit membre de la Commission des institutions pour la durée de l'étude des prévisions budgétaires du Directeur général des élections pour l'année financière 1986-1987.

La motion est adoptée.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes :

- La Commission de l'éducation, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 24, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique ;
- La Commission des institutions, afin de procéder à l'étude des prévisions budgétaires du Directeur général des élections ;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants ;

Projet de loi 203 — Loi concernant la Régie Intermunicipale d'Aqueduc du Bas Richelieu ;

Projet de loi 213 — Loi concernant la ville de Rimouski;

Projet de loi 228 — Loi concernant la ville de Mercier.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, propose :

Que soit suspendue l'application de l'article 276 quant au moment de la reprise du débat sur le discours du budget et que ledit débat puisse être complété à la séance du jeudi 15 mai 1986.

La motion est adoptée.

Conformément à l'article 97 du Règlement, M. Johnson, chef de l'Opposition officielle, propose :

Que l'Assemblée nationale demande au Gouvernement libéral de mettre fin au climat malsain de recul et d'incertitude qui prévaut présentement en matière linguistique et, plutôt que de tergiverser, de préciser officiellement, clairement et sans délai sa politique de défense et de promotion de la langue française sur le territoire du Québec afin que soient maintenus les acquis de la loi 101 permettant l'affirmation du fait français.

Et une discussion s'ensuit.

La séance est suspendue pour l'organisation du débat d'aujourd'hui. À la reprise des travaux, Mme la Vice-Présidente indique que le temps de parole sera réparti également entre les deux groupes parlementaires.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Chervette, leader de l'Opposition, il est ordonné :

Qu'un deuxième droit de parole puisse être accordé à M. Boulerice (Saint-Jacques) sur la même question à la reprise du débat, le mercredi 21 mai 1986.

14 mai 1986

Le débat est ajourné sur la motion de M. Boulerice (Saint-Jacques).

À 18 h 00, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à demain quatorze heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

De façon à mieux encadrer la période de questions et à sensibiliser les députés à l'importance du décorum à l'Assemblée nationale, M. le Président rend la directive suivante:

DIRECTIVE DU PRÉSIDENT

Compte tenu des principes qui gouvernent la répartition des questions orales et des usages propres à l'Assemblée nationale, le Président se refuse à définir des règles rigides de répartition et indique qu'il entend suivre la tradition en privilégiant l'Opposition sans pour autant nier les droits des ministériels.

Considérant que les questions et les réponses ne sont pas souvent conformes aux dispositions réglementaires, le Président précise qu'à l'avenir le préambule ne devra pas excéder trente secondes et que les digressions lors des réponses, qui rompent l'unité de l'ensemble de la question et de sa réponse, seront refusées. Le critère de la brièveté est central tant pour la question que pour la réponse. Son respect conditionne le respect des autres critères, soit qu'une question ou une réponse ne peuvent comporter d'argumentation et ne doivent pas soulever de débat.

Dans le but d'accroître la qualité des délibérations, le Président indique qu'il entend insister particulièrement sur les dispositions réglementaires qui régissent l'ordre et le décorum et sollicite la collaboration des députés à cet égard.

En terminant, il souligne que depuis l'avènement de la télédiffusion des débats de l'Assemblée nationale, une nouvelle dimension s'est ajoutée aux travaux parlementaires, à savoir l'information du public. Ajoutée à la dimension du contrôle gouvernemental, cette nouvelle dimension doit favoriser la transmission du plus grand nombre de renseignements à la période de questions.

Les projets de loi suivants sont l'un après l'autre présentés et, sur la motion de leur auteur, l'Assemblée accepte d'en être saisie:

- Projet de loi 35 — Loi modifiant la Loi sur la Société de développement industriel du Québec - *M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce*;
- Projet de loi 42 — Loi modifiant le Code du travail - *M. Paradis, ministre du Travail*;
- Projet de loi 53 — Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal - *M. Gratton, ministre du Revenu*;
- Projet de loi 65 — Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec - *M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales*;
- Projet de loi 66 — Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports - *M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche*;
- Projet de loi 67 — Loi concernant la ville de Shefferville - *M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales*; — sur division —;
- Projet de loi 68 — Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et modifiant diverses dispositions législatives - *M. Rochelleau, ministre délégué aux Services et à l'Approvisionnement*;
- Projet de loi 69 — Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux - *M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation*;
- Projet de loi 70 — Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement - *M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Lincoln, ministre de l'Environnement*;
- Projet de loi 71 — Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles - *M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation*;
- Projet de loi 73 — Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels - *M. French, ministre des Communications*;
- Projet de loi 74 — Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie - *Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux*;

- Projet de loi 75 — Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux - *Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux* ;
- Projet de loi 76 — Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant l'administration de la justice - *M. Marx, ministre de la Justice* ;
- Projet de loi 77 — Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec - *M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu* ; — sur division — ;
- Projet de loi 78 — Loi modifiant diverses lois fiscales afin de donner suite à l'Énoncé de politiques budgétaires du gouvernement du 18 décembre 1985 - *M. Gratton, ministre du Revenu* ;
- Projet de loi 79 — Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu afin de contrer le détournement, par des intermédiaires, de taxes perçues ou d'impôts déduits à la source - *M. Gratton, ministre du Revenu* ;
- Projet de loi 80 — Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac afin de contrer le détournement de la taxe par des intermédiaires - *M. Gratton, ministre du Revenu* ;
- Projet de loi 81 — Loi modifiant la Loi concernant la taxe sur les carburants afin de contrer le détournement de la taxe par des intermédiaires - *M. Gratton, ministre du Revenu* ;
- Projet de loi 85 — Loi sur la vente de la Raffinerie de sucre du Québec - *M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation* ;
- Projet de loi 86 — Loi abrogeant la Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires - *M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation* ;
- Projet de loi 87 — Loi concernant certains organismes relevant du ministre de la Justice - *M. Marx, ministre de la Justice* ;
- Projet de loi 88 — Loi modifiant le Code civil, la Loi sur les bureaux d'enregistrement et la Loi sur la division territoriale - *M. Marx, ministre de la Justice* ; — sur division — ;

Projet de loi 89 — Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi et le Code de la sécurité routière - *M. Côté, ministre des Transports*;

Projet de loi 90 — Loi modifiant la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport et d'autres dispositions législatives concernant les organismes publics de transport en commun - *M. Côté, ministre des Transports*.

M. Ryan, ministre de l'Éducation, présente le projet de loi 58, Loi sur l'admissibilité à l'enseignement en anglais de certains enfants, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la présente séance.

M. le Président communique et dépose les rapports du directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants :

Projet de loi 212 — Loi modifiant la Loi refondant la charte de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec;

Projet de loi 224 — Loi concernant le Foyer Saint-Antoine de Longueuil;

Projet de loi 229 — Loi concernant un immeuble d'un cadastre de la paroisse de Saint-Barnabé (division d'enregistrement de Shawinigan);

Projet de loi 242 — Loi concernant Varina Beattie
(Document n° 227 de la session)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'article 36 des Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé est suspendu dans le cas du projet de loi 242.

M. Forget (Prévost) présente le projet de loi d'intérêt privé 212, Loi modifiant la Loi refondant la charte de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 212 soit renvoyé à la Commission de l'économie et du travail pour consultation et étude détaillée et que le ministre de l'Industrie et du Commerce soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Fortin (Marguerite-Bourgeoys) présente le projet de loi d'intérêt privé 224, Loi concernant le Foyer Saint-Antoine de Longueuil, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Richard (Nicolet) présente le projet de loi d'intérêt privé 229, Loi concernant un immeuble du cadastre de la paroisse de Saint-Barnabé (division d'enregistrement de Shawinigan), et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Mme Bleau (Groulx) présente le projet de loi d'intérêt privé 242, Loi concernant Varina Beattie, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que les projets de loi 224, 229 et 242 soient renvoyés à la Commission des institutions pour consultation et étude détaillée et que le ministre de la Justice soit membre de cette commission pour l'étude de ces projets de loi.

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de M. Ryan, ministre de l'Éducation, proposant que l'Assemblée soit saisie du projet de loi 58, Loi sur l'admissibilité à l'enseignement en anglais de certains enfants.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit :

(Vote n° 29)

POUR

Audet	Dauphin	Joly	Parent
Bacon	Dionne	Kehoe	(Sauvé)
Beaudin	Dougherty	Khelfa	Pelchat
Bégin	Dubois	Laporte	Philibert
Bélanger	Dutil	Latulippe	Polak
(Laval-des-Rapides)	Farrah	Lavoie-Roux	Richard
Bélanger	Forget	Leclerc	Rivard
(Mégantic-Compton)	Fortier	Lefebvre	Robic
Bélisle	Fortin	Lemire	Rocheleau
Bissonnet	French	Levesque	Ryan
Bleau	Gagnon-Tremblay	MacDonald	St-Roch
Bourassa	Gauvin	Maltais	Savoie
Bourbeau	Gervais	Marcil	Séguin
Bradet	Gobé	Marx	Thérien
Brouillette	Gobeil	Messier	Tremblay
Camden	Gratton	Pagé	(Iberville)
Cannon	Hains	Paradis	Tremblay
Chagnon	Hamel	(Brôme-Missisquoi)	(Rimouski)
Ciaccia	Hétu	Paradis	Trépanier
Côté	Johnson	(Matapédia)	Vaillancourt
(Charlesbourg)	(Vaudreuil-Soulanges)		Vallières — 75
Côté			
(Rivière-du-Loup)			

CONTRE

Blackburn	Claveau	Gendron	Juneau
Blais	Desbiens	Godin	Paré
Boulerice	Dufour	Harel	Parent
Brassard	Filion	Johnson	(Bertrand)
Charbonneau	Garon	(Anjou)	Perron
Chevrette	Gauthier	Jolivet	Rochefort — 22

M. le Président communique à l'Assemblée des avis concernant des séances de commissions :

- La Commission des affaires sociales, pour une séance de travail ;
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour une séance de travail ;

- La Commission de la culture, pour procéder à une consultation générale portant sur le statut économique de l'artiste et du créateur.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

Et sur les motions de censure suivantes :

De M. Garon (Lévis) :

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement du Parti Libéral :

- pour avoir trompé la population en mettant en place des politiques contraires à ses engagements électoraux, par la multiplication des taxes à la consommation, notamment les taxes sur l'essence, taxes sur l'huile à chauffage, etc. ;
- pour avoir élaboré un budget antifamilial au détriment de la famille moyenne, des plus démunis, des mères de famille et de leurs enfants, des jeunes et des femmes ;
- pour avoir camouflé ses compressions budgétaires et ses tarifications de services et avoir manipulé les chiffres à son avantage au détriment des renseignements auxquels le peuple du Québec a droit ;
- pour avoir établi une politique de liquidation des principaux moyens d'intervention de l'État du Québec sur l'économie ;
- pour avoir vidé les coffres de sociétés d'État et d'organismes publics et pour se préparer à vider les coffres de ceux et celles qui ne l'ont pas encore été ; et
- pour avoir établi un budget de teneur de livres sans perspective économique qui résultera en une diminution de la création d'emplois au Québec en 1986.

De M. Johnson, chef de l'Opposition officielle :

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement pour le caractère partisan de son Discours sur le budget 1986-1987, discours qui démontre :

- son ignorance totale des besoins des jeunes ;
- sa grande négligence à l'égard du développement des régions ;
- son incapacité à mettre en oeuvre les consensus nécessaires à la redéfinition du rôle de l'État ; et

15 mai 1986

- son absence d'orientation politique en matière économique, sociale et culturelle.

Le débat terminé, les motions en discussion sont mises aux voix.

Des votes par appel nominal sont demandés.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, M. le Vice-Président reporte les votes à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Conformément à l'article 288 du Règlement, l'Assemblée procède au débat restreint sur les rapports des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'année financière 1986-1987.

À 17 h 58, M. le Vice-Président suspend la séance jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Avant de reprendre le débat sur la motion en discussion, Mme la Vice-Présidente fait part à l'Assemblée du sujet de l'interpellation qui aura lieu le vendredi 23 mai 1986, soit celle de M. Gendron (Abitibi-Ouest) adressée à M. Gobeil, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du trésor, sur :

Les grandes orientations du Conseil du trésor dans le contrôle des dépenses gouvernementales.

Et le débat se poursuit sur les rapports des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'année financière 1986-1987.

Le débat terminé, l'adoption des rapports est mise aux voix et un vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'enregistrement des voix est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

M. Gratton, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 2, Loi modifiant diverses lois fiscales et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Garon (Lévis).

Aujourd'hui, le jeudi 15 mai 1986, à dix heures quarante minutes, au Cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Bégin, vice-présidente de l'Assemblée nationale, de M. Savoie, le représentant du Premier ministre, de M. Claveau, le représentant du chef de l'Opposition officielle et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner le projet de loi suivant :

- 82 Loi validant certaines transactions effectuées par la Société québécoise d'exploration minière.

À 22 h 01, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi quatorze heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés :

Par M. Rocheleau, ministre délégué aux Services et Approvisionnements :

Rapport annuel du Bureau de la protection civile du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 228 de la session)

Par M. Charbonneau (Verchères) :

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a siégé le 7 mai 1986 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 11, Loi sur la Coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean-Baptiste de Rouville et abrogeant la Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de coopératives d'électricité.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document n° 229 de la session)

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède à la mise aux voix des motions suivantes :

La motion de censure de M. Garon (Lévis) :

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement du Parti Libéral :
- pour avoir trompé la population en mettant en place des politiques contraires à ses engagements électoraux, par la multiplication des taxes à la consommation, notamment les taxes sur l'essence, taxes sur l'huile à chauffage, etc.;

- pour avoir élaboré un budget antifamilial au détriment de la famille moyenne, des plus démunis, des mères de famille et de leurs enfants, des jeunes et des femmes;
- pour avoir camouflé ses compressions budgétaires et ses tarifications de services et avoir manipulé les chiffres à son avantage au détriment des renseignements auxquels le peuple du Québec a droit;
- pour avoir établi une politique de liquidation des principaux moyens d'intervention de l'État du Québec sur l'économie;
- pour avoir vidé les coffres de sociétés d'État et d'organismes publics et pour se préparer à vider les coffres de ceux et celles qui ne l'ont pas encore été; et
- pour avoir établi un budget de teneur de livres sans perspective économique qui résultera en une diminution de la création d'emplois au Québec en 1986.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

(Vote N° 30)

POUR

Blackburn	Desbiens	Godin	Paré
Boulerice	Dufour	Harel	Parent
Brassard	Filion	Johnson	(Bertrand)
Charbonneau	Garon	(Anjou)	Perron
Chevrette	Gauthier	Jolivet	Rochefort
Claveau	Gendron	Juneau	Vermette — 22

CONTRE

Assad	Côté	Gratton	Marx
Audet	(Charlesbourg)	Hains	Messier
Bacon	Côté	Hamel	Middlemiss
Baril	(Rivière-du-Loup)	Hétu	Page
Beaudin	Cusano	Houde	Paradis
Bégin	Dauphin	Hovington	(Brôme-Missisquoi)
Bélanger	Després	Johnson	Paradis
(Laval-des-Rapides)	Doyon	(Vaudreuil-Soulanges)	(Matapédia)
Bélanger	Dubois	Joly	Parent
(Mégantic-Compton)	Dutil	Kehoe	(Sauvé)
Bélisle	Farrah	Khelfa	Pelchat
Bleau	Forget	Laporte	Philibert
Bourassa	Fortin	Lavoie-Roux	Picotte
Bourbeau	French	Lefebvre	Polak
Bradet	Gagnon-Tremblay	Legault	Poulin
Brouillette	Gardner	Levesque	Richard
Camden	Gauvin	Lincoln	Rivard
Cannon	Gervais	Maciocia	Robic
Chagnon	Gobé	Maltais	Rochelleau
Ciaccia	Gobeil	Marcel	Ryan

Saintonge	Théorêt	Tremblay	Vallerand
St-Roch	Thérien	(Rimouski)	Vallières — 85
Scowen	Tremblay	Trépanier	
Séguin	(Iberville)	Trudel	
Sirros			

La motion de censure de M. Johnson, chef de l'Opposition officielle :

Que cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement pour le caractère partisan de son Discours sur le budget 1986-1987, discours qui démontre :

- son ignorance totale des besoins des jeunes;
- sa grande négligence à l'égard du développement des régions;
- son incapacité à mettre en oeuvre les consensus nécessaires à la redéfinition du rôle de l'État; et
- son absence d'orientation politique en matière économique, sociale et culturelle.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit :

(Vote N° 31)

POUR

Blackburn	Desbiens	Godin	Paré
Boulerice	Dufour	Harel	Parent
Brassard	Filion	Johnson	(Bertrand)
Charbonneau	Garon	(Anjou)	Perron
Chevrette	Gauthier	Jolivet	Rocheport
Claveau	Gendron	Juneau	Vermette — 22

CONTRE

Assad	Chagnon	Gauvin	Legault
Audet	Ciaccia	Gervais	Levesque
Bacon	Côté	Gobé	Lincoln
Baril	(Charlesbourg)	Gobeil	Maciocia
Beaudin	Côté	Gratton	Maltais
Bégin	(Rivière-du-Loup)	Hains	Marcil
Bélanger	Cusano	Hamel	Marx
(Laval-des-Rapides)	Dauphin	Hétu	Messier
Bélanger	Després	Houde	Middlemiss
(Mégantic-Compton)	Doyon	Hovington	Pagé
Bélisle	Dubois	Johnson	Paradis
Bleau	Dutil	(Vaudreuil-Soulanges)	(Brôme-Missisquoi)
Bourassa	Farrah	Joly	Paradis
Bourbeau	Forget	Kehoe	(Matapédia)
Bradet	Fortin	Khelfa	Parent
Brouillette	French	Laporte	(Sauvé)
Camden	Gagnon-Tremblay	Lavoie-Roux	Pelchat
Cannon	Gardner	Lefebvre	Philibert

Picotte	Rocheleau	Sirros	Trépanier
Polak	Ryan	Théorêt	Trudel
Poulin	Saintonge	Thérien	Vallerand
Richard	St-Roch	Tremblay	Vallières — 85
Rivard	Scowen	(Iberville)	
Robic	Séguin	Tremblay	
		(Rimouski)	

Et sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant :

Que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit :

(Vote N° 32)

POUR

Assad	Cusano	Kehoe	Polak
Audet	Dauphin	Khelfa	Poulin
Bacon	Després	Laporte	Richard
Baril	Doyon	Lavoie-Roux	Rivard
Beaudin	Dubois	Lefebvre	Robic
Bégin	Dutil	Legault	Rocheleau
Bélanger	Farrah	Lemieux	Ryan
(Laval-des-Rapides)	Forget	Levesque	Saintonge
Bélanger	Fortin	Lincoln	St-Roch
(Mégantic-Compton)	French	Macioccia	Scowen
Bélisle	Gagnon-Tremblay	Maltais	Séguin
Bissonnet	Gardner	Marcil	Sirros
Bleau	Gauvin	Marx	Théorêt
Bourassa	Gervais	Messier	Thérien
Bourbeau	Gobé	Middlemiss	Tremblay
Bradet	Gobeil	Pagé	(Iberville)
Brouillette	Gratton	Paradis	Tremblay
Camden	Hains	(Brôme-Missisquoi)	(Rimouski)
Cannon	Hamel	Paradis	Trépanier
Chagnon	Hétu	(Matapédia)	Trudel
Ciaccia	Houde	Parent	Vallerand
Côté	Hovington	(Sauvé)	Vallières — 87
(Charlesbourg)	Johnson	Pelchat	
Côté	(Vaudreuil-Soulanges)	Philibert	
(Rivière-du-Loup)	Joly	Picotte	

CONTRE

Blackburn	Desbiens	Godin	Paré
Boulerice	Dufour	Harel	Parent
Brassard	Filion	Johnson	(Bertrand)
Charbonneau	Garon	(Anjou)	Perron
Chevrette	Gauthier	Jolivet	Rocheleau
Claveau	Gendron	Juneau	Vermette — 22

Il est ensuite procédé à la mise aux voix de la motion proposant que les rapports des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'année financière 1986-1987 soient adoptés.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit :

(Vote N° 33)

POUR

Assad	Cusano	Kehoe	Polak
Audet	Dauphin	Khelfa	Poulin
Bacon	Després	Laporte	Richard
Baril	Doyon	Lavoie-Roux	Rivard
Beaudin	Dubois	Lefebvre	Robic
Bégin	Dutil	Legault	Rocheleau
Bélanger	Farrah	Lemieux	Ryan
(Laval-des-Rapides)	Forget	Levesque	Saintonge
Bélanger	Fortin	Lincoln	St-Roch
(Mégantic-Compton)	French	Maciocia	Scowen
Bélisle	Gagnon-Tremblay	Maltais	Séguin
Bissonnet	Gardner	Marcil	Sirros
Bleau	Gauvin	Marx	Théorêt
Bourassa	Gervais	Messier	Thérien
Bourbeau	Gobé	Middlemiss	Tremblay
Bradet	Gobeil	Pagé	(Iberville)
Brouillette	Gratton	Paradis	Tremblay
Camden	Hains	(Brôme-Missisquoi)	(Rimouski)
Cannon	Hamel	Paradis	Trépanier
Chagnon	Héту	(Matapédia)	Trudel
Ciaccia	Houde	Parent	Vallerand
Côté	Hovington	(Sauvé)	Vallières — 87
(Charlesbourg)	Johnson	Pelchat	
Côté	(Vaudreuil-Soulanges)	Philibert	
(Rivière-du-Loup)	Joly	Picotte	

CONTRE

Blackburn	Desbiens	Godin	Paré
Boulerice	Dufour	Harel	Parent
Brassard	Filion	Johnson	(Bertrand)
Charbonneau	Garon	(Anjou)	Perron
Chevrette	Gauthier	Jolivet	Rochefort
Claveau	Gendron	Juneau	Vermette — 22

M. Levesque, ministre des Finances, propose :

Que l'Assemblée nationale soit saisie du projet de loi 63, Loi n° 3 sur les crédits, 1986-1987;

*Que le principe de ce projet de loi soit adopté; et
Que ce projet de loi soit adopté.*

La motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 63 est adopté.

Mr. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission des institutions afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 12, Loi sur les règlements.

M. le Président communique à l'Assemblée un avis concernant une séance de la Commission de la culture qui poursuivra la consultation générale portant sur le statut économique de l'artiste et du créateur.

M. French, ministre des Communications, propose que le principe du projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur la Société de radio-télévision du Québec, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

À la fin de son intervention, Mme Juneau (Johnson) propose l'amendement suivant :

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant, à la fin, les mots "dans six mois".

Et un débat s'élève sur cette motion.

Le débat est suspendu et M. le Vice-Président, à la suite d'une réunion avec les leaders, communique à l'Assemblée la répartition du temps de parole pour la discussion de cette motion, lequel temps sera réparti également entre les deux groupes parlementaires.

Et le débat reprend sur la motion d'amendement proposée par Mme Juneau (Johnson).

À 18 h 00, M. le Vice-Président suspend la séance jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat se poursuit sur l'amendement proposé par Mme Juneau (Johnson) à la motion portant sur l'adoption du principe du projet de loi 61.

Le débat terminé, la motion d'amendement est mise aux voix et un vote par appel nominal est demandé.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, *il est ordonné*:

Que le vote sur l'amendement proposé par Mme Juneau (Johnson) à la motion portant sur l'adoption du principe du projet de loi 61 soit reporté à demain dix heures.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Gratton, ministre du Revenu, proposant que le projet de loi 2, Loi modifiant diverses lois fiscales et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Jolivet (Laviolette).

À 22 h 01, l'Assemblée ajourne ses travaux à demain dix heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur l'amendement proposé par Mme Juneau (Johnson) à la motion portant adoption du principe du projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur la Société de radio-télévision du Québec.

L'amendement se lit comme suit :

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant, à la fin, les mots "dans six mois".

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit :

(Vote n° 34)

POUR

Blackburn	Desbiens	Harel	Parent
Blais	Dufour	Jolivet	(Bertrand)
Boulerice	Filion	Juneau	Rocheport
Chevrette	Gendron	Paré	Vermette — 17
Claveau	Godin		

CONTRE

Assad	Dutil	Laporte	Picotte
Audet	Farrah	Lemieux	Polak
Bacon	Fortin	Lincoln	Poulin
Beaudin	French	Maciocia	Richard
Bégin	Gagnon-Tremblay	Maltais	Rivard
Bleau	Gauvin	Marcil	Robic
Bradet	Gobé	Messier	Rocheleau
Brouillette	Gratton	Middlemiss	Ryan
Camden	Hains	Paradis	St-Roch
Chagnon	Hamel	(Brôme-Missisquoi)	Théorêt
Ciacchia	Hétu	Paradis	Thérien
Côté	Houde	(Matapédia)	Tremblay
(Rivière-du-Loup)	Hovington	Parent	(Rimouski)
Cusano	Johnson	(Sauvé)	Trépanier
Després	(Vaudreuil-Soulanges)	Pelchat	Trudel
Dionne	Joly	Philibert	Vallières — 59
Dubois			

Le débat reprend sur la motion de M. Gratton, ministre du Revenu, proposant que le projet de loi 2, Loi modifiant diverses lois fiscales et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et un vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la présente séance.

Du consentement unanime de l'Assemblée, Mme la Vice-Présidente de l'Assemblée nationale propose :

Que l'article 62 du Règlement de l'Assemblée nationale soit modifié en le remplaçant par le suivant :

"62. Un député peut déposer à l'Assemblée l'extrait d'une pétition adressée par toute personne ou association de personnes à l'Assemblée, à un ministre ou à un organisme public, dans le but d'obtenir le redressement d'une situation qu'elle considère comme injuste. Le député doit remettre la pétition au bureau du Secrétaire général au moins une heure avant la période des affaires courantes."

Que le premier alinéa de l'article 63 soit remplacé par le suivant :

"63. La pétition doit exposer des faits sur lesquels l'Assemblée a le pouvoir d'intervenir."

Que le deuxième alinéa de l'article 63 soit modifié en remplaçant, à la fin de cet alinéa, les mots "l'intervention de l'Assemblée" par "une intervention".

Que le premier alinéa de l'article 64 soit modifié en retirant, à la fin de cet alinéa, les mots "de l'Assemblée";

Que les modifications aux articles 62, 63 et 64 du Règlement de l'Assemblée nationale soient en vigueur jusqu'au 23 juin 1986 au plus tard.

La motion est adoptée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. French, ministre des Communications, proposant que le principe du projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur la Société de radio-télévision du Québec, soit maintenant adopté.

Au cours de son intervention, M. Gendron (Abitibi-Ouest) propose la motion de scission suivante :

Qu'en vertu de l'article 241 du Règlement, le projet de loi 61 soit scindé en deux projets de loi : un premier intitulé "Loi modifiant la Loi sur la Société de radio-télévision du Québec" et comprenant les articles 1, 2, 3, 5, 7, 8 et 9 ; et un second intitulé "Loi modifiant certaines dispositions de la Loi sur la Société de radio-télévision du Québec concernant les comités régionaux" et comprenant les articles 4 et 6.

Après les interventions de part et d'autre sur la recevabilité de cette motion, Mme la Vice-Présidente déclare prendre cette question en délibéré.

À 12 h 36, la séance est suspendue jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés :

Par M. Trudel (Bourget) :

Rapports de la Commission de la culture qui a siégé le 14 mai 1986 afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi suivants :

- a) Projet de loi 15 — Loi modifiant la Loi modifiant la Loi sur les biens culturels et d'autres dispositions législatives.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements, dont un au titre.
(Document n° 230 de la session)

- b) Projet de loi 16 — Loi sur la composition du conseil d'administration du Musée des beaux-arts de Montréal.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.
(Document n° 231 de la session)

- c) Projet de loi 17 — Loi modifiant la Loi sur les archives.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document n° 232 de la session)

- d) Projet de loi 18 — Loi modifiant la Loi sur le cinéma.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document n° 233 de la session)

Par M. Rochefort (Gouin):

Rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 15 mai 1986 afin de procéder à des consultations et à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants:

- a) Projet de loi 203 — Loi concernant la Régie Intermunicipale d'Aqueduc du Bas Richelieu.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document n° 234 de la session)

- b) Projet de loi 213 — Loi concernant la ville de Rimouski.

Le projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document n° 235 de la session)

- c) Projet de loi 228 — Loi concernant la ville de Mercier.

Le projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document n° 236 de la session)

Sur la motion de M. Rochefort (Gouin), ces rapports sont adoptés.

Par M. Parent (Sauvé):

Rapport de la Commission de l'éducation qui a siégé les 13 et 15 mai 1986 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 24, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document n° 237 de la session)

Par Mme Legault (Deux-Montagnes):

Extrait d'une pétition signée par quelque 100 000 citoyens et citoyennes de différentes régions du Québec demandant que soit éliminée l'obligation d'obtenir un certificat médical pour recevoir des traitements d'acupuncture.

(Document n° 238 de la session)

Par M. Perron (Duplessis):

Extrait d'une pétition signée par 192 résidents de la ville de Schefferville demandant au gouvernement d'entamer des négociations avec la population de cette localité avant de procéder à l'adoption du projet de loi 67, Loi concernant la ville de Schefferville.

(Document n° 239 de la session)

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de M. Gratton, ministre du Revenu, proposant que le projet de loi 2, Loi modifiant diverses lois fiscales et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

(Vote n° 35)

POUR

Assad	Bleau	Côté	Fortin
Audet	Bourbeau	(Rivière-du-Loup)	French
Bacon	Bradet	Cusano	Gagnon-Tremblay
Baril	Brouillette	Dauphin	Gardner
Bégin	Camden	Després	Gauvin
Bélanger	Cannon	Dionne	Gervais
(Laval-des-Rapides)	Cardinal	Doyon	Gobé
Bélanger	Chagnon	Dubois	Gobeil
(Mégantic-Compton)	Ciaccia	Dutil	Gratton
Bélisle	Côté	Farrah	Hains
Bissonnet	(Charlesbourg)	Forget	Hamel

Hétu	Levesque	Pelchat	Séguin
Houde	Lincoln	Philibert	Sirros
Hovington	Maciocia	Picotte	Théorêt
Johnson	Maltais	Polak	Thérien
(Vaudreuil-Soulanges)	Marcil	Poulin	Tremblay
Joly	Messier	Richard	(Iberville)
Kehoe	Middlemiss	Rivard	Tremblay
Laporte	Paradis	Robic	(Rimouski)
Lavoie-Roux	(Brôme-Missisquoi)	Rocheleau	Trépanier
Lefebvre	Paradis	Ryan	Trudel
Legault	(Matapédia)	Saintonge	Vaillancourt
Lemieux	Parent	St-Roch	Vallières — 85
Lemire	(Sauvé)	Savoie	

CONTRE

Blackburn	Claveau	Gendron	Juneau
Blais	Desbiens	Godin	Paré
Boulerice	Dufour	Harel	Perron
Brassard	Filion	Johnson	Rochefort
Charbonneau	Garon	(Anjou)	Vermette — 22
Chevrette	Gauthier	Jolivet	

En conséquence, le projet de loi 2 est adopté.

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose :

Que l'Assemblée nationale offre ses félicitations à M. Denys Arcand pour l'obtention du Prix de la critique internationale, au 39^e Festival de Cannes, pour son film "Le déclin de l'empire américain".

Du consentement unanime de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes :

- La Commission de la culture, afin de poursuivre la consultation générale portant sur le statut économique de l'artiste et du créateur :

- La Commission des institutions, afin de procéder :
 - a) à l'étude des prévisions budgétaires du Directeur général des élections pour l'année financière 1986-1987 ;
 - b) à une consultation ainsi qu'à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants :

Projet de loi 224 — Loi concernant le Foyer Saint-Antoine de Longueuil ;

Projet de loi 229 — Loi concernant un immeuble du cadastre de la paroisse de Saint-Barnabé (division d'enregistrement de Shawinigan) ;

Projet de loi 233 — Loi concernant Michel Dugas ;

Projet de loi 242 — Loi concernant Varina Beattie ;

Projet de loi 251 — Loi concernant Lomer Pilote.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Johnson, chef de l'Opposition officielle, proposant, en vertu de l'article 97 du Règlement :

Que l'Assemblée nationale demande au Gouvernement libéral de mettre fin au climat malsain de recul et d'incertitude qui prévaut présentement en matière linguistique et, plutôt que de tergiverser, de préciser officiellement, clairement et sans délai sa politique de défense et de promotion de la langue française sur le territoire du Québec afin que soient maintenus les acquis de la loi 101 permettant l'affirmation du fait français.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

Du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Polak (Sainte-Anne), M. le Vice-Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Après avoir pris en délibéré la recevabilité de la motion de scission présentée par M. Gendron (Abitibi-Ouest), Mme la Vice-Présidente rend la décision suivante:

DÉCISION DE LA PRÉSIDENCE

La motion de scission du projet de loi 61 est irrecevable puisque ce dernier ne contient qu'un seul principe. Le seul principe du projet de loi 61 est de modifier le fonctionnement de la Société de radio-télévision du Québec. Même si un projet de loi contient plusieurs modalités, il ne faut pas en conclure que chacune des modalités constitue en soi un principe.

À 18 h 03, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à demain quatorze heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés :

Par Mme Juneau (Johnson) :

Extrait d'une pétition signée par 453 employé(e)s de tous les syndicats et associations de Radio-Québec demandant au gouvernement de reconsidérer les coupures projetées dans le budget de cet organisme.

(Document n° 240 de la session)

Par Mme Vermette (Marie-Victorin) :

Extrait d'une pétition signée par 17 000 citoyens du Québec demandant que l'enquête sur les traitements et pratiques en cours à l'hôpital Rivière-des-Prairies soit étendue pour inclure tous les hôpitaux et départements psychiatriques au Québec.

(Document n° 241 de la session)

Par M. Chevette (Joliette) :

Extrait d'une pétition signée par 812 membres et sympathisants du "Regroupement des assistés sociaux de Joliette métropolitain" demandant que le décret concernant l'indexation annuelle de l'aide sociale soit retiré afin d'en revenir à l'indexation trimestrielle.

(Document n° 242 de la session)

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de M. Johnson, chef de l'Opposition officielle, proposant, en vertu de l'article 97 du Règlement :

Que l'Assemblée nationale demande au Gouvernement libéral de mettre fin au climat malsain de recul et d'incertitude qui prévaut présentement en matière linguistique et, plutôt que de tergiverser, de préciser officiellement, clairement et sans délai sa politique de défense et de promotion de la langue française sur le territoire du Québec afin que soient maintenus les acquis de la loi 101 permettant l'affirmation du fait français.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit :

(Vote n° 36)

POUR

Blackburn	Dufour	Harel	Parent
Blais	Filion	Johnson	(Bertrand)
Brassard	Garon	(Anjou)	Perron
Charbonneau	Gauthier	Jolivet	Rocheffort
Chevrette	Gendron	Juneau	Vermette — 21
Claveau	Godin	Paré	

CONTRE

Audet	Cusano	Kehoe	Picotte
Bacon	Dauphin	Khelfa	Polak
Baril	Després	Laporte	Richard
Beaudin	Dionne	Lavoie-Roux	Rivard
Bégin	Doyon	Lefebvre	Robic
Bélanger	Dubois	Legault	Rocheleau
(Laval-des-Rapides)	Dutil	Lemieux	Ryan
Bélanger	Forget	Lemire	Saintonge
(Mégantic-Compton)	Gagnon-Tremblay	Lincoln	St-Roch
Bélisle	Gardner	Maciocia	Savoie
Bissonnet	Gauvin	Maltais	Séguin
Bleau	Gervais	Marcil	Sirros
Bourassa	Gobé	Marx	Théorêt
Brouillette	Gobeil	Messier	Thérien
Camden	Gratton	Middlemiss	Tremblay
Cannon	Hains	Paradis	(Iberville)
Cardinal	Hamel	(Brôme-Missisquoi)	Tremblay
Chagnon	Hétu	Paradis	(Rimouski)
Ciaccia	Houde	(Matapédia)	Trépanier
Côté	Hovington	Parent	Trudel
(Charlesbourg)	Johnson	(Sauvé)	Vaillancourt
Côté	(Vaudreuil-Soulanges)	Pelchat	Vallerand
(Rivière-du-Loup)	Joly	Philibert	Vallières — 82

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche propose :

Que les Québécois et les Québécoises participent à la Semaine de l'activité physique qui se déroulera du 24 mai au 1^{er} juin 1986.

Du consentement unanime de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes :

- La Commission de la culture, afin de poursuivre la consultation générale portant sur le statut économique de l'artiste et du créateur;
 - La Commission du budget et de l'administration, afin de procéder à une consultation ainsi qu'à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants:
 - Projet de loi 204 — Loi sur Les Placements Normand Inc.;
 - Projet de loi 234 — Loi concernant la Corporation des marchands de meubles du Québec;
 - Projet de loi 240 — Loi modifiant la Loi constituant en corporation Casa d'Italia - Maison d'Italie.
-

M. le Président fait part à l'Assemblée du sujet de l'interpellation qui aura lieu le vendredi 30 mai 1986, soit celle de Mme Harel (Maisonneuve) adressée à Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine, sur :

Les politiques libérales à l'égard de la condition féminine.

M. le Président fait part à l'Assemblée qu'il a reçu une demande pour un débat de fin de séance de la part de M. Rochefort (Gouin) sur une question qu'il a posée à Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, concernant les coupures dans les programmes de soins dentaires.

22 mai 1986

Du consentement de l'Assemblée, ce débat pourra être tenu lors d'une prochaine séance.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. French, ministre des Communications, proposant que le principe du projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur la Société de radio-télévision du Québec, soit maintenant adopté.

À 18 h 03, Mme la Vice-Présidente suspend la séance jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 61.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Garon (Lévis).

À 22 h 00, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi quatorze heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés :

Par M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche :

Rapport annuel du Programme d'aide aux Inuit pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1985.

(Document n° 243 de la session)

Par M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales :

Rapport de faisabilité du projet d'aménagement des eaux de l'Archipel de Montréal constitué de cinq documents :

- synthèse ;
- volume 1 : Origine et évolution du projet ;
- volume 2 : La régulation des eaux et les aménagements en rive ;
- volume 3 : L'aménagement hydroélectrique des rapides de Lachine ;
- volume 4 : Liste des études.

(Document n° 244 de la session)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, une version corrigée du projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux, est déposée, tient lieu et place de la première version et le projet de loi est inscrit à l'étape de l'adoption du principe.

Au moment prévu aux affaires courantes, conformément à l'article 69 du Règlement, M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, signale une

violation de droit et de privilège, à savoir que le ministre délégué aux Services et Approvisionnements et député de Hull aurait induit la Chambre en erreur en rendant un témoignage faux et incomplet suite à une réponse qu'il donnait à une question soulevée par le leader de l'Opposition. Le leader de l'Opposition désirait savoir si la firme Roger Pominville, à qui fut confié le mandat de procéder à l'examen du système du fichier central des entreprises, était la même firme que celle qui avait demandé 150 000 \$ à la ville de Baie-Comeau pour préparer, entre autres choses, les discours du ministre à l'époque où il était dans l'Opposition.

M. le Président, désirant se prononcer à la prochaine séance sur la recevabilité de cette question, demande à chacun des leaders de lui présenter leurs arguments favorables ou non.

M. Chevette soulève, entre autres, que l'article 55 de la Loi sur l'Assemblée nationale lui permet d'introduire une telle question, que le Président doit juger *prima facie* non pas si le ministre a ou n'a pas accompli un acte répréhensible, mais bien si l'Assemblée peut obtenir une tribune pour faire respecter la loi; de plus, il indique que le geste du député de Hull a été posé en Chambre, au cours de la période des questions.

M. Gratton objecte que le paragraphe 6 de l'article 35 du Règlement est clair, à savoir que la parole du député doit être acceptée; de plus, les précédents à l'Assemblée sont tout à fait évidents: ainsi, le 6 juin 1983, le Président rendait une décision à l'effet que l'on ne puisse mettre en doute la parole d'un député et qu'il n'y avait aucun lien entre l'affirmation d'induire la Chambre en erreur et quelque privilège que ce soit.

La décision est donc reportée à demain.

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose:

Que cette Assemblée félicite le Club de hockey Canadien de Montréal pour la conquête de la coupe Stanley.

Du consentement unanime de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, un vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

M. Côté, ministre des Transports, propose :

Qu'en cette semaine nationale des Transports, l'Assemblée souligne le rôle vital que jouent les transports aérien, ferroviaire, routier et maritime dans le développement économique et social du Québec; et

Qu'elle rende hommage à ceux et celles qui oeuvrent dans les secteurs du transport et qui, par une recherche de l'excellence, permettent une utilisation toujours plus efficace des ressources.

Du consentement unanime de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que soit révoqué l'ordre pour l'adoption du principe du projet de loi 30, Loi abrogeant la Loi concernant la Commission scolaire du Nouveau-Québec et que le projet de loi soit renvoyé à la Commission de l'éducation afin que celle-ci puisse procéder à une consultation particulière et entendre la Commission scolaire Joutel-Matagami.

La motion est adoptée.

M. Fortin (Marguerite-Bourgeoys) propose que le principe du projet de loi 190, Loi concernant la ville de LaSalle, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 190 est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée M. Gratton, leader du gouvernement, propose :

Que le projet de loi 190, Loi concernant la ville de LaSalle, soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements afin de procéder à une consultation particulière et entendre M. Maurice Kaigle ;

Qu'il soit également procédé à l'étude détaillée dudit projet de loi ; et

Que le ministre des Affaires municipales et le ministre de l'Environnement soient membres de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes :

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de procéder à une consultation ainsi qu'à l'étude détaillée du projet de loi 190, Loi concernant la ville de LaSalle ;
- La Commission de la culture, afin de poursuivre la consultation générale portant sur le statut économique de l'artiste et du créateur ;
- La Commission de l'éducation, afin de procéder à une consultation particulière dans le cadre de l'étude du projet de loi 30, Loi abrogeant la Loi concernant la Commission scolaire du Nouveau-Québec ;
- La Commission des institutions, afin de procéder à une consultation ainsi qu'à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants :

Projet de loi 224 — Loi concernant le Foyer Saint-Antoine de Longueuil ;

Projet de loi 229 — Loi concernant un immeuble du cadastre de la paroisse de Saint-Barnabé (division d'enregistrement de Shawinigan) ;

Projet de loi 233 — Loi concernant Michel Dugas ;

27 mai 1986

Projet de loi 242 — Loi concernant Varina Beattie;

Projet de loi 251 — Loi concernant Lomer Pilote.

L'avis du jeudi 22 mai 1986 est modifié en retranchant du mandat de la Commission des institutions l'étude du projet de loi d'intérêt privé 234, Loi concernant la Corporation des marchands de meubles du Québec, et ce, à la demande des requérants.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. French, ministre des Communications, proposant que le principe du projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur la Société de radio-télévision du Québec, soit maintenant adopté.

À 17 h 59, M. le Vice-Président suspend la séance jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 61.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, Mme la Vice-Présidente reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Aujourd'hui, le mardi 27 mai 1986, à dix-huit heures, au Cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Bélisle, le représentant du Premier ministre, de M. Blais, le représentant du chef de l'Opposition officielle et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable administrateur de la province de Québec de sanctionner les projets de loi suivants :

27 mai 1986

- 2 Loi modifiant diverses lois fiscales et d'autres dispositions législatives ;
63 Loi n° 3 sur les crédits, 1986-1987.

À 21 h 28, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à demain dix heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation qui a étudié le projet de loi 24, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique.

Et un débat s'ensuit.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Ryan, ministre de l'Éducation, dépose le document suivant:

Quatre projets d'amendement au projet de loi 24.

(Document n° 245 de la session)

Et le débat se poursuit.

Le débat terminé, le rapport est adopté.

Après une brève suspension, les travaux de l'Assemblée reprennent.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle, soulève une question de règlement et, à cette occasion, dépose deux lettres en date des 27 et 28 mai 1986, échangées avec M. Pierre Lorrain, Président de l'Assemblée nationale, concernant la recevabilité de la question de privilège soulevée hier à l'Assemblée nationale.

(Document n° 246 de la session)

Puis, tel qu'annoncé au cours de la séance d'hier, M. le Président rend la décision suivante:

DÉCISION DU PRÉSIDENT

Puisqu'on doit accepter la parole d'un député en cette Chambre et étant donné qu'un ministre ne témoigne pas lorsqu'il répond à une question lors de la période de questions, le reproche formulé à l'endroit du ministre

délégué aux Services et Approvisionnements d'avoir induit la Chambre en erreur en rendant un témoignage faux et incomplet le 15 mai dernier, lors de la période de questions, ne constitue pas, *prima facie*, une violation de droits ou de privilèges.

En conséquence, la question de privilège soulevée par M. Chevrette (Joliette) est déclarée irrecevable.

À 13 h 03, M. le Président suspend la séance jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

M. Gobeil, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du trésor, présente le projet de loi 55, Loi sur le régime de retraite de certains enseignants et modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, *il est ordonné*:

Que, malgré l'article 22 du Règlement, le projet de loi 55 puisse franchir toutes les étapes de l'étude d'un projet de loi, incluant son adoption avant le 23 juin 1986.

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Legault (Deux-Montagnes):

Extrait d'une pétition signée par 33 000 usagers du Centre hospitalier Saint-Eustache demandant l'amélioration des services à ce centre hospitalier.
(Document n° 247 de la session)

Par M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu :

Code d'éthique sur les visites à domicile des agents de vérification d'aide sociale.

(Document n° 248 de la session)

Par M. Côté, ministre délégué aux Forêts :

Réponse à la question suivante de M. Perron (Duplessis) inscrite au Feuilleton le 15 mai 1986 :

Quel est le contenu intégral de l'étude prévue à la page 72 du livre blanc sur la politique forestière *Bâtir une forêt pour l'avenir* et relative aux mécanismes reliés à la fiscalité de l'industrie forestière québécoise et à la capacité concurrentielle de cette industrie?

(Document n° 249 de la session)

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion présentée sans préavis par M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche :

Que cette Assemblée félicite le Club de hockey Canadien de Montréal pour la conquête de la coupe Stanley.

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° 37)

POUR

Audet	Bélanger	Bissonnet	Bourassa
Bacon	(Laval-des-Rapides)	Blackburn	Bourbeau
Baril	Bélanger	Blais	Bradet
Beaudin	(Mégantic-Compton)	Bleau	Brassard
Bégin	Bélisle	Boulerice	Brouillette

Camden	Gardner	Leclerc	Philibert
Cannon	Garon	Lefebvre	Picotte
Cardinal	Gauthier	Legault	Polak
Chagnon	Gauvin	Lemieux	Poulin
Charbonneau	Gendron	Lemire	Richard
Chevrette	Gobé	Levesque	Rivard
Ciaccia	Gobeil	Lincoln	Robic
Côté	Godin	Maciocia	Rocheffort
(Charlesbourg)	Gratton	Maltais	Rocheleau
Côté	Hains	Marcil	Ryan
(Rivière-du-Loup)	Hamel	Marx	Saintonge
Cusano	Harel	Messier	St-Roch
Dauphin	Héту	Middlemiss	Savoie
Desbiens	Houde	Pagé	Scowen
Després	Hovington	Paradis	Séguin
Dionne	Johnson	(Brôme-Missisquoi)	Sirros
Dougherty	(Anjou)	Paradis	Thérien
Dubois	Johnson	(Matapédia)	Tremblay
Dufour	(Vaudreuil-Soulanges)	Paré	(Iberville)
Dutil	Jolivet	Parent	Trépanier
Farrah	Juneau	(Bertrand)	Trudel
Filion	Kehoe	Parent	Vaillancourt
Fortier	Khelfa	(Sauvé)	Vallerand
Fortin	Laporte	Pelchat	Vallières
French	Latulippe	Perron	Vermette — 110
Gagnon-Tremblay			

CONTRE — 0

La motion de M. French, ministre des Communications, proposant l'adoption du principe du projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur la Société de radio-télévision du Québec, est adoptée sur division, le vote par appel nominal n'étant pas tenu, suite au consentement unanime de l'Assemblée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 61 soit renvoyé à la Commission de la culture pour étude détaillée.

La motion est adoptée.

M. Côté, ministre délégué aux Forêts, propose :

Que l'Assemblée nationale souligne la semaine de l'Arbre et de la Forêt, qui se déroule du 25 au 31 mai, en rendant hommage à tous ceux et à toutes celles qui, au sein de divers organismes, oeuvrent pour assurer le franc succès que l'on connaît à cette manifestation annuelle.

Du consentement unanime de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Johnson, chef de l'Opposition officielle, propose :

Qu'à l'occasion du 25^e anniversaire d'Amnesty International, l'Assemblée appuie les mouvements voués à la défense des droits de la personne et invite tous les Québécois et les Québécoises à se préoccuper activement de la liberté d'opinion à travers le monde.

Du consentement unanime de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes :

- La Commission de la culture, afin de poursuivre la consultation générale portant sur le statut économique de l'artiste et du créateur;
- La Commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé 224, 229, 233, 242 et 251;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de procéder à une consultation particulière ainsi qu'à l'étude détaillée du projet de loi 190, Loi concernant la ville de LaSalle;
- La Commission du budget et de l'administration, afin de procéder à une consultation ainsi qu'à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants :

Projet de loi 204 — Loi sur les Placements Normand Inc.;

Projet de loi 240 — Loi modifiant la Loi constituant en corporation Casa d'Italia — Maison d'Italie.

Conformément à l'article 97 du Règlement, M. Godin (Mercier) propose :

Que cette Assemblée demande au Gouvernement du Québec de préciser officiellement sa politique à l'égard des communautés culturelles, d'accélérer la réalisation des mesures mises de l'avant par le gouvernement précédent dans l'énoncé de politique Autant de façons d'être Québécois et d'en préserver les acquis, de favoriser la reconnaissance par l'ensemble des Québécois de l'apport des diverses communautés à la richesse et à la diversité culturelles du Québec et de soutenir la convergence de celles-ci vers la majorité francophone du Québec.

Conformément à l'article 98 du Règlement, M. le Vice-Président informe l'Assemblée qu'à la suite d'une réunion avec les leaders, il a été convenu que le temps consacré à la discussion de cette motion soit réparti également entre les deux groupes parlementaires, sous réserve qu'un droit de réplique soit accordé à l'auteur de la motion.

Et un débat s'élève.

À la fin de son intervention, Mme Robic, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, propose que la motion en discussion soit amendée comme suit :

1° en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots "préciser officiellement" par les mots "poursuivre la mise en oeuvre de";

2° en retranchant, dans la troisième ligne, le mot "d'accélérer" de même que les quatrième, cinquième, sixième et septième lignes jusqu'au mot "acquis" inclusivement;

3° en remplaçant, dans les deux dernières lignes, les mots "la convergence de celles-ci vers" par les mots "leur intégration harmonieuse au sein de la société québécoise et plus particulièrement de".

Et le débat se poursuit.

M. le Vice-Président interrompt le débat et déclare l'amendement irrecevable puisqu'il viendrait nier certains aspects de la motion de fond, de sorte que celle-ci serait tout à fait dénaturée.

À l'appui de sa décision, M. le Vice-Président invoque un précédent en date du 3 décembre 1975.

Et le débat se poursuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 17 h 54, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à demain quatorze heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT

Le Président émet une déclaration suite aux critiques et commentaires à l'endroit de la présidence rapportés dans un journal.

Ne pouvant accepter que l'on mette en doute son impartialité, il demande au député concerné de se rétracter ou de se prévaloir de l'article 315 du Règlement, seul moyen de mettre en cause la conduite du Président.

Si le député devait maintenir ses critiques et ses commentaires, le Président sollicitera le concours d'un membre de cette Assemblée aux fins de présenter une motion conformément à l'article 315 pour mettre en question la conduite de ce député.

Le Président déclare qu'il est investi de la confiance de la Chambre jusqu'à preuve du contraire.

M. Levesque, ministre des Finances, fait une déclaration concernant la taxe sur les carburants en région, le tabac ouvré et certaines précisions portant sur des mesures du discours sur le budget prononcé le 1^{er} mai dernier.

M. Garon (Lévis) fait un commentaire au nom de l'Opposition officielle et le ministre termine par une réplique.

M. Marx, ministre de la Justice, présente le projet de loi 91, Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile en matière d'arbitrage, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. le Président communique à l'Assemblée et dépose les rapports du directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants :

Projet de loi 202 — Loi concernant la ville de Deux-Montagnes;

Projet de loi 219 — Loi modifiant la Loi concernant la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

(Document n° 250 de la session)

Mme Legault (Deux-Montagnes) présente le projet de loi d'intérêt privé 202, Loi concernant la ville de Deux-Montagnes, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Marcil (Beauharnois) présente le projet de loi 219, Loi modifiant la Loi concernant la cité de Salaberry-de-Valleyfield, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que les projets de loi d'intérêt privé 202 et 219 soient renvoyés à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de cette commission pour l'étude de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés :

Par M. Filion (Taillon):

Rapport de la Commission des institutions qui a siégé les 6, 14 et 20 mai 1986 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 12, Loi sur les règlements.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document n° 251 de la session)

Rapport de la Commission des institutions qui a siégé le 22 mai 1986 afin de procéder à l'étude des prévisions budgétaires du Directeur général des élections pour l'année financière 1986-1987.

(Document n° 252 de la session)

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de M. Godin (Mercier) proposant, conformément à l'article 97 du Règlement :

Que cette Assemblée demande au Gouvernement du Québec de préciser officiellement sa politique à l'égard des communautés culturelles, d'accélérer la réalisation des mesures mises de l'avant par le gouvernement précédent dans l'énoncé de politique Autant de façons d'être Québécois et d'en préserver les acquis, de favoriser la reconnaissance par l'ensemble des Québécois de l'apport des diverses communautés à la richesse et à la diversité culturelles du Québec et de soutenir la convergence de celles-ci vers la majorité francophone du Québec.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit :

(Vote n° 38)

POUR

Blackburn	Dufour	Harel	Parent
Blais	Filion	Johnson	(Bertrand)
Brassard	Garon	(Anjou)	Perron
Charbonneau	Gauthier	Jolivet	Rocheport
Chevrette	Gendron	Juneau	Vermette — 21
Desbiens	Godin	Paré	

CONTRE

Assad	Bélanger	Bissonnet	Cannon
Audet	(Laval-des-Rapides)	Bleau	Cardinal
Bacon	Bélanger	Bourbeau	Chagnon
Baril	(Mégantic-Compton)	Bradet	Côté
Bégin	Bélisle	Camden	(Charlesbourg)

Côté (Rivière-du-Loup)	Gobé	Levesque	Robic
Cusano	Gratton	Lincoln	Rocheleau
Dauphin	Hains	Maciocia	Ryan
Després	Hamel	Maltais	Saintonge
Dionne	Héту	Marx	St-Roch
Dougherty	Houde	Messier	Savoie
Doyon	Hovington	Middlemiss	Séguin
Dubois	Johnson	Pagé	Théorét
Dutil	(Vaudreuil-Soulanges)	Paradis	Thérien
Farrah	Joly	(Brôme-Missisquoi)	Tremblay
Forget	Kehoe	Paradis	(Iberville)
Fortier	Khelfa	(Matapédia)	Tremblay
Fortin	Laporte	Parent	(Rimouski)
French	Latulippe	(Sauvé)	Trépanier
Gagnon-Tremblay	Leclerc	Pelchat	Trudel
Gardner	Lefebvre	Picotte	Vaillancourt
Gauvin	Legault	Polak	Vallières — 84
Gervais	Lemieux	Poulin	
	Lemire	Rivard	

Mme Hovington (Matane) propose :

Que l'Assemblée nationale du Québec reconnaisse l'importance du rôle et de l'engagement social de l'ensemble des familles d'accueil pour enfants et adultes au sein de la société québécoise.

Du consentement unanime de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes :

- La Commission de la culture, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur la Société de radio-télévision du Québec;
 - La Commission de l'éducation, afin d'entendre les dirigeants de la commission scolaire Joutel-Matagami dans le cadre de l'étude du projet de loi 30, Loi abrogeant la Loi concernant la Commission scolaire du Nouveau-Québec.
-

M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose que le projet de loi 24, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique, soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi 24 est renvoyé à la commission plénière pour y étudier quatre amendements proposés par le ministre.

Les amendements sont adoptés; le rapport de la commission est adopté.

M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose que le projet de loi 24 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 24 est adopté.

M. Côté, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 60, Loi modifiant le Code de la sécurité routière, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

À 18 h 00, M. le Président suspend la séance jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 60.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

Aujourd'hui, le jeudi 29 mai 1986, à dix-huit heures, au Cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Bégin, Vice-Présidente de l'Assemblée nationale, de M. Ryan, le représentant du Premier ministre, de M. Jolivet, le représentant du chef de l'Opposition officielle, de M. Thérien (Rousseau) et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable administrateur de la province de Québec de sanctionner le projet de loi suivant :

24 Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique.

À 21 h 54, l'Assemblée ajourne ses travaux à lundi quatorze heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. le Président communique à l'Assemblée et dépose le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé 209, Loi sur Hôtel de Lido inc.

(Document n° 253 de la session)

M. Philibert (Trois-Rivières) présente le projet de loi d'intérêt privé 209, Loi sur Hôtel de Lido inc., et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 209 soit renvoyé à la commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Finances en soit membre pour la durée de l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés :

Par M. Rocheleau, ministre délégué aux Services et Approvisionnements :

Copie d'un engagement de personnel à contrat intervenu entre M. Gilles Rocheleau, député de la circonscription électorale de Hull, et M. Roger Pominville de Montréal, concernant l'exécution du mandat d'évaluer l'ensemble des activités du Service des achats du Gouvernement du Québec avec une concentration particulière sur la programmation et l'opération informatique de ce service.

(Document n° 254 de la session)

Par M. Tremblay (Iberville) :

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a siégé le 27 mai 1986 afin de procéder à la vérification des engagements

2 juin 1986

financiers du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation pour les mois de décembre 1985, janvier, février et mars 1986.

(Document n° 255 de la session)

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

M. Maciocia (Viger) propose :

Que cette Assemblée salue la communauté italienne du Québec et lui souhaite ses meilleurs vœux à l'occasion de sa fête nationale; et

Qu'elle reconnaisse l'apport des Italo-Québécois au développement économique et culturel de la société québécoise.

Du consentement unanime de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Côté, ministre délégué aux Forêts, propose :

Que l'Assemblée nationale offre ses plus sincères condoléances aux familles de MM. Jean-Claude Fraser, Jocelyn Pomerleau et Bertrand Vandal décédés le vendredi 30 mai 1986 alors qu'ils combattaient un feu de forêt au lac Froget, au nord de Chibougamau.

Du consentement unanime de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission de la culture afin qu'elle poursuive l'étude détaillée du projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur la Société de radio-télévision du Québec.

2 juin 1986

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 71, Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 71 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 71 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

À 18 h 07, Mme la Vice-Présidente suspend la séance jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

M. Gratton, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi 80, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac afin de contrer le détournement de la taxe par des intermédiaires, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 80 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 80 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

M. Gratton, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi 81, Loi modifiant la Loi concernant la taxe sur les carburants afin de contrer le détournement de la taxe par des intermédiaires, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 81 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

M. Gratton, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi 79, Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu afin de contrer le détournement, par des intermédiaires, de taxes perçues ou d'impôts déduits à la source, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 79 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 79 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Côté, ministre des Transports, proposant que le principe du projet de loi 60, Loi modifiant le Code de la sécurité routière, soit maintenant adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, il est *ordonné*:

Qu'un droit de parole soit accordé uniquement à un représentant de l'Opposition officielle et au ministre des Transports pour sa réplique lors de la reprise, à une séance subséquente, du débat sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 60.

Et le débat se poursuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Chevette, leader de l'Opposition officielle.

À 00 h 02, l'Assemblée ajourne ses travaux à demain dix heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

M. le Président informe l'Assemblée qu'il a reçu une communication de M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle, et permet à ce dernier de faire une mise au point à la suite d'une déclaration de la Présidence faite le jeudi 29 mai 1986.

Les documents suivants sont déposés :

Par M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources :

Rapport annuel d'Hydro-Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1985.

(Document n° 256 de la session)

Par M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche :

Rapport annuel du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 257 de la session)

Par M. Rochefort (Gouin) :

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 29 mai 1986 afin de procéder à une consultation particulière et à l'étude détaillée du projet de loi 190, Loi concernant la ville de LaSalle.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document n° 258 de la session)

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

M. Rémillard, ministre des Relations internationales, propose :

Que, compte tenu de la prise de position antérieure de l'Assemblée nationale relative à la politique d'apartheid pratiquée par le gouvernement de l'Afrique du Sud, et compte tenu de la sensibilité de la population du Québec à l'égard du respect des droits humains, cette Assemblée appuie les efforts de Mgr Desmond Tutu, prix Nobel de la paix et primat de l'Église anglicane australe, présentement en séjour au Québec, en vue de trouver une solution pacifique aux problèmes raciaux et aux violations des droits de l'homme dont est victime la population noire d'Afrique du Sud.

Du consentement unanime de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, dépose une nouvelle liste des membres du groupe parlementaire libéral faisant partie des commissions parlementaires.

(Document n° 259 de la session)

Conformément à l'article 129 du Règlement et sur la motion de M. Lefebvre, ladite liste est adoptée.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes :

- La Commission de la culture, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur la Société de radio-télévision du Québec;
- La Commission du budget et de l'administration, afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi suivants :

Projet de loi 79 — Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu afin de contrer le détournement, par des intermédiaires, de taxes perçues ou d'impôts déduits à la source;

Projet de loi 80 — Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac afin de contrer le détournement de la taxe par des intermédiaires;

Projet de loi 81 — Loi modifiant la Loi concernant la taxe sur les carburants afin de contrer le détournement de la taxe par des intermédiaires.

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi suivants :

Projet de loi 69 — Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux ;

Projet de loi 71 — Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles.

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants :

Projet de loi 202 — Loi concernant la ville de Deux-Montagnes ;

Projet de loi 218 — Loi concernant certaines transactions entre la Compagnie de Jésus et la Corporation du Collège Jean-de-Brébeuf ;

Projet de loi 252 — Loi concernant la ville de Saint-Césaire.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, propose que le ministre de la Justice soit membre de la Commission pour l'étude du projet de loi d'intérêt privé 218.

La motion est adoptée.

M. le Président informe l'Assemblée que, du consentement unanime, le débat de fin de séance demandé le 22 mai 1986 par M. Rochefort (Gouin) à la suite d'une question adressée à Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, concernant les coupures dans les programmes de soins dentaires, sera tenu ce soir à dix-huit heures.

3 juin 1986

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions qui a siégé les 8, 9, 10 et 11 octobre 1985 afin de procéder à une consultation générale sur le projet de règlement concernant les programmes d'accès à l'égalité.

Avant que ne commence le débat sur ce rapport, M. le Président informe l'Assemblée qu'un temps de parole d'une heure est alloué à chaque groupe parlementaire.

Et un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Godin (Mercier).

À 12 h 19, M. le Vice-Président suspend la séance jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

L'Assemblée reprend le débat sur le rapport de la Commission des institutions qui a procédé à une consultation générale sur le projet de règlement concernant les programmes d'accès à l'égalité.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 69 est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 69 est renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation pour y tenir une consultation particulière avant de procéder à l'étude détaillée de ce projet de loi.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Côté, ministre des Transports, proposant que le principe du projet de loi 60, Loi modifiant le Code de la sécurité routière, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 60 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 60 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

À 17 h 55, il est procédé au débat de fin de séance.

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, répond à la question soulevée par M. Rochefort (Gouin) concernant les coupures dans les programmes de soins dentaires.

À 18 h 07, Mme la Vice-Présidente suspend la séance jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose que le principe du projet de loi 58, Loi sur l'admissibilité à l'enseignement en anglais de certains enfants, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

3 juin 1986

À la fin de son intervention, M. Gauthier (Roberval) propose que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant à la fin les mots "dans six mois".

La séance est suspendue pour permettre une réunion de la Vice-Présidence avec les leaders, en vue de la répartition du temps de parole entre les groupes.

Après quelque temps, l'Assemblée reprend sa séance et Mme la Vice-Présidente rend la décision suivante :

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Constatant l'impossibilité d'en arriver à un accord sur le partage du temps de parole prévu pour ce débat, la Vice-Présidente souligne qu'on ne peut restreindre une règle qui constitue elle-même une restriction à la règle générale du temps de parole. Il faut chercher à favoriser la discussion d'une motion. Dans les limites du débat, la Vice-Présidente reconnaîtra tout député désirant intervenir, la durée de chaque discours devant être limitée à dix minutes.

Et la discussion se poursuit sur la motion d'amendement.

0 heure, le mercredi 4 juin 1986

Le débat est terminé.

La motion d'amendement est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit :

(Vote n° 39)

POUR

Blackburn
Blais
Brassard
Chevrette
Claveau

Desbiens
Dufour
Gauthier
Gendron
Harel

Jolivet
Juneau
Paré
Parent
(Bertrand)

Perron
Rochefort
Vermette — 17

CONTRE

Assad
Audet

Beaudin
Bélanger
(Laval-des-Rapides)

Bélanger
(Mégantic-Compton)
Bleau

Bradet
Brouillette
Camden

3 juin 1986

Cannon	Forget	Khelfa	Philibert
Cardinal	Fortier	Laporte	Picotte
Chagnon	Gardner	Leclerc	Polak
Côté	Gauvin	Lefebvre	Poulin
(Rivière-du-Loup)	Gervais	Legault	Richard
Cusano	Gobeil	Lemieux	Robic
Dauphin	Gratton	Maciocia	Ryan
Després	Hains	Marcil	St-Roch
Dionne	Hétu	Messier	Tremblay
Dougherty	Houde	Middlemiss	(Rimouski)
Dubois	Hovington	Paradis	Trépanier
Dutil	Joly	(Brôme-Missisquoi)	Trudel — 57
Farrah	Kehoe	Pelchat	

Et le débat se poursuit sur la motion de M. Ryan, ministre de l'Éducation, proposant l'adoption du principe du projet de loi 58.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement.

À 01 h 32, l'Assemblée ajourne ses travaux à dix heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés :

Par M. Rochefort (Gouin) :

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé les 27, 28 et 29 mai 1986 afin de procéder à la vérification des engagements financiers du ministère des Affaires municipales, du ministère de l'Environnement, du ministère des Transports et du ministre responsable du Développement régional, pour les mois de janvier, février et mars 1986 et des engagements du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche pour les mois de décembre 1985, janvier, février et mars 1986.

(Document n° 260 de la session)

Par M. Parent (Sauvé) :

Rapport de la Commission de l'éducation qui a siégé le 29 mai 1986 afin de procéder à une consultation particulière dans le cadre de l'étude du projet de loi 30, Loi abrogeant la loi concernant la Commission scolaire du Nouveau-Québec.

(Document n° 261 de la session)

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes :

- La Commission de la culture, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur la Société de radio-télévision du Québec ;
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 71, Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles ;

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 60, Loi modifiant le Code de la sécurité routière.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ryan, ministre de l'Éducation, proposant que le principe du projet de loi 58, Loi sur l'admissibilité à l'enseignement en anglais de certains enfants, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Rochefort (Gouin).

À 12 h 57, Mme la Vice-Présidente suspend la séance jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ryan, ministre de l'Éducation, proposant l'adoption du principe du projet de loi 58.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Dauphin (Marquette).

À 18 h 07, Mme la Vice-Présidente suspend la séance jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation afin de procéder à une consultation particulière dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des

4 juin 1986

animaux ; il communique et dépose ensuite la liste des organismes qui seront entendus lors de cette consultation.

(Document n° 262 de la session)

M. Rocheleau, ministre délégué aux Services et Approvisionnements, informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 68, Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et modifiant diverses dispositions législatives, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

0 heure, le jeudi 5 juin 1986

Le débat est ajourné sur la motion de M. Claveau (Ungava).

À 12 h 09, l'Assemblée ajourne ses travaux à dix heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés :

Par M. Latulippe, Solliciteur général :

Rapport annuel de la Commission de police du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1985.

(Document n° 263 de la session)

Par M. Lemieux (Vanier) :

Rapports de la Commission du budget et de l'administration qui a siégé le 29 mai 1986 afin de procéder à une consultation et à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants :

a) Projet de loi 204 — Loi sur Les Placements Normand Inc.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document n° 264 de la session)

b) Projet de loi 240 — Loi modifiant la Loi constituant en corporation Casa d'Italia — Maison d'Italie.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document n° 265 de la session)

Sur la motion de M. Lemieux (Vanier), les rapports concernant les projets de loi d'intérêt privé 204 et 240 sont adoptés.

Par M. Lemieux (Vanier) :

Rapports de la Commission du budget et de l'administration qui a siégé le 3 juin 1986 afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi suivants :

a) Projet de loi 79 — Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu afin de contrer le détournement, par des intermédiaires, de taxes perçues ou d'impôts déduits à la source.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document n° 266 de la session)

- b) Projet de loi 80 — Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac afin de contrer le détournement de la taxe par des intermédiaires.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document n° 267 de la session)

- c) Projet de loi 81 — Loi modifiant la Loi concernant la taxe sur les carburants afin de contrer le détournement de la taxe par des intermédiaires.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document n° 268 de la session)

Par M. Filion (Taillon):

Rapports de la Commission des institutions qui a siégé le 28 mai 1986 afin de procéder à une consultation et à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants:

- a) Projet de loi 224 — Loi concernant le Foyer Saint-Antoine de Longueuil.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document n° 269 de la session)

- b) Projet de loi 229 — Loi concernant un immeuble du cadastre de la paroisse de Saint-Barnabé (division d'enregistrement de Shawinigan).

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document n° 270 de la session)

- c) Projet de loi 233 — Loi concernant Michel Dugas.

Le projet de loi est rejeté.

(Document n° 271 de la session)

- d) Projet de loi 242 — Loi concernant Varina Beattie.

Le projet de loi est rejeté.

(Document n° 272 de la session)

e) Projet de loi 251 — Loi concernant Lomer Pilote.

Le projet de loi est rejeté.

(Document n° 273 de la session)

Sur la motion de M. Filion (Taillon), les rapports concernant les projets de loi d'intérêt privé 224, 229, 233, 242 et 251 sont adoptés.

Par M. Rochefort (Gouin):

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 4 juin 1986 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 60, Loi modifiant le Code de la sécurité routière.

Le projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document n° 274 de la session)

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

La séance est suspendue à loisir.

Après quelque temps, l'Assemblée reprend la séance.

Conformément à l'article 304 du Règlement, Mme Blackburn (Chicoutimi) propose :

Que cette Assemblée blâme sévèrement le Gouvernement libéral pour avoir systématiquement renié ses engagements pré-électoraux à l'égard des jeunes, pour avoir provoqué des reculs importants dans plusieurs dossiers touchant la jeunesse et pour n'avoir aucune nouvelle politique progressiste à l'égard de la jeunesse québécoise, notamment en ce qui regarde la création d'emplois.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

5 juin 1986

À la demande de M. Dauphin (Marquette) et du consentement unanime de l'Assemblée, Mme la Vice-Présidente reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 13 h 06, Mme la Vice-Présidente suspend la séance jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

L'Assemblée reprend le débat sur le rapport de la Commission des institutions qui a siégé les 8, 9, 10 et 11 octobre 1985 afin de procéder à une consultation générale sur le projet de règlement concernant les programmes d'accès à l'égalité.

Le débat est terminé.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 190, Loi concernant la ville de LaSalle, ainsi que l'amendement proposé par M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Fortin (Marguerite-Bourgeoys) propose un amendement au rapport.

Et le débat se poursuit.

Le débat est terminé.

L'amendement proposé par M. Bourbeau est adopté.

L'amendement proposé par M. Fortin est adopté.

Le rapport amendé est adopté.

5 juin 1986

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Fortin (Marguerite-Bourgeoys) propose que le projet de loi 190 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 190 est adopté.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ryan, ministre de l'Éducation, proposant que le principe du projet de loi 58, Loi sur l'admissibilité à l'enseignement en anglais de certains enfants, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Filion (Taillon).

À 18 h 00, Mme la Vice-Présidente suspend la séance jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ryan, ministre de l'Éducation, proposant l'adoption du principe du projet de loi 58.

Le débat terminé, la motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Rocheleau, ministre délégué aux Services et Approvisionnements, proposant que le principe du projet de loi 68, Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et modifiant diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

5 juin 1986

0 heure, le vendredi 6 juin 1986

Le débat terminé, la motion est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, M. le Vice-Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 01 h 21, l'Assemblée ajourne ses travaux à dix heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

M. Gobeil, président du Conseil du trésor et ministre délégué à l'Administration, annonce la nouvelle politique du Gouvernement concernant le recrutement et la sélection des employés occasionnels dans la fonction publique.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gobeil dépose une copie de la directive se rapportant à la déclaration ministérielle.

(Document n° 275 de la session)

M. Gendron (Abitibi-Ouest) intervient au nom de l'Opposition officielle et le ministre termine par une réplique.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, présente le projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les élections dans certaines municipalités, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Côté, ministre des Transports, présente le projet de loi 98, Loi modifiant la Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Côté, ministre des Transports, présente le projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur les transports, la Loi sur le ministère des Transports et la Loi sur la voirie, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

6 juin 1986

M. Audet (Beauce-Nord) dépose le document suivant:

Rapport de la Commission de la culture qui a siégé les 29 mai, 2, 3 et 4 juin 1986 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur la Société de radio-télévision du Québec.

Le projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document n° 276 de la session)

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de censure présentée par Mme Blackburn (Chicoutimi), en vertu de l'article 304 du Règlement:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le Gouvernement libéral pour avoir systématiquement renié ses engagements pré-électoraux à l'égard des jeunes, pour avoir provoqué des reculs importants dans plusieurs dossiers touchant la jeunesse et pour n'avoir aucune nouvelle politique progressiste à l'égard de la jeunesse québécoise, notamment en ce qui regarde la création d'emplois.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

(Vote n° 40)

POUR

Blackburn
Blais
Boulerice
Brassard
Chevrette
Claveau

Desbiens
Dufour
Filion
Garon
Gauthier
Gendron

Harel
Johnson
(Anjou)
Jolivet
Juneau
Paré

Parent
(Bertrand)
Perron
Rochefort
Vermette — 21

6 juin 1986

CONTRE

Audet	Côté	Joly	Pelchat
Bacon	(Rivière-du-Loup)	Kehoe	Picotte
Baril	Cusano	Khelfa	Polak
Beaudin	Dauphin	Laporte	Poulin
Bégin	Després	Latulippe	Rémillard
Bélanger	Dionne	Lavoie-Roux	Richard
(Laval-des-Rapides)	Dougherty	Leclerc	Rivard
Bélanger	Doyon	Legault	Rocheleau
(Mégantic-Compton)	Dutil	Lemieux	Ryan
Bélisle	Farrah	Lemire	Saintonge
Bissonnet	Forget	Lincoln	St-Roch
Bleau	Fortier	Maciocia	Scowen
Bourassa	Fortin	Maltais	Séguin
Bourbeau	French	Marcil	Sirros
Bradet	Gardner	Messier	Théorêt
Brouillette	Gauvin	Middlemiss	Thérien
Camden	Gervais	Pagé	Tremblay
Cannon	Gobeil	Paradis	(Rimouski)
Cardinal	Gratton	(Brôme-Missisquoi)	Vaillancourt — 80
Chagnon	Hains	Paradis	
Ciaccia	Hamel	(Matapédia)	
Côté	Hétu	Parent	
(Charlesbourg)	Houde	(Sauvé)	

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de M. Ryan, ministre de l'Éducation, proposant que le principe du projet de loi 58, Loi sur l'admissibilité à l'enseignement en anglais de certains enfants, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

(Vote n° 41)

POUR

Audet	Brouillette	Doyon	Houde
Bacon	Camden	Dutil	Joly
Baril	Cannon	Farrah	Kehoe
Beaudin	Cardinal	Forget	Khelfa
Bégin	Chagnon	Fortier	Laporte
Bélanger	Ciaccia	Fortin	Latulippe
(Laval-des-Rapides)	Côté	French	Lavoie-Roux
Bélanger	(Charlesbourg)	Gardner	Leclerc
(Mégantic-Compton)	Côté	Gauvin	Legault
Bélisle	(Rivière-du-Loup)	Gervais	Lemieux
Bissonnet	Cusano	Gobeil	Lemire
Bleau	Dauphin	Gratton	Lincoln
Bourassa	Després	Hains	Maciocia
Bourbeau	Dionne	Hamel	Maltais
Bradet	Dougherty	Hétu	Marcil

6 juin 1986

Messier	Parent	Richard	Séguin
Middlemiss	(Sauvé)	Rivard	Sirros
Pagé	Pelchat	Rocheleau	Théorêt
Paradis	Picotte	Ryan	Thérien
(Brôme-Missisquoi)	Polak	Saintonge	Tremblay
Paradis	Poulin	St-Roch	(Rimouski)
(Matapédia)	Rémillard	Scowen	Vaillancourt — 80

CONTRE

Blackburn	Desbiens	Harel	Parent
Blais	Dufour	Johnson	(Bertrand)
Boulerice	Filion	(Anjou)	Perron
Brassard	Garon	Jolivet	Rocheffort
Chevrette	Gauthier	Juneau	Vermette — 21
Claveau	Gendron	Paré	

En conséquence, le principe du projet de loi 58 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 58 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation dont les travaux seront présidés par un président de séance.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de M. Rocheleau, ministre délégué aux Services et Approvisionnements, proposant que le principe du projet de loi 68, Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et modifiant diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit :

(Vote n° 42)

POUR

Audet	Cannon	Fortier	Lavoie-Roux
Bacon	Cardinal	Fortin	Leclerc
Baril	Chagnon	French	Legault
Beaudin	Ciacchia	Gardner	Lemieux
Bégin	Côté	Gauvin	Lemire
Bélanger	(Charlesbourg)	Gervais	Lincoln
(Laval-des-Rapides)	Côté	Gobeil	Maciocia
Bélanger	(Rivière-du-Loup)	Gratton	Maltais
(Mégantic-Compton)	Cusano	Hains	Marcil
Bélisle	Dauphin	Hamel	Messier
Bissonnet	Després	Héту	Middlemiss
Bleau	Dionne	Houde	Pagé
Bourassa	Dougherty	Joly	Paradis
Bourbeau	Doyon	Kehoe	(Brôme-Missisquoi)
Bradet	Dutil	Khelfa	Paradis
Brouillette	Farrah	Laporte	(Matapédia)
Camden	Forget	Latulippe	

6 juin 1986

Parent (Sauvé)	Rémillard	St-Roch	Tremblay
Pelchat	Richard	Scowen	(Rimouski)
Picotte	Rivard	Séguin	Vaillancourt — 80
Polak	Rocheleau	Sirros	
Poulin	Ryan	Théorêt	
	Saintonge	Thérien	

CONTRE

Blackburn	Desbiens	Harel	Parent
Blais	Dufour	Johnson	(Bertrand)
Boulerice	Filion	(Anjou)	Perron
Brassard	Garon	Jolivet	Rocheport
Chevrette	Gauthier	Juneau	Vermette — 21
Claveau	Gendron	Paré	

En conséquence, le principe du projet de loi 68 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 68 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

M. Gratton, leader du gouvernement convoque les commissions suivantes :

- La Commission du budget et de l'administration, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 68, Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et modifiant diverses dispositions législatives;
- La Commission de l'éducation, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 58, Loi sur l'admissibilité à l'enseignement en anglais de certains enfants;
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 71, Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles.

M. le Président communique à l'Assemblée un avis concernant une séance de travail que tiendra la Commission des affaires sociales.

6 juin 1986

M. Lincoln, ministre de l'Environnement, propose que le principe du projet de loi 84, Loi sur la protection des non-fumeurs dans certains lieux publics, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 84 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 84 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

À 13 h 35, l'Assemblée ajourne ses travaux à lundi quatorze heures.

Aujourd'hui, le vendredi 6 juin 1986, à seize heures quinze, au Cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Bégin, Vice-Présidente de l'Assemblée nationale, de M. Fortin, le représentant du Premier ministre, de M. Perron, le représentant du chef de l'Opposition officielle et de M. Proulx, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable administrateur de la province de Québec de sanctionner le projet de loi suivant :

190 Loi concernant la ville de LaSalle.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. Latulippe, Solliciteur général, présente le projet de loi 96, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les boissons alcooliques, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Trudel (Bourget) dépose le rapport de la Commission de la culture qui a siégé les 20, 21, 22, 23, 28 et 29 mai 1986 afin d'étudier le statut économique de l'artiste et du créateur.

(Document n° 277 de la session)

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes :

- La Commission de l'éducation, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 58, Loi sur l'admissibilité à l'enseignement en anglais de certains enfants ;
- La Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 68, Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et modifiant diverses dispositions législatives ;

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 84, Loi sur la protection des non-fumeurs dans certains lieux publics.
-

M. Gratton, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi 53, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 53 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 53 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 85, Loi sur la vente de la Raffinerie de sucre du Québec, et propose que le principe du projet de loi soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

À la fin de son intervention, M. Garon (Lévis) propose que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant à la fin les mots "dans six mois".

La séance est suspendue pour permettre une réunion de la Vice-Présidente avec les leaders en vue de la répartition du temps de parole entre les groupes parlementaires.

Après quelque temps, l'Assemblée reprend sa séance et Mme la Vice-Présidente rend la décision suivante :

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La Vice-Présidente, constatant l'impossibilité pour les leaders d'en arriver à une entente sur le partage du temps pour le débat restreint, se voit dans

9 juin 1986

l'obligation d'organiser ce débat. Le débat restreint étant déjà une exception à la règle générale des temps de parole, la Vice-Présidente ne veut pas restreindre davantage le droit de parole des députés et favorise la discussion la plus large possible. En conséquence, dans les limites du débat, le représentant de chaque groupe parlementaire disposera d'un temps de parole de trente minutes et tout autre député, de dix minutes.

À la suite d'un rappel au Règlement formulé immédiatement après cette décision, Mme la Vice-Présidente décide que l'auteur de la motion de report ne peut intervenir dans le cadre du débat restreint, conformément à l'usage et à la tradition.

Et la discussion se poursuit sur la motion d'amendement.

À 18 h 02, Mme la Vice-Présidente suspend la séance jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat se poursuit.

Le débat est terminé.

La motion d'amendement est alors mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit :

(Vote n° 43)

POUR

Blackburn
Blais
Boulerice
Brassard
Charbonneau
Chevrette

Desbiens
Dufour
Filion
Garon
Gauthier
Gendron

Harel
Johnson
(Anjou)
Jolivet
Juneau
Paré

Parent
(Bertrand)
Perron
Vermette — 20

CONTRE

Assad
Audet

Bacon
Baril

Beaudin
Bégin

Bélanger
(Laval-des-Rapides)

9 juin 1986

Bélanger (Mégantic-Compton)	Fortin	Leclerc	Philibert
Bélisle	Gagnon-Tremblay	Legault	Polak
Bissonnet	Gardner	Lemieux	Poulin
Bleau	Gervais	Lemire	Rémillard
Bradet	Gobé	Lincoln	Richard
Camden	Gratton	MacDonald	Robic
Cardinal	Hains	Maciocia	Rocheleau
Côté	Hamel	Messier	Ryan
(Rivière-du-Loup)	Hétu	Middlemiss	St-Roch
Cusano	Houde	Pagé	Scowen
Després	Hovington	Paradis	Séguin
Dionne	Johnson	(Brôme-Missisquoi)	Théorêt
Doyon	(Vaudreuil-Soulanges)	Paradis	Thérien
Dubois	Joly	(Matapédia)	Trépanier
Farrah	Kehoe	Parent	Trudel
Forget	Khelfa	(Sauvé)	Vaillancourt
Fortier	Laporte	Pelchat	Vallerand — 70

Et le débat se poursuit sur la motion de M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, proposant l'adoption du principe du projet de loi 85.

0 heure, le mardi 10 juin 1986

Le débat est ajourné sur la motion de M. Parent (Bertrand).

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, *il est ordonné*:

Qu'à la reprise du débat, les seuls intervenants soient M. Parent (Bertrand) et M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, pour son droit de réplique.

À 01 h 02, l'Assemblée ajourne ses travaux à dix heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

L'Assemblée procède à la période des questions orales des députés.

Mme Robic, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, propose :

Que l'Assemblée nationale offre à la communauté portugaise du Québec ses meilleurs vœux à l'occasion de sa fête nationale; et

Qu'elle souligne la contribution des Portugais dans l'épanouissement de la société québécoise.

Du consentement unanime de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes :

- La Commission de l'éducation, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 58, Loi sur l'admissibilité à l'enseignement en anglais de certains enfants;
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin de procéder à une consultation particulière dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux;
- La Commission du budget et de l'administration afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 68, Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et modifiant diverses dispositions législatives;

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants :

Projet de loi 202 — Loi concernant la ville de Deux-Montagnes ;

Projet de loi 218 — Loi concernant certaines transactions entre la Compagnie de Jésus et la Corporation du Collège Jean-de-Brébeuf ;

Projet de loi 252 — Loi concernant la ville de Saint-Césaire.

- La Commission des affaires sociales, afin d'entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 208, Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Lévis.

M. le Président informe l'Assemblée que, du consentement unanime, la Commission des institutions tiendra une séance de travail devant se terminer au plus tard à treize heures aujourd'hui.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, proposant que le principe du projet de loi 85, Loi sur la vente de la Raffinerie de sucre du Québec, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

M. Côté, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 19, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Blais (Terrebonne).

10 juin 1986

À 13 h 00, M. le Président suspend la séance jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, apporte la modification suivante aux avis de convocation des commissions donnés précédemment, aux affaires courantes :

La Commission de l'aménagement et des équipements poursuivra l'étude détaillée du projet de loi 84, Loi sur la protection des non-fumeurs dans certains endroits publics, au lieu de la Commission du budget et de l'administration qui devait étudier le projet de loi 68.

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose que le principe du projet de loi 66, Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 66 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 66 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Picotte, ministre du Tourisme, propose que le principe du projet de loi 56, Loi modifiant la Loi sur l'hôtellerie, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 56 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 56 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

À 18 h 06, Mme la Vice-Présidente suspend la séance jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Côté, ministre des Transports, proposant que le principe du projet de loi 19, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Chevrette (Joliette).

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Côté, *il est ordonné*:

Qu'à la reprise du débat, les seuls intervenants soient un membre de l'Opposition officielle et le ministre des Transports, pour son droit de réplique.

À 21 h 48, sur la motion de M. Côté, ministre des Transports, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à demain dix heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

L'Assemblée procède à la période des questions orales des députés.

Il est ensuite procédé au vote par appel nominal de la motion de M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, proposant que le principe du projet de loi 85, Loi sur la vente de la Raffinerie de sucre du Québec, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit :

(Vote n° 44)

POUR

Assad	Dionne	Kehoe	Pelchat
Audet	Dougherty	Khelfa	Philibert
Bacon	Doyon	Laporte	Picotte
Baril	Dubois	Latulippe	Polak
Beaudin	Dutil	Leclerc	Poulin
Bégin	Farrah	Legault	Rémillard
Bélanger	Forget	Lemieux	Richard
(Laval-des-Rapides)	Fortier	Lemire	Rivard
Bélanger	Fortin	Levesque	Robic
(Mégantic-Compton)	Gagnon-Tremblay	Lincoln	Ryan
Bélisle	Gardner	MacDonald	Saintonge
Bleau	Gauvin	Maciocia	St-Roch
Bourbeau	Gervais	Maltais	Séguin
Bradet	Gobé	Marcil	Sirros
Camden	Gobeil	Marx	Théorêt
Cannon	Gratton	Messier	Thérien
Cardinal	Hains	Middlemiss	Tremblay
Chagnon	Hamel	Pagé	(Iberville)
Ciaccia	Hétu	Paradis	Tremblay
Côté	Houde	(Brôme-Missisquoi)	(Rimouski)
(Charlesbourg)	Hovington	Paradis	Trépanier
Côté	Johnson	(Matapédia)	Trudel
(Rivière-du-Loup)	(Vaudreuil-Soulanges)	Parent	Vaillancourt
Cusano	Joly	(Sauvé)	Vallerand — 87
Després			

11 juin 1986

CONTRE

Blackburn	Desbiens	Godin	Paré
Blais	Dufour	Harel	Parent
Boulerice	Filion	Johnson	(Bertrand)
Brassard	Garon	(Anjou)	Perron
Charbonneau	Gauthier	Jolivet	Rocheport
Chevrette	Gendron	Juneau	Vermette — 22

En conséquence, le principe du projet de loi 85 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 85 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

M. Johnson, chef de l'Opposition officielle, propose :

Que l'Assemblée nationale, en soulignant le décès de Mme Lizette Gervais, exprime sa sympathie à sa famille et à ses amis.

Du consentement unanime de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Rémillard, ministre des Relations internationales, propose :

Que l'Assemblée nationale saisisse l'occasion du passage de mère Teresa parmi nous lors de la IV^e Conférence internationale de droit constitutionnel pour saluer l'immense travail accompli par cette éminente personnalité en faveur des plus déshérités de la terre ;

Que l'Assemblée nationale souligne l'exemplarité de cette oeuvre débutée à Calcutta et qui s'étend maintenant partout dans le monde sans que les idéaux de partage et de sacrifice qui animaient mère Teresa au point de départ n'aient été altérés ;

Que l'Assemblée nationale, au nom du peuple québécois, exprime sa profonde solidarité avec les idéaux et les objectifs des Soeurs missionnaires de la Charité et encourage nos concitoyens à les appuyer ; et

Que l'Assemblée nationale félicite l'Université Laval d'avoir concrétisé l'admiration que ressentent les Québécois et les Québécoises pour mère Teresa en lui attribuant un doctorat honoris causa.

Du consentement unanime de l'Assemblée une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes :

- La Commission de l'éducation, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 58, Loi sur l'admissibilité à l'enseignement en anglais de certains enfants ;
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin de poursuivre l'étude détaillée des projets de loi suivants :

Projet de loi 69 — Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux ;

Projet de loi 71 — Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles ;

Projet de loi 85 — Loi sur la vente de la Raffinerie de sucre du Québec.

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi suivants :

Projet de loi 66 — Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports ;

Projet de loi 84 — Loi sur la protection des non-fumeurs dans certains lieux publics.

- La Commission de l'économie et du travail, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 56, Loi modifiant la Loi sur l'hôtellerie.
-

11 juin 1986

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Côté, ministre des Transports, proposant que le principe du projet de loi 19, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 67, Loi concernant la ville de Schefferville, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de Mme Trépanier (Dorion).

À 13 h 06, M. le Vice-Président suspend la séance jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, apporte la modification suivante aux avis de convocation donnés précédemment aux affaires courantes :

La Commission du budget et de l'administration entreprendra ce soir l'étude détaillée du projet de loi 53, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, au lieu de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui aura ajourné l'étude des projets de loi 69, 71 et 85.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 36, Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 36 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 36 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 41, Loi modifiant la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 41 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 41 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 37, Loi modifiant le Code municipal du Québec, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 37 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 37 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 43, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 43 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 43 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 44, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 44 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 44 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur les travaux municipaux, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 46 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 46 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 48, Loi modifiant la Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 48 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 48 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 49, Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 49 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 49 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 50, Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 50 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 50 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

11 juin 1986

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les élections dans certaines municipalités, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 97 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 97 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 67, Loi concernant la ville de Schefferville, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bélisle (Mille-Îles).

À 17 h 57, Mme la Vice-Présidente suspend la séance jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

M. le Président informe l'Assemblée qu'aucun accord n'a pu être conclu lors de la réunion avec les leaders visant à fixer le moment du dépôt du rapport de la Commission de l'éducation qui étudie le projet de loi 58.

En conséquence, M. Gratton, leader du gouvernement, conformément à l'article 251 du Règlement, propose :

Que, la Commission de l'éducation, à qui a été confiée l'étude du projet de loi 58, Loi sur l'admissibilité à l'enseignement en anglais de certains enfants, mette fin à ses travaux dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

11 juin 1986

Cette motion fera l'objet d'un débat à une séance suivante.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 38, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 38 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 38 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 40, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 40 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 40 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 67, Loi concernant la ville de Schefferville, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Perron (Duplessis).

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, *il est ordonné*:

11 juin 1986

Qu'à la reprise du débat sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 67, les seuls intervenants soient M. Perron (Duplessis) et le ministre des Affaires municipales, pour son droit de réplique.

À 11 h 40, l'Assemblée ajourne ses travaux à demain dix heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés :

Par M. Levesque, ministre des Finances :

Rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières sur la tarification en assurance automobile pour l'année 1985.

(Document n° 278 de la session)

Par M. Marx, ministre de la Justice :

Rapport annuel relatif aux autorisations obtenues par le Procureur général du Québec en vertu de la Loi sur la protection de la vie privée, requis par l'article 178.22 du Code criminel, pour l'année 1985.

(Document n° 279 de la session)

Par M. Rochefort (Gouin) :

Rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 10 juin 1986 afin de procéder à une consultation et à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants :

a) Projet de loi 202 — Loi concernant la ville de Deux-Montagnes.

Le projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document n° 280 de la session)

b) Projet de loi 218 — Loi concernant certaines transactions entre la Compagnie de Jésus et la Corporation du Collège Jean-de-Brébeuf.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document n° 281 de la session)

Sur la motion de M. Rochefort (Gouin), les rapports concernant les projets de loi d'intérêt privé 202 et 218 sont adoptés.

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Côté, ministre des Transports, *il est ordonné*:

Que le vote par appel nominal sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 19, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, soit reporté de nouveau à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes :

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi suivants :

Projet de loi 38 — Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

Projet de loi 40 — Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale;

Projet de loi 41 — Loi modifiant la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais;

Projet de loi 43 — Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal;

Projet de loi 44 — Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec;

Projet de loi 46 — Loi modifiant la Loi sur les travaux municipaux;

Projet de loi 48 — Loi modifiant la Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal;

Projet de loi 49 — Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik;

Projet de loi 50 — Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal;

Projet de loi 67 — Loi concernant la ville de Schefferville;

Projet de loi 97 — Loi modifiant la Loi sur les élections dans certaines municipalités.

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin de poursuivre l'étude détaillée des projets de loi suivants:

Projet de loi 69 — Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux;

Projet de loi 71 — Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles;

Projet de loi 85 — Loi sur la vente de la Raffinerie de sucre du Québec.

- La Commission de l'économie et du travail:

a) Afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 56, Loi modifiant la Loi sur l'hôtellerie; et

b) Pour entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 212, Loi modifiant la Loi refondant la charte de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton propose que le ministre délégué à la Privatisation soit membre de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation pour l'étude détaillée du projet de loi 85, Loi sur la vente de la Raffinerie de sucre du Québec.

M. le Président informe l'Assemblée de la tenue d'une réunion de la Commission de l'Assemblée nationale pour l'examen de diverses affaires courantes.

M. Levesque, ministre des Finances, transmet à M. le Président et M. le Président lit à l'Assemblée le message suivant de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

12 juin 1986

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

L'honorable lieutenant-gouverneur du Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires (n° 1) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1987, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi constitutionnelle de 1867, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

Québec, le 22 mai 1986.

J. GILLES LAMONTAGNE
(Document n° 282 de la session)

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, les crédits supplémentaires sont renvoyés pour étude à la commission plénière.

Du consentement unanime de l'Assemblée, et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, *il est ordonné*:

Que la durée de l'étude des crédits supplémentaires en commission plénière, aujourd'hui, soit limitée à trois heures, de quinze heures à dix-huit heures, une entente étant intervenue sur la répartition du temps pour l'audition des ministres concernés.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 67, Loi concernant la ville de Schefferville, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 67 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 67 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que la Commission de l'éducation, à qui a été confiée l'étude du projet de loi 58, Loi sur l'admissibilité à l'enseignement en anglais de certains enfants, mette fin à ses travaux dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

Et un débat s'élève.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Cusano (Viau).

À 13 h 20, Mme la Vice-Présidente suspend la séance jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Sur la motion de M. Gobeil, président du Conseil du trésor, l'Assemblée se constitue en commission plénière pour l'étude des crédits budgétaires supplémentaires (n° 1) pour l'année financière 1986-1987.

L'étude des crédits supplémentaires étant terminée, M. le Président de la commission plénière fait le rapport suivant :

M. le Président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a adopté tous les crédits supplémentaires (n° 1), et que le gouvernement est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme maximum de 28 211 000 \$ pour le paiement des crédits supplémentaires de dépenses du Québec présentés à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1986-1987, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu, soit le montant des crédits à voter pour chacun des différents programmes énumérés à l'annexe du projet de loi qui sera présenté.

Le rapport est adopté.

M. Gobeil, président du Conseil du trésor, au nom de M. Levesque, ministre des Finances, présente le projet de loi 93, Loi n° 4 sur les crédits, 1986-1987, et propose :

*Que l'Assemblée en soit saisie;
Que son principe soit adopté; et
Que le projet de loi soit adopté.*

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 93 est adopté.

À 18 h00, M. le Président suspend la séance jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, propose que le principe du projet de loi 77, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 77 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 77 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

Le débat reprend sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, proposant :

Que la Commission de l'éducation, à qui a été confiée l'étude du projet de loi 58, Loi sur l'admissibilité à l'enseignement en anglais de certains enfants, mette fin à ses travaux dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

12 juin 1986

0 heure, le vendredi 13 juin 1986

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, M. le Vice-Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

M. Marx, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 72, Loi modifiant le Code de procédure civile, soit maintenant adopté.

Une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 72 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 72 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Marx, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 76, Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant l'administration de la justice, soit maintenant adopté.

Une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 76 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 76 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

À 2 h 59, l'Assemblée ajourne ses travaux à dix heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

M. le Président communique à l'Assemblée et dépose le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé 232, Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec.

(Document n° 283 de la session)

M. Leclerc (Taschereau) présente le projet de loi d'intérêt privé 232, Loi modifiant la Charte de la Ville de Québec, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 232 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Lemieux (Vanier) dépose le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a siégé le 11 juin 1986 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 53, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document n° 284 de la session)

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

La motion de M. Côté, ministre des Transports, proposant l'adoption du principe du projet de loi 19, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile, est adoptée, le vote par appel nominal n'étant pas tenu, suite au consentement unanime de l'Assemblée.

En conséquence, le principe du projet de loi 19 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 19 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion présentée par M. Gratton, leader du gouvernement, en vertu de l'article 251 du Règlement :

Que la Commission de l'éducation à qui a été confiée l'étude du projet de loi 58, Loi sur l'admissibilité à l'enseignement en anglais de certains enfants, mette fin à ses travaux dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit :

(Vote n° 45)

POUR

Assad	Dougherty	Latulippe	Picotte
Audet	Doyon	Lavoie-Roux	Polak
Bacon	Dubois	Leclerc	Poulin
Baril	Dutil	Lefebvre	Richard
Beaudin	Farrah	Legault	Rivard
Bégin	Forget	Lemieux	Robic
Bélanger	Fortier	Levesque	Rocheleau
(Laval-des-Rapides)	Fortin	MacDonald	Ryan
Bélanger	Gagnon-Tremblay	Maciocia	Saintonge
(Mégantic-Compton)	Gardner	Maltais	St-Roch
Bélisle	Gauvin	Marci	Scowen
Bissonnet	Gervais	Marx	Séguin
Bleau	Gobé	Messier	Sirros
Bourbeau	Gobeil	Middlemiss	Théorêt
Bradet	Gratton	Pagé	Thérien
Camden	Hains	Paradis	Tremblay
Cannon	Hamel	(Brôme-Missisquoi)	(Iberville)
Cardinal	Héту	Paradis	Tremblay
Chagnon	Houde	(Matapédia)	(Rimouski)
Cusano	Hovington	Parent	Trépanier
Dauphin	Joly	(Sauvé)	Trudel
Després	Kehoe	Pelchat	Vaillancourt
Dionne	Laporte	Philibert	Vallières — 85

CONTRE

Blackburn
Blais
Boulerice
Brassard
Charbonneau
Chevrette

Dufour
Filion
Garon
Gauthier
Gendron
Godin

Harel
Johnson
(Anjou)
Jolivet
Juneau
Paré

Parent
(Bertrand)
Perron
Rochefort — 20

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes :

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin de poursuivre l'étude détaillée des projets de loi suivants :

Projet de loi 69 — Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux ;

Projet de loi 85 — Loi sur la vente de la Raffinerie de sucre du Québec.

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée des projets de loi suivants :

Projet de loi 40 — Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale ;

Projet de loi 46 — Loi modifiant la Loi sur les travaux municipaux ;

Projet de loi 48 — Loi modifiant la Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal ;

Projet de loi 49 — Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik ;

Projet de loi 50 — Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal ;

Projet de loi 67 — Loi concernant la ville de Schefferville ;

Projet de loi 97 — Loi modifiant la Loi sur les élections dans certaines municipalités.

- La Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 68, Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et modifiant diverses dispositions législatives.

M. le Président informe l'Assemblée de la tenue d'une séance de travail de la Commission des institutions.

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le principe du projet de loi 75, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Sirros (Laurier).

À 13 h 00, Mme la Vice-Présidente suspend la séance jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Le débat se poursuit sur la motion de Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant l'adoption du principe du projet de loi 75.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 75 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 75 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

À 16 h 45, du consentement unanime, et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à lundi treize heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Treize heures

Moment de recueillement.

Du consentement unanime et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, *il est ordonné* :

Que, malgré l'article 238 du Règlement, le projet de loi 30, Loi abrogeant la Loi concernant la Commission scolaire du Nouveau-Québec, réimprimé, puisse être déposé en tout temps au cours de la présente séance; et

Que le débat sur son principe puisse commencer sans délai.

Les documents suivants sont déposés :

Par M. Gratton, au nom de M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce :

Rapport annuel de la Société générale de financement du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1985.

(Document n° 285 de la session)

Rapport annuel de Dofor inc., pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1985.

(Document n° 286 de la session)

Par M. French, ministre des Communications :

Rapport de la Commission d'accès à l'information du Québec intitulé : *L'État : une affaire publique; La vie privée : un secret d'État*, sur les dispositions inconciliables des lois québécoises avec la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c.A-2.1).

(Document n° 287 de la session)

Par M. Rochefort (Gouin) :

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 11 juin 1986 pour procéder à l'étude détaillée du projet de loi 66, Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports.

16 juin 1986

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document n° 288 de la session)

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé les 9, 10 et 11 juin 1986 pour procéder à l'étude détaillée du projet de loi 84, Loi sur la protection des non-fumeurs dans certains lieux publics.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document n° 289 de la session)

Par M. Parent (Sauvé):

Rapport de la Commission de l'éducation qui a siégé les 6, 9, 10 et 11 juin 1986 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 58, Loi sur l'admissibilité à l'enseignement en anglais de certains enfants.

Le projet de loi n'a pas été adopté en commission.

(Document n° 290 de la session)

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Charbonneau (Verchères) dépose le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a siégé le 12 juin 1986 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 56, Loi modifiant la Loi sur l'hôtellerie.

Le projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document n° 291 de la session)

M. Gratton, leader du gouvernement, avec le consentement de l'Assemblée, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin de poursuivre l'étude détaillée des projets de loi suivants:

Projet de loi 69 — Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux;

Projet de loi 85 — Loi sur la vente de la Raffinerie de sucre du Québec.

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée des projets de loi suivants:

Projet de loi 36 — Loi modifiant la Loi sur les cités et villes;

Projet de loi 37 — Loi modifiant le Code municipal du Québec;

Projet de loi 67 — Loi concernant la ville de Schefferville;

Projet de loi 97 — Loi modifiant la Loi sur les élections dans certaines municipalités.

- La Commission du budget et de l'administration, afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi suivants:

Projet de loi 55 — Loi sur le régime de retraite de certains enseignants et modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic;

Projet de loi 68 — Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et modifiant diverses dispositions législatives.

- La Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 75, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

M. Gobeil, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du trésor, informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 55, Loi sur le régime de retraite de certains enseignants et modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic, et propose que le principe du projet de loi soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 55 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 55 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

Conformément à l'ordre de l'Assemblée adopté précédemment, M. Ryan, ministre de l'Éducation, dépose la réimpression du projet de loi 30, Loi abrogeant la Loi concernant la Commission scolaire du Nouveau-Québec.

M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose que le principe du projet de loi 54, Loi sur le transfert de certains employés du ministère de l'Éducation à la Société de radio-télévision du Québec, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 54 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 54 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

Conformément à l'ordre de l'Assemblée adopté précédemment, M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose que le principe du projet de loi 30, Loi abrogeant la Loi concernant la Commission scolaire du Nouveau-Québec (*Réimpression*), soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 30 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 30 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

M. French, ministre des Communications, propose que le principe du projet de loi 73, Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 73 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 73 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de la culture.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 60, Loi modifiant le Code de la sécurité routière.

Le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture qui a étudié le projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur la Société de radio-télévision du Québec.

Et un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de Mme Juneau (Johnson).

À 17 h 55, M. le Vice-Président suspend la séance jusqu'à vingt heures.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose :

Qu'en raison de l'urgence de la situation, il y a lieu, conformément aux dispositions des articles 182 et 183 du Règlement et ce, en vue de l'adoption du projet de loi 106, Loi sur la reprise des travaux de construction, de proposer :

Que les règles ci-après mentionnées soient suspendues : l'article 22, les articles 111 à 114, 205 à 208, 230, 232, 233, 236, 237, 240, 241, le 2^e alinéa de l'article 244, à l'article 248, les mots "l'adoption du projet de loi est fixée à une séance subséquente", et les 2^e et 3^e alinéas de l'article 256;

Que les règles ci-dessus énumérées soient suspendues jusqu'à l'adoption du projet de loi;

Que la commission plénière fasse rapport au plus tard deux heures après le début de ses travaux;

Que, dix minutes avant l'expiration de ce délai, le président de la commission plénière mette aux voix, sans débat, les articles et les amendements dont la commission n'aura pas disposé;

Que le débat sur l'adoption du projet de loi soit limité à vingt minutes par groupe parlementaire; et

Que l'Assemblée puisse siéger dès l'adoption de la présente motion jusqu'à l'adoption du projet de loi n° 106, Loi sur la reprise des travaux de construction.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le débat sur cette motion est suspendu pour permettre à Mme Juneau (Johnson) de poursuivre le débat sur le rapport de la Commission de la culture relativement au projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur la Société de radio-télévision du Québec.

Ce débat est ajourné sur la motion de M. Brassard (Lac-Saint-Jean).

Puis, un débat s'élève sur la motion proposée par M. Gratton, leader du gouvernement, faite en vertu des articles 182 et 183 du Règlement.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

M. Paradis, ministre du Travail, présente le projet de loi 106, Loi sur la reprise des travaux de construction, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Paradis, ministre du Travail, propose que le principe du projet de loi 106 soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 106 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 106 est renvoyé pour étude détaillée en commission plénière.

0 heure, le mardi 17 juin 1986

Et l'étude du projet de loi 106 se poursuit en commission plénière.

Le projet de loi est amendé et rapporté; le rapport est adopté.

M. Paradis, ministre du Travail, propose que le projet de loi 106, Loi sur la reprise des travaux de construction, soit adopté.

Et un débat s'ensuit.

La motion est alors adoptée.

En conséquence, le projet de loi 106 est adopté.

M. Marx, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 62, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

16 juin 1986

En conséquence, le principe du projet de loi 62 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 62 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Marx, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 88, Loi modifiant le Code civil, la Loi sur les bureaux d'enregistrement et la Loi sur la division territoriale, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, Mme la Vice-Présidente reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

M. Marx, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 91, Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile en matière d'arbitrage, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 91 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 91 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

L'Assemblée reprend le débat sur le rapport de la Commission de la culture concernant le projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur la Société de radio-télévision du Québec.

Le rapport est adopté sur division.

Le mardi 17 juin 1986, à deux heures, au Cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Saintonge, vice-président de l'Assemblée nationale, de

M. Lemire, le représentant du Premier ministre, de M. Chevette, le représentant du chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner le projet de loi suivant :

106 Loi sur la reprise des travaux de construction.

À 02 h 45, sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à dix heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés :

Par M. Ryan, ministre de l'Éducation :

Rapport annuel du Conseil interprofessionnel du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 292 de la session)

Par M. Levesque, ministre des Finances :

Rapport annuel de Loto-Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 293 de la session)

Rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières sur l'état des affaires des assureurs ayant exercé au Québec en 1985.

(Document n° 294 de la session)

Par M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation :

Rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 295 de la session)

Par M. Gratton, au nom de Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles :

Rapport annuel de la Société du Grand Théâtre de Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 août 1985.

(Document n° 296 de la session)

Rapport annuel de la Société de développement des industries de la culture et des communications, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 297 de la session)

Par M. Rochefort (Gouin) :

Rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 12 juin 1986 afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi suivants :

a) Projet de loi 38 — Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Le projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document n° 298 de la session)

b) Projet de loi 41 — Loi modifiant la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document n° 299 de la session)

c) Projet de loi 43 — Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document n° 300 de la session)

d) Projet de loi 44 — Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document n° 301 de la session)

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé les 12 et 13 juin 1986 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 40, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document n° 302 de la session)

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 13 juin 1986 afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi suivants :

a) Projet de loi 46 — Loi modifiant la Loi sur les travaux municipaux.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document n° 303 de la session)

- b) Projet de loi 48 — Loi modifiant la Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document n° 304 de la session)

- c) Projet de loi 49 — Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document n° 305 de la session)

- d) Projet de loi 50 — Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document n° 306 de la session)

Par M. Tremblay (Iberville):

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a siégé les 3, 4, 6, 11 et 12 juin 1986 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 71, Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document n° 307 de la session)

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a siégé les 12, 13 et 16 juin 1986 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 85, Loi sur la vente de la Raffinerie de sucre du Québec.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document n° 308 de la session)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, *il est résolu*:

Que la Commission de l'aménagement et des équipements puisse déposer son rapport relatif au projet de loi 67, Loi concernant la ville de Schefferville, plus tard au cours de la présente séance.

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de M. Marx, ministre de la Justice, proposant que le principe du projet de loi 88, Loi modifiant le Code civil, la Loi sur les bureaux d'enregistrement et la Loi sur la division territoriale, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit :

(Vote n° 46)

POUR

Assad	Després	Joly	Picotte
Audet	Dionne	Kehoe	Polak
Bacon	Dougherty	Khelfa	Poulin
Baril	Doyon	Latulippe	Rémillard
Bégin	Dubois	Lavoie-Roux	Richard
Bélanger	Dutil	Leclerc	Rivard
(Laval-des-Rapides)	Farrah	Lefebvre	Robic
Bélanger	Forget	Legault	Ryan
(Mégantic-Compton)	Fortier	Lemieux	St-Roch
Bélisle	Fortin	Lemire	Savoie
Bissonnet	French	Levesque	Scowen
Bleau	Gagnon-Tremblay	Lincoln	Séguin
Bourbeau	Gardner	Maciocia	Sirros
Bradet	Gauvin	Maltais	Théorêt
Camden	Gervais	Marcil	Thérien
Cannon	Gobé	Marx	Tremblay
Cardinal	Gobeil	Messier	(Iberville)
Chagnon	Gratton	Middlemiss	Tremblay
Ciaccia	Hains	Pagé	(Rimouski)
Côté	Hamel	Paradis	Trépanier
(Charlesbourg)	Hétu	(Matapédia)	Trudel
Cusano	Houde	Parent	Vaillancourt
Dauphin	Hovington	(Sauvé)	Vallières — 85

CONTRE

Blackburn	Chevrette	Gauthier	Jolivet
Blais	Claveau	Gendron	Juneau
Boulerice	Dufour	Godin	Paré
Brassard	Filion	Johnson	Rocheport
Charbonneau	Garon	(Anjou)	Vermette — 19

En conséquence, le principe du projet de loi 88 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 88 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes :

- La Commission de l'éducation, afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi suivants :

Projet de loi 30 — Loi abrogeant la Loi concernant la Commission scolaire du Nouveau-Québec (*Réimpression*).

Projet de loi 54 — Loi sur le transfert de certains employés du ministère de l'Éducation à la Société de radio-télévision du Québec.

- La Commission des affaires sociales, afin :
 - a) D'entendre les intéressés et procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 208, Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Lévis;
 - b) De poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 75, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux, et du projet de loi 77, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec.
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux.
- La Commission de la culture, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 73, Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi suivants :

Projet de loi 19 — Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile;

Projet de loi 89 — Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi et le Code de la sécurité routière;

Projet de loi 90 — Loi modifiant la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport et d'autres dispositions législatives concernant les organismes publics de transport en commun;

Projet de loi 98 — Loi modifiant la Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec;

Projet de loi 99 — Loi modifiant la Loi sur les transports, la Loi sur le ministère des Transports et la Loi sur la voirie.

• La Commission des institutions, afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi suivants:

Projet de loi 62 — Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires;

Projet de loi 72 — Loi modifiant le Code de procédure civile;

Projet de loi 76 — Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant l'administration de la justice;

Projet de loi 88 — Loi modifiant le Code civil, la Loi sur les bureaux d'enregistrement et la Loi sur la division territoriale;

Projet de loi 91 — Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile en matière d'arbitrage.

M. Marx, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 87, Loi concernant certains organismes relevant du ministre de la Justice, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Charbonneau (Verchères).

À 13 h 00, Mme la Vice-Présidente suspend la séance jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton modifie les convocations des commissions en retirant l'avis donné précédemment concernant l'étude par la Commission des institutions du projet de loi 91, Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile en matière d'arbitrage.

Conformément à la motion adoptée précédemment, M. St-Roch (Drummond) dépose le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé les 13 et 16 juin 1986 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 67, Loi concernant la ville de Schefferville.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document n° 309 de la session)

M. Côté, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 90, Loi modifiant la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport et d'autres dispositions législatives concernant les organismes publics de transport en commun, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 90 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 90 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Côté, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 98, Loi modifiant la Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 98 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, le projet de loi 98 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Côté, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur les transports, la Loi sur le ministère des Transports et la Loi sur la voirie, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 99 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, le projet de loi 99 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Côté, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 89, Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi et le Code de la sécurité routière, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 89 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, le projet de loi 89 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Côté, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 64, Loi modifiant la Loi sur l'expropriation, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 64 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, le projet de loi 64 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

Du consentement unanime, M. Gratton modifie l'avis de convocation de la Commission de l'aménagement et des équipements pour y ajouter l'étude détaillée du projet de loi 64, Loi modifiant la Loi sur l'expropriation.

L'Assemblée prend en considération et adopte, l'un après l'autre, les rapports de commissions relativement aux projets de loi suivants :

Projet de loi 15 — Loi modifiant la Loi sur les biens culturels et d'autres dispositions législatives. — *Commission de la culture.*

Projet de loi 16 — Loi sur la composition du conseil d'administration du Musée des beaux-arts de Montréal. — *Commission de la culture.*

Projet de loi 17 — Loi modifiant la Loi sur les archives. — *Commission de la culture.*

Projet de loi 18 — Loi modifiant la Loi sur le cinéma. — *Commission de la culture.*

Projet de loi 53 — Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal. — *Commission du budget et de l'administration.*

Projet de loi 79 — Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu afin de contrer le détournement, par des intermédiaires, de taxes perçues ou d'impôts déduits à la source. — *Commission du budget et de l'administration.*

Projet de loi 80 — Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac afin de contrer le détournement de la taxe par des intermédiaires. — *Commission du budget et de l'administration.*

Projet de loi 81 — Loi modifiant la Loi concernant la taxe sur les carburants afin de contrer le détournement de la taxe par des intermédiaires. — *Commission du budget et de l'administration.*

L'Assemblée prend en considération les amendements proposés par M. Lincoln, ministre de l'Environnement, et le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 84, Loi sur la protection des non-fumeurs dans certains lieux publics.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat est terminé.

Les amendements sont adoptés sur division.

Le rapport amendé est adopté.

Du consentement unanime, la séance est suspendue.

Après quelque temps, l'Assemblée reprend sa séance.

M. le Président souligne les trente années de vie parlementaire de M. Gérard D. Levesque. Le Premier ministre et le Chef de l'Opposition officielle rendent chacun hommage au député de Bonaventure, après quoi ce dernier exprime sa reconnaissance à l'Assemblée.

À 18 h 23, M. le Président suspend la séance jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce, propose que le principe du projet de loi 35, Loi modifiant la Loi sur la Société de développement industriel du Québec, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 35 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, le projet de loi 35 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

M. French, ministre des Communications, propose que le projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur la Société de radio-télévision du Québec soit adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation qui a étudié le projet de loi 58, Loi sur l'admissibilité à l'enseignement en anglais de certains enfants, les amendements proposés par M. Ryan, ministre de l'Éducation, et l'amendement proposé par M. Jolivet (Laviolette).

17 juin 1986

Avant que la discussion ne commence, sur la motion de M. Ryan, deux des amendements proposés par ce dernier sont retirés, soit celui introduisant les articles 5.1 et 5.2 et celui amendant l'article 6.

Et un débat s'élève sur les amendements et le rapport.

0 heure, le mercredi 18 juin 1986

Le débat terminé, les amendements proposés et le rapport sont alors mis aux voix et des votes par appel nominal sont demandés.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, M. le Vice-Président reporte les votes à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 1 h 04, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à dix heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

Le Premier ministre, M. Bourassa, présente, l'un après l'autre, les projets de loi suivants :

Projet de loi 103 — Loi sur la Société d'Investissement Jeunesse ;

Projet de loi 104 — Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse ;

Et propose que l'Assemblée soit saisie de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés :

Par M. Ryan, ministre de l'Éducation :

Rapport annuel du ministère de l'Éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 310 de la session)

Par M. Côté, ministre des Transports :

Rapport annuel de la Commission des transports du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 311 de la session)

Par M. Latulippe, Solliciteur général :

Rapport annuel de la Régie des permis d'alcool du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 312 de la session)

Par M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones :

Rapport annuel de la Société québécoise d'exploration minière, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 313 de la session)

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a siégé le 16 juin 1986 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 55, Loi sur le régime de retraite de certains enseignants et modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteur public et parapublic.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document n° 314 de la session)

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a siégé les 6, 9, 13 et 16 juin 1986 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 68, Loi sur le ministère des Approvisionnement et Services et modifiant diverses dispositions législatives.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document n° 315 de la session)

Par M. Rochefort (Gouin):

Rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 16 juin 1986 afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi suivants:

a) Projet de loi 36 — Loi modifiant la Loi sur les cités et villes.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document n° 316 de la session)

b) Projet de loi 97 — Loi modifiant la Loi sur les élections dans certaines municipalités.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document n° 317 de la session)

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 17 juin 1986 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 37, Loi modifiant le Code municipal du Québec.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document n° 318 de la session)

Par M. Bélanger (Laval-des-Rapides):

Rapport de la Commission des affaires sociales qui a siégé les 16 et 17 juin 1986 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 75, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document n° 319 de la session)

Rapport de la Commission des affaires sociales qui a siégé le 17 juin 1986 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 77, Loi modifiant la Loi sur le régime des rentes du Québec.

Le projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document n° 320 de la session)

Rapport de la Commission des affaires sociales qui a siégé le 17 juin 1986 afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 208, Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Lévis.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document n° 321 de la session)

Sur la motion de M. Bélanger (Laval-des-Rapides), le rapport est adopté.

Par M. Trudel (Bourget):

Rapport de la Commission de la culture qui a siégé le 17 juin 1986 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 73, Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents publics et sur la protection des renseignements personnels.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document n° 322 de la session)

Par M. Tremblay (Iberville):

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a siégé les 10, 16 et 17 juin 1986 afin de procéder à une consultation particulière et à l'étude détaillée du projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document n° 323 de la session)

Par M. Parent (Sauvé):

Rapports de la Commission de l'éducation qui a siégé le 17 juin 1986 afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi suivants:

- a) Projet de loi 30 — Loi abrogeant la Loi concernant la Commission scolaire du Nouveau-Québec (*Réimpression*).

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document n° 324 de la session)

- b) Projet de loi 54 — Loi sur le transfert de certains employés du ministère de l'Éducation à la Société de radio-télévision du Québec.

Le projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document n° 325 de la session)

Par M. Paré (Shefford):

Extrait d'une pétition signée par 968 citoyens résidant sur le territoire desservi par la Commission scolaire de Granby demandant que soit poursuivie la construction d'une école primaire française dans le canton de Granby.

(Document n° 326 de la session)

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de M. French, ministre des Communications, proposant que le projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur la Société de radio-télévision du Québec, soit adopté.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

18 juin 1986

(Vote n° 47)

POUR

Assad	Dauphin	Kehoe	Picotte
Audet	Després	Khelfa	Polak
Bacon	Dionne	Laporte	Poulin
Baril	Dougherty	Latulippe	Rémillard
Beaudin	Doyon	Lefebvre	Richard
Bégin	Dubois	Legault	Rivard
Bélanger	Dutil	Lemieux	Robic
(Laval-des-Rapides)	Farrah	Lemire	Ryan
Bélanger	Forget	Lincoln	Saintonge
(Mégantic-Compton)	Fortier	Maciocia	St-Roch
Bélisle	Fortin	Maltais	Savoie
Bissonnet	French	Marcil	Scowen
Bleau	Gagnon-Tremblay	Marx	Séguin
Bourbeau	Gardner	Messier	Sirros
Bradet	Gauvin	Middlemiss	Théorêt
Camden	Gervais	Pagé	Thérien
Cannon	Gobé	Paradis	Tremblay
Cardinal	Gratton	(Brôme-Missisquoi)	(Iberville)
Chagnon	Hains	Paradis	Tremblay
Ciaccia	Hamel	(Matapédia)	(Rimouski)
Côté	Hétu	Parent	Trépanier
(Charlesbourg)	Houde	(Sauvé)	Trudel
Côté	Hovington	Pelchat	Vaillancourt
(Rivière-du-Loup)	Joly	Philibert	Vallières — 88
Cusano			

CONTRE

Blackburn	Claveau	Godin	Paré
Blais	Desbiens	Harel	Parent
Boulerice	Dufour	Johnson	(Bertrand)
Brassard	Filion	(Anjou)	Perron
Charbonneau	Garon	Jolivet	Rocheffort
Chevrette	Gauthier	Juneau	Vermette — 22

En conséquence, le projet de loi 61 est adopté.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal des amendements proposés par M. Ryan, ministre de l'Éducation, et de l'amendement de M. Jolivet (Laviolette) au rapport de la Commission de l'éducation qui a étudié le projet de loi 58, Loi sur l'admissibilité à l'enseignement en anglais de certains enfants.

Les amendements proposés par M. Ryan sont adoptés, les voix se divisant comme suit:

18 juin 1986

(Vote n° 48)

POUR

Assad	Dauphin	Kehoe	Picotte
Audet	Després	Khelfa	Polak
Bacon	Dionne	Laporte	Poulin
Baril	Dougherty	Latulippe	Rémillard
Beaudin	Doyon	Lefebvre	Richard
Bégin	Dubois	Legault	Rivard
Bélanger	Dutil	Lemieux	Robic
(Laval-des-Rapides)	Farrah	Lemire	Ryan
Bélanger	Forget	Lincoln	Saintonge
(Mégantic-Compton)	Fortier	Maciocia	St-Roch
Bélisle	Fortin	Maltais	Savoie
Bissonnet	French	Marcil	Scowen
Bleau	Gagnon-Tremblay	Marx	Séguin
Bourbeau	Gardner	Messier	Sirros
Bradet	Gauvin	Middlemiss	Théorêt
Camden	Gervais	Pagé	Thérien
Cannon	Gobé	Paradis	Tremblay
Cardinal	Gratton	(Brôme-Missisquoi)	(Iberville)
Chagnon	Hains	Paradis	Tremblay
Ciaccia	Hamel	(Matapédia)	(Rimouski)
Côté	Héту	Parent	Trépanier
(Charlesbourg)	Houde	(Sauvé)	Trudel
Côté	Hovington	Pelchat	Vaillancourt
(Rivière-du-Loup)	Joly	Philibert	Vallières — 88
Cusano			

CONTRE

Blackburn	Claveau	Godin	Paré
Blais	Desbiens	Harel	Parent
Boulerice	Dufour	Johnson	(Bertrand)
Brassard	Filion	(Anjou)	Perron
Charbonneau	Garon	Jolivet	Rochefort
Chevrette	Gauthier	Juneau	Vermette — 22

L'amendement proposé par M. Jolivet (Lavolette) est rejeté, les voix se divisant comme suit :

(Vote n° 49)

POUR

Blackburn	Claveau	Godin	Paré
Blais	Desbiens	Harel	Parent
Boulerice	Dufour	Johnson	(Bertrand)
Brassard	Filion	(Anjou)	Perron
Charbonneau	Garon	Jolivet	Rochefort
Chevrette	Gauthier	Juneau	Vermette — 22

18 juin 1986

CONTRE

Assad	Dauphin	Khelfa	Poulin
Audet	Després	Laporte	Rémillard
Bacon	Dionne	Latulippe	Richard
Baril	Dougherty	Lefebvre	Rivard
Beaudin	Doyon	Legault	Robic
Bégin	Dubois	Lemieux	Ryan
Bélanger	Dutil	Lemire	Saintonge
(Laval-des-Rapides)	Farrah	Lincoln	St-Roch
Bélanger	Forget	Maciocia	Savoie
(Mégantic-Compton)	Fortier	Maltais	Scowen
Bélisle	Fortin	Marcil	Séguin
Bissonnet	French	Marx	Sirros
Bleau	Gagnon-Tremblay	Messier	Théorêt
Bourbeau	Gardner	Middlemiss	Thérien
Bradet	Gauvin	Pagé	Tremblay
Camden	Gervais	Paradis	(Iberville)
Cannon	Gobé	(Brôme-Missisquoi)	Tremblay
Cardinal	Gratton	Paradis	(Rimouski)
Chagnon	Hains	(Matapédia)	Trépanier
Ciaccia	Hamel	Parent	Trudel
Côté	Hétu	(Sauvé)	Vaillancourt
(Charlesbourg)	Houde	Pelchat	Vallières — 88
Côté	Hovington	Philibert	
(Rivière-du-Loup)	Joly	Picotte	
Cusano	Kehoe	Polak	

Le rapport amendé est alors mis aux voix et adopté, les voix se divisant comme suit :

(Vote n° 50)

POUR

Assad	Ciaccia	Gardner	Lincoln
Audet	Côté	Gauvin	Maciocia
Bacon	(Charlesbourg)	Gervais	Maltais
Baril	Côté	Gobé	Marcil
Beaudin	(Rivière-du-Loup)	Gratton	Marx
Bégin	Cusano	Hains	Messier
Bélanger	Dauphin	Hamel	Middlemiss
(Laval-des-Rapides)	Després	Hétu	Pagé
Bélanger	Dionne	Houde	Paradis
(Mégantic-Compton)	Dougherty	Hovington	(Brôme-Missisquoi)
Bélisle	Doyon	Joly	Paradis
Bissonnet	Dubois	Kehoe	(Matapédia)
Bleau	Dutil	Khelfa	Parent
Bourbeau	Farrah	Laporte	(Sauvé)
Bradet	Forget	Latulippe	Pelchat
Camden	Fortier	Lefebvre	Philibert
Cannon	Fortin	Legault	Picotte
Cardinal	French	Lemieux	Polak
Chagnon	Gagnon-Tremblay	Lemire	Poulin

18 juin 1986

Rémillard
Richard
Rivard
Robic
Ryan
Saintonge
St-Roch

Savoie
Scowen
Séguin
Sirros
Théorêt

Thérien
Tremblay
(Iberville)
Tremblay
(Rimouski)

Trépanier
Trudel
Vaillancourt
Vallières — 88

CONTRE

Blackburn
Blais
Boulerice
Brassard
Charbonneau
Chevrette

Claveau
Desbiens
Dufour
Filion
Garon
Gauthier

Godin
Harel
Johnson
(Anjou)
Jolivet
Juneau

Paré
Parent
(Bertrand)
Perron
Rochefort
Vermette — 22

M. Marx, ministre de la Justice, propose :

Que l'Assemblée nationale souligne le 10^e anniversaire de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne.

Du consentement unanime de l'Assemblée, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes :

- La Commission des institutions, afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi suivants :

Projet de loi 14 — Loi maintenant en vigueur certains décrets relatifs aux affaires intergouvernementales canadiennes ;

Projet de loi 62 — Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires ;

Projet de loi 76 — Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant l'administration de la justice.

Projet de loi 88 — Loi modifiant le Code civil, la Loi sur les bureaux d'enregistrement et la Loi sur la division territoriale.

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de procéder à une consultation et à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 252, Loi concernant la ville de Saint-Césaire.

M. Côté, ministre des Transports, propose que le projet de loi 60, Loi modifiant le Code de la sécurité routière, soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 60 est adopté.

L'Assemblée prend en considération et adopte, l'un après l'autre, les rapports de commissions relativement aux projets de loi suivants :

Projet de loi 67 — Loi concernant la ville de Schefferville. — *Commission de l'aménagement et des équipements.*

Projet de loi 85 — Loi sur la vente de la Raffinerie de sucre du Québec. — *Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.*

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose que le projet de loi 15, Loi modifiant la Loi sur les biens culturels et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 15 est adopté.

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose que le projet de loi 16, Loi sur la composition du conseil d'administration du Musée des beaux-arts de Montréal, soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 16 est adopté.

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose que le projet de loi 17, Loi modifiant la Loi sur les archives, soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 17 est adopté.

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose que le projet de loi 18, Loi modifiant la Loi sur le cinéma, soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 18 est adopté.

Du consentement unanime, les travaux de l'Assemblée se poursuivent au-delà de treize heures.

M. Lincoln, ministre de l'Environnement, propose que le projet de loi 84, Loi sur la protection des non-fumeurs dans certains lieux publics, soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 84 est adopté.

À 13 h 39, Mme la Vice-Présidente suspend la séance jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 67, Loi concernant la ville de Schefferville, soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Du consentement unanime, la séance est suspendue.

Après quelque temps, l'Assemblée reprend sa séance.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, Mme la Vice-Présidente reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Du consentement unanime, M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le projet de loi 85, Loi sur la vente de la Raffinerie de sucre du Québec, soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, Mme la Vice-Présidente reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Marx, ministre de la Justice, proposant que le principe du projet de loi 87, Loi concernant certains organismes relevant du ministre de la Justice, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 87 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 87 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

Du consentement unanime, M. Gratton, leader du gouvernement, ajoute l'avis suivant aux avis de convocation de commissions donnés aujourd'hui :

- La Commission de l'économie et du travail :

- a) Pour l'étude détaillée du projet de loi 35, Loi modifiant la Loi sur la Société de développement industriel du Québec ;
- b) Pour consultation et étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 212, Loi modifiant la Loi refondant la charte de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

À 18 h 26, Mme la Vice-Présidente suspend la séance jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose que le projet de loi 58, Loi sur l'admissibilité à l'enseignement en anglais de certains enfants, soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement.

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le principe du projet de loi 74, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Mme la Vice-Présidente prend en délibéré une question de Règlement soulevée par le député de Gouin sur la pertinence des propos de Mme Lavoie-Roux. En conséquence, la séance est suspendue.

Après cette suspension, Mme la Vice-Présidente rend la décision suivante :

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La pertinence des propos d'un intervenant, lors de l'étude du principe d'un projet de loi, ne doit pas être interprétée d'une façon restrictive.

Dans ce cadre, il est traditionnellement permis au ministre, parrain du projet de loi, d'annoncer son intention de proposer ultérieurement, en commission, des amendements à ce projet de loi. Néanmoins, au stade du débat sur l'adoption du principe du projet de loi, les propos du ministre ne peuvent porter qu'accessoirement sur ces projets d'amendement.

Et la discussion se poursuit.

0 heure, le jeudi 19 juin 1986

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gratton.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ryan, ministre de l'Éducation, proposant que le projet de loi 58, Loi sur l'admissibilité à l'enseignement en anglais de certains enfants, soit adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, M. le Vice-Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 74, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, M. le Vice-Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Le mercredi 18 juin 1986, à dix-sept heures quarante-cinq minutes, au Cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Saintonge, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Doyon, le représentant du Premier ministre, de Mme Harel, la représentante du chef de l'Opposition officielle, de M. Middlemiss et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les projets de loi suivants :

- 60 Loi modifiant le Code de la sécurité routière ;
- 84 Loi sur la protection des non-fumeurs dans certains lieux publics ;
- 93 Loi n° 4 sur les crédits, 1986-1987.

À 02 h 55, sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à dix heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

M. Paradis, ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu, fait une déclaration ministérielle sur les mesures qui viennent d'être adoptées par le gouvernement concernant le salaire minimum.

M. Charbonneau (Verchères) commente la déclaration au nom de l'Opposition officielle et le Ministre termine par une réplique.

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Latulippe, Solliciteur général, présente le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur la probation et sur les établissements de détention, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Marx, ministre de la Justice, présente le projet de loi 92, Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Charte des droits et libertés de la personne, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, au nom de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, présente le projet de loi 100, Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton propose :

Que la Commission de l'aménagement et des équipements procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi 100, Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités; et

Que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones, présente le projet de loi 105, Loi sur l'application de certaines dispositions fiscales à une société en commandite exploitant des mines d'amiante, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Marx, ministre de la Justice, présente le projet de loi 110, Loi sur la Commission des droits de la personne et sur le Comité de la protection de la jeunesse, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé 245, Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Laprairie de La Madeleine.

(Document n° 327 de la session)

M. Saintonge (Laprairie) présente le projet de loi d'intérêt privé 245, Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Laprairie de La Madeleine, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton propose que le projet de loi d'intérêt privé 245 soit renvoyé à la Commission des institutions pour consultation et étude détaillée et que le ministre de la Justice soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés :

Par M. Côté, ministre délégué aux Forêts :

Avant-projet de loi sur les forêts.

(Document n° 328 de la session)

Par M. Côté, ministre des Transports :

Rapport annuel de la Régie de l'assurance automobile du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1985.

(Document n° 329 de la session)

Par M. Marx, ministre de la Justice :

Rapport annuel de l'Office de la protection du consommateur, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 330 de la session)

Par M. Gratton, au nom de M. Latulippe, Solliciteur général :

Rapport annuel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 331 de la session)

Par Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux :

Rapport annuel de la Régie de l'assurance-maladie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 332 de la session)

Par M. Paradis, ministre du Travail :

Rapport annuel de l'Office de la construction du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1985.

(Document n° 333 de la session)

Par M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu :

Rapport annuel de la Régie des rentes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 334 de la session)

Par M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce :

Rapport annuel de la Société des alcools du Québec, pour l'exercice financier terminé le 29 mars 1986.

(Document n° 335 de la session)

Par M. French, ministre des Communications :

Rapport annuel de la Commission d'accès à l'information, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 336 de la session)

Par M. Rocheleau, ministre délégué aux Services et Approvisionnements :

Rapport annuel de la Société immobilière du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 337 de la session)

Par M. Gobeil, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du trésor :

Premier rapport annuel des activités des ministères et organismes en matière d'accès à l'égalité pour l'année 1984-1985, comprenant :

Partie 1 — Bilan des réalisations;

Partie 2 — Données statistiques.

(Document n° 338 de la session)

Rapport annuel de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, pour l'année 1985.

(Document n° 339 de la session)

Par M. Lincoln, ministre de l'Environnement :

Copie de documents relatifs à l'entente conclue entre le gouvernement du Québec et la Société Alcan sur le programme de stabilisation et d'amélioration des berges du lac Saint-Jean.

(Document n° 340 de la session)

Par M. Côté, ministre des Transports :

Rapport annuel de la Société québécoise des transports, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1985.

(Document n° 341 de la session)

Par M. Filion (Taillon) :

Rapport de la Commission des institutions qui a siégé le 17 juin 1986 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 72, Loi modifiant le Code de procédure civile.

Le projet de loi est rapporté avec amendements.

(Document n° 342 de la session)

Rapport de la Commission des institutions qui a siégé les 17 et 18 juin 1986 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 76, Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant l'administration de la justice.

Le projet de loi est rapporté avec amendements.

(Document n° 343 de la session)

Rapports de la Commission des institutions qui a siégé le 18 juin 1986 afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi suivants:

- a) Projet de loi 14 — Loi maintenant en vigueur certains décrets relatifs aux affaires intergouvernementales canadiennes.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document n° 344 de la session)

- b) Projet de loi 62 — Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires.

Le projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document n° 345 de la session)

- c) Projet de loi 87 — Loi concernant certains organismes relevant du ministre de la Justice.

Le projet de loi est rapporté avec amendements.

(Document n° 346 de la session)

- d) Projet de loi 88 — Loi modifiant le Code civil, la Loi sur les bureaux d'enregistrement et la Loi sur la division territoriale.

Le projet de loi est rapporté avec amendements.

(Document n° 347 de la session)

Par M. Charbonneau (Verchères):

Rapports de la Commission de l'économie et du travail qui a siégé le 18 juin 1986 afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi suivants:

- a) Projet de loi 35 — Loi modifiant la Loi sur la Société de développement industriel du Québec.

Le projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document n° 348 de la session)

- b) Projet de loi 212 — Loi modifiant la Loi refondant la charte de la Société
(privé) coopérative fédérée des agriculteurs de la province
de Québec.

Le projet de loi est rapporté avec amendements.

(Document n° 349 de la session)

Sur la motion de M. Charbonneau (Verchères), le rapport sur le projet de loi d'intérêt privé 212 est adopté.

Par M. Rochefort (Gouin):

Rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 17 juin 1986 afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi suivants :

- a) Projet de loi 19 — Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie.

Le projet de loi est rapporté avec amendements.

(Document n° 350 de la session)

- b) Projet de loi 89 — Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi et le Code de la sécurité routière.

Le projet de loi est rapporté avec amendements.

(Document n° 351 de la session)

- c) Projet de loi 90 — Loi modifiant la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport et d'autres dispositions législatives concernant les organismes publics de transport en commun.

Le projet de loi est rapporté avec un amendement.

(Document n° 352 de la session)

- d) Projet de loi 98 — Loi modifiant la Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec.

Le projet de loi est rapporté avec amendements.

(Document n° 353 de la session)

e) Projet de loi 99 — Loi modifiant la Loi sur les transports, la Loi sur le ministère des Transports et la Loi sur la voirie.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document n° 354 de la session)

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 18 juin 1986 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 64, Loi modifiant la Loi sur l'expropriation.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document n° 355 de la session)

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé les 10 et 18 juin 1986 afin de procéder à la consultation des intéressés et à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 252, Loi concernant la ville de Saint-Césaire.

Le projet de loi est rapporté avec amendements.

(Document n° 356 de la session)

Sur la motion de M. Rochefort (Gouin), le rapport est adopté.

Par M. le Président :

Rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui a siégé le 12 juin 1986 afin de procéder à l'examen de diverses affaires courantes.

(Document n° 357 de la session)

Sur la motion de M. Saintonge, Vice-Président de l'Assemblée nationale, le rapport est adopté.

Par M. Filion (Taillon) :

Extrait d'une pétition signée par 14 003 citoyens de la Beauce demandant que le gouvernement du Québec révise immédiatement sa décision de fermer le centre de détention régional.

(Document n° 358 de la session)

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, proposant que le projet de loi 67, Loi concernant la ville de Schefferville, soit adopté.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

(Vote n° 51)

POUR

Assad	Després	Kehoe	Picotte
Audet	Dionne	Khelfa	Poulin
Bacon	Doyon	Laporte	Rémillard
Baril	Dubois	Lavoie-Roux	Richard
Beaudin	Farrah	Lefebvre	Rivard
Bégin	Forget	Legault	Robic
Bélanger	Fortier	Lemieux	Rocheleau
(Laval-des-Rapides)	Fortin	Lemire	Ryan
Bélanger	French	Lincoln	Saintonge
(Mégantic-Compton)	Gagnon-Tremblay	MacDonald	St-Roch
Bissonnet	Gardner	Maltais	Savoie
Bleau	Gauvin	Marcil	Scowen
Bourassa	Gervais	Marx	Séguin
Camden	Gobé	Messier	Sirros
Cannon	Gobeil	Middlemiss	Théorêt
Cardinal	Gratton	Pagé	Thérien
Chagnon	Hains	Paradis	Tremblay
Ciaccia	Hamel	(Brôme-Missisquoi)	(Iberville)
Côté	Héту	Paradis	Tremblay
(Charlesbourg)	Houde	(Matapédia)	(Rimouski)
Côté	Hovington	Parent	Trudel
(Rivière-du-Loup)	Johnson	(Sauvé)	Vaillancourt
Cusano	(Vaudreuil-Soulanges)	Pelchat	Vallières — 85
Dauphin	Joly	Philibert	

CONTRE

Blackburn	Claveau	Gendron	Juneau
Blais	Desbiens	Godin	Paré
Boulerice	Dufour	Harel	Parent
Brassard	Filion	Johnson	(Bertrand)
Charbonneau	Garon	(Anjou)	Perron
Chevrette	Gauthier	Jolivet	Rocheport
			Vermette — 23

En conséquence, le projet de loi 67 est adopté.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, proposant que le projet de loi 85, Loi sur la vente de la Raffinerie de sucre du Québec, soit adopté.

19 juin 1986

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit :

(Vote n° 52)

POUR

Assad	Després	Kehoe	Picotte
Audet	Dionne	Khelfa	Poulin
Bacon	Doyon	Laporte	Rémillard
Baril	Dubois	Lavoie-Roux	Richard
Beaudin	Farrah	Lefebvre	Rivard
Bégin	Forget	Legault	Robic
Bélanger	Fortier	Lemieux	Rocheleau
(Laval-des-Rapides)	Fortin	Lemire	Ryan
Bélanger	French	Lincoln	Saintonge
(Mégantic-Compton)	Gagnon-Tremblay	MacDonald	St-Roch
Bissonnet	Gardner	Maltais	Savoie
Bleau	Gauvin	Marcil	Scowen
Bourassa	Gervais	Marx	Séguin
Camden	Gobé	Messier	Sirros
Cannon	Gobeil	Middlemiss	Théorêt
Cardinal	Gratton	Pagé	Thérien
Chagnon	Hains	Paradis	Tremblay
Ciaccia	Hamel	(Brôme-Missisquoi)	(Iberville)
Côté	Hétu	Paradis	Tremblay
(Charlesbourg)	Houde	(Matapédia)	(Rimouski)
Côté	Hovington	Parent	Trudel
(Rivière-du-Loup)	Johnson	(Sauvé)	Vaillancourt
Cusano	(Vaudreuil-Soulanges)	Pelchat	Vallières — 85
Dauphin	Joly	Philibert	

CONTRE

Blackburn	Claveau	Gendron	Juneau
Blais	Desbiens	Godin	Paré
Boulerice	Dufour	Harel	Parent
Brassard	Filion	Johnson	(Bertrand)
Charbonneau	Garon	(Anjou)	Perron
Chevrette	Gauthier	Jolivet	Rocheport
			Vermette — 23

En conséquence, le projet de loi 85 est adopté.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de M. Ryan, ministre de l'Éducation, proposant que le projet de loi 58, Loi sur l'admissibilité à l'enseignement en anglais de certains enfants, soit adopté.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit :

19 juin 1986

(Vote n° 53)

POUR

Assad	Després	Kehoe	Picotte
Audet	Dionne	Khelfa	Poulin
Bacon	Doyon	Laporte	Rémillard
Baril	Dubois	Lavoie-Roux	Richard
Beaudin	Farrah	Lefebvre	Rivard
Bégin	Forget	Legault	Robic
Bélanger	Fortier	Lemieux	Rocheleau
(Laval-des-Rapides)	Fortin	Lemire	Ryan
Bélanger	French	Lincoln	Saintonge
(Mégantic-Compton)	Gagnon-Tremblay	MacDonald	St-Roch
Bissonnet	Gardner	Maltais	Savoie
Bleau	Gauvin	Marcil	Scowen
Bourassa	Gervais	Marx	Séguin
Camden	Gobé	Messier	Sirros
Cannon	Gobeil	Middlemiss	Théorêt
Cardinal	Gratton	Pagé	Thérien
Chagnon	Hains	Paradis	Tremblay
Ciaccia	Hamel	(Brôme-Missisquoi)	(Iberville)
Côté	Hétu	Paradis	Tremblay
(Charlesbourg)	Houde	(Matapédia)	(Rimouski)
Côté	Hovington	Parent	Trudel
(Rivière-du-Loup)	Johnson	(Sauvé)	Vaillancourt
Cusano	(Vaudreuil-Soulanges)	Pelchat	Vallières — 85
Dauphin	Joly	Philibert	

CONTRE

Blackburn	Claveau	Gendron	Juneau
Blais	Desbiens	Godin	Paré
Boulerice	Dufour	Harel	Parent
Brassard	Filion	Johnson	(Bertrand)
Charbonneau	Garon	(Anjou)	Perron
Chevrette	Gauthier	Jolivet	Rocheffort
			Vermette — 23

En conséquence, le projet de loi 58 est adopté.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 74, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit :

19 juin 1986

(Vote n° 54)

POUR

Assad	Després	Kehoe	Picotte
Audet	Dionne	Khelfa	Poulin
Bacon	Doyon	Laporte	Rémillard
Baril	Dubois	Lavoie-Roux	Richard
Beaudin	Farrah	Lefebvre	Rivard
Bégin	Forget	Legault	Robic
Bélanger	Fortier	Lemieux	Rocheleau
(Laval-des-Rapides)	Fortin	Lemire	Ryan
Bélanger	French	Lincoln	Saintonge
(Mégantic-Compton)	Gagnon-Tremblay	MacDonald	St-Roch
Bissonnet	Gardner	Maltais	Savoie
Bleau	Gauvin	Marcil	Scowen
Bourassa	Gervais	Marx	Séguin
Camden	Gobé	Messier	Sirros
Cannon	Gobeil	Middlemiss	Théorêt
Cardinal	Gratton	Pagé	Thérien
Chagnon	Hains	Paradis	Tremblay
Ciaccia	Hamel	(Brôme-Missisquoi)	(Iberville)
Côté	Héту	Paradis	Tremblay
(Charlesbourg)	Houde	(Matapédia)	(Rimouski)
Côté	Hovington	Parent	Trudel
(Rivière-du-Loup)	Johnson	(Sauvé)	Vaillancourt
Cusano	(Vaudreuil-Soulanges)	Pelchat	Vallières — 85
Dauphin	Joly	Philibert	

CONTRE

Blackburn	Claveau	Gendron	Juneau
Blais	Desbiens	Godin	Paré
Boulerice	Dufour	Harel	Parent
Brassard	Filion	Johnson	(Bertrand)
Charbonneau	Garon	(Anjou)	Perron
Chevrette	Gauthier	Jolivet	Rocheftort
			Vermette — 23

En conséquence, le principe du projet de loi 74 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, le projet de loi 74 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Côté, ministre des Transports, dépose le document suivant :

Liste de documents rendus disponibles sur demande des acheteurs de Québécois.

(Document n° 359 de la session)

M. Garon (Lévis) présente une motion sans préavis dont le débat ne peut être tenu, faute de consentement unanime.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose :

Que la Commission de l'économie et du travail procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques dans le cadre de l'étude de l'avant-projet de loi sur les forêts et ce, les 23, 24, 25 et 30 septembre ainsi que les 1^{er} et 2 octobre 1986; et

Que le ministre délégué aux Forêts ainsi que le ministre de l'Énergie et des Ressources soient membres de ladite commission pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a étudié le projet de loi 56, Loi modifiant la Loi sur l'hôtellerie.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Picotte, ministre du Tourisme, propose que le projet de loi 56 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 56 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 66, Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Picotte, ministre du Tourisme, propose que le projet de loi 66 soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 66 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié le projet de loi 55, Loi sur le régime de retraite de certains enseignants et modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic, et l'amendement proposé par M. Gobeil, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du trésor.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Chevette, leader de l'Opposition officielle.

M. Gratton, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi 78, Loi modifiant diverses lois fiscales afin de donner suite à l'Énoncé de politiques budgétaires du gouvernement du 18 décembre 1985, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 78 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 78 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

L'Assemblée reprend le débat sur le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié le projet de loi 55, Loi sur le régime de retraite de certains enseignants et modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic, et sur l'amendement proposé par M. Gobeil.

Le débat terminé, l'amendement proposé par M. Gobeil est adopté.

Le rapport amendé est adopté.

Conformément à l'ordre de l'Assemblée en date du 28 mai et du consentement unanime, M. Gratton, au nom de M. Gobeil, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du trésor, propose que le projet de loi 55 soit adopté.

Et un débat s'élève.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 55 est adopté.

M. Gratton, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 53, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 53 est adopté.

M. Gratton, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 80, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac afin de contrer le détournement de la taxe par des intermédiaires, soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 80 est adopté.

M. Gratton, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 81, Loi modifiant la Loi concernant la taxe sur les carburants afin de contrer le détournement de la taxe par des intermédiaires, soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 81 est adopté.

M. Gratton, ministre du Revenu, propose l'adoption du projet de loi 79, Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu afin de contrer le détournement, par des intermédiaires, de taxes perçues ou d'impôts déduits à la source.

Au cours du débat qui s'ensuit, M. Gratton, conformément à l'article 257 du Règlement, propose que l'Assemblée se transforme en commission plénière en vue d'étudier un amendement qu'il entend proposer au projet de loi 79.

La motion est adoptée.

Le projet de loi est amendé en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 79 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a étudié le projet de loi 11, Loi sur la Coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean-Baptiste de Rouville et abrogeant la Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de coopératives d'électricité.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, au nom de M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le projet de loi 11 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 11 est adopté.

À 13 h 06, Mme la Vice-Présidente suspend la séance jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions qui a étudié le projet de loi 12, Loi sur les règlements.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Marx, ministre de la Justice, propose un amendement au rapport.

Après débat, l'amendement est adopté sur division.

Le rapport amendé est adopté sur division.

Du consentement unanime, M. Marx propose que le projet de loi 12 soit adopté.

La motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 12 est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, dépose le document suivant :

Liste des groupes susceptibles d'être invités à participer à la commission parlementaire sur l'avant-projet de loi sur les forêts.

(Document n° 360 de la session)

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié le projet de loi 68, Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et modifiant diverses dispositions législatives, et les amendements proposés par MM. Rocheleau et Chevrette.

L'amendement proposé par M. Chevrette est rejeté.

Les amendements proposés par M. Rocheleau sont adoptés sur division.

Le rapport amendé est adopté sur division.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Rocheleau, ministre délégué aux Services et Approvisionnements, propose que le projet de loi 68 soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 68 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation qui a étudié le projet de loi 30, Loi abrogeant la Loi concernant la Commission scolaire du Nouveau-Québec (*Réimpression*).

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose que le projet de loi 30 soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 30 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation qui a étudié le projet de loi 54, Loi sur le transfert de certains employés du ministère de l'Éducation à la Société de radio-télévision du Québec.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, au nom de M. Ryan, propose que le projet de loi 54 soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 54 est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones, propose que le principe du projet de loi 105, Loi sur l'application de certaines dispositions fiscales à une société en commandite exploitant des mines d'amiante, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 105 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 105 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail qui, du consentement unanime de l'Assemblée, est convoquée immédiatement.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales qui a étudié le projet de loi 77, Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, propose que le projet de loi 77 soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 77 est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gobeil, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du trésor, présente le projet de loi 109, Loi modifiant la Loi sur la fonction publique, et propose que l'Assemblée soit saisie de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Paradis, ministre du Travail, propose que le principe du projet de loi 42, Loi modifiant le Code du travail, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 42 est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi 42 est renvoyé pour étude détaillée à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Paradis propose que le projet de loi 42 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 42 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales qui a étudié le projet de loi 75, Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Le rapport est adopté sur division.

Du consentement unanime, Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le projet de loi 75 soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 75 est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 19, Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Côté, ministre des Transports, propose que le projet de loi 19 soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 19 est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 64, Loi modifiant la Loi sur l'expropriation.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Côté, ministre des Transports, propose que le projet de loi 64 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 64 est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 89, Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi et le Code de la sécurité routière.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Côté, ministre des Transports, propose que le projet de loi 89 soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 89 est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 90, Loi modifiant la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport et d'autres dispositions législatives concernant les organismes publics de transport en commun.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Côté, ministre des Transports, propose que le projet de loi 90 soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 90 est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Filion (Taillon) dépose le rapport de la Commission des institutions qui a siégé le 19 juin 1986 afin

d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 245, Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Laprairie de la Madeleine.

Le projet de loi est rapporté avec des amendements.

(Document n° 361 de la session)

Sur la motion de M. Filion (Taillon), le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Saintonge (Laprairie) propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 245, Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Laprairie de la Madeleine.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 245 est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 98, Loi modifiant la Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Côté, ministre des Transports, propose que le projet de loi 98 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 98 est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur les transports, la Loi sur le ministère des Transports et la Loi sur la voirie.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Côté, ministre des Transports, propose que le projet de loi 99 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 99 est adopté.

Du consentement unanime, M. Paradis, ministre du Travail, présente le projet de loi 107, Loi modifiant la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Paradis propose que le principe du projet de loi 107 soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 107 est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi 107 est renvoyé pour étude détaillée en commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Paradis propose que le projet de loi 107 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 107 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a étudié le projet de loi 71, Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles, et l'amendement proposé par M. Pagé.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, l'amendement proposé par M. Pagé est adopté sur division.

Le rapport amendé est adopté.

Du consentement unanime, M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le projet de loi 71 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 71 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a étudié le projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux, et l'amendement proposé par M. Garon (Lévis).

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, l'amendement proposé par M. Garon est adopté.

Le rapport amendé est adopté.

Du consentement unanime, M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le projet de loi 69 soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 69 est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Théorêt (Vimont) dépose le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a siégé le 19 juin 1986 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 105, Loi sur l'application de certaines dispositions fiscales à une société en commandite exploitant des mines d'amiante.

Le projet de loi est rapporté sans amendement.

(Document n° 362 de la session)

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a étudié le projet de loi 105.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones, propose que le projet de loi 105 soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 105 est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions qui a étudié le projet de loi 72, Loi modifiant le Code de procédure civile.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Marx, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 72 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 72 est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions qui a étudié le projet de loi 62, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, au nom de M. Marx, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 62 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 62 est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions qui a étudié le projet de loi 88, Loi modifiant le Code civil, la Loi sur les bureaux d'enregistrement et la Loi sur la division territoriale.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, au nom de M. Marx, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 88 soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 88 est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions qui a étudié le projet de loi 87, Loi concernant certains organismes relevant du ministre de la Justice.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, au nom de M. Marx, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 87 soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 87 est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions qui a étudié le projet de loi 76, Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant l'administration de la justice.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, au nom de M. Marx, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 76 soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 76 est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions qui a étudié le projet de loi 14, Loi maintenant en vigueur certains décrets relatifs aux affaires intergouvernementales canadiennes.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, au nom de M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, propose que le projet de loi 14 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 14 est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a étudié le projet de loi 35, Loi modifiant la Loi sur la Société de développement industriel du Québec.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, au nom de M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce, propose que le projet de loi 35 soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 35 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture qui a étudié le projet de loi 73, Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, au nom de M. French, ministre des Communications, propose que le projet de loi 73 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 73 est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, au nom de M. Gobeil, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du trésor, propose que le principe du projet de loi 109, Loi modifiant la Loi sur la fonction publique, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 109 est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, le projet de loi 109 est renvoyé pour étude détaillée en commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Gratton, au nom de M. Gobeil, propose que le projet de loi 109 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 109 est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, l'ordre de renvoi du projet de loi 10, Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale, à la Commission de l'Assemblée nationale est révoqué et le projet de loi est renvoyé pour étude détaillée à la commission plénière; étudié, amendé en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton propose que le projet de loi 10 soit adopté.

La motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 10 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de chaque proposeur, il est procédé à l'adoption du principe ainsi qu'à l'adoption du projet de loi dans le cas de chacun des projets de loi d'intérêt privé suivants:

Projet de loi 202 — Loi concernant la ville de Deux-Montagnes. — *Mme Legault (Deux-Montagnes)*.

Projet de loi 203 — Loi concernant la Régie Intermunicipale d'Aqueduc du Bas Richelieu. — *M. Khelifa (Richelieu)*.

Projet de loi 204 — Loi sur Les Placements Normand inc. — *M. Forget (Prévost)*.

Projet de loi 208 — Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Lévis. — *M. Garon (Lévis)*.

Projet de loi 213 — Loi concernant la ville de Rimouski. — *M. Tremblay (Rimouski)*.

Projet de loi 218 — Loi concernant certaines transactions entre la Compagnie de Jésus et la Corporation du Collège Jean-de-Brébeuf. — *M. Doyon (Louis-Hébert)*.

Projet de loi 224 — Loi concernant le Foyer Saint-Antoine de Longueuil. — *M. Dauphin (Marquette)*.

Projet de loi 228 — Loi concernant la ville de Mercier. — *Mme Cardinal (Châteauguay)*.

Projet de loi 229 — Loi concernant un immeuble du cadastre de la paroisse de Saint-Barnabé (division d'enregistrement de Shawinigan). — *M. Richard (Nicolet)*.

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Hains (Saint-Henri), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 240, Loi modifiant la Loi constituant en corporation Casa d'Italia — Maison d'Italie, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

M. Gratton, au nom de M. Hains (Saint-Henri), propose l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 240.

Au cours du débat qui s'ensuit, sur la motion de M. Gratton, le projet de loi 240 est renvoyé en commission plénière pour l'étude d'un amendement.

Le projet de loi est amendé en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 240 est adopté.

Du consentement unanime, M. Gratton, au nom de M. Tremblay (Iberville), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 252, Loi concernant la ville de Saint-Césaire.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 252 est adopté.

Du consentement unanime, M. Gratton, au nom de M. Forget (Prévost), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 212, Loi modifiant la Loi refondant la charte de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 212 est adopté.

L'Assemblée prend en considération et adopte, l'un après l'autre, les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements relativement aux projets de loi suivants :

Projet de loi 38 — Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

Projet de loi 40 — Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale;

Projet de loi 43 — Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal;

Projet de loi 44 — Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec;

Projet de loi 46 — Loi modifiant la Loi sur les travaux municipaux;

Projet de loi 48 — Loi modifiant la Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal;

Projet de loi 49 — Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik;

Projet de loi 50 — Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal.

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, les projets de loi 38, 40, 43, 44, 46, 48, 49 et 50 sont adoptés.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 41, Loi modifiant la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais.

Le rapport est adopté.

19 juin 1986

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 41 soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 41 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 36, Loi modifiant la Loi sur les cités et villes, et l'amendement proposé par M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales.

L'amendement est adopté sur division.

Le rapport amendé est adopté sur division.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 36 soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 36 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 37, Loi modifiant le Code municipal du Québec, et l'amendement proposé par M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales.

L'amendement est adopté sur division.

Le rapport amendé est adopté sur division.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 37 soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 37 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les élections dans certaines municipalités.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 97 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 97 est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, présente le projet de loi 111, Loi modifiant la Loi d'interprétation et modifiant de nouveau la Loi sur l'Assemblée nationale, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime, M. Gratton propose que le principe du projet de loi 111 soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 111 est adopté.

Du consentement unanime, le projet de loi 111 est renvoyé en commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Gratton propose que le projet de loi 111 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 111 est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement, dépose les documents suivants :

- au nom de M. Lincoln, ministre de l'Environnement :

Rapport annuel du ministère de l'Environnement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 363 de la session)

- au nom de M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce :

Rapport annuel de la Société de développement des coopératives, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 364 de la session)

Rapport annuel du Centre de recherche industrielle du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 365 de la session)

- au nom de M. Paradis, ministre du Travail :

Rapport annuel du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 366 de la session)

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. le Président communique et dépose les rapports du directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants :

Projet de loi 243 — Loi concernant Ressources Chesbar Inc.;

(Document n° 367 de la session)

Projet de loi 244 — Loi concernant Les Explorations Muscocho Limitée (Libre de responsabilité personnelle).

(Document n° 368 de la session)

Du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'article 35 des Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé est suspendu dans le cas des projets de loi 243 et 244.

Du consentement unanime, M. Scowen (Notre-Dame-de-Grâce), présente, l'un après l'autre, les projets de loi d'intérêt privé 243 et 244 et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que les projets de loi 243 et 244 soit renvoyés à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Finances soit membre de cette commission pour l'étude de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

Après quelques paroles d'usage de la part des deux leaders et du Président, à 20 h 25, sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux au mardi 21 octobre 1986, à quatorze heures.

Le jeudi 19 juin 1986, à vingt-deux heures, au Cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Saintonge, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Houde, le représentant du Premier ministre, de M. Jolivet, le représentant du chef de l'Opposition officielle, de M. Gardner, de Mme Legault et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les projets de loi suivants :

- 10 Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale;
- 11 Loi sur la Coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean-Baptiste de Rouville et abrogeant la Loi pour favoriser l'électrification rurale par l'entremise de coopératives d'électricité;
- 12 Loi sur les règlements;
- 14 Loi maintenant en vigueur certains décrets relatifs aux affaires intergouvernementales;
- 15 Loi modifiant la Loi sur les biens culturels;

- 16 Loi sur la composition du conseil d'administration du Musée des beaux-arts de Montréal;
- 17 Loi modifiant la Loi sur les archives;
- 18 Loi modifiant la Loi sur le cinéma;
- 19 Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile;
- 30 Loi abrogeant la Loi concernant la Commission scolaire du Nouveau-Québec;
- 35 Loi modifiant la Loi sur la Société de développement industriel du Québec;
- 36 Loi modifiant la Loi sur les cités et villes;
- 37 Loi modifiant le Code municipal du Québec;
- 38 Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;
- 40 Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale;
- 41 Loi modifiant la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais;
- 42 Loi modifiant le Code du travail;
- 43 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal;
- 44 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Québec;
- 46 Loi modifiant la Loi sur les travaux municipaux;
- 48 Loi modifiant la Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal;
- 49 Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik;
- 50 Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal;
- 53 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives;

- 54 Loi sur le transfert de certains employés du ministère de l'Éducation à la Société de radio-télévision du Québec;
- 55 Loi sur le régime de retraite de certains enseignants et modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic;
- 56 Loi modifiant la Loi sur l'hôtellerie;
- 58 Loi sur l'admissibilité à l'enseignement en anglais de certains enfants;
- 61 Loi modifiant la Loi sur la Société de radio-télévision du Québec;
- 62 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires;
- 64 Loi modifiant la Loi sur l'expropriation;
- 66 Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports;
- 67 Loi concernant la ville de Schefferville;
- 68 Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services et modifiant diverses dispositions législatives;
- 69 Loi modifiant la Loi sur la protection sanitaire des animaux;
- 71 Loi modifiant la Loi favorisant la mise en valeur des exploitations agricoles;
- 72 Loi modifiant le Code de procédure civile;
- 73 Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels;
- 75 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux;
- 76 Loi relative à diverses mesures à caractère financier concernant l'administration de la justice;
- 77 Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec;

- 79 Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu afin de contrer le détournement, par des intermédiaires, de taxes perçues ou d'impôts déduits à la source;
- 80 Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur le tabac afin de contrer le détournement de la taxe par des intermédiaires;
- 81 Loi modifiant la Loi concernant la taxe sur les carburants afin de contrer le détournement de la taxe par des intermédiaires;
- 85 Loi sur la vente de la Raffinerie de sucre du Québec;
- 87 Loi concernant certains organismes relevant du ministre de la Justice;
- 88 Loi modifiant le Code civil, la Loi sur les bureaux d'enregistrement et la Loi sur la division territoriale;
- 89 Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi et le Code de la sécurité routière;
- 90 Loi modifiant la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport et d'autres dispositions législatives concernant les organismes publics de transport en commun;
- 97 Loi modifiant la Loi sur les élections dans certaines municipalités;
- 98 Loi modifiant la Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec;
- 99 Loi modifiant la Loi sur les transports, la Loi sur le ministère des Transports et la Loi sur la voirie;
- 105 Loi sur l'application de certaines dispositions fiscales à une société en commandite exploitant des mines d'amiante;
- 109 Loi modifiant la Loi sur la fonction publique;
- 111 Loi modifiant la Loi d'interprétation et modifiant de nouveau la Loi sur l'Assemblée nationale;

- 202 Loi concernant la ville de Deux-Montagnes;
- 203 Loi concernant la Régie Intermunicipale d'Aqueduc du Bas Richelieu;
- 204 Loi sur les Placements Normand inc.;
- 208 Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Lévis;
- 212 Loi modifiant la Loi refondant la charte de la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec;
- 213 Loi concernant la ville de Rimouski;
- 218 Loi concernant certaines transactions entre la Compagnie de Jésus et la Corporation du Collège Jean-de-Brébeuf;
- 224 Loi concernant le Foyer Saint-Antoine de Longueuil;
- 228 Loi concernant la ville de Mercier;
- 229 Loi concernant un immeuble du cadastre de la paroisse de Saint-Barnabé (division d'enregistrement de Shawinigan);
- 240 Loi modifiant la Loi constituant en corporation Casa d'Italia - Maison d'Italie;
- 245 Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Laprairie de la Madeleine;
- 252 Loi concernant la ville de Saint-Césaire.

Le vendredi 20 juin 1986, à onze heures trente, au Cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence du président de l'Assemblée nationale, de M. Lemieux, le représentant du Premier ministre, de M. Brassard, le représentant du chef de l'Opposition officielle, et du secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner le projet de loi suivant:

- 107 Loi modifiant la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.).

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. Gobeil, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du Trésor, au cours d'une déclaration ministérielle, dresse un bilan des négociations en cours entre l'État et les employés des secteurs public et parapublic.

M. Gendron (Abitibi-Ouest), au nom de l'Opposition officielle, fait quelques commentaires et le ministre termine par une courte réplique.

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Avis de la Commission des biens culturels du Québec concernant:

1) le classement des biens culturels suivants:

- église, site et oeuvres d'art (Cap-Santé);
- University Club (Montréal).

2) le déclassement de l'établissement de Jos Morin (Auclair).

(Document n° 369 de la session)

Rapport annuel du Musée de la civilisation, pour la période du 19 décembre 1984 au 31 mars 1985.

(Document n° 370 de la session)

Rapport annuel du Musée de la civilisation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 371 de la session)

Rapport annuel de la Commission des biens culturels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 372 de la session)

Rapport annuel de l'Institut québécois du cinéma, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 373 de la session)

Rapport annuel du Musée d'art contemporain de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 374 de la session)

Par M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science:

Rapport annuel de l'Office des professions du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 375 de la session)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 376 de la session)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 377 de la session)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 378 de la session)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des hygiénistes dentaires du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 379 de la session)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des technologistes médicaux du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 380 de la session)

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des médecins vétérinaires du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 381 de la session)

Rapport annuel de l'Ordre des architectes du Québec, pour l'exercice terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 382 de la session)

Rapport annuel de l'Ordre des chimistes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 383 de la session)

Rapport annuel de l'Ordre des audioprothésistes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 384 de la session)

Par M. Côté, ministre des Transports:

Rapport sur la privatisation de Québecair.

(Document n° 385 de la session)

Par M. le Président:

Conformément aux dispositions de l'article 109 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée:

- Décision 199, en date du 18 juin 1986, concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés;
- Décision 200, en date du 12 août 1986, concernant le Règlement modifiant de nouveau le Règlement sur les allocations aux députés.

(Document n° 386 de la session)

Diagramme de l'Assemblée nationale, 1^{re} session, 33^e Législature, en date du 21 octobre 1986.

(Document n° 387 de la session)

Rapport annuel de la Commission de la fonction publique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 388 de la session)

Rapport du Vérificateur général sur les frais d'administration de la Commission de la fonction publique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 389 de la session)

Rapport annuel du Directeur général des élections et de la Commission de la représentation électorale du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 390 de la session)

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a siégé le 14 octobre 1986 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi suivant:

- 78 Loi modifiant diverses lois fiscales afin de donner suite à l'Énoncé de politiques budgétaires du gouvernement du 18 décembre 1985 - Rapporté sans amendement.

(Document n° 391 de la session)

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a siégé le 7 octobre 1986 afin de procéder à l'étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques.

(Document n° 392 de la session)

Par M. Tremblay (Iberville):

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a siégé le 25 septembre 1986 afin de procéder à la vérification des engagements financiers du ministère de l'Agriculture, des

21 octobre 1986

Pêcheries et de l'Alimentation et du ministre délégué aux Pêcheries, pour les mois de février à juin 1986.

(Document n° 393 de la session)

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

M. Johnson, chef de l'Opposition officielle, présente une motion qui ne peut être débattue, faute de consentement unanime.

M. Parent (Bertrand) propose:

Que cette Assemblée exige du gouvernement fédéral que le Québec atteigne sa juste part des retombées économiques des F-18, en accordant le contrat d'entretien de ces avions au consortium Canadair - CAE - NWL.

Et du consentement unanime, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Le Premier ministre, M. Bourassa, propose:

Que M. Gilbert L'Heureux soit nommé secrétaire général adjoint de l'Assemblée nationale et que lui soient attribués le rang et les privilèges d'un sous-ministre adjoint, et ce, conformément aux dispositions des articles 26 et 121 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*.

La motion est adoptée.

M. Marx, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 92, Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Charte des droits et libertés de la personne, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 92 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

À 17 h 35, du consentement unanime, Mme la Vice-Présidente suspend la séance jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le principe du projet de loi 86, Loi abrogeant la Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de Mme Dionne (Kamouraska-Témiscouata).

21 octobre 1986

22 h 00, l'Assemblée ajourne ses travaux à demain dix heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, proposant que le principe du projet de loi 86, Loi abrogeant la Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires, soit maintenant adopté.

Au cours de son intervention, M. Chevrette, leader de l'Opposition, propose que le débat soit ajourné.

La motion est rejetée.

À la fin de son intervention, M. Chevrette propose l'amendement suivant:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant à la fin les mots "dans six mois".

M. le Vice-Président informe l'Assemblée que le temps de parole pour la discussion de cette motion sera réparti de la manière suivante: chaque groupe parlementaire interviendra en alternance jusqu'à l'expiration du temps consacré à ce débat, la durée des discours étant celle prévue pour les motions de forme.

Et le débat se poursuit sur cette motion d'amendement.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Dufour (Jonquière).

A 13 h 00, M. le Vice-Président suspend la séance jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources:

Rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives pétrolières, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 394 de la session)

Par M. Paradis, ministre du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu:

Rapport de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 395 de la session)

Rapport annuel de la Commission des normes du travail, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 396 de la session)

Rapport annuel de la Commission des affaires sociales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 397 de la session)

Par M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation:

Rapport de l'Inspecteur général des institutions financières, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 398 de la session)

Par Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine:

Rapport annuel du Conseil du statut de la femme, pour les exercices financiers terminés le 31 mars 1984 et le 31 mars 1985.

(Document n° 399 de la session)

Par M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones:

Copie du décret 1009-86, en date du 9 juillet 1986, concernant un paiement de 6 800 000 \$ par le ministre des Finances pour des actions de la Société nationale de l'amiante et une autorisation à la Société nationale de l'amiante d'acquérir des actions de ses filiales pour un même montant.

(Document n° 400 de la session)

Par le Premier ministre, M. Bourassa:

Réponse à la question de M. Parent (Bertrand) inscrite au *Feuilleton* le 20 mai 1986:

Quel est le montant de l'engagement budgétaire prévu pour les dépenses du Comité consultatif sur le libre-échange ainsi que a) la ventilation de ce montant b) la ventilation des sommes réellement payées c) le taux de rémunération du président du comité, M. Jack H. Warren d) le taux de rémunération du secrétaire, M^e José P. Dorais?

(Document n° 401 de la session)

Par M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation:

Réponse à la question de M. Brassard (Lac-Saint-Jean) inscrite au *Feuilleton* le 20 mai 1986:

Quel est le montant de l'engagement budgétaire prévu pour les dépenses du comité créé par le Premier ministre sur la privatisation des sociétés d'État ainsi que a) la ventilation de ce montant b) la ventilation des sommes réellement payées c) le taux de rémunération de M. Marcel Côté à titre de membre et conseiller du comité et les sommes d'argent qui lui ont été versées à ce jour?

(Document n° 402 de la session)

Par M. Parent (Sauvé):

Rapport de la Commission de l'éducation qui a siégé les 16, 17, 18, 23, 24, 25 et 30 septembre ainsi que les 1, 7, 8, 9, 14 et 21 octobre 1986 afin de procéder à une consultation générale dans le but d'étudier les orientations et le cadre de financement du réseau universitaire québécois pour l'année 1987-1988 et pour les années ultérieures.

(Document n° 403 de la session)

Par M. Charbonneau (Verchères):

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a siégé les 22, 23, 24, 29 et 30 septembre ainsi que le 1^{er} octobre 1986 afin de procéder à une consultation particulière sur l'avant-projet de loi sur les forêts.

(Document n° 404 de la session)

Puis il est procédé à la période des questions orales des députés.

Au cours de la période de questions, du consentement unanime de l'Assemblée, les documents suivants sont déposés:

Par Mme Harel (Maisonneuve):

Télégramme expédié à M. Marc-Yvan Côté, ministre des Transports, par M. Robert Dufour, pilote et ex-membre du conseil d'administration de Québecair, qui s'indigne de l'usage abusif que le Ministre fait de son rapport sur la privatisation de cette compagnie aérienne.

(Document n° 405 de la session)

Par M. Côté, ministre des Transports:

Document de travail préparé par les pilotes de Québecair sur la privatisation de l'entreprise.

(Document n° 406 de la session)

Par Mme Harel (Maisonneuve):

Télégramme envoyé au Ministre des Transports par M. Jean-Claude Parent, président de l'Association canadienne des pilotes de lignes, appuyant M. Robert Dufour.

(Document n° 407 de la session)

M. Paradis, ministre du Travail, propose:

Que cette Assemblée souligne la Semaine de la santé et de la sécurité au travail.

Et du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Johnson, chef de l'Opposition officielle, propose:

Que cette Assemblée réclame du gouvernement fédéral qu'il défende correctement les intérêts du Québec dans l'industrie du bois de sciage, et du gouvernement du Québec qu'il intervienne directement auprès des autorités américaines.

Du consentement unanime de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que soit révoqué l'ordre d'envoi à l'étape de l'adoption du principe du projet de loi 104, Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse;

Que ledit projet de loi soit inscrit à l'étape de la consultation générale après sa présentation;

Que celui-ci soit déferé à la Commission des institutions afin qu'elle procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques et;

Que le Premier ministre soit membre de ladite Commission et ce, pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

M. Gratton convoque la Commission de l'aménagement et des équipements pour la poursuite de la consultation générale sur le projet de loi 100, Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

Conformément à l'article 97 du Règlement, M. Parent (Bertrand) propose:

Que cette Assemblée exige l'arrêt des procédures de privatisation et que se tienne une commission parlementaire permettant un large débat afin de faire toute la lumière sur les conséquences contraires à l'intérêt public du démantèlement des sociétés d'État, notamment dans le dossier de Québecair.

Et une discussion s'ensuit.

M. le Président communique à l'Assemblée le partage du temps de parole pour la séance d'aujourd'hui, convenu lors d'une réunion avec les leaders: chaque groupe parlementaire se verra accorder une période de temps identique, la durée des interventions n'étant soumise à aucune limite à l'intérieur de l'enveloppe de temps attribuée à chaque groupe.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle.

22 octobre 1986

À 18 h 00, l'Assemblée ajourne ses travaux à demain quatorze heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce, présente le projet de loi 114, Loi abrogeant la Loi sur l'Institut national de productivité, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Picotte, ministre du Tourisme, présente le projet de loi 112, Loi abolissant le Conseil québécois du Tourisme, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux:

Rapport annuel du ministère des Affaires sociales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 408 de la session)

Par M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce:

Rapport annuel de la Société du Parc industriel du Centre du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 409 de la session)

Rapport annuel de la Société de développement industriel du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 410 de la session)

Rapport annuel de la Société de développement des coopératives, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 411 de la session)

Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Lincoln, ministre de l'Environnement:

Rapport annuel du Conseil consultatif de l'environnement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 412 de la session)

Rapport annuel de la Société québécoise d'assainissement des eaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 413 de la session)

Par M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes:

Rapport annuel du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 414 de la session)

Par M. le Président:

Conformément aux dispositions de l'article 109 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée:

- Décision 203, en date du 21 octobre 1986, concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés;
- Décision 205, en date du 21 octobre 1986, concernant le Règlement sur les ententes de permutation et d'affectation de personnel conclues par le Vérificateur général;

- Décision 206, en date du 21 octobre 1986, concernant le Règlement sur les contrats de services professionnels conclus par le Vérificateur général;

- Décision 208, en date du 21 octobre 1986, concernant le Règlement sur la signature de certains contrats.

(Document n° 415 de la session)

Par M. Trudel (Bourget):

Rapport de la Commission de la culture qui a siégé les 17 et 24 septembre 1986 afin de procéder à la vérification des engagements financiers des ministères des Affaires culturelles, des Communautés culturelles et de l'Immigration et des Communications, pour les mois de décembre 1985, et de janvier à juin 1986.

(Document n° 416 de la session)

Du consentement unanime, sur la motion de Mme Harel (Maisonnette):

Extrait d'une pétition signée par 3 000 citoyens demandant que le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu du Québec intègre le lait maternisé dans les besoins spéciaux des bénéficiaires de l'aide sociale et que la carte médicaments des bénéficiaires soit utilisée pour son achat et ce, pour les six premiers mois du nouveau-né.

(Document n° 417 de la session)

Puis, il est procédé à la période des questions orales des députés.

M. Vallerand, ministre délégué aux PME, propose:

Que l'Assemblée nationale rende hommage à tous les dirigeants et dirigeantes de petites et moyennes entreprises au Québec et souligne leur apport au développement économique de leur communauté, leur région, leur province et leur pays.

Du consentement unanime de l'Assemblée, un débat sera tenu, et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, il est ordonné:

Qu'au cours du débat sur cette motion, une seule intervention limitée à cinq minutes soit permise à chaque groupe parlementaire.

Et le débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, propose:

Qu'à l'occasion des célébrations relatives à l'Année internationale de la paix, l'Assemblée nationale du Québec appuie la tenue d'une journée nationale de la paix dans les écoles primaires et secondaires du Québec et dans l'ensemble des services du gouvernement.

Du consentement unanime de l'Assemblée, un débat sera tenu, et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, il est ordonné:

Qu'au cours du débat sur cette motion, une seule intervention limitée à cinq minutes soit permise à chaque groupe parlementaire.

Et le débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

23 octobre 1986

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission de l'aménagement et des équipements pour la consultation générale sur le projet de loi 100, Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

M. le Président informe l'Assemblée de la tenue d'une séance de la Commission des affaires sociales pour la vérification des engagements financiers du ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu et du ministère de la Santé et des Services sociaux pour les mois de janvier à juin 1986.

M. le Président fait part à l'Assemblée de l'interpellation qui aura lieu le vendredi 31 octobre 1986, soit celle du député d'Abitibi-Ouest au ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du trésor, sur le sujet suivant:

L'état des négociations entre le gouvernement et les employés(es) des secteurs public et parapublic.

Conformément à l'article 304 du Règlement, M. Johnson, chef de l'Opposition officielle, propose:

Que cette Assemblée blâme sévèrement le chef du gouvernement pour ses positions irresponsables sur l'affichage bilingue;

Qu'elle blâme le gouvernement pour avoir mis en péril le visage français du Québec, et particulièrement de la région de Montréal, depuis le 2 décembre 1985; et

Qu'elle blâme le gouvernement de ne pas faire respecter et appliquer la *Charte de la langue française*, loi votée démocratiquement par cette Assemblée, afin que notamment l'affichage public et la publicité commerciale se fassent uniquement en français, langue officielle du Québec.

Et un débat d'ensuit.

À la suite d'une réunion avec les leaders parlementaires, M. le Président informe l'Assemblée de l'organisation du débat sur la motion en discussion. Ainsi, à l'exception d'une réplique de quinze minutes qui sera réservée au proposeur à 21 h 30, le temps sera réparti également entre les deux groupes parlementaires, la durée des interventions n'étant pas limitée à l'intérieur des enveloppes de temps de chacun des groupes; le vote sera pris vers 21 h 45.

M. le Président informe l'Assemblée des demandes suivantes de débat de fin de séance:

- par M. Charbonneau (Verchères), sur la question de la parité de l'aide sociale pour les 18 à 30 ans;
 - par M. Rochefort (Gouin), concernant la question des coupures dans le domaine des services de santé à la population du Québec.
-

Et le débat se poursuit sur la motion de M. Johnson, chef de l'Opposition officielle.

À 18 h 00, Mme la Vice-Présidente suspend la séance jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat se poursuit.

Le débat est terminé.

La motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

(Vote n° 55)

POUR

Blackburn	Chevrette	Harel	Paré
Blais	Dufour	Johnson	Perron
Boulerice	Filion	(Anjou)	Rocheport
Brassard	Gauthier	Jolivet	Vermette
Charbonneau	Godin	Juneau	

CONTRE

Assad	Chagnon	Hovington	Pelchat
Audet	Ciaccia	Joly	Philibert
Bacon	Côté	Kehoe	Polak
Baril	(Charlesbourg)	Laporte	Richard
Beaudin	Cusano	Lavoie-Roux	Rivard
Bégin	Dauphin	Leclerc	Ryan
Bélanger	Després	Lefebvre	St-Roch
(Laval-des-Rap.)	Dionne	Legault	Scowen
Bélanger	Dougherty	Lemire	Séguin
(Még.-Compton)	Doyon	Levesque	Thérien
Bélisle	Fortier	Lincoln	Tremblay
Bissonnet	French	Maltais	(Iberville)
Bleau	Gagnon-Tremblay	Marcil	Tremblay
Bourbeau	Gardner	Messier	(Rimouski)
Bradet	Gervais	Pagé	Trépanier
Brouillette	Gratton	Paradis	Vaillancourt
Camden	Hains	(Brome-Miss.)	Vallerand
Cannon	Hétu	Paradis	Vallières
Cardinal	Houde	(Matapédia)	

23 octobre 1986

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

Pour 18 Contre 68

À 22 h 00, il est procédé aux débats de fin de séance.

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux répond à la question soulevée par M. Rochefort (Gouin) concernant les coupures dans le domaine des services de santé à la population du Québec.

M. Paradis, ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu répond à celle soulevée par M. Charbonneau (Verchères) au sujet de la parité de l'aide sociale pour les 18 à 30 ans.

À 22 h 25, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi prochain quatorze heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. Latulippe, le Solliciteur général, fait une déclaration ministérielle sur les événements survenus à Pointe-au-Pic le 25 octobre 1986 et informe l'Assemblée qu'il a ordonné la tenue d'une enquête publique et qu'il a nommé le juge Robert Sanfaçon pour la présider.

M. Fillion (Taillon), au nom de l'Opposition officielle, fait un bref commentaire et le ministre termine par une courte réplique.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Picotte, ministre du Tourisme:

Documents relatifs à la vente du Manoir Richelieu à Pointe- au-Pic.
(Document n° 418 de la session)

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Rapport annuel de la Société générale du cinéma du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.
(Document n° 419 de la session)

Par Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Service sociaux:

Rapport annuel du Fonds de la recherche en santé du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.
(Document n° 420 de la session)

Par M. Paradis, ministre du Travail:

Rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1985.

(Document n° 421 de la session)

Par M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce:

Rapport annuel de la Société Inter-Port de Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 422 de la session)

Par M. Lincoln, ministre de l'Environnement:

Rapport du Groupe de travail sur le Programme d'assainissement des eaux du Québec.

(Document n° 423 de la session)

Par M. Filion (Taillon):

Rapport de la Commission des institutions qui a siégé le 16 septembre 1986 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi suivant:

91 Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile en matière d'arbitrage - Rapporté avec amendements.

(Document n° 424 de la session)

Puis il est procédé à la période des questions orales des députés.

M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce, propose:

Que l'Assemblée nationale reconnaisse dorénavant au Québec le mois d'octobre comme Mois de la qualité.

Et du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. le Président informe l'Assemblée de la tenue d'un débat de fin de séance sur une question adressée par M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, à M. Picotte, ministre du Tourisme, au sujet du dossier du Manoir Richelieu.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission des institutions pour l'étude détaillée du projet de loi 92, Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Charte des droits et libertés de la personne.

Le consentement unanime de l'Assemblée est donné afin de déroger à l'article 145 du Règlement et M. le Président informe l'Assemblée de la tenue de séances de commissions pour la vérification d'engagements financiers, soit:

- La Commission des affaires sociales, pour ceux du ministère du Conseil exécutif concernant la Condition féminine et des organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine pour les mois de janvier à juin 1986, ainsi que pour ceux du ministère de la Santé et des Services sociaux pour les mois de janvier à juin 1986;
 - La Commission de l'aménagement et des équipements, pour ceux du ministère de l'Environnement pour les mois d'avril à août 1986;
 - La Commission du budget et de l'administration, pour ceux du ministère du Revenu pour les mois de décembre 1985 à août 1986 ainsi que pour ceux des organismes relevant du ministère des Approvisionnements et Services pour les mois de décembre 1985 à août 1986.
-

M. le Président informe l'Assemblée que le débat de la prochaine séance sur les affaires inscrites par les députés de l'Opposition portera sur la motion suivante de M. Parent (Bertrand):

Que cette Assemblée exige l'arrêt des procédures de privatisation et que se tienne une commission parlementaire permettant un large débat afin de faire toute la lumière sur les conséquences contraires à l'intérêt public du démantèlement des sociétés d'État, notamment dans le dossier de Quebecair.

L'Assemblée reprend le débat sur l'amendement suivant proposé par M. Chevrete, leader de l'Opposition, à la motion portant adoption du principe du projet de loi 86, Loi abrogeant la Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires, lequel amendement se lit comme suit:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant à la fin les mots "dans six mois".

Le débat terminé, la motion d'amendement est mise aux voix et rejetée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, proposant l'adoption du principe du projet de loi 86.

Au cours de sa réplique, M. Pagé, du consentement unanime de l'Assemblée, dépose les documents suivants:

- Estimations du projet La Ferme expérimentale du Parc des expositions agro-alimentaires, en date du 10 décembre 1985.
(Document n° 425 de la session)
- Rapport préliminaire du groupe-conseil ADS associés ltée sur les systèmes audio-visuels préconisés pour La Ferme expérimentale du Parc des expositions agro-alimentaires, en date du 2 décembre 1985.
(Document n° 426 de la session)

- Crédits requis pour les rénovations du pavillon des pêcheries.
(Document n° 427 de la session)
- Entente entre le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Ville de Montréal concernant le programme d'immobilisation du Parc des expositions agro-alimentaires, en date de mai 1985.
(Document n° 428 de la session)
- Autorisation du Comité de gestion pour l'achat de quatre guérites, en date du 16 décembre 1985.
(Document n° 429 de la session)
- Plans et coupes pour le projet Les Lapins.
(Document n° 430 de la session)
- Inventaire préliminaire des activités du pavillon des expositions et bilan des surfaces préparés par la Société de professionnels en aménagement (SOPRA), en date du 30 octobre 1985.
(Document n° 431 de la session)

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

A la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

M. Latulippe, le Solliciteur général, propose que le principe du projet de loi 96, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les boissons alcooliques, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

À 18 h 00, M. le Vice-Président suspend la séance jusqu'à vingt heures.

Vingt heures

Et le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 96.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bélanger (Laval-des Rapides).

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le principe du projet de loi 29, Loi modifiant la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation, soit maintenant adopté.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 29 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 29 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le principe du projet de loi 25, Loi modifiant la Loi sur les investissements universitaires, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 25 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 25 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le principe du projet de loi 26, Loi modifiant la Loi sur le Conseil des universités, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 26 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 26 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le principe du projet de loi 28, Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel, soit maintenant adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 28 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 28 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

28 octobre 1986

A 21 h 50, du consentement unanime de l'Assemblée, il est procédé au débat de fin de séance.

M. Picotte, ministre du Tourisme, répond à la question soulevée par M. Chevrette, leader de l'Opposition, concernant le dossier du Manoir Richelieu.

A 22 h 05, l'Assemblée ajourne ses travaux à demain dix heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié le projet de loi 78, Loi modifiant diverses lois fiscales afin de donner suite à l'Énoncé de politiques budgétaires du gouvernement du 18 décembre 1985.

Et un débat s'ensuit.

Le débat terminé, le rapport est adopté.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Latulippe, Solliciteur général, proposant que le principe du projet de loi 96, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les boissons alcooliques, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 96 est adopté.

Sur la motion de M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, le projet de loi 96 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

À 12 h 44, du consentement unanime de l'Assemblée, M. le Vice-Président suspend la séance jusqu'à quinze heures.

Quinze heures

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, présente le projet de loi 115, Loi abrogeant la Loi sur le Conseil d'artisanat, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, présente le projet de loi 116, Loi abolissant le Conseil des Arts du Québec, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, présente le projet de loi 113, Loi abrogeant la Loi sur la Société de cartographie du Québec, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Côté, ministre des Transports:

Contrat, en date du 20 octobre 1986, concernant la vente par Quebecair de deux appareils Boeing 737-200 aux Lignes Aériennes Canadien Pacifique, et documents s'y rapportant.

(Document n° 432 de la session)

Par M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science:

Rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986, des corporations professionnelles suivantes:

- Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec.
(Document n° 433 de la session)
- Barreau du Québec.
(Document n° 434 de la session)
- Ordre des chiropraticiens du Québec.
(Document n° 435 de la session)
- Ordre des comptables agréés du Québec.
(Document n° 436 de la session)
- Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec.
(Document n° 437 de la session)
- Corporation professionnelle des conseillers en relations industrielles du Québec.
(Document n° 438 de la session)
- Ordre des dentistes du Québec.
(Document n° 439 de la session)
- Ordre des denturologistes du Québec.
(Document n° 440 de la session)
- Corporation des diététistes du Québec.
(Document n° 441 de la session)
- Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec.
(Document n° 442 de la session)
- Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du Québec.
(Document n° 443 de la session)
- Ordre des ingénieurs forestiers du Québec.
(Document n° 444 de la session)

- Chambre des notaires du Québec.
(Document n° 445 de la session)
 - Ordre des optométristes du Québec.
(Document n° 446 de la session)
 - Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec.
(Document n° 447 de la session)
 - Ordre des pharmaciens du Québec.
(Document n° 448 de la session)
 - Corporation professionnelle des psychologues du Québec.
(Document n° 449 de la session)
 - Corporation professionnelle des techniciens dentaires du Québec.
(Document n° 450 de la session)
 - Ordre des techniciens en radiologie du Québec.
(Document n° 451 de la session)
 - Ordre des technologues des sciences appliquées du Québec.
(Document n° 452 de la session)
-

Par M. Rochefort (Gouin):

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé les 4 et 5 septembre 1986 ainsi que le 23 octobre 1986 afin de procéder à une consultation générale portant sur le projet de loi suivant:

- 100 Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.
(Document n° 453 de la session)
-

Puis il est procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur la motion de M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, proposant que le principe du projet de loi 86, Loi abrogeant la Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires, soit maintenant adopté.

(Vote n° 56)

POUR

Assad	Cusano	Leclerc	Rivard
Audet	Dauphin	Lefebvre	Robic
Bacon	Després	Legault	Rocheleau
Baril	Dougherty	Lemieux	Ryan
Beaudin	Doyon	Lemire	St-Roch
Bégin	Dubois	Levesque	Savoie
Bélanger	Dutil	Lincoln	Séguin
(Laval-des-Rap.)	Forget	MacDonald	Sirros
Bélanger	Fortier	Maltais	Théorêt
(Még.-Compton)	French	Marcil	Thérien
Bélisle	Gagnon-Tremblay	Marx	Tremblay
Bissonnet	Gardner	Messier	(Rimouski)
Bleau	Gauvin	Pagé	Trépanier
Bourassa	Gervais	Paradis	Trudel
Bourbeau	Gobeil	(Brome-Missis.)	Vaillancourt
Bradet	Gratton	Paradis	Vallerand
Brouillette	Hamel	(Matapédia)	Vallières
Camden	Hétu	Pelchat	
Cannon	Hovington	Philibert	
Cardinal	Joly	Picotte	
Chagnon	Kehoe	Polak	
Ciaccia	Laporte	Poulin	
Côté	Latulippe	Rémillard	
(Charlesbourg)	Lavoie-Roux	Richard	

CONTRE

Blackburn	Claveau	Gendron	Juneau
Blais	Desbiens	Godin	Parent
Boulerice	Dufour	Harel	(Bertrand)
Brassard	Filion	Johnson	Rocheport
Charbonneau	Garon	(Anjou)	Vermette
Chevrette	Gauthier	Jolivet	

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Pour 83 Contre 21

En conséquence, le principe du projet de loi 86 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 86 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'éducation, pour l'étude détaillée des projets de loi suivants:
- 25 Loi modifiant la Loi sur les investissements universitaires;
- 26 Loi modifiant la Loi sur le Conseil des universités;
- 28 Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel;
- 29 Loi modifiant la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation.

- La Commission du budget et de l'administration, pour entendre les intéressés et étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

209 Loi sur Hôtel de Lido inc.;

243 Loi concernant Ressources Chesbar inc.;

244 Loi concernant Les Explorations Muscocho Limitée (Libre de responsabilité personnelle).

M. le Président informe l'Assemblée de la tenue d'une séance de la Commission des affaires sociales pour la vérification d'engagements financiers relevant de sa compétence.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Parent (Bertrand) proposant, en vertu de l'article 97 du Règlement:

Que cette Assemblée exige l'arrêt des procédures de privatisation et que se tienne une commission parlementaire permettant un large débat afin de faire toute la lumière sur les conséquences contraires à l'intérêt public du démantèlement des sociétés d'État, notamment dans le dossier de Quebecair.

Le débat est suspendu et Mme la Vice-Présidente informe l'Assemblée de l'organisation du débat, à la suite d'une réunion des leaders parlementaires et du Président. Ainsi, un droit de réplique d'une durée de quinze minutes sera réservé à l'auteur de la motion, le résidu du temps devant être partagé également entre les groupes parlementaires et aucune limite de temps n'étant fixée pour la durée des interventions.

Et le débat se poursuit sur cette motion.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

29 octobre 1986

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, Mme la Vice-Présidente reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 18 h 00, l'Assemblée ajourne ses travaux à demain quatorze heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. le Président communique et dépose les rapports du directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 248 Loi concernant la corporation municipale de la paroisse de Saint-Élie d'Orford;
- 258 Loi concernant le village de Saint-Gédéon.

(Document n° 454 de la session)

M. Vaillancourt (Orford) présente le projet de loi d'intérêt privé 248, Loi concernant la corporation municipale de la paroisse de Saint-Élie d'Orford, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Audet (Beauce-Nord) présente le projet de loi d'intérêt privé 258, Loi concernant le village de Saint-Gédéon, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que les projets de loi 248 et 258 soient renvoyés à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée, et que le ministre des Affaires municipales soit membre de cette commission pour l'étude de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par le Premier ministre, M. Bourassa:

Rapport annuel du ministère du Conseil exécutif, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 455 de la session)

Par M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science:

Rapport annuel de la Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 456 de la session)

Par M. Marx, ministre de la Justice:

Rapport annuel de la Commission des services juridiques, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 457 de la session)

Par M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales:

Rapport de la Commission d'étude sur la Ville de Québec.

(Document n° 458 de la session)

Rapport annuel de la Commission municipale du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 459 de la session)

Par M. Gratton, au nom de M. Lincoln, ministre de l'Environnement:

Rapport annuel du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 460 de la session)

Par M. Gendron (Abitibi-Ouest);

Extrait d'une pétition signée par 1 220 citoyens du Québec demandant à l'Assemblée nationale qu'un moratoire soit décrété immédiatement sur l'ensemble de la réorganisation des services du Clair Foyer inc., qu'une enquête publique soit tenue sur les services dispensés et l'administration et que ce centre d'accueil soit maintenu dans sa vocation actuelle.

(Document n° 461 de la session)

Par M. Marcil (Beauharnois);

Extrait d'une pétition signée par 2 913 pétitionnaires de la région sud-ouest du Québec demandant à l'Assemblée nationale de faire appliquer intégralement le rapport Bibeau, déposé le 18 juin 1986, dans le dossier de la désinstitutionnalisation à Doréa.

(Document n° 462 de la session)

Puis il est procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur la motion de M. Parent (Bertrand) proposant, conformément à l'article 97 du Règlement:

Que cette Assemblée exige l'arrêt des procédures de privatisation et que se tienne une commission parlementaire permettant un large débat afin de faire toute la lumière sur les conséquences contraires à l'intérêt public du démantèlement des sociétés d'État, notamment dans le dossier de Quebecair.

(Vote n° 57)

POUR

Blackburn	Claveau	Gendron	Paré
Blais	Desbiens	Godin	Parent
Boulerice	Dufour	Johnson	(Bertrand)
Brassard	Filion	(Anjou)	Perron
Charbonneau	Garon	Jolivet	Rocheffort
Chevrette	Gauthier	Juneau	Vermette

CONTRE

Assad	Cusano	Latulippe	Rivard
Audet	Després	Lavoie-Roux	Robic
Bacon	Dionne	Leclerc	Rocheleau
Baril	Dougherty	Lefebvre	Ryan
Beaudin	Doyon	Legault	Saintonge
Bégin	Dubois	Lemieux	St-Roch
Bélanger	Dutil	Lincoln	Savoie
(Laval-des-Rap.)	Forget	Maltais	Scowen
Bélanger	Fortier	Marcil	Séguin
(Még.-Compton)	Gagnon-Tremblay	Marx	Sirros
Bélisle	Gardner	Messier	Théorêt
Bissonnet	Gauvin	Middlemiss	Thérien
Bleau	Gervais	Pagé	Tremblay
Bourassa	Gobé	Paradis	(Iberville)
Bourbeau	Gobeil	(Brome-Missis.)	Tremblay
Brouillette	Gratton	Paradis	(Rimouski)
Camden	Hains	(Matapédia)	Trépanier
Cannon	Hamel	Pelchat	Vaillancourt
Cardinal	Hétu	Philibert	Vallières
Chagnon	Houde	Picotte	
Ciaccia	Hovington	Polak	
Côté	Joly	Rémillard	
(Charlesbourg)	Laporte	Richard	

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

Pour 22 Contre 81

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que le délai quant à la transmission des mémoires concernant la consultation générale sur le projet de loi 104, Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse, soit prolongé jusqu'au 17 novembre 1986 à 16 h 00.

Du consentement unanime de l'Assemblée, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission de l'éducation, pour l'étude détaillée des projets de loi suivants:

- 25 Loi modifiant la Loi sur les investissements universitaires;
- 26 Loi modifiant la Loi sur le Conseil des universités;
- 28 Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel.

M. le Président informe l'Assemblée de la tenue d'une séance de la Commission des institutions pour la vérification des engagements financiers du ministère de la Justice et de l'Office de la protection du consommateur.

M. le Président fait part à l'Assemblée de l'interpellation qui aura lieu le vendredi 7 novembre 1986, soit celle de M. Garon (Lévis) à M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, sur le sujet suivant:

L'avenir de Madelipèche.

M. Gratton, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 78, Loi modifiant diverses lois fiscales afin de donner suite à l'Énoncé de politiques budgétaires du gouvernement du 18 décembre 1985, soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

Du consentement unanime de l'Assemblée, et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, il est ordonné:

Que l'adoption du projet de loi 78 soit annulée afin de permettre à M. Garon (Lévis) et à M. Séguin (Montmorency) d'intervenir pendant une durée maximum de quinze minutes chacun.

Ces interventions terminées, la motion d'adoption du projet de loi 78 est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 78 est adopté.

L'Assemblée prend en considération les amendements proposés par M. Marx, ministre de la Justice, et le rapport de la Commission des institutions qui a étudié le projet de loi 91, Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile en matière d'arbitrage.

Et une discussion s'ensuit.

Du consentement unanime de l'Assemblée, au cours de son intervention, M. Marx dépose le document suivant:

- Liasse de documents de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international ayant trait à l'arbitrage commercial international.

(Document n° 463 de la session)

Le débat terminé, les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Marx, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 91, Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile en matière d'arbitrage, soit adopté.

Et une discussion s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 91 est adopté.

30 octobre 1986

À 17 h 25, sur la motion de M. Marx, ministre de la Justice, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi quatorze heures.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, présente le projet de loi 117, Loi modifiant à nouveau la Loi sur la protection sanitaire des animaux, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

227 Loi sur Aylmer Park Development Corp.

(Document n° 464 de la session)

M. Middlemiss (Pontiac) présente le projet de loi d'intérêt privé 227, Loi sur Aylmer Park Development Corp., et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 227 soit renvoyé à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée, que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi et que les travaux soient dirigés par un président de séance.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Rapport annuel de la Régie du cinéma, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 465 de la session)

Par M. Picotte, ministre du Tourisme:

Rapport annuel du ministère du Tourisme, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 466 de la session)

Par M. Dutil, ministre délégué aux Pêcheries:

Appel d'offres pour l'achat de Madelipêche inc.

(Document n° 467 de la session)

Rapport sur l'état de la situation de Madelipêche inc. et options stratégiques pour cette société, en date de septembre 1986.

(Document n° 468 de la session)

Par M. Parent (Sauvé):

Rapports de la Commission de l'éducation qui a siégé le 30 octobre 1986 pour l'étude détaillée des projets de loi suivants:

- 25 Loi modifiant la Loi sur les investissements universitaires - Rapporté sans amendement.

(Document n° 469 de la session)

- 26 Loi modifiant la Loi sur le Conseil des universités - Rapporté sans amendement.

(Document n° 470 de la session)

M. Dufour (Jonquière) propose:

Que l'Assemblée nationale remercie toutes celles et ceux qui ont brigué les suffrages lors des élections tenues dans plus de 1 000 municipalités au Québec ainsi que celles et ceux qui ont décidé de se retirer, et surtout félicite et souhaite un fructueux mandat à celles et ceux qui ont été élus.

Et du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La discussion terminée, la motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission des institutions pour l'étude détaillée du projet de loi 92, Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Charte des droits et libertés de la personne.

M. le Président informe l'Assemblée de la tenue de séances de commissions pour la vérification d'engagements financiers, soit:

- La Commission de l'économie et du travail, pour ceux du ministère du Travail (décembre 1985 à septembre 1986) ainsi que ceux du ministère de l'Industrie et du Commerce (décembre 1985 à juin 1986).
- La Commission des institutions, pour ceux concernant les Affaires autochtones (avril à juin 1986).

M. le Président informe également l'Assemblée de la tenue d'une séance de travail de la Commission du budget et de l'administration.

M. le Président informe l'Assemblée que le débat de la prochaine séance sur les affaires inscrites par les députés de l'Opposition portera sur la motion suivante de M. Gendron (Abitibi-Ouest):

Que cette Assemblée demande au Gouvernement de mettre fin au différend sur le rôle de l'État qui divise le Conseil des ministres, qu'elle exige du Gouvernement une définition claire du rôle de l'État québécois et qu'elle refuse la disparition des indispensables instruments collectifs dont s'est dotée la société québécoise depuis vingt-cinq ans.

M. Gratton, leader du gouvernement, invoque l'article 34 du Règlement et demande au Président de déclarer irrégulière la motion inscrite au *Feuilleton* au nom du député d'Abitibi-Ouest. Il soutient qu'elle contient des motifs et de l'argumentation, ce qui va à l'encontre de l'article 191 du Règlement. Il invite le Président à se prévaloir de l'article 193 pour corriger la forme de cette motion.

M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, insiste sur le caractère factuel du contenu de la motion. Celle-ci, selon lui, ne contient ni motif ni argumentation. Le libellé se rapporte à un différend entre ministres sur le rôle de l'État québécois; il n'aborde pas la vision personnelle des ministres concernés; celle-ci sera discutée au cours du débat.

M. le Président, après avoir autorisé ces quelques remarques, prend le tout en délibéré.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose l'ajournement des travaux à mercredi 10 h 00.

Après débat, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

(Vote n° 58)

POUR

Audet	Dauphin	Khelfa	Picotte
Baril	Després	Lefebvre	Polak
Beaudin	Dubois	Legault	Poulin
Bégin	Farrah	Lemieux	Richard
Bélanger	Forget	Lemire	Rivard
(Laval-des-Rap.)	Fortin	Lincoln	St-Roch
Bélanger	French	Maciocia	Savoie
(Még.-Compton)	Gagnon-Tremblay	Maltais	Séguin
Bélisle	Gardner	Marcil	Sirros
Bissonnet	Gauvin	Messier	Théorêt
Bradet	Gervais	Middlemiss	Tremblay
Brouillette	Gobé	Pagé	(Iberville)
Camden	Gobeil	Paradis	Trépanier
Cannon	Gratton	(Brome-Missis.)	Trudel
Cardinal	Hains	Paradis	Vaillancourt
Chagnon	Hétu	(Matapédia)	Vallerand
Ciaccia	Houde	Parent	Vallières
Côté	Hovington	(Sauvé)	
(Charlesbourg)	Joly	Pelchat	
Cusano	Kehoe	Philibert	

CONTRE

Blackburn	Desbiens	Godin	Parent
Blais	Dufour	Harel	(Bertrand)
Brassard	Filion	Johnson	Perron
Charbonneau	Garon	(Anjou)	Vermette
Chevrette	Gauthier	Juneau	
Claveau	Gendron	Paré	

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Pour 70 Contre 20

4 novembre 1986

En conséquence, à 16 h 25, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

M. Picotte, ministre du Tourisme, propose que le principe du projet de loi 112, Loi abolissant le Conseil québécois du Tourisme, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 112 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 112 est renvoyé pour étude détaillée à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté sur division.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation qui a étudié le projet de loi 29, Loi modifiant la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation.

Après débat, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation qui a étudié le projet de loi 25, Loi modifiant la Loi sur les investissements universitaires.

Une discussion s'ensuit.

Le débat est suspendu.

DÉCISION DU PRÉSIDENT

M. le Président rend sa décision sur la recevabilité de la motion présentée par le député d'Abitibi-Ouest en vertu de l'article 97 du Règlement:

Le Président pose ainsi la seule question à résoudre: La motion en cause contient-elle un exposé de motif ou de l'argumentation allant à l'encontre de l'article 191 du Règlement? Le Président entend se conformer à l'usage prévalant depuis quelques législatures et à une décision antérieure à l'effet de donner une interprétation large à l'article 191 dans le cas d'une motion présentée en vertu de l'article 97 du Règlement. D'autre part, une expression d'opinion n'est pas interdite dans le cadre d'une motion. Quant à l'exactitude d'un élément de la motion, ce n'est pas au Président d'en décider mais à la Chambre.

En conséquence, la motion est déclarée recevable.

L'Assemblée reprend le débat sur le rapport de la Commission de l'éducation concernant le projet de loi 25, Loi modifiant la Loi sur les investissements universitaires.

Le débat terminé, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation qui a étudié le projet de loi 26, Loi modifiant la Loi sur le Conseil des universités.

Après débat, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation qui a étudié le projet de loi 28, Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel.

Après débat, le rapport est adopté sur division.

À 13 h 00, Mme la Vice-Présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Rapport annuel du Conseil de la langue française, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 473 de la session)

Par M. Marx, ministre de la Justice:

Rapport annuel du Comité de la protection de la jeunesse, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 474 de la session)

Rapport annuel du Fonds d'aide aux recours collectifs, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 475 de la session)

Rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail concernant l'administration de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels* et de la *Loi visant à favoriser le civisme*, pour l'année 1985.

(Document n° 476 de la session)

Rapport des travaux complétés par la Commission de refonte des lois et des règlements pour convertir les unités de mesure des lois québécoises au système international d'unités.

(Document n° 477 de la session)

Par M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce:

Circulaires de renseignements relatives à la mise en vente de la participation du Groupe SGF dans Dofor inc. (Domtar inc.) et Donohue inc.

(Document n° 478 de la session)

Par M. MacDonald, ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique:

Rapport annuel de l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 479 de la session)

Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Réponse à la question de M. Boulerice (Saint-Jacques) inscrite au *Feuilleton* le 20 mai 1986:

1. Quel est le taux de rémunération de Me Francis Fox comme émissaire de la ministre des Affaires culturelles, chargé de présenter et d'expliquer aux distributeurs étrangers la loi 109 sur le cinéma et ses implications?

2. Quel est le montant de l'engagement budgétaire prévu pour l'exécution de ce mandat?

(Document n° 480 de la session)

Par M. French, ministre des Communications:

Réponse à la question de Mme Juneau (Johnson), inscrite au *Feuilleton* le 28 octobre 1986:

1. Quelle est la liste détaillée, par média communautaire, des subventions versées dans le cadre du programme d'aide PAMEC pour l'année financière 1986-1987 pour chacune des catégories suivantes: radio, télévision et journaux communautaires?

2. Quelle est la liste des subventions versées pour 1986-1987 dans le cadre du Programme d'aide aux organismes de défense des intérêts des usagers des moyens de communication (PODIUM)?

(Document n° 481 de la session)

M. Johnson, chef de l'Opposition officielle, se prévalant de l'article 71 du Règlement, soulève une question de fait personnel pour nier les affirmations que lui attribue le quotidien *The Gazette* du 1er novembre dernier.

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Latulippe, Solliciteur général, propose:

Que l'Assemblée nationale souligne la Semaine de la prévention du crime.

Du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La discussion terminée, la motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission du budget et de l'administration, pour entendre les intéressés et étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 209 Loi sur Hôtel de Lido inc.;
- 243 Loi concernant Ressources Chesbar inc.;
- 244 Loi concernant les Explorations Muscocho Limitée (Libre de responsabilité personnelle.

M. le Président informe l'Assemblée de la tenue d'une séance de la Commission des institutions pour la vérification des engagements financiers relevant de la compétence du Solliciteur général (janvier à juin 1986).

Conformément à l'article 97 du Règlement, M. Gendron (Abitibi-Ouest), propose:

Que cette Assemblée demande au Gouvernement de mettre fin au différend sur le rôle de l'État qui divise le Conseil des ministres, qu'elle exige du Gouvernement une définition claire du rôle de l'État québécois et qu'elle refuse la disparition des indispensables instruments collectifs dont s'est dotée la société québécoise depuis vingt-cinq ans.

Une discussion s'ensuit.

M. le Président informe l'Assemblée qu'à la suite d'une réunion avec les leaders, le temps de parole pour la séance d'aujourd'hui sera réparti également entre les deux groupes parlementaires, la durée des interventions n'étant limitée que par l'enveloppe attribuée à chaque groupe.

Et le débat se poursuit sur la motion de M. Gendron (Abitibi-Ouest).

5 novembre 1986

Le débat est ajourné sur la motion de M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle.

À 18 h 00, l'Assemblée ajourne ses travaux à jeudi 14 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, présente le projet de loi 122, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la mention du district judiciaire de Laval ou de Longueuil dans les statuts de certaines corporations, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Marx, ministre de la Justice, présente le projet de loi 125, Loi modifiant le Code de procédure civile, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Bacon, ministre responsable de l'Office des ressources humaines:

Rapport annuel de l'Office des ressources humaines, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 482 de la session)

Par Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux:

Rapports annuels des activités des conseils régionaux de la santé et des services sociaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 483 de la session)

Par M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales:

Rapport annuel de la Société de développement de la Baie James et de ses entités affiliées, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1985.

(Document n° 484 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission des affaires sociales, pour l'étude détaillée du projet de loi 74, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie.
- La Commission des institutions, pour l'étude détaillée du projet de loi 92, Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Charte des droits et libertés de la personne.

M. le Président informe l'Assemblée de la tenue d'une séance de la Commission de l'éducation, pour la vérification des engagements financiers du ministère de l'Éducation et du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science (janvier à septembre 1986).

M. le Président fait part à l'Assemblée de l'interpellation qui aura lieu le vendredi 14 novembre 1986, soit celle de Mme Harel (Maisonneuve) adressée à Mme Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine, sur le sujet suivant:

Les politiques du gouvernement à l'égard de la condition féminine.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 45, Loi modifiant la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 45 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 45 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 47, Loi modifiant la Loi favorisant le regroupement des municipalités, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 47 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 47 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Latulippe, Solliciteur général, propose que le principe du projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur la probation et sur les établissements de détention, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 83 est adopté.

6 novembre 1986

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 83 est renvoyé en commission plénière pour étude détaillée à une séance subséquente.

À 17 h 31, du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, les travaux sont suspendus jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce, propose que le principe du projet de loi 114, Loi abrogeant la Loi sur l'Institut national de productivité, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 114 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 114 est renvoyé pour étude détaillée à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

À 20 h 47, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi 14 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. Johnson, ministre des Finances par intérim, fait une déclaration ministérielle concernant le traitement fiscal des allocations familiales et l'ouverture du REA au développement régional.

M. Parent (Bertrand), au nom de l'Opposition officielle, fait un bref commentaire, et le ministre termine par une courte réplique.

M. Johnson dépose copie de cette déclaration et une annexe s'y rapportant.
(Document n° 485 de la session)

Les projets de loi suivants sont l'un après l'autre présentés et, sur la motion de leur auteur, l'Assemblée accepte d'en être saisie:

- 118 Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics - M. Gobeil, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du Trésor;
- 120 Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal - M. Gratton, ministre du Revenu;
- 126 Loi modifiant la Loi concernant les environs du parc du Mont Sainte-Anne - M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;
- 132 Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole - M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

- 133 Loi modifiant la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés - M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;
- 134 Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments - M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, présente le projet de loi 124, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'assurance-maladie, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, M. le Président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources:

Rapport annuel de la Régie de l'électricité et du gaz, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 486 de la session)

Par M. Lincoln, ministre de l'Environnement:

Rapport annuel du Conseil consultatif sur les réserves écologiques, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 487 de la session)

Par Mme Gagnon-Tremblay, ministre responsable de l'Office des services de garde à l'enfance:

Rapport annuel de l'Office des services de garde à l'enfance, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 488 de la session)

Par M. Bélanger (Laval-des-Rapides):

Rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 6 novembre 1986, a étudié en détail le projet de loi suivant:

74 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie - Rapporté avec amendements.

(Document n° 489 de la session)

Par M. Charbonneau (Verchères), au nom de M. Rochefort (Gouin):

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé les 23 et 30 septembre et le 28 octobre 1986 et a vérifié les engagements financiers du ministère des Affaires municipales et du ministre responsable de l'Habitation, du ministère des Transports (avril à juillet 1986), du ministre responsable du Développement régional (janvier à juillet 1986), du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (avril à juin 1986) et du ministère de l'Environnement (avril à août 1986).

(Document n° 490 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Rémillard, ministre des Relations internationales et ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, propose:

Que cette Assemblée, en ce jour du Souvenir, rende hommage à tous ceux qui ont donné leur vie pour l'avènement d'un monde de paix et de liberté, et réaffirme la volonté des Québécoises et des Québécois de poursuivre cet idéal ainsi que leur attachement à la promotion et au respect des droits humains.

Du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La discussion terminée, la motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Qu'en raison de l'urgence de la situation, il y a lieu, conformément aux dispositions des articles 182 et 183 du Règlement, et ce, en vue de l'adoption du projet de loi 160, Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux, de proposer:

Que les règles ci-après mentionnées soient suspendues: les 1^{er} et 2^e alinéas de l'article 20, l'article 54, les 2^e et 3^e alinéas de l'article 84, les paragraphes 2 et 3 de l'article 87, les articles 88 à 93, 111 à 114, 205 à 208, 230, 232, 233, 236, 237, 240, 241, le 2^e alinéa de l'article 244, à l'article 248: les mots "l'adoption du projet de loi est fixée à une séance subséquente", et les 2^e et 3^e alinéas de l'article 256;

Que les règles ci-dessus énumérées soient suspendues jusqu'à l'adoption du projet de loi;

Que la commission plénière fasse rapport au plus tard une heure et demie après le début de ses travaux;

Que dix minutes avant l'expiration de ce délai, le président de la commission plénière mette aux voix, sans débat, les articles et les amendements dont la commission n'aura pas disposé;

Que le débat sur l'adoption du projet de loi soit limité à vingt minutes par groupe parlementaire;

Que l'Assemblée puisse siéger dès l'adoption de la présente motion jusqu'à l'adoption du projet de loi 160, Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux; et

Que malgré ce qui précède, les étapes non franchies, s'il en est, soient mises aux voix par le Président au moment qu'il jugera opportun de façon à ce que la mise aux voix de l'adoption du projet de loi intervienne au plus tard à 23 h 30, le 11 novembre 1986.

Du consentement unanime, le débat sur cette motion est reporté à plus tard au cours de la présente séance.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission des institutions, pour l'étude détaillée du projet de loi 92, Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Charte des droits et libertés de la personne;
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude détaillée du projet de loi 86, Loi abrogeant la Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires.

M. le Président informe l'Assemblée de la tenue de séances des commissions suivantes:

- La Commission de l'éducation, afin d'examiner les orientations, les activités et la gestion du Conseil supérieur de l'éducation;
- La Commission des institutions, pour une séance de travail;
- La Commission de l'économie et du travail, pour une séance de travail.

Du consentement unanime, il est ordonné:

Que les commissions convoquées pour aujourd'hui retardent le début de leurs travaux jusqu'à nouvel ordre.

M. le Président informe l'Assemblée que le débat de la prochaine séance sur les affaires inscrites par les députés de l'Opposition portera sur la motion suivante de M. Gendron (Abitibi-Ouest):

Que cette Assemblée demande au Gouvernement de mettre fin au différend sur le rôle de l'État qui divise le Conseil des ministres, qu'elle exige du Gouvernement une définition claire du rôle de l'État québécois et qu'elle refuse la disparition des indispensables instruments collectifs dont s'est dotée la société québécoise depuis vingt-cinq ans.

Du consentement unanime, les travaux de l'Assemblée sont suspendus.

À 16 h 48, les travaux de l'Assemblée reprennent.

Du consentement unanime et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, la convocation de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation afin d'étudier le projet de loi 86 est annulée.

Avant que ne soit entamé le débat sur la motion de suspension des Règles de procédures présentée par M. Gratton, leader du gouvernement, M. le Président informe l'Assemblée de la répartition du temps pour la discussion de cette motion, convenue lors d'une réunion qu'il a tenue avec les leaders. Ainsi, chaque groupe parlementaire aura droit à deux interventions, une courte réplique étant réservée à l'auteur de la motion; la durée des discours ne sera limitée que par le temps global d'une heure attribué à chaque groupe.

Après débat, la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, est adoptée.

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, présente le projet de loi 160, Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services Sociaux, propose que le principe du projet de loi 160, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 160 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 160 est renvoyé pour étude détaillée à la commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime, et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le temps de parole prévu dans la motion de suspension des Règles de procédure, pour le débat sur l'adoption du projet de loi 160, est modifié de façon à permettre deux interventions de dix minutes à l'Opposition officielle et une réplique de dix minutes à la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le projet de loi 160, Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 160 est adopté.

À 11 h 37, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi 10 h 00.

11 novembre 1986

Le mardi 11 novembre 1986, à vingt-trois heures quarante-cinq minutes, à la Salle 103 de l'Hôtel du Parlement, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de Mme Lavoie-Roux, la représentante du Premier ministre, de M. Rochefort, le représentant du chef de l'Opposition officielle, et du Secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

- 78 Loi modifiant diverses lois fiscales afin de donner suite à l'Énoncé de politiques budgétaires du gouvernement du 18 décembre 1985;
- 91 Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile en matière d'arbitrage;
- 160 Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose que le principe du projet de loi 115, Loi abrogeant la Loi sur le Conseil d'artisanat, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 115 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 115 est renvoyé pour étude détaillée en commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose que le projet de loi 115, Loi abrogeant la Loi sur le Conseil d'artisanat, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 115 est adopté.

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose que le principe du projet de loi 116, Loi abolissant le Conseil des Arts du Québec, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 116 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 116 est renvoyé pour étude détaillée en commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le projet de loi 29, Loi modifiant la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 29 est adopté.

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le projet de loi 25, Loi modifiant la Loi sur les investissements universitaires, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 25 est adopté.

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le projet de loi 26, Loi modifiant la Loi sur le Conseil des universités, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 26 est adopté.

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le projet de loi 28, Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel, soit adopté.

12 novembre 1986

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 28 est adopté.

M. Picotte, ministre du Tourisme, propose que le projet de loi 112, Loi abolissant le Conseil québécois du Tourisme, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 112 est adopté.

M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le principe du projet de loi 113, Loi abrogeant la Loi sur la Société de cartographie, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 113 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 113 est renvoyé pour étude détaillée en commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

À 13 h 00, M. le Vice-Président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Les projets de loi suivants sont l'un après l'autre présentés et, sur la motion de leur auteur, l'Assemblée accepte d'en être saisie:

- 128 Loi modifiant la Loi sur le Bureau de la statistique - M. Johnson, ministre des Finances par intérim;
- 129 Loi modifiant la Loi sur l'administration financière - M. Johnson, ministre des finances par intérim;
- 130 Loi concernant les dépenses effectuées et non comptabilisées au 31 mars 1986 - M. Johnson, ministre des Finances par intérim;
- 135 Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales et la Loi sur les impôts - M. Gratton, ministre du Revenu;
- 138 Loi sur le ministère du Solliciteur général et modifiant diverses dispositions législatives - M. Latulippe, Solliciteur général;
- 139 Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse concernant l'adoption internationale - Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux;
- 141 Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les connaissances, les reçus et les cessions de biens en stock, en matière d'enregistrement - M. Marx, ministre de la Justice;
- 142 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux - Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux;
- 146 Loi modifiant la Loi sur les grains et la Loi sur la mise en marché des produits agricoles - M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation - sur division;
- 147 Loi modifiant la Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales - M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale;

- 148 Loi modifiant la Loi sur le temps réglementaire - M. Marx, ministre de la Justice;
- 149 Loi modifiant la Loi sur l'Institut de recherche sur la culture - Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles;
- 151 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la probation et les établissements de détention concernant la surveillance intensive. - M. Latulippe, Solliciteur général.

M. Paradis, ministre du Travail, présente le projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la présente séance.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources:

Réponse à la question écrite de M. Gauthier (Roberval) concernant Ultramar. Question n° 1, *Feuilleton* du 12 novembre 1986.

(Document n° 491 de la session)

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapports de la Commission du budget et de l'administration qui a siégé le 6 novembre 1986, a entendu les intéressés et étudié les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 209 Loi sur l'Hôtel de Lido inc. - Rapporté sans amendement.

(Document n° 492 de la session)

- 243 Loi concernant Ressources Chesbar Inc. - Rapporté sans amendement.

(Document n° 493 de la session)

- 244 Loi concernant les Explorations Muscocho Limitée (Libre de responsabilité personnelle) - Rapporté sans amendement.

(Document n° 494 de la session)

Sur la motion de M. Lemieux (Vanier), les rapports concernant les projets de loi d'intérêt privé 209, 243 et 244 sont adoptés.

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que l'Assemblée soit saisie du projet de loi 124, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'assurance-maladie.

(Vote n° 59)

POUR

Assad	Bélisle	Côté	Farrah
Audet	Bissonnet	(Riv.-du-Loup)	Forget
Bacon	Bleau	Cusano	Fortin
Baril	Bourbeau	Dauphin	French
Beaudin	Bradet	Després	Gagnon-Tremblay
Bégin	Brouillette	Dionne	Gardner
Bélanger	Camden	Dougherty	Gauvin
(Laval-des-Rap.)	Cannon	Doyon	Gervais
Bélanger	Cardinal	Dubois	Gobé
(Még.-Compton)	Ciaccia	Dutil	Gobeil

Gratton	Lemire	Polak	Vaillancourt
Hains	MacDonald	Rivard	Vallerand
Hamel	Maciocia	Robic	Vallières
Hétu	Maltais	Rocheleau	
Houde	Marcil	Ryan	
Hovington	Marx	Saintonge	
Johnson	Messier	St-Roch	
(Vaud-Soulanges)	Middlemiss	Savoie	
Joly	Pagé	Séguin	
Kehoe	Paradis	Sirros	
Khelfa	(Brome-Missis.)	Théorêt	
Laporte	Paradis	Thérien	
Latulippe	(Matapédia)	Tremblay	
Lavoie-Roux	Parent	(Iberville)	
Leclerc	(Sauvé)	Tremblay	
Lefebvre	Pelchat	(Rimouski)	
Legault	Philibert	Trépanier	
Lemieux	Picotte	Trudel	

CONTRE

Blackburn	Desbiens	Harel	Parent
Blais	Dufour	Johnson	(Bertrand)
Boulerice	Filion	(Anjou)	Perron
Brassard	Garon	Jolivet	Rocheport
Charbonneau	Gauthier	Juneau	Vermette
Chevrette	Gendron	Paré	
Claveau	Godin		

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Pour 88 Contre 23

L'Assemblée procède au vote par appel nominal de la motion de M. Paradis, ministre du Travail, proposant que l'Assemblée soit saisie du projet de loi 119. Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.

(Vote n° 60)

POUR

Assad	Dionne	Khelfa	Picotte
Audet	Dougherty	Laporte	Polak
Bacon	Doyon	Latulippe	Rivard
Baril	Dubois	Lavoie-Roux	Robic
Beaudin	Dutil	Leclerc	Rocheleau
Bégin	Farrah	Lefebvre	Ryan
Bélanger	Forget	Legault	Saintonge
<i>(Laval-des-Rap.)</i>	Fortin	Lemieux	St-Roch
Bélanger	French	Lemire	Savoie
<i>(Még.-Compton)</i>	Gagnon-Tremblay	MacDonald	Séguin
Bélisle	Gardner	Maciocia	Sirros
Bissonnet	Gauvin	Maltais	Théorêt
Bleau	Gervais	Marcil	Thérien
Bourbeau	Gobé	Marx	Tremblay
Bradet	Gobeil	Messier	<i>(Iberville)</i>
Brouillette	Gratton	Middlemiss	Tremblay
Camden	Hains	Pagé	<i>(Rimouski)</i>
Cannon	Hamel	Paradis	Trépanier
Cardinal	Hétu	<i>(Brome-Missis.)</i>	Trudel
Ciaccia	Houde	Paradis	Vaillancourt
Côté	Hovington	<i>(Matapédia)</i>	Vallerand
<i>(Riv.-du-Loup)</i>	Johnson	Parent	Vallières
Cusano	<i>(Vaud.-Soulanges)</i>	<i>(Sauvé)</i>	
Dauphin	Joly	Pelchat	
Després	Kehoe	Philibert	

CONTRE

Blackburn	Desbiens	Harel	Parent
Blais	Dufour	Johnson	<i>(Bertrand)</i>
Boulerice	Filion	<i>(Anjou)</i>	Perron
Brassard	Garon	Jolivet	Rocheport
Charbonneau	Gauthier	Juneau	Vermette
Chevrette	Gendron	Paré	
Claveau	Godin		

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Pour 88 Contre 23

Mme Trépanier (Dorion), au nom de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose:

Que l'Assemblée nationale félicite le nouveau maire de la ville de Montréal, M. Jean Doré, et son conseil, et remercie M. Jean Drapeau et son équipe pour les nombreuses années passées au service de leurs concitoyens.

Du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La discussion terminée, la motion est adoptée.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission des institutions, pour étudier en détail le projet de loi 96, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les boissons alcooliques, et poursuivre l'étude du projet de loi 92, Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Charte des droits et libertés de la personne;
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour étudier en détail le projet de loi 86, Loi abrogeant la Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires.

M. le Vice-Président informe l'Assemblée de la tenue d'une séance de la Commission du budget et de l'administration, pour la vérification des engagements financiers du ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du Trésor (avril à août 1986).

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Gendron (Abitibi-Ouest) proposant, en vertu de l'article 97 du Règlement:

Que cette Assemblée demande au Gouvernement de mettre fin au différend sur le rôle de l'État qui divise le Conseil des ministres, qu'elle exige du Gouvernement une définition claire du rôle de l'État québécois et qu'elle refuse la disparition des indispensables instruments collectifs dont s'est dotée la société québécoise depuis vingt-cinq ans.

A la fin de son intervention, M. Trudel (Bourget) propose:

Que la motion en discussion soit modifiée en remplaçant dans la dernière ligne le point par une virgule et en ajoutant ce qui suit: "la plupart et les plus importants ayant été mis en place entre 1960 et 1976."

Du consentement unanime, le débat se poursuit sur la motion principale.

M. le Vice-Président interrompt le débat et déclare l'amendement recevable.

Du consentement unanime, le débat reprend à la fois sur la motion d'amendement et sur la motion principale.

Le débat terminé, la motion d'amendement est adoptée.

La motion principale amendée est mise aux voix et le vote par appel nominal est exigé.

A la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 18 h 00, l'Assemblée ajourne ses travaux à jeudi 14 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

Les projets de loi suivants sont l'un après l'autre présentés et, sur la motion de leur auteur, l'Assemblée accepte d'en être saisie:

- 121 Loi concernant certaines rétrocessions de droits dont le gouvernement est devenu titulaire par expropriation avant le 1er avril 1976 - M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Côté, ministre des Transports;
- 127 Code de la sécurité routière - M. Gratton, au nom de M. Côté, ministre des Transports;
- 131 Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation et modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation - M. Ryan, ministre de l'Éducation;
- 137 Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec - M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales;
- 140 Loi modifiant la Charte de la langue française - Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles;
- 143 Loi modifiant la Loi sur les compagnies - M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation;
- 144 Loi modifiant la Loi sur les transports - M. Gratton, au nom de M. Côté, ministre des Transports;
- 150 Loi sur les forêts - M. Côté, ministre délégué aux Forêts;
- 152 Loi sur les établissements touristiques - M. Gratton, au nom de M. Picotte, ministre du Tourisme;

- 153 Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs - M. Gratton, au nom de M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;
- 154 Loi modifiant la Loi sur la Société de développement industriel du Québec - M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce;
- 155 Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives - M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce;
- 156 Loi modifiant la Loi médicale - M. Ryan, ministre responsable de l'application des lois professionnelles.
- 157 Loi modifiant la Loi sur le cinéma - Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles.
- 158 Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise - M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, présente le projet de loi 102, Loi sur les terres du domaine public, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que la Commission de l'économie et du travail procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi 102, Loi sur les terres du domaine public; et

Que le ministre de l'Énergie et des Ressources soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

13 novembre 1986

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Rapport annuel de l'Office de la langue française, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 495 de la session)

Par M. Vallerand, ministre délégué aux PME:

Rapport intitulé: *Les PME au Québec - état de la situation, 1986.*

(Document n° 496 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur la motion de M. Gendron (Abitibi-Ouest) proposant, en vertu de l'article 97 du Règlement:

Que cette Assemblée demande au Gouvernement de mettre fin au différend sur le rôle de l'État qui divise le Conseil des ministres, qu'elle exige du Gouvernement une définition claire du rôle de l'État québécois et qu'elle refuse la disparition des indispensables instruments collectifs dont s'est dotée la société québécoise depuis vingt-cinq ans, la plupart et les plus importants ayant été mis en place entre 1960 et 1976.

(Vote n° 61)

POUR

Blackburn	Desbiens	Godin	Paré
Blais	Dufour	Harel	Parent
Brassard	Filion	Johnson	(Bertrand)
Charbonneau	Garon	(Anjou)	Perron
Chevrette	Gauthier	Jolivet	Rocheffort
Claveau	Gendron	Juneau	Vermette

CONTRE

Assad	Doyon	Latulippe	Poulin
Audet	Dubois	Leclerc	Rémillard
Bacon	Dutil	Lefebvre	Richard
Baril	Farrah	Legault	Rivard
Beaudin	Forget	Lemieux	Rocheleau
Bégin	Fortier	MacDonald	Ryan
Bélanger	Fortin	Maciocia	Saintonge
(Még.-Compton)	French	Maltais	St-Roch
Bélisle	Gagnon-Tremblay	Marcil	Savoie
Bleau	Gardner	Marx	Scowen
Bourbeau	Gauvin	Messier	Séguin
Bradet	Gervais	Middlemiss	Sirros
Brouillette	Gobé	Pagé	Thérien
Camden	Gobeil	Paradis	Tremblay
Cannon	Gratton	(Brome-Miss.)	(Iberville)
Cardinal	Hains	Paradis	Tremblay
Ciaccia	Hamel	(Matapédia)	(Rimouski)
Côté	Hétu	Parent	Trépanier
(Riv.-du-Loup)	Hovington	(Sauvé)	Trudel
Cusano	Joly	Pelchat	Vaillancourt
Dauphin	Kehoe	Philibert	Vallerand
Després	Khelfa	Picotte	Vallières
Dougherty	Laporte	Polak	

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

Pour 22 Contre 84

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que M. Kehoe (Chapleau) soit remplacé par M. Bradet (Charlevoix) à la Commission de l'aménagement et des équipements; et

Que M. Lemieux (Vanier) soit remplacé par M. Doyon (Louis-Hébert) à la Commission des institutions.

La motion est adoptée.

M. le Vice-Président informe l'Assemblée de la tenue de séances des commissions suivantes:

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour la vérification des engagements financiers du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (juin à septembre 1986) et ceux relevant du ministre délégué aux Pêcheries (mai à septembre 1986);
- La Commission de l'économie et du travail, pour la vérification des engagements financiers du ministère du Tourisme (décembre 1985 à septembre 1986);
- La Commission des institutions, pour une séance de travail.

M. le Vice-Président fait part à l'Assemblée de l'interpellation qui aura lieu le vendredi 21 novembre 1986, soit celle de M. Godin (Mercier) adressée à Mme Robic, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, sur le sujet suivant:

Les politiques libérales en matière d'immigration.

Du consentement unanime et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'interpellation du vendredi 14 novembre 1986 sera tenue exceptionnellement de 9 h 00 à 11 h 00.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales qui a étudié le projet de loi 74, Loi modifiant la loi sur l'assurance-maladie.

Le rapport est adopté.

13 novembre 1986

M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le projet de loi 113, Loi abrogeant la Loi sur la Société de cartographie du Québec, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 113 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière pour étudier en détail le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur la probation et sur les établissements de détention.

La commission rapporte qu'elle n'a pas fini de délibérer et permission lui est donnée de siéger de nouveau à la prochaine séance.

À 18 h 00, M. le Vice-Président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

M. Marx, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 125, Loi modifiant le Code de procédure civile, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 125 est adopté.

13 novembre 1986

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 125 est renvoyé pour étude détaillée à la commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté avec un amendement au titre; le rapport est adopté.

À 20 h 38, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi 14 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, présente le projet de loi 123, Loi modifiant la Loi sur les syndicats professionnels, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Rapport annuel de la Commission de protection de la langue française, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 497 de la session)

Par M. Côté, ministre des Transports:

Rapport annuel de la Société des traversiers du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 498 de la session)

Par Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux:

Rapports annuels des conseils régionaux de la santé et des services sociaux de Lanaudière et des Laurentides et de Kativik, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 499 de la session)

Par M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales et responsable de l'Habitation:

Rapport annuel de la Société d'habitation du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1985.

(Document n° 500 de la session)

Rapport annuel de la Société d'aménagement de l'Outaouais, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 501 de la session)

Par M. Fillion (Taillon):

Rapport de la Commission des institutions qui, le 12 novembre 1986, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 96 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les boissons alcooliques - Rapporté avec amendements.

(Document n° 502 de la session)

Par M. Houde (Berthier):

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 13 novembre 1986, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 86 Loi abrogeant la Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires - Rapporté sans amendement.

(Document n° 503 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

18 novembre 1986

Au cours de cette période, du consentement unanime, M. Perron (Duplessis) dépose une déclaration assermentée de M. Bertrand Rossignol de Sept-Iles ainsi qu'un témoignage du docteur Georges Patry de Sillery, attestant de la survente de billets sur un vol de Quebecair.

(Document n° 504 de la session)

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission des institutions pour l'étude détaillée du projet de loi 92, Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Charte des droits et libertés de la personne.

M. le Vice-Président informe l'Assemblée de la tenue d'une séance de travail de la Commission des affaires sociales.

Du consentement unanime, M. Gratton, leader du gouvernement, dépose le document suivant:

Liste des organismes que la Commission de l'économie et du travail entendra les 11 et 12 décembre 1986, dans le cadre d'une consultation particulière sur le projet de loi 102, Loi sur les terres du domaine public.

(Document n° 505 de la session)

M. le Vice-Président informe l'Assemblée que le débat de la prochaine séance sur les affaires inscrites par les députés de l'Opposition portera sur la motion suivante de M. Rochefort (Gouin):

Que cette Assemblée demande au gouvernement de respecter les promesses électorales du Parti libéral à l'égard de la santé et des services sociaux, qu'elle obtienne la garantie formelle que cesseront immédiatement les coupures de services de santé et de services sociaux et qu'elle exige du gouvernement le rétablissement sans délai des services coupés et l'amélioration de la qualité et de la quantité des mesures nécessaires pour répondre adéquatement aux besoins des citoyens et citoyennes du Québec.

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose que le projet de loi 116, Loi abolissant le Conseil des Arts du Québec, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 116 est adopté.

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le projet de loi 74, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 74 est adopté.

M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce, propose que le projet de loi 114, Loi abrogeant la Loi sur l'Institut national de productivité, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 114 est adopté.

M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, propose que le principe du projet de loi 122, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la mention du district judiciaire de Laval ou de Longueuil dans les statuts de certaines corporations, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 122 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 122 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

M. Gratton, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi 120, Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Garon (Lévis).

À 17 h 55, M. le Vice-Président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 120, Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal.

Du consentement unanime, le débat est suspendu et M. Gratton, leader du gouvernement, annule pour mercredi matin, la convocation de la Commission des institutions concernant l'étude détaillée du projet de loi 92.

18 novembre 1986

Le débat reprend sur la motion de M. Gratton, ministre du Revenu.

Le débat est ajourné sur la motion de Mme Juneau (Johnson).

À 22 h 00, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue de nouveau en commission plénière pour étudier en détail le projet de loi 83, Loi modifiant la Loi sur la probation et sur les établissements de détention.

Le projet de loi est étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 120, Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Parent (Bertrand).

À 13 h 00, M. le Vice-Président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Côté, ministre délégué aux Forêts:

Rapport annuel de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (REXFOR), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 506 de la session)

Par M. Lincoln, ministre de l'Environnement:

Réponse à la question écrite de M. Blais (Terrebonne) concernant le comité créé par le ministre de l'Environnement pour évaluer certains aspects du programme d'assainissement des eaux. Question n° 2, *Feuilleton* du 19 novembre 1986.

(Document n° 507 de la session)

Réponse à la question écrite de M. Blais (Terrebonne) concernant l'abandon du programme "Berges neuves". Question n° 3, *Feuilleton* du 19 novembre 1986.

(Document n° 508 de la session)

Par M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu:

Réponse à la question écrite de M. Charbonneau (Verchères) concernant la contre-expertise médicale en vue de déterminer l'aptitude au travail des bénéficiaires de l'aide sociale âgés de moins de 30 ans. Question n° 8, *Feuilleton* du 19 novembre 1986.

(Document n° 509 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Du consentement unanime, au cours de sa réponse à une question qui lui a été posée lors d'une séance précédente, M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones, dépose les documents suivants:

- Prospectus de Cambior inc., en date du 24 juillet 1986;

- Tableau comparatif des cours des actions aurifères, en date du 24 juillet 1986;
- Évaluation des éléments d'actif et de passif de Soquem transférés à Cambior inc.

(Document n° 510 de la session)

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque la Commission des institutions, pour l'étude détaillée du projet de loi 92, Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Charte des droits et libertés de la personne.

M. le Président informe l'Assemblée des réunions suivantes des commissions:

- La Commission des institutions, pour une séance de travail;
- La Commission de l'éducation, pour l'examen des orientations, des activités et de la gestion du Conseil supérieur de l'éducation.

Conformément à l'article 97 du Règlement, M. Rochefort (Gouin) propose:

Que cette Assemblée demande au gouvernement de respecter les promesses électorales du Parti libéral à l'égard de la santé et des services sociaux, qu'elle obtienne la garantie formelle que cesseront immédiatement les coupures de services de santé et de services sociaux et qu'elle exige du gouvernement le rétablissement sans délai des services coupés et l'amélioration de la qualité et de la quantité des mesures nécessaires pour répondre adéquatement aux besoins des citoyens et citoyennes du Québec.

Un débat s'ensuit.

19 novembre 1986

M. le Vice-Président interrompt le débat et informe l'Assemblée que, en application de l'article 98 du Règlement, le résidu du temps de parole de la présente séance sera partagé également entre les deux groupes parlementaires et qu'aucune limite ne sera imposée pour la durée des discours de chacun des intervenants.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Rochefort (Gouin).

Le débat est ajourné sur la motion de M. Garon (Lévis).

À 18 h 00, l'Assemblée ajourne ses travaux à jeudi 14 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. le Président communique et dépose le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

246 Loi concernant la dissolution de l'Association des employés de Yellow Sample.

(Document n° 511 de la session)

M. Chagnon (Saint-Louis) présente le projet de loi d'intérêt privé 246, Loi concernant la dissolution de l'Association des employés de Yellow Sample, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 246 soit renvoyé à la Commission de l'économie et du travail pour consultation et étude détaillée et que le ministre de l'Industrie et du Commerce soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Vallerand, ministre délégué aux PME et co-président de l'O.F.Q.J.:

Rapport annuel de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1985.

(Document n° 512 de la session)

Par M. le Président:

Conformément aux dispositions de l'article 109 de la Loi sur l'Assemblée nationale, la décision suivante du Bureau de l'Assemblée nationale:

- Décision 210, en date du 12 novembre 1986, concernant le Règlement relatif au paiement d'une prime de séparation à un professionnel de l'Assemblée nationale.

(Document n° 513 de la session)

Par M. Blais (Terrebonne):

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 13 novembre 1986, a vérifié les engagements financiers du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et du ministre délégué aux Pêcheries (juin à septembre 1986).

(Document n° 514 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose:

Que cette Assemblée félicite l'Association québécoise de loisirs pour personnes handicapées pour l'organisation de son prix qui vise à promouvoir l'intégration de la personne handicapée dans son milieu, de même que les municipalités et les organismes communautaires qui ont été honorés par ce prix, le 15 novembre 1986.

Du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La discussion terminée, la motion est adoptée.

M. Johnson, chef de l'Opposition officielle, propose:

Que cette Assemblée s'associe aux célébrations du jour des Patriotes en leur rendant hommage pour avoir combattu en faveur de la démocratie parlementaire et d'un gouvernement responsable sur le territoire du Québec.

Du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La discussion est suspendue et du consentement unanime, la Commission de l'éducation est autorisée à se réunir immédiatement pour l'examen des orientations, des activités et de la gestion du Conseil supérieur de l'éducation.

La discussion reprend sur la motion de M. Johnson, chef de l'Opposition officielle.

La discussion terminée, la motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission de l'aménagement et des équipements, pour entendre les intéressés et étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 219 Loi modifiant la Loi concernant la cité de Salaberry-de-Valleyfield;
- 248 Loi concernant la corporation municipale de la paroisse de Saint-Élie d'Orford;
- 258 Loi concernant le village de Saint-Gédéon.

M. le Président fait part à l'Assemblée de l'interpellation qui aura lieu le vendredi 28 novembre 1986, soit celle de Mme Blackburn (Chicoutimi) adressée à M. Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, sur le sujet suivant:

Les politiques gouvernementales de main-d'oeuvre et de sécurité du revenu pour les jeunes.

M. Paradis, ministre du Travail, propose que le principe du projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À la fin de son intervention, M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, propose l'amendement suivant:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant à la fin les mots "dans six mois".

Après avoir déclaré l'amendement recevable, Mme la Vice-Présidente suspend la séance afin de répartir le temps de parole du débat restreint sur cette motion.

À la reprise de la séance, Mme la Vice-Présidente fait part à l'Assemblée que chaque groupe disposera d'une heure sans qu'une limite de temps soit imposée aux intervenants pour la durée de leur discours. Si l'un des groupes n'utilise pas en entier le temps qui lui est alloué, le résidu pourra être utilisé par l'autre groupe parlementaire.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lemire (Saint-Maurice).

À 17 h 50, du consentement unanime, Mme la Vice-Présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

20 novembre 1986

Vingt heures

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le principe du projet de loi 117, Loi modifiant à nouveau la Loi sur la protection sanitaire des animaux, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle.

À 22 h 00, l'Assemblée ajourne ses travaux à mardi 14 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

M. le Président communique et dépose les rapports du directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 221 Loi modifiant la Loi constituant La Corporation des électriciens du Québec;
- 222 Loi concernant la ville de Drummondville;
- 223 Loi concernant la succession de Maurice Jolicoeur;
- 247 Loi concernant la ville d'Iberville;
- 263 Loi concernant la ville de Verdun;
- 267 Loi modifiant la charte de la ville de Salaberry-de-Valleyfield.
(Document n° 515 de la session)

M. Bélisle (Mille-Îles) présente le projet de loi d'intérêt privé 221, Loi modifiant la Loi constituant La Corporation des électriciens du Québec, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 221 soit renvoyé à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée, que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi et que les travaux soient dirigés par un président de séance.

La motion est adoptée.

M. St-Roch (Drummond) présente le projet de loi d'intérêt privé 222, Loi concernant la ville de Drummondville, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 222 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée, et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Trudel (Bourget) présente le projet de loi d'intérêt privé 223, Loi concernant la succession de Maurice Jolicoeur, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 223 soit renvoyé à la Commission des institutions pour consultation et étude détaillée, et que le ministre de la Justice soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Tremblay (Iberville) présente le projet de loi d'intérêt privé 247, Loi concernant la ville d'Iberville, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 247 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée, et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Polak (Sainte-Anne) présente le projet de loi d'intérêt privé 263, Loi concernant la ville de Verdun, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 263 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée, et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Marcil (Beauharnois) présente le projet de loi d'intérêt privé 267, Loi modifiant la charte de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 267 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée, et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Rapport annuel du ministère des Affaires culturelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 516 de la session)

Rapport annuel de la Société du Musée du Québec, pour la période du 16 novembre 1984 au 31 mars 1985 et pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 517 de la session)

Par M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation:

Rapport annuel de la Régie des grains du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 518 de la session)

Par M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources:

Rapport annuel du ministère de l'Énergie et des Ressources, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 519 de la session)

Par Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux:

Rapport annuel du Conseil des affaires sociales et de la famille, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 520 de la session)

Par M. le Président:

Rapport annuel du Vérificateur général, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 521 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, propose:

Que l'Assemblée, conformément aux dispositions de l'article 129 du Règlement, remplace de façon permanente à la Commission de l'économie et du travail M. Filion (Taillon) par M. Jolivet (Joliette).

La motion est adoptée.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque la Commission des institutions pour l'étude détaillée du projet de loi 92, Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Charte des droits et libertés de la personne.

M. le Président informe l'Assemblée des réunions suivantes des commissions:

- La Commission de l'éducation, pour l'examen des engagements financiers du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science (janvier à septembre 1986) et de ceux du ministère de l'Éducation (mai à septembre 1986);
 - La Commission de l'économie et du travail:
 - (i) pour l'examen des engagements financiers du ministère de l'Industrie et du Commerce (janvier à septembre 1986) et de ceux du ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique (décembre 1985 à septembre 1986);
 - (ii) pour une séance de travail.
-

M. le Président informe l'Assemblée qu'à la prochaine séance se poursuivra le débat sur la motion suivante proposée par M. Rochefort (Gouin), en vertu de l'article 97 du Règlement:

Que cette Assemblée demande au gouvernement de respecter les promesses électorales du Parti libéral à l'égard de la santé et des services sociaux, qu'elle obtienne la garantie formelle que cesseront immédiatement les coupures de services de santé et de services sociaux et qu'elle exige du gouvernement le rétablissement sans délai des services coupés et l'amélioration de la qualité et de la quantité des mesures nécessaires pour répondre adéquatement aux besoins des citoyens et citoyennes du Québec.

M. Marx, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 125, Loi modifiant le Code de procédure civile en matière de témoignage hors de cour et de saisie, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 125 est adopté.

M. Côté, ministre délégué aux Forêts, propose que le principe du projet de loi 150, Loi sur les forêts, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À la fin de son intervention, M. Gauthier (Roberval) propose l'amendement suivant:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant à la fin les mots "dans quatre mois".

Après avoir déclaré l'amendement recevable, M. le Vice-président suspend la séance afin de répartir le temps de parole du débat restreint sur cette motion.

À la reprise de la séance, M. le Vice-président fait part à l'Assemblée que chaque groupe disposera d'une heure sans qu'une limite de temps ne soit imposée aux intervenants pour la durée de leur discours. Si l'un des groupes n'utilise pas en entier le temps qui lui est alloué, le résidu pourra être utilisé par l'autre groupe parlementaire.

Un débat s'ensuit sur la motion d'amendement proposée par M. Gauthier (Roberval).

À 18 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

Le débat se poursuit sur l'amendement proposé par M. Gauthier (Roberval) à la motion portant adoption du principe du projet de loi 150.

Le débat terminé, la motion d'amendement est rejetée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Côté, ministre délégué aux Forêts, proposant que le principe du projet de loi 150, Loi sur les forêts, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Claveau (Ungava).

À 22 h 00, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

M. Ryan, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le principe du projet de loi 156, Loi modifiant la Loi médicale, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 156 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 156 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Côté, ministre délégué aux Forêts, proposant que le principe du projet de loi 150, Loi sur les forêts, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Paradis (Matapédia).

À 13 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Côté, ministre des Transports:

Rapport du Comité sur l'entretien du réseau routier, présidé par M. Robert Middlemiss, député de Pontiac.

(Document n° 522 de la session)

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 1^{er}, 7, 28 et 29 octobre et le 13 novembre 1986, a vérifié les engagements financiers du ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du Trésor, du ministre des Finances, du ministre du Revenu, du ministre des Approvisionnements et Services et de la vice-présidente du Conseil exécutif (décembre 1985 à août 1986).

(Document n° 523 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Au cours de cette période, du consentement unanime, M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, dépose copie d'une lettre adressée à Me Yves Fortier de l'étude Ogilvy, Renault, par M. Calvin S. Goldman, directeur des enquêtes et recherches (*Loi sur la concurrence*) à Consommation et Corporations Canada, concernant l'abandon de l'enquête relative à l'acquisition de la Raffinerie de sucre du Québec par Sucre Lantic Limitée.

(Document n° 524 de la session)

Du consentement unanime, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que la Commission de l'économie et du travail procède à des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction;

Que ladite commission tienne des auditions publiques le 4 décembre 1986 et, si nécessaire, le 5 décembre 1986;

Que le ministre du Travail soit membre de ladite commission pour la durée du mandat; et

Que la liste des organismes qui seront entendus dans le cadre de ce mandat soit celle contenue dans le document sessionnel n° 525.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime, M. Gratton, leader du gouvernement, dépose le document suivant:

Liste des organismes que la Commission de l'économie et du travail entendra le 4 décembre 1986 et, si nécessaire, le 5 décembre 1986, dans le cadre d'une consultation particulière sur le projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.

(Document n° 525 de la session)

Du consentement unanime et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Marx, ministre de la Justice, l'article 12 du *Fuilleton* du mercredi 26 novembre 1986 est annulé et le projet de loi 110, Loi sur la Commission des droits de la personne et sur le Comité de la protection de la jeunesse, est, en conséquence, retiré.

Du consentement unanime et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, la Commission de l'Assemblée nationale est mandatée et convoquée afin d'entendre le Directeur général des élections dans le cadre de l'étude du projet de loi 147, Loi modifiant la Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales, et les travaux de la commission seront dirigés par un président de séance.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée des projets de loi:
 - 45 Loi modifiant la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières;
 - 47 Loi modifiant la Loi favorisant le regroupement des municipalités;
 - 219 Loi modifiant la Loi concernant la cité de Salaberry-de-Valleyfield;
 - 248 Loi concernant la corporation municipale de la paroisse de Saint-Élie d'Orford;
 - 258 Loi concernant le village de Saint-Gédéon.
- La Commission des institutions, pour l'étude détaillée du projet de loi 92, Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Charte des droits et libertés de la personne.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Rochefort (Gouin) proposant, en vertu de l'article 97 du Règlement:

Que cette Assemblée demande au gouvernement de respecter les promesses électorales du Parti libéral à l'égard de la santé et des services sociaux, qu'elle obtienne la garantie formelle que cesseront immédiatement les coupures de services de santé et de services sociaux et qu'elle exige du gouvernement le rétablissement sans délai des services coupés et l'amélioration de la qualité et de la quantité des mesures nécessaires pour répondre adéquatement aux besoins des citoyens et citoyennes du Québec.

Mme la Vice-présidente interrompt le débat pour faire part à l'Assemblée de l'entente intervenue en conférence des leaders sur la répartition du temps de parole dudit débat: à l'exception d'une période de quinze minutes réservée à l'auteur de la motion pour l'exercice de son droit de réplique, le temps de parole sera réparti également entre les deux groupes parlementaires, sans restriction quant à la durée de chaque intervention.

Le débat se poursuit sur la motion de M. Rochefort (Gouin).

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est demandé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 18 h 03, l'Assemblée ajourne ses travaux à jeudi 14 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quatorze heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Bélanger (Laval-des-Rapides):

Rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 23, 28, 29 et 30 octobre 1986, a vérifié les engagements financiers des ministères de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, de la Santé et des Services sociaux, du programme 3 du Conseil exécutif et des organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine (janvier à juin 1986).

(Document n° 526 de la session)

Par M. Filion (Taillon):

Rapport de la Commission des institutions qui, le 23 septembre 1986, a examiné les orientations, les activités et la gestion de l'Office de la protection du consommateur, conformément à l'article 294 du Règlement. Avec recommandations.

(Document n° 527 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur la motion de M. Rochefort (Gouin) proposant, en vertu de l'article 97 du Règlement:

Que cette Assemblée demande au gouvernement de respecter les promesses électorales du Parti libéral à l'égard de la santé et des services sociaux, qu'elle obtienne la garantie formelle que cesseront immédiatement les coupures de services de santé et de services sociaux et qu'elle exige du gouvernement le rétablissement sans délai des services coupés et l'amélioration de la qualité et de la quantité des mesures nécessaires pour répondre adéquatement aux besoins des citoyens et citoyennes du Québec.

(Vote n° 62)

POUR

Blackburn	Claveau	Gendron	Paré
Blais	Desbiens	Harel	Parent
Boulerice	Dufour	Johnson	(Bertrand)
Brassard	Filion	(Anjou)	Perron
Charbonneau	Garon	Jolivet	Rocheffort
Chevrette	Gauthier	Juneau	

CONTRE

Audet	Cusano	Joly	Ryan
Bacon	Dauphin	Kehoe	Saintonge
Baril	Després	Latulippe	St-Roch
Beaudin	Dionne	Lavoie-Roux	Scowen
Bégin	Dougherty	Leclerc	Séguin
Bélanger	Doyon	Lefebvre	Sirros
(Laval-des-Rap.)	Dubois	Legault	Théorêt
Bélanger	Dutil	Lemieux	Thérien
(Még.-Compton)	Farrah	Lemire	Tremblay
Bissonnet	Fortier	Marx	(Iberville)
Bleau	Fortin	Messier	Tremblay
Bourassa	French	Middlemiss	(Rimouski)
Bourbeau	Gardner	Pagé	Trépanier
Bradet	Gauvin	Parent	Trudel
Brouillette	Gobé	(Sauvé)	Vaillancourt
Camden	Gobeil	Pelchat	Vallerand
Cannon	Gratton	Philibert	Vallières
Chagnon	Hains	Picotte	
Ciaccia	Hamel	Polak	
Côté	Hétu	Poulin	
(Charlesbourg)	Hovington	Richard	
Côté	Johnson	Rivard	
(Rivière-du-Loup)	(Vaud.-Soulanges)	Robic	

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit:

Pour 21 Contre 78

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée des projets de loi suivants:
 - 45 Loi modifiant la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières;
 - 47 Loi modifiant la Loi favorisant le regroupement des municipalités;
 - 258 Loi concernant le village de Saint-Gédéon.
- La Commission des institutions, pour l'étude détaillée du projet de loi 92, Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Charte des droits et libertés de la personne.

M. le Président, informe l'Assemblée que la Commission du budget et de l'administration tiendra une séance de travail.

DIRECTIVE DU PRÉSIDENT

M. le Président émet une directive quant à la forme et au contenu des pétitions et des extraits de pétitions, afin d'éviter le dépôt de pétitions qui n'en sont pas. Pour être recevables, les pétitions doivent respecter les conditions suivantes:

- la pétition doit explicitement mentionner qu'elle s'adresse à l'Assemblée;

- la pétition doit contenir un exposé des faits et une requête;
- les faits doivent relever de la compétence de l'Assemblée;
- la pétition doit être un original manuscrit, dactylographié ou imprimé sur des feuilles de papier de format habituel;
- le texte de la pétition doit obligatoirement être suivi de signatures;
- la pétition doit contenir la signature originale de tous les pétitionnaires et, s'il y a lieu, leur désignation en tant que groupe;
- l'exposé des faits doit être clair, succinct, précis et rédigé en termes modérés, mesurés et respectueux;
- les pétitionnaires doivent nécessairement agir par l'intermédiaire d'un député;
- l'extrait de pétition doit être conforme à l'original et au Règlement, être succinct et dans la mesure du possible se conformer à la formule d'extrait de pétition.

M. Latulippe, Solliciteur général, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 138, Loi sur le ministère du Solliciteur général et modifiant diverses dispositions législatives, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

À 18 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

27 novembre 1986

Vingt heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Côté, ministre délégué aux Forêts, proposant que le principe du projet de loi 150, Loi sur les forêts, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement.

À 22 h 00, sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à lundi 15 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Quinze heures

Moment de recueillement

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Charbonneau (Verchères):

Extrait d'une pétition signée par 125 étudiants du Cégep Sorel-Tracy demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française*, afin d'empêcher le recul de la langue française au Québec.

(Document n° 528 de la session)

Extrait d'une pétition signée par 106 employés de SIDBEC-DOSCO à Contrecoeur demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française*, afin d'empêcher le recul de la langue française au Québec.

(Document n° 529 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. le Président informe l'Assemblée de la tenue d'une séance de travail de la Commission de l'économie et du travail.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Latulippe, Solliciteur général, proposant que le principe du projet de loi 138, Loi sur le ministère du Solliciteur général et modifiant diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 63)

POUR

Audet	Després	Gervais	Paré
Bissonnet	Dionne	Hamel	Parent
Blackburn	Dubois	Harel	(Sauvé)
Blais	Dufour	Jolivet	Pelchat
Brassard	Filion	Joly	Poulin
Brouillette	Forget	Latulippe	Robic
Camden	Fortin	Lefebvre	Rocheffort
Côté	Gagnon-Tremblay	Legault	Thérien
(Rivière-du-Loup)	Gardner	Lemire	Trudel
Dauphin	Garon	Maciocia	Vaillancourt
Desbiens	Gauvin	Middlemiss	Vallières

CONTRE

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour 42 Contre 0

En conséquence, le principe du projet de loi 138 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 138 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque la Commission des institutions pour l'étude détaillée du projet de loi 138, Loi sur le ministère du Solliciteur général et modifiant diverses dispositions législatives.

À 18 h 05, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Côté, ministre délégué aux Forêts, proposant que le principe du projet de loi 150, Loi sur les forêts, soit maintenant adopté.

Le mardi 2 décembre 1986

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

L'Assemblée reprend le débat sur l'amendement suivant proposé par M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, à la motion portant adoption du principe du projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant à la fin les mots "dans six mois".

M. le Vice-président fait part à l'Assemblée que chaque groupe disposera d'une heure sans qu'une limite de temps ne soit imposée aux intervenants pour la durée de leur discours; si l'un des groupes n'utilise pas en entier le temps qui lui est alloué, le résidu pourra être utilisé par l'autre groupe parlementaire.

Le débat se poursuit sur la motion de report.

À la fin de son intervention, M. Gendron (Abitibi-Ouest) propose l'ajournement du débat, conformément à l'article 100 du Règlement.

Après débat, cette motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 64)

POUR

Blackburn	Claveau	Gauthier	Perron
Brassard	Filion	Gendron	
Charbonneau	Garon	Jolivet	

CONTRE

Audet	Dauphin	Kehoe	Richard
Bacon	Després	Khelfa	Rivard
Baril	Dubois	Laporte	St-Roch
Beaudin	Forget	Leclerc	Scowen
Bélanger	Fortin	Lefebvre	Séguin
(Laval-des-Rap.)	French	Legault	Thérien
Bélanger	Gagnon-Tremblay	Lemieux	Trépanier
(Még.-Compton)	Gardner	Lemire	Trudel
Bélisle	Gervais	Lincoln	Vallières
Bleau	Gobé	Maciocia	
Bradet	Gobeil	Messier	
Brouillette	Gratton	Middlemiss	
Camden	Hains	Paradis	
Cannon	Hétu	(Brome-Missis.)	
Cardinal	Houde	Parent	
Chagnon	Hovington	(Sauvé)	
Côté	Johnson	Philibert	
(Rivière-du-Loup)	(Vaud.-Soulanges)	Polak	
Cusano	Joly	Poulin	

La motion d'ajournement du débat est rejetée, les voix se divisant comme suit:

Pour 10 Contre 60

Le débat terminé, la motion de report est mise aux voix et le vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 65)

POUR

Blackburn	Claveau	Gauthier	Perron
Brassard	Filion	Gendron	
Charbonneau	Garon	Jolivet	

CONTRE

Audet	Dauphin	Kehoe	Richard
Bacon	Després	Khelfa	Rivard
Baril	Dubois	Laporte	St-Roch
Beaudin	Forget	Leclerc	Scowen
Bélanger	Fortin	Lefebvre	Séguin
(Laval-des-Rap.)	French	Legault	Thérien
Bélanger	Gagnon-Tremblay	Lemieux	Trépanier
(Még.-Compton)	Gardner	Lemire	Trudel
Bélisle	Gervais	Lincoln	Vallières
Bleau	Gobé	Maciocia	
Bradet	Gobeil	Messier	
Brouillette	Gratton	Middlemiss	
Camden	Hains	Paradis	
Cannon	Hétu	(Brome-Missis.)	
Cardinal	Houde	Parent	
Chagnon	Hovington	(Sauvé)	
Côté	Johnson	Philibert	
(Rivière-du-Loup)	(Vaud.-Soulanges)	Polak	
Cusano	Joly	Poulin	

La motion de report est rejetée, les voix se divisant comme suit:

Pour 10 Contre 60

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Paradis, ministre du Travail, proposant que le principe du projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction, soit maintenant adopté.

Conformément à l'article 100 du Règlement, M. Chagnon (Saint-Louis) propose l'ajournement du débat.

Après débat, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 66)

POUR

Blackburn	Charbonneau	Garon	Jolivet
Brassard	Claveau	Gauthier	Paré
Chagnon	Filion	Gendron	Perron

CONTRE

Audet	Cusano	Johnson	Parent
Bacon	Dauphin	(Vaud.-Soulanges)	(Sauvé)
Baril	Després	Joly	Philibert
Beaudin	Dubois	Kehoe	Polak
Bélanger	Forget	Khelfa	Poulin
(Laval-des-Rap.)	Fortin	Laporte	Richard
Bélanger	French	Leclerc	Rivard
(Még.-Compton)	Gagnon-Tremblay	Lefebvre	St-Roch
Bélisle	Gardner	Legault	Scowen
Bleau	Gervais	Lemieux	Séguin
Bradet	Gobé	Lemire	Thérien
Brouillette	Gobeil	Lincoln	Trépanier
Camden	Gratton	Maciocia	Trudel
Cannon	Hains	Messier	Vallières
Cardinal	Hétu	Middlemiss	
Côté	Houde	Paradis	
(Riv.-du-Loup)	Hovington	(Brome-Missis.)	

La motion d'ajournement du débat est rejetée, les voix se divisant comme suit:

Pour 12 Contre 59

Le débat se poursuit sur la motion de M. Paradis, ministre du Travail, proposant que le principe du projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction, soit maintenant adopté.

1er décembre 1986

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement.

À 8 h 27, sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Côté, ministre des Transports:

Rapport du Comité sur les traverses maritimes, présidé par Mme Hovington, députée de Matane.

(Document n° 530 de la session)

Rapport du Comité sur les haltes routières, présidé par Mme Dionne, députée de Kamouraska-Témiscouata.

(Document n° 531 de la session)

Rapport annuel du ministère des Transports, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 532 de la session)

Par M. French, ministre des Communications:

Copie du décret 1686-86, en date du 12 novembre 1986, concernant l'approbation d'une entente relative à la communication de renseignements nominatifs entre la Fondation Renaud-Lemieux et l'Hôpital du Saint-Sacrement.

(Document n° 533 de la session)

Par M. Parent (Sauvé):

Rapport de la Commission de l'éducation qui, les 6 et 25 novembre 1986, a vérifié les engagements financiers des ministères de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et de la Science (janvier à septembre 1986).

(Document n° 534 de la session)

Rapport de la Commission de l'éducation qui, le 20 novembre 1986, a examiné les orientations, les activités et la gestion du Conseil supérieur de l'éducation.

(Document n° 535 de la session)

Par M. le Président:

Rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui, le 27 novembre 1986, a entendu le Directeur général des élections sur le projet de loi 147, Loi modifiant la Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales.

(Document n° 536 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal sur la motion de M. Côté, ministre délégué aux Forêts, proposant que le principe du projet de loi 150, Loi sur les forêts, soit maintenant adopté.

(Vote n° 67)

POUR

Audet	Blais	Claveau	Doyon
Bacon	Bleau	Côté	Dufour
Beaudin	Bradet	(Charlesbourg)	Dutil
Bégin	Brassard	Côté	Farrah
Bélanger	Brouillette	(Riv.-du-Loup)	Filion
(Laval-des-Rap.)	Camden	Cusano	Forget
Bélanger	Cardinal	Dauphin	Fortier
(Még.-Compton)	Chagnon	Desbiens	Fortin
Bélisle	Charbonneau	Després	French
Bissonnet	Chevrette	Dionne	Gagnon-Tremblay
Blackburn	Ciaccia	Dougherty	Gardner

Garon	Jolivet	Pagé	Rochefort
Gauthier	Joly	Paradis	Rocheleau
Gauvin	Juneau	(Brome-Missis.)	Ryan
Gendron	Kehoe	Paradis	St-Roch
Gervais	Khelfa	(Matapédia)	Savoie
Gobé	Latulippe	Paré	Scowen
Gobeil	Lavoie-Roux	Parent	Séguin
Gratton	Leclerc	(Bertrand)	Sirros
Hains	Lefebvre	Parent	Thérien
Hamel	Legault	(Sauvé)	Tremblay
Harel	Lemieux	Pelchat	(Rimouski)
Héту	Lemire	Perron	Trépanier
Houde	Lincoln	Philibert	Trudel
Hovington	Maciocia	Picotte	Vaillancourt
Johnson	Maltais	Polak	Vallières
(Anjou)	Marx	Poulin	Vermette
Johnson	Messier	Richard	
(Vaud.-Soulanges)	Middlemiss	Rivard	

CONTRE

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour 103 Contre 0

En conséquence, le principe du projet de loi 150 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 150, Loi sur les forêts, est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'économie et du travail, pour l'étude détaillée du projet de loi 150, Loi sur les forêts;

- La Commission de l'éducation, pour l'étude détaillée du projet de loi 156, Loi modifiant la Loi médicale.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Paradis, ministre du Travail, proposant que le principe du projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de Mme Legault (Deux-Montagnes).

M. Marx, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 148, Loi modifiant la Loi sur le temps réglementaire, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 148 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 148 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

À 12 h 55, du consentement unanime, M. le Président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

M. Côté, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 127, Code de la sécurité routière, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 18 h 00, M. le Président suspend les travaux jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 127.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

M. Côté, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 121, Loi concernant certaines rétrocessions de droits dont le gouvernement est devenu titulaire par expropriation avant le 1^{er} avril 1976, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 121 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 121 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Paradis, ministre du Travail, proposant que le principe du projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction, soit maintenant adopté.

Du consentement unanime, M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, ajourne le débat au nom de M. Brassard (Lac-Saint-Jean).

Du consentement unanime et sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, il est ordonné:

Que, à la reprise du débat sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 119, les seules interventions permises soient celle de M. Brassard (Lac-Saint-Jean) et celle de M. Paradis, ministre du Travail, pour son droit de réplique.

À 22 h 17, l'Assemblée ajourne ses travaux à mercredi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

M. le Président communique et dépose le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

260 Loi concernant Novamin Inc.

(Document n° 537 de la session)

M. Chagnon (Saint-Louis) présente le projet de loi d'intérêt privé 260, Loi concernant Novamin Inc., et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 260 soit renvoyé à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée, que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi et que les travaux soient dirigés par un président de séance.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science:

Réponse à la question écrite de Mme Blackburn, (Chicoutimi) concernant les effectifs et les crédits alloués au programme "science et technologie".
Question n° 3, *Feuilleton* du 3 décembre 1986.

(Document n° 538 de la session)

Par M. Fillion (Taillon):

Rapport de la Commission des institutions qui, le 1^{er} décembre 1986, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 138 Loi sur le ministère du Solliciteur général et modifiant diverses dispositions législatives - Rapporté avec un amendement.
(Document n° 539 de la session)

Par M. Rochefort (Gouin):

Rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 27 novembre 1986, a étudié en détail les projets de loi suivants:

- 45 Loi modifiant la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières - Rapporté sans amendement.
(Document n° 540 de la session)
- 47 Loi modifiant la Loi favorisant le regroupement des municipalités Rapporté sans amendement.
(Document n° 541 de la session)

Par M. Rochefort (Gouin):

Rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 27 novembre 1986, a entendu les intéressés et étudié les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 248 Loi concernant la corporation municipale de la paroisse de Saint-Élie d'Orford - Rapporté avec un amendement.
(Document n° 542 de la session)
- 258 Loi concernant le village de Saint-Gédéon - Rapporté sans amendement.
(Document n° 543 de la session)

Sur la motion de M. Rochefort (Gouin), les rapports concernant les projets de loi d'intérêt privé 248 et 258 sont adoptés.

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté, sur la motion de M. Côté, ministre des Transports, proposant que le principe du projet de loi 127, Code de la sécurité routière, soit maintenant adopté.

(Vote n° 68)

POUR

Bacon	Côté	Gervais	Lemieux
Baril	(Charlesbourg)	Gobé	Lemire
Beaudin	Côté	Gobeil	Levesque
Bégin	(Riv.-du-Loup)	Godin	Lincoln
Bélanger	Cusano	Gratton	Maciocia
(Laval-des-Rap.)	Dauphin	Hains	Maltais
Bélanger	Després	Hamel	Marx
(Még.-Compton)	Dionne	Harel	Messier
Bélisle	Dougherty	Hétu	Middlemiss
Blackburn	Doyon	Hovington	Paradis
Blais	Dubois	Johnson	(Brome-Miss.)
Bleau	Dufour	(Anjou)	Paradis
Boulerice	Dutil	Johnson	(Matapédia)
Bourassa	Farrah	(Vaud.-Soulanges)	Paré
Bourbeau	Filion	Jolivet	Parent
Bradet	Forget	Joly	(Bertrand)
Brassard	Fortier	Juneau	Parent
Camden	Fortin	Kehoe	(Sauvé)
Cannon	French	Khelfa	Perron
Cardinal	Gagnon-Tremblay	Laporte	Philibert
Chagnon	Gardner	Latulippe	Picotte
Charbonneau	Garon	Lavoie-Roux	Polak
Chevrette	Gauthier	Leclerc	Poulin
Ciaccia	Gauvin	Lefebvre	Richard
Claveau	Gendron	Legault	Rivard

Robic	Scowen	Tremblay	Trudel
Rocheport	Séguin	(Iberville)	Vaillancourt
Ryan	Sirros	Tremblay	Vallerand
Saintonge	Théorêt	(Rimouski)	Vallières
St-Roch	Thérien	Trépanier	Vermette
Savoie			

CONTRE

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour 109 Contre 0

En conséquence, le principe du projet de loi 127 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 127, Code de la sécurité routière, est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'économie et du travail, pour l'étude détaillée du projet de loi 150, Loi sur les forêts;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée des projets de loi:

121 Loi concernant certaines rétrocessions de droits dont le gouvernement est devenu titulaire par expropriation avant le 1^{er} avril 1976;

127 Code de la sécurité routière.

M. le Président informe l'Assemblée que la Commission de l'Assemblée nationale tiendra une séance de travail.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Paradis, ministre du Travail, proposant que le principe du projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

M. Côté, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 144, Loi modifiant la Loi sur les transports, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 144 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 144 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée du projet de loi 144, Loi modifiant la Loi sur les transports.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Gratton, ministre du Revenu, proposant que le principe du projet de loi 120, Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Messier (Saint-Hyacinthe).

À 13 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

M. Gratton, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi 135, Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales et la Loi sur les impôts, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 135 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 135 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le principe du projet de loi 124, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'assurance-maladie, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 18 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 124.

À la fin de son intervention, M. Rochefort (Gouin) propose l'amendement suivant:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant à la fin les mots "dans six mois".

Après avoir déclaré l'amendement recevable, Mme la Vice-présidente suspend la séance afin de répartir le temps de parole du débat restreint sur cette motion.

À la reprise de la séance, Mme la Vice-présidente fait part à l'Assemblée que chaque groupe disposera d'une heure sans qu'une limite de temps ne soit imposée aux intervenants pour la durée de leur discours; si l'un des groupes n'utilise pas en entier le temps qui lui est alloué, le résidu pourra être utilisé par l'autre groupe parlementaire.

Le débat se poursuit sur la motion de report.

Le débat terminé, la motion de report est mise aux voix et le vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 69)

POUR

Blais	Desbiens	Godin	Perron
Boulerice	Dufour	Harel	Rocheport
Charbonneau	Filion	Jolivet	
Chevrette	Garon	Juneau	
Claveau	Gauthier	Paré	

CONTRE

Audet	Dionne	Kehoe	Poulin
Baril	Dougherty	Khelfa	Richard
Beaudin	Doyon	Laporte	Rivard
Bélanger	Dubois	Lavoie-Roux	Robic
(Laval-des-Rapides)	Forget	Leclerc	Ryan
Bélanger	Fortier	Lefebvre	St-Roch
(Még.-Compton)	Fortin	Legault	Scowen
Bleau	Gagnon-Tremblay	Lemieux	Séguin
Brouillette	Gardner	Lemire	Sirros
Cannon	Gauvin	Lincoln	Théorêt
Cardinal	Gervais	Maltais	Thérien
Chagnon	Gobé	Middlemiss	Tremblay
Ciaccia	Gobeil	Paradis	(Rimouski)
Côté	Gratton	(Brome-Missis.)	Trépanier
(Charlesbourg)	Hains	Paradis	Trudel
Côté	Hamel	(Matapédia)	Vallières
(Riv.-du-Loup)	Hétu	Parent	
Cusano	Houde	(Sauvé)	
Dauphin	Hovington	Pelchat	
Després	Joly	Philibert	

La motion de report est rejetée, les voix se divisant comme suit:

Pour 17 Contre 68

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 124, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'assurance-maladie, soit maintenant adopté.

3 décembre 1986

Le jeudi 4 décembre 1986

Le débat est ajourné sur la motion de M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle.

Du consentement unanime et sur la motion de M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, au nom de M. Gratton, leader du gouvernement, il est ordonné:

Que, à la reprise du débat sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 124, un maximum de trois heures soit consacré pour mettre fin à ce débat, incluant la réplique de la ministre;

Que le débat reprenne à 20 h 00 le jeudi 4 décembre; et

Que le temps de parole soit réparti ainsi: deux heures à l'Opposition officielle et une heure au groupe ministériel.

À 00 h 26, sur la motion de M. Ciaccia, l'Assemblée ajourne ses travaux à 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

M. le Président communique et dépose les rapports du directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 250 Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville;
- 268 Loi annexant un territoire à celui de la ville de Mont-Joli;
- 272 Loi sur la Corporation intermunicipale de transport de la rive-sud de Québec.

(Document n° 544 de la session)

Mme Bleau (Groulx) présente le projet de loi d'intérêt privé 250, Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Paradis (Matapédia) présente le projet de loi d'intérêt privé 268, Loi annexant un territoire à celui de la ville de Mont-Joli, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Garon (Lévis) présente le projet de loi d'intérêt privé 272, Loi sur la Corporation intermunicipale de transport de la rive-sud de Québec, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que les projets de loi 250, 268 et 272 soient renvoyés à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée, et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Rapport annuel de la Commission des droits de la personne du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1985.

(Document n° 545 de la session)

Par M. Parent (Sauvé):

Rapport de la Commission de l'éducation qui, le 2 décembre 1986, a étudié en détail le projet de loi suivant:

156 Loi modifiant la Loi médicale - Rapporté avec des amendements, dont un au titre.

(Document n° 546 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté, sur la motion de M. Paradis, ministre du Travail, proposant que le principe du projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction, soit maintenant adopté.

(Vote n° 70)

POUR

Audet	Dionne	Kehoe	Picotte
Bacon	Dougherty	Khelfa	Polak
Baril	Doyon	Laporte	Poulin
Beaudin	Dubois	Lavoie-Roux	Richard
Bélanger	Dutil	Leclerc	Rivard
(Laval-des-Rap.)	Farrah	Lefebvre	Robic
Bélanger	Forget	Legault	Ryan
(Még.-Compton)	Fortier	Lemieux	Saintonge
Bélisle	Fortin	Lemire	St-Roch
Bissonnet	French	Levesque	Scowen
Bleau	Gagnon-Tremblay	Lincoln	Séguin
Bradet	Gardner	Maciocia	Sirros
Brouillette	Gauvin	Maltais	Théorêt
Camden	Gobé	Marcil	Thérien
Cannon	Gobeil	Messier	Tremblay
Cardinal	Gratton	Middlemiss	(Iberville)
Chagnon	Hains	Paradis	Tremblay
Ciaccia	Hamel	(Brome-Miss.)	(Rimouski)
Côté	Héту	Paradis	Trépanier
(Charlesbourg)	Houde	(Matapédia)	Trudel
Côté	Hovington	Parent	Vaillancourt
(Riv.-du-Loup)	Johnson	(Sauvé)	Vallerand
Cusano	(Vaud.-Soulanges)	Pelchat	Vallières
Després	Joly	Philibert	

CONTRE

Blackburn	Claveau	Godin	Paré
Blais	Dufour	Harel	Parent
Boulerice	Filion	Johnson	(Bertrand)
Brassard	Garon	(Anjou)	Perron
Charbonneau	Gauthier	Jolivet	Rocheport
Chevrette	Gendron	Juneau	Vermette

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Pour 85 Contre 22

En conséquence, le principe du projet de loi 119 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 119 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

Du consentement unanime et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, il est ordonné:

Que les travaux de la Commission du budget et de l'administration relatifs à l'étude détaillée du projet de loi 135, Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales et la Loi sur les impôts, soient dirigés par le président de cette commission plutôt que par un président de séance.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'économie et du travail, pour des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction;

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée des projets de loi:
 - 121 Loi concernant certaines rétrocessions de droits dont le gouvernement est devenu titulaire par expropriation avant le 1^{er} avril 1976;
 - 127 Code de la sécurité routière;
 - 144 Loi modifiant la Loi sur les transports.
- La Commission du budget et de l'administration, pour l'étude détaillée du projet de loi 135, Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales et la Loi sur les impôts.

Du consentement unanime et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le débat sur la motion de censure prévu à l'article 1 au *Feuilleton* d'aujourd'hui est reporté au lundi 8 décembre de 15 h 00 à 17 h 00, le temps de parole pour la discussion de cette motion étant réparti comme suit: cinquante-cinq minutes et un droit de réplique de dix minutes à l'Opposition officielle et cinquante-cinq minutes au groupe ministériel; la durée des interventions ne sera limitée que par le temps global attribué à chaque groupe parlementaire.

M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale, propose que le principe du projet de loi 147, Loi modifiant la Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 147 est adopté.

4 décembre 1986

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 147 est renvoyé pour étude détaillée en commission plénière, étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

A 12 h 48, du consentement unanime, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

M. Picotte, ministre du Tourisme, propose que le principe du projet de loi 152, Loi sur les établissements touristiques, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 152 est adopté.

Sur la motion de M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, au nom de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 152 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose que le principe du projet de loi 126, Loi modifiant la Loi concernant les environs du Parc du Mont Sainte-Anne, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 126 est adopté.

Sur la motion de M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, au nom de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 126 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose que le principe du projet de loi 153, Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs, soit maintenant adopté.

Du consentement unanime, le débat se poursuit au-delà de 18 h 00.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gauvin (Montmagny-L'Islet).

À 18 h 08, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

Conformément à l'ordre adopté à la séance précédente, l'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 124, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'assurance-maladie, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, proposant que le principe du projet de loi 153, Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Brassard (Lac-Saint-Jean).

À 11 h 05, sur la motion de M. Lefebvre, l'Assemblée ajourne ses travaux à vendredi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

M. Gobeil, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du Trésor, présente le projet de loi 163, Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

265 Loi fusionnant Compagnie Montréal Trust, Crédit Foncier et la Société de fiducie du Crédit Foncier.

(Document n° 547 de la session)

M. Vallières (Richmond), au nom de M. Chagnon (Saint-Louis), présente le projet de loi d'intérêt privé 265, Loi fusionnant Compagnie Montréal Trust, Crédit Foncier et la Société de Fiducie du Crédit Foncier, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 265 soit renvoyé à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée, que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi et que les travaux soient dirigés par un président de séance.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. le Président:

Conformément aux dispositions de l'article 109 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale:

- Décision 211, en date du 2 décembre 1986, concernant le Règlement sur la promotion de monsieur William J. McCauley à titre d'agent de maîtrise en soutien administratif;
- Décision 212, en date du 2 décembre 1986, concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés.
(Document n° 548 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté sur la motion de Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 124, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'assurance-maladie, soit maintenant adopté.

(Vote n° 71)

POUR

Audet	Bourbeau	Dauphin	Fortin
Baril	Bradet	Després	French
Beaudin	Brouillette	Dionne	Gagnon-Tremblay
Bégin	Camden	Dougherty	Gardner
Bélanger	Cannon	Doyon	Gauvin
(Laval-des-Rap.)	Côté	Dubois	Gervais
Bélanger	(Charlesbourg)	Dutil	Gobeil
(Még.-Compton)	Côté	Farrah	Gratton
Bissonnet	(Riv.-du-Loup)	Forget	Hains
Bleau	Cusano	Fortier	Hamel

Hétu	Lincoln	Pelchat	Théorêt
Houde	Maciocia	Philibert	Thérien
Hovington	Marcil	Picotte	Tremblay
Kehoe	Marx	Polak	(Iberville)
Khelfa	Messier	Poulin	Tremblay
Laporte	Middlemiss	Richard	(Rimouski)
Lavoie-Roux	Page	Rivard	Trépanier
Leclerc	Paradis	Saintonge	Trudel
Lefebvre	(Brome-Miss.)	St-Roch	Vaillancourt
Legault	Parent	Scowen	Vallerand
Lemire	(Sauvé)	Séguin	Vallières

CONTRE

Blais	Desbiens	Harel	Parent
Boulerice	Dufour	Johnson	(Bertrand)
Brassard	Filion	(Anjou)	Perron
Charbonneau	Garon	Jolivet	Rocheffort
Chevrette	Gauthier	Juneau	Vermette
Claveau	Gendron	Paré	

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Pour 76 Contre 21

En conséquence, le principe du projet de loi 124 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 124 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée des projets de loi:

121 Loi concernant certaines rétrocessions de droits dont le gouvernement est devenu titulaire par expropriation avant le 1^{er} avril 1976;

127 Code de la sécurité routière;

144 Loi modifiant la Loi sur les transports.

- La Commission des affaires sociales, pour l'étude détaillée du projet de loi 124, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'assurance-maladie;
- La Commission de l'économie et du travail, pour des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, proposant que le principe du projet de loi 153, Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 153 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 153 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque la Commission de l'aménagement et des équipements pour étudier en détail les projets de loi suivants:

126 Loi modifiant la Loi concernant les environs du Parc du Mont Sainte-Anne;

153 Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs.

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le principe du projet 132, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 13 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 132.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 132 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 132 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, proposant que le principe du projet de loi 117, Loi modifiant à nouveau la Loi sur la protection sanitaire des animaux, soit maintenant adopté.

5 décembre 1986

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 117 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 117 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

À 17 h 24, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux à lundi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, dans une déclaration ministérielle portant sur le projet de loi 140, Loi modifiant la Charte de la langue française, annonce son intention de déposer certains amendements, compte tenu de commentaires et suggestions formulés par des organismes, groupements et personnes à titre individuel à l'égard dudit projet de loi.

M. Johnson, chef de l'Opposition officielle, au nom de son groupe parlementaire, fait un bref commentaire, et la Ministre termine par une courte réplique.

M. le Président communique et dépose le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

235 Loi modifiant la charte de la ville de Granby.

(Document n° 549 de la session)

M. Paré (Shefford) présente le projet de loi d'intérêt privé 235, Loi modifiant la charte de la ville de Granby, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 235 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée, et que le ministre des Affaires municipales soit membre de cette commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Projets d'amendement au projet de loi 140, Loi modifiant la Charte de la langue française.

(Document n° 550 de la session)

Par M. Johnson, chef de l'Opposition officielle:

Extrait d'une pétition signée par 101 résidents de la circonscription d'Anjou demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française*, afin d'empêcher le recul de la langue française au Québec.

(Document n° 551 de la session)

Extrait d'une pétition signée par 101 résidents de la circonscription de Saint-Laurent demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française*, afin d'empêcher le recul de la langue française au Québec.

(Document n° 552 de la session)

Par M. Filion (Taillon), du consentement unanime:

Extrait d'une pétition signée par 7 000 pétitionnaires résidant sur le territoire de la Commission scolaire régionale de Chambly et demandant à l'Assemblée nationale que soit maintenue dans sa forme actuelle l'École Saint-Jean-Baptiste ainsi que les autres écoles de transition sises sur le territoire de cette commission scolaire.

(Document n° 553 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Du consentement unanime, à l'occasion d'un complément de réponse, M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, dépose le document suivant:

Rapport préparé par la firme McNeil Mantha Inc. sur le projet de privatisation de Soquem par le biais d'une émission publique.

(Document n° 554 de la session)

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée des projets de loi:

121 Loi concernant certaines rétrocessions de droits dont le gouvernement est devenu titulaire par expropriation avant le 1^{er} avril 1976;

127 Code de la sécurité routière;

144 Loi modifiant la Loi sur les transports;

- La Commission de l'économie et du travail, pour l'étude détaillée du projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction;

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude détaillée des projets de loi:

117 Loi modifiant à nouveau la Loi sur la protection sanitaire des animaux;

132 Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole.

M. Gratton, ministre délégué à la Réforme électorale, propose que le projet de loi 147, Loi modifiant la Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales, soit adopté.

Après discussion, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 147 est adopté.

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le principe du projet de loi 139, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse concernant l'adoption internationale, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux.

À 13 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Conformément à l'article 304 du Règlement, M. Johnson, chef de l'Opposition officielle, propose:

Que cette Assemblée blâme le gouvernement libéral d'affaiblir le caractère français du Québec, de démanteler les instruments de développement économique dont s'est dotée la société québécoise et qu'elle le blâme également d'avoir renié les promesses électorales du Parti libéral, notamment à l'égard des jeunes et de ceux et celles dont la situation économique et sociale est fragile.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, le vote est reporté à 17 h 45 au cours de la présente séance.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 139, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse concernant l'adoption internationale, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet 139 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

À 17 h 30, du consentement unanime, les travaux sont suspendus jusqu'à 17 h 45.

La séance reprend, et l'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté, sur la motion de censure présentée par M. Johnson, chef de l'Opposition officielle, en vertu de l'article 304 du Règlement.

(Vote n° 72)

POUR

Blackburn	Claveau	Godin	Parent
Blais	Desbiens	Johnson	(Bertrand)
Boulerice	Dufour	(Anjou)	Perron
Brassard	Filion	Jolivet	Rocheport
Charbonneau	Garon	Juneau	Vermette
Chevrette	Gauthier	Paré	

CONTRE

Audet	Després	Johnson	Picotte
Bacon	Dionne	(Vaud.-Soulanges)	Polak
Beaudin	Dougherty	Joly	Poulin
Bégin	Doyon	Kehoe	Richard
Bélanger	Dubois	Lavoie-Roux	Rivard
(Még.-Compton)	Farrah	Leclerc	Ryan
Bélisle	Forget	Legault	St-Roch
Bissonnet	Fortier	Lemieux	Savoie
Bleau	Fortin	Lemire	Scowen
Bourassa	French	Levesque	Sirros
Bradet	Gardner	Messier	Théorêt
Camden	Gauvin	Middlemiss	Thérien
Cannon	Gervais	Pagé	Tremblay
Chagnon	Gobé	Paradis	(Iberville)
Ciaccia	Gobeil	(Brome-Miss.)	Tremblay
Côté	Gratton	Paradis	(Rimouski)
(Charlesbourg)	Hains	(Matapédia)	Trépanier
Côté	Hamel	Parent	Vaillancourt
(Riv.-du-Loup)	Hétu	(Sauvé)	Vallerand
Cusano	Houde	Pelchat	Vallières
Dauphin	Hovington	Philibert	

La motion est rejetée, les voix se divisant comme suit.

Pour 21 Contre 74

À 17 h 52, du consentement unanime, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le principe du projet de loi 142, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours de son intervention, M. Charbonneau (Verchères) propose l'amendement suivant:

Que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant à la fin les mots "dans six mois".

Après avoir déclaré l'amendement recevable, Mme la Vice-présidente suspend la séance afin de répartir le temps de parole du débat restreint sur cette motion.

À la reprise de la séance, Mme la Vice-présidente fait part à l'Assemblée que chaque groupe disposera d'une heure sans qu'une limite de temps ne soit imposée aux intervenants pour la durée de leur discours; si l'un des groupes n'utilise pas en entier le temps qui lui est alloué, le résidu pourra être utilisé par l'autre groupe parlementaire.

Le débat se poursuit sur la motion de report.

Au cours de son intervention, Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose les documents suivants:

- Copie d'une lettre, en date du 26 octobre 1983, adressée par l'Association des hôpitaux du Québec à M. Gérald Godin, alors ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, demandant que certaines dispositions de la *Charte de la langue française* soient modifiées pour tenir compte des besoins des minorités ethniques;
- Copie d'une lettre, en date du 4 décembre 1986, adressée par l'AHQ à la ministre de la Santé et des Services sociaux, appuyant le projet de loi 142;

- Communiqué de presse apportant des précisions quant à la position de l'AHQ sur le projet de loi 142.

(Document n° 555 de la session)

Le débat se poursuit sur la motion de report.

Le mardi 9 décembre 1986

Le débat terminé, la motion de report est mise aux voix et le vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 73)

POUR

Brassard	Garon	Juneau	Rochefort
Chevrette	Gauthier	Paré	
Dufour	Gendron	Parent	
Filion	Harel	(Bertrand)	

CONTRE

Audet	Després	Kehoe	Polak
Baril	Dionne	Lavoie-Roux	Poulin
Beaudin	Dougherty	Leclerc	Richard
Bélanger	Doyon	Lefebvre	Rivard
(Még.-Compton)	Dubois	Legault	St-Roch
Bélisle	Farrah	Lemire	Scowen
Bissonnet	Forget	Lincoln	Séguin
Bourbeau	Fortier	Maltais	Sirros
Bradet	Fortin	Marcil	Théorêt
Brouillette	French	Messier	Thérien
Camden	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Tremblay
Cannon	Gardner	Pagé	(Rimouski)
Chagnon	Gauvin	Paradis	Trépanier
Ciaccia	Gervais	(Brome-Miss.)	Vaillancourt
Côté	Gobé	Paradis	Vallières
(Charlesbourg)	Gratton	(Matapédia)	
Côté	Hamel	Parent	
(Riv.-du-Loup)	Hétu	(Sauvé)	
Cusano	Houde	Pelchat	
Dauphin	Joly	Philibert	

La motion de report est rejetée, les voix se divisant comme suit:

Pour 12 Contre 68

Le débat reprend sur la motion de Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 142, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux, soit maintenant adopté.

À la fin de son intervention, M. Filion (Taillon) propose la motion de scission suivante:

Qu'en vertu de l'article 241 du Règlement, le projet de loi 142 soit scindé en deux projets de loi distincts: un premier projet intitulé "Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux concernant l'accessibilité des services de santé et services sociaux dans une langue autre que française" et comprenant les articles 1, 2, 3, 9 et 10, et un second projet intitulé "Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux" et comprenant les articles 4, 5, 6, 7, 8 et 10.

Après une argumentation présentée par les deux leaders parlementaires sur la recevabilité de cette motion, M. le Vice-président prend la question en délibéré et, à cette fin suspend la séance.

À la reprise de la séance, M. le Vice-président déclare recevable la motion de scission parce que le projet de loi 142 contient plus d'un principe. Puis, M. le Vice-président communique à l'Assemblée l'entente suivante, intervenue en conférence des leaders, sur le partage du temps du débat restreint: l'ensemble du temps alloué à ce débat sera partagé également entre les deux groupes parlementaires.

Un débat s'ensuit sur la motion proposant la scission du projet de loi 142.

Le débat terminé, la motion de scission est mise aux voix et le vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

8 décembre 1986

À 02 h 45, sur la motion de M. Lefebvre, l'Assemblée ajourne ses travaux à 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

M. Marx, ministre de la Justice, responsable de la Protection du consommateur, présente l'un après l'autre, les projets de loi suivants et l'Assemblée accepte d'en être saisie:

- 159 Loi modifiant le Code de procédure civile et le Code civil concernant le dépôt volontaire;
 - 162 Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture.
-

M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones, présente le projet de loi 161, Loi sur les mines, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 161 soit renvoyé à la Commission de l'économie et du travail pour consultations particulières et auditions publiques, et que le ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

270 Loi concernant City & District Land & Development Co. Ltd.
(Document n° 556 de la session)

M. Filion (Taillon) présente le projet de loi d'intérêt privé 270, Loi concernant City & District Land & Development Co. Ltd, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 270 soit renvoyé à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée, que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi, et que les travaux soient dirigés par un président de séance.

La motion est adoptée.

Les documents suivant sont déposés:

Par M. Paradis, ministre du Travail:

Rapport annuel du ministère du Travail, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 557 de la session)

Par M. le Président:

Rapport annuel du Protecteur du citoyen, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1985.

(Document n° 558 de la session)

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 4 décembre 1986, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 135 Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales et la Loi sur les impôts - Rapporté sans amendement.

(Document n° 559 de la session)

Par M. Rochefort (Gouin):

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 5 décembre 1986, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 126 Loi modifiant la Loi concernant les environs du parc du Mont Sainte-Anne - Rapporté sans amendement.

(Document n° 560 de la session)

Par Mme Harel (Maisonnette):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidents de la circonscription de Bourget demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française au Québec.

(Document n° 561 de la session)

Par M. Boulerice (Saint-Jacques):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidents et travailleurs de la circonscription de Saint-Jacques demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française au Québec.

(Document n° 562 de la session)

Par M. Rochefort (Gouin):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidents de la circonscription de Laurier demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française au Québec.

(Document n° 563 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté, sur la motion de scission de M. Filion (Taillon) proposant:

Que le projet de loi 142, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux, soit scindé en deux projets distincts: un premier projet intitulé "Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux concernant l'accessibilité des services de santé et services sociaux dans une langue autre que française" et comprenant les articles 1, 2, 3, 9 et 10 et un second projet intitulé "Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux" et comprenant les articles 4, 5, 6, 7, 8 et 10.

(Vote n° 74)

POUR

Blackburn	Claveau	Godin	Paré
Blais	Desbiens	Harel	Parent
Boulerice	Dufour	Johnson	(Bertrand)
Brassard	Garon	(Anjou)	Perron
Charbonneau	Gauthier	Jolivet	Rochefort
Chevrette	Gendron	Juneau	Vermette

CONTRE

Audet	Dauphin	Khelfa	Picotte
Bacon	Després	Laporte	Polak
Baril	Dionne	Lavoie-Roux	Poulin
Beaudin	Dougherty	Leclerc	Rémillard
Bégin	Doyon	Lefebvre	Richard
Bélanger	Dutil	Lemieux	Rivard
(Laval-des-Rap.)	Farrah	Lemire	Robic
Bélanger	Forget	Levesque	Rocheleau
(Még.-Compton)	Fortier	Lincoln	Ryan
Bélisle	Fortin	MacDonald	Saintonge
Bissonnet	French	Maciocia	St-Roch
Bleau	Gagnon-Tremblay	Maltais	Savoie
Bourassa	Gardner	Marcil	Scowen
Bourbeau	Gauvin	Marx	Séguin
Bradet	Gervais	Messier	Sirros
Brouillette	Gobé	Middlemiss	Thérien
Camden	Gobeil	Pagé	Tremblay
Cannon	Gratton	Paradis	(Iberville)
Chagnon	Hains	(Brome-Miss.)	Tremblay
Ciaccia	Hamel	Paradis	(Rimouski)
Côté	Hétu	(Matapédia)	Trépanier
(Charlesbourg)	Houde	Parent	Vaillancourt
Côté	Hovington	(Sauvé)	Vallerand
(Riv.-du-Loup)	Joly	Pelchat	Vallières
Cusano	Kehoe	Philibert	

La motion de scission est rejetée, les voix se divisant comme suit:

Pour 22 Contre 90

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée des projets de loi:

- 121 Loi concernant certaines rétrocessions de droits dont le gouvernement est devenu titulaire par expropriation avant le 1^{er} avril 1976;
- 127 Code de la sécurité routière;
- 144 Loi modifiant la Loi sur les transports.
- La Commission de l'économie et du travail, pour l'étude détaillée du projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction;
 - La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude détaillée des projets de loi:
- 117 Loi modifiant à nouveau la Loi sur la protection sanitaire des animaux;
- 132 Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole.

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose que le principe du projet de loi 157, Loi modifiant la Loi sur le cinéma, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 157 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 157 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de la culture dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

À 12 h 48, du consentement unanime, M. le Président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions qui a étudié le projet de loi 138, Loi sur le ministère du Solliciteur général et modifiant diverses dispositions législatives.

Après débat, le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Latulippe, Solliciteur général, propose que le projet de loi 138 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 138 est adopté.

M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose que le principe du projet de loi 131, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation et modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours de son intervention, du consentement de l'Assemblée, M. Ryan dépose le document suivant:

Copie d'une lettre, en date du 11 novembre 1986, adressée au ministre de l'Éducation par le Comité catholique du Conseil supérieur de l'éducation, demandant que l'Assemblée nationale adopte de nouveau une déclaration soustrayant, à certaines dispositions de la *Charte canadienne des droits et libertés*, la *Loi sur l'instruction publique*, la *Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation* et la *Loi sur le ministère de l'Éducation*.

(Document n° 564 de la session)

9 décembre 1986

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 131.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Thérien (Rousseau).

À 18 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 137, Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Rochefort (Gouin).

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 142, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux, soit maintenant adopté.

Le mercredi 10 décembre 1986

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gendron (Abitibi-Ouest).

Du consentement unanime et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, il est ordonné:

9 décembre 1986

Que, à la reprise du débat sur l'adoption du principe du projet de loi 142, seules quatre interventions soient permises;

Que la première et la troisième soient accordées à l'Opposition officielle; et

Que la deuxième et la quatrième soient accordées au groupe parlementaire ministériel, la dernière intervention constituant la réplique de la ministre de la Santé et des Services sociaux.

À 00 h 51, sur la motion de M. Gratton, l'Assemblée ajourne ses travaux à 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

M. le Président communique et dépose les rapports du directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 254 Loi concernant certains immeubles dans la ville de Drummondville;
- 264 Loi modifiant la Loi concernant la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec;
- 269 Loi concernant La Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie du Québec;
- 271 Loi modifiant la Charte de la ville de Québec.
(Document n° 565 de la session)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'article 36 des Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé est suspendu dans le cas du projet de loi 264.

M. St-Roch (Drummond) présente le projet de loi d'intérêt privé 254, Loi concernant certains immeubles dans la ville de Drummondville, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Garon (Lévis) présente le projet de loi d'intérêt privé 264, Loi modifiant la Loi concernant la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Bélisle (Mille-Îles) présente le projet de loi d'intérêt privé 269, Loi concernant la Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie du Québec, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Leclerc (Taschereau) présente le projet de loi d'intérêt privé 271, Loi modifiant la Charte de la ville de Québec, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que les projets de loi 254 et 271 soient renvoyés à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée, et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que les projets de loi 264 et 269 soient renvoyés à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée, que le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation soit membre de la commission pour l'étude de ces projets de loi, et que les travaux soient dirigés par un président de séance.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation:

Copie de la convention d'échange entre la Société québécoise d'exploration minière et Cambior inc. ainsi que toutes ses annexes, en date du 24 juillet 1986.

(Document n° 566 de la session)

Par M. le Président:

Rapport du vérificateur des comptes relatifs au Vérificateur général, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 567 de la session)

Par Mme Vermette (Marie-Victorin):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidants de la circonscription de Marie-Victorin demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française au Québec.

(Document n° 568 de la session)

Par M. Parent (Bertrand):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidants et travailleurs de la circonscription de Bertrand demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française au Québec.

(Document n° 569 de la session)

Par M. Fillion (Taillon):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidents et travailleurs de la circonscription de Taillon demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française au Québec.

(Document n° 570 de la session)

Par M. Garon (Lévis), du consentement unanime:

Extrait d'une pétition signée par 1 539 résidents de la région de Québec et de la circonscription de Lévis demandant que la ministre de la Santé et des Services sociaux fasse en sorte que l'Hôtel-Dieu de Lévis maintienne ouverte la clinique des maladies transmises sexuellement en fournissant à cet hôpital les fonds nécessaires.

(Document n° 571 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Mme Robic, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, propose:

Que cette Assemblée, en ce jour du 38^e anniversaire de l'adoption par l'Organisation des Nations Unies de la Déclaration universelle des droits de l'homme, apporte son appui unanime à la déclaration du gouvernement du Québec sur les relations interethniques et interraciales.

Du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La discussion terminée, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 75)

POUR

Audet	Dionne	Juneau	Rémillard
Baril	Dougherty	Kehoe	Richard
Beaudin	Dubois	Khelfa	Robic
Bégin	Dufour	Lavoie-Roux	Rocheport
Bélanger	Dutil	Leclerc	Ryan
(Laval-des-Rap.)	Farrah	Legault	St-Roch
Bélanger	Filion	Lemieux	Savoie
(Még.-Compton)	Forget	Lemire	Séguin
Bélisle	Fortier	Levesque	Sirros
Bissonnet	Fortin	Lincoln	Théorêt
Blackburn	Gagnon-Tremblay	MacDonald	Thérien
Blais	Gardner	Maciocia	Tremblay
Bleau	Garon	Maltais	(Iberville)
Boulerice	Gauthier	Marcil	Tremblay
Bourassa	Gauvin	Marx	(Rimouski)
Bourbeau	Gendron	Messier	Trépanier
Bradet	Gervais	Middlemiss	Trudel
Brassard	Gobé	Pagé	Vaillancourt
Brouillette	Godin	Paradis	Vallerand
Camden	Gratton	(Brome-Miss.)	Vallières
Cannon	Hains	Paradis	Vermette
Chagnon	Hamel	(Matapédia)	
Charbonneau	Harel	Paré	
Chevrette	Hétu	Parent	
Ciaccia	Houde	(Bertrand)	
Claveau	Hovington	Parent	
Côté	Johnson	(Sauvé)	
(Charlesbourg)	(Anjou)	Pelchat	
Cusano	Johnson	Perron	
Dauphin	(Vaud.-Soulanges)	Philibert	
Desbiens	Jolivet	Polak	
Després	Joly	Poulin	

CONTRE

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour 106 Contre 0

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'économie et du travail, pour l'étude détaillée du projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée des projets de loi:

121 Loi concernant certaines rétrocessions de droits dont le gouvernement est devenu titulaire par expropriation avant le 1^{er} avril 1976;

127 Code de la sécurité routière;

144 Loi modifiant la Loi sur les transports;

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude détaillée du projet de loi 117, Loi modifiant à nouveau la Loi sur la protection sanitaire des animaux.

Conformément à l'ordre adopté à la séance précédente, l'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 142, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux, soit maintenant adopté.

À 12 h 51, du consentement unanime, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 142.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 76)

POUR

Audet	Després	Khelfa	Poulin
Bacon	Dionne	Laporte	Rémillard
Baril	Dougherty	Lavoie-Roux	Richard
Beaudin	Doyon	Leclerc	Rivard
Bégin	Dubois	Lefebvre	Robic
Bélanger	Farrah	Legault	Ryan
(Laval-des-Rap.)	Forget	Lemieux	St-Roch
Bélanger	Fortier	Lemire	Savoie
(Még.-Compton)	Fortin	Levesque	Scowen
Bélisle	French	MacDonald	Séguin
Bissonnet	Gagnon-Tremblay	Maciocia	Sirros
Bourbeau	Gardner	Maltais	Théorêt
Bradet	Gauvin	Messier	Thérien
Brouillette	Gervais	Middlemiss	Tremblay
Camden	Gobé	Paradis	(Iberville)
Cannon	Gobeil	(Brome-Miss.)	Tremblay
Chagnon	Gratton	Paradis	(Rimouski)
Ciaccia	Hains	(Matapédia)	Trépanier
Côté	Hamel	Parent	Trudel
(Charlesbourg)	Hétu	(Sauvé)	Vaillancourt
Côté	Houde	Pelchat	Vallerand
(Riv.-du-Loup)	Hovington	Philibert	Vallières
Cusano	Joly	Picotte	
Dauphin	Kehoe	Polak	

CONTRE

Blackburn	Desbiens	Harel	Paré
Blais	Dufour	Johnson	Perron
Boulerice	Filion	(Anjou)	Rocheffort
Brassard	Garon	Jolivet	Vermette
Charbonneau	Gauthier	Juneau	
Chevrette	Gendron	Parent	
Claveau	Godin	(Bertrand)	

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Pour 85 Contre 23

En conséquence, le principe du projet de loi 142 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 142 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission des affaires sociales pour l'étude détaillée des projets de loi suivants:

- 124 Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'assurance-maladie;
 - 139 Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse concernant l'adoption internationale;
 - 142 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
-

Conformément à l'article 249 du Règlement, M. Gratton, leader du gouvernement, demande au Vice-président de convoquer les leaders parlementaires pour discuter d'une entente possible sur le moment où le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui étudie le projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction, devrait être déposé.

M. le Vice-président convoque les leaders à 17 h 45 à cette fin.

M. Levesque, ministre des Finances, propose que le principe du projet de loi 129, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Parent (Bertrand).

À 18 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

M. Marx, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 141, Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les connaissances, les reçus et les cessions de biens en stock, en matière d'enregistrement, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de Mme Trépanier (Dorion).

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 137, Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec, soit maintenant adopté.

M. le Vice-président interrompt le débat et informe l'Assemblée qu'aucun accord n'a pu être conclu lors de la réunion avec les leaders parlementaires visant à fixer le moment du dépôt du rapport de la Commission de l'économie et du travail qui étudie le projet de loi 119.

En conséquence, M. Gratton, leader du gouvernement, conformément à l'article 251 du Règlement, propose:

Que la Commission de l'économie et du travail, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction, mette fin à ses travaux quant à l'étude dudit projet de loi dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

Cette motion fera l'objet d'un débat à une séance suivante.

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 137.

10 décembre 1986

Le jeudi 11 décembre 1986

À la fin de son intervention, à la demande de M. Rochefort (Gouin), M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, dépose le document suivant:

Copie d'un télégramme envoyé au ministre des Affaires municipales par l'Association provinciale des constructeurs d'habitation du Québec appuyant le projet de loi 137.

(Document n° 572 de la session)

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

À 00 h 20, sur la motion de M. Lefebvre, l'Assemblée ajourne ses travaux à 10 h 00.

Le mercredi 10 décembre 1986, à douze heures cinq, au Cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Saintonge, Vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Bélanger, le représentant du Premier ministre, de Mme Blackburn, la représentante du chef de l'Opposition officielle, et du Secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

- 25 Loi modifiant la Loi sur les investissements universitaires;
- 26 Loi modifiant la loi sur le Conseil des universités;
- 28 Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel;

- 29 Loi modifiant la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation;
- 74 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie;
- 112 Loi abolissant le Conseil québécois du Tourisme;
- 113 Loi abrogeant la Loi sur la Société de cartographie du Québec;
- 114 Loi abrogeant la Loi sur l'Institut national de productivité.
- 115 Loi abrogeant la Loi sur le Conseil d'artisanat;
- 116 Loi abolissant le Conseil des Arts du Québec;
- 125 Loi modifiant le Code de procédure civile en matière de témoignage hors de cour et de saisie;
- 138 Loi sur le ministère du Solliciteur général et modifiant diverses dispositions législatives;
- 147 Loi modifiant la Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

Dans une déclaration ministérielle, M. Levesque, ministre des Finances, annonce certaines mesures destinées à maintenir l'équilibre des abris fiscaux et d'harmoniser les régimes d'imposition fédéral et québécois.

M. Garon (Lévis), au nom de l'Opposition officielle, fait un commentaire, et le Ministre termine par une réplique.

Du consentement unanime, M. Levesque dépose une copie de cette déclaration et l'annexe s'y rapportant.

(Document n° 573 de la session)

M. Gobeil, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du Trésor, fait une déclaration ministérielle concernant le déroulement des négociations dans les secteurs public et parapublic.

M. Gendron (Abitibi-Ouest), au nom de l'Opposition officielle, fait un commentaire, et le Ministre termine par une réplique.

M. le Président communique et dépose le rapport du directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

200 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.

(Document n° 574 de la session)

Du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'article 36 des Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé est suspendu dans le cas du projet de loi 200.

Mme Trépanier (Dorion) présente le projet de loi d'intérêt privé 200, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose que le projet de loi 200 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée, et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Côté, ministre délégué aux Forêts:

Réponse à la question écrite de M. Perron (Duplessis) concernant les approvisionnements en bois dans les forêts domaniales. Question n° 12, *Feuilleton* du 10 décembre 1986.

(Document n° 575 de la session)

Par M. Tremblay (Iberville):

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, les 8 et 9 décembre 1986, a étudié en détail le projet de loi:

- 132 Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole -
Rapporté sans amendement.

(Document n° 576 de la session)

Par M. Filion (Taillon):

Rapport de la Commission des institutions qui, les 28 octobre, 4, 5, 6, 12, 13, 18, 20, 25, 26 et 27 novembre 1986, a étudié en détail le projet de loi:

- 92 Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la
Charte des droits et libertés de la personne - Rapporté avec des
amendements.

(Document n° 577 de la session)

Par M. Charbonneau (Verchères):

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 4 et 5
décembre 1986, a procédé à une consultation particulière dans le cadre de
l'étude du projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les relations du
travail dans l'industrie de la construction.

(Document n° 578 de la session)

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 4, 5, 13, 25
et 26 novembre 1986, a vérifié les engagements financiers du ministère du
Travail, du ministère de l'Industrie et du Commerce, du ministère du
Tourisme et du ministère du Commerce extérieur et du Développement
technologique (décembre 1985 à septembre 1986).

(Document n° 579 de la session)

Par Mme Harel (Maisonnette):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidents et travailleurs de la
circonscription de Saint-Henri demandant à l'Assemblée nationale de faire
respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin
d'empêcher le recul de la langue française au Québec.

(Document n° 580 de la session)

Par M. Blais (Terrebonne):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidents de la circonscription de Deux-Montagnes demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française au Québec.

(Document n° 581 de la session)

Par M. Rochefort (Gouin):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidents et travailleurs de la circonscription de Jeanne-Mance demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française au Québec.

(Document n° 582 de la session)

Par M. Charbonneau (Verchères):

Extrait d'une pétition signée par 101 professeurs et étudiants de l'Université du Québec à Hull demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française au Québec.

(Document n° 583 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté, sur la motion de M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 137, Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec, soit maintenant adopté.

(Vote n° 77)

POUR

Audet	Després	Khelfa	Philibert
Bacon	Doyon	Laporte	Polak
Baril	Dubois	Lavoie-Roux	Poulin
Beaudin	Dutil	Leclerc	Rémillard
Bégin	Farrah	Lefebvre	Richard
Bélanger	Fortier	Legault	Rivard
(Laval-des-Rap.)	Fortin	Lemieux	Ryan
Bélanger	French	Lemire	Saintonge
(Még.-Compton)	Gagnon-Tremblay	Levesque	St-Roch
Bélisle	Gardner	Lincoln	Savoie
Bissonnet	Gauvin	MacDonald	Scowen
Bleau	Gervais	Maciocia	Séguin
Bourassa	Gobé	Maltais	Sirros
Bourbeau	Gobeil	Marcil	Théorêt
Camden	Gratton	Marx	Thérien
Cannon	Hains	Messier	Tremblay
Chagnon	Hamel	Middlemiss	(Iberville)
Ciaccia	Hétu	Paradis	Tremblay
Côté	Houde	(Brome-Miss.)	(Rimouski)
(Charlesbourg)	Hovington	Paradis	Trépanier
Côté	Johnson	(Matapédia)	Trudel
(Riv.-du-Loup)	(Vaud.-Soul.)	Parent	Vaillancourt
Cusano	Joly	(Sauvé)	Vallerand
Dauphin	Kehoe	Pelchat	Vallières

CONTRE

Blackburn	Claveau	Godin	Paré
Blais	Dufour	Harel	Parent
Boulerice	Filion	Johnson	(Bertrand)
Brassard	Garon	(Anjou)	Perron
Charbonneau	Gauthier	Jolivet	Rocheffort
Chevrette	Gendron	Juneau	Vermette

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit.

Pour 86 Contre 22

En conséquence, le principe du projet de loi 137 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 137 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission des affaires sociales, pour l'étude détaillée des projets de loi:
 - 124 Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'assurance-maladie;
 - 139 Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse concernant l'adoption internationale;
 - 142 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux.
- La Commission de l'économie et du travail, pour l'étude détaillée du projet de loi 150, Loi sur les forêts.
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée des projets de loi:
 - 121 Loi concernant certaines rétrocessions de droits dont le gouvernement est devenu titulaire par expropriation avant le 1^{er} avril 1976;
 - 127 Code de la sécurité routière;
 - 144 Loi modifiant la Loi sur les transports.

M. Levesque, ministre des Finances, transmet à M. le Président et M. le Président lit à l'Assemblée le message suivant de l'honorable Lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

L'honorable Lieutenant-gouverneur du Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires (n° 2) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1987, conformément aux dispositions de l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

Québec, le 11 décembre 1986

J. Gilles Lamontagne
(Document n° 584 de la session)

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, les crédits sont renvoyés pour étude à la commission plénière.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ryan, ministre de l'Éducation, proposant que le principe du projet de loi 131, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation et modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 131 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 131 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 149, Loi modifiant la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 13 h 00, M. le Président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Le débat sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 149 est ajourné sur la motion de M. Boulerice (Saint-Jacques).

M. Bourassa, Premier ministre, propose que le principe du projet de loi 103, Loi sur la Société d'Investissement Jeunesse, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, proposant que le principe du projet de loi 149, Loi modifiant la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Paré (Shefford).

À 18 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

Le débat reprend sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 149.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle.

Du consentement unanime et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, il est ordonné:

Qu'à la reprise du débat sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 149, deux interventions seulement soient permises, soit une intervention de vingt minutes par l'Opposition officielle et la réplique de même durée de Mme la Ministre.

Du consentement unanime, M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes pour le jeudi 18 décembre 1986:

- La Commission du budget et de l'administration, pour entendre les intéressés et étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé:

- 221 Loi modifiant la Loi constituant La Corporation des électroniciens du Québec;
- 227 Loi sur Aylmer Park Development Corp.;
- 264 Loi modifiant la Loi concernant La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec;
- 265 Loi fusionnant Compagnie Montréal Trust, Crédit Foncier et la Société de Fiducie du Crédit Foncier;
- 269 Loi concernant la Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie du Québec;
- 270 Loi concernant City & District Land & Development Co. Ltd;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour entendre les intéressés et étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé:
- 200 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal;
- 247 Loi concernant la ville d'Iberville;
- 250 Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville;
- 254 Loi concernant certains immeubles dans la ville de Drummondville;
- 267 Loi modifiant la charte de la ville de Salaberry-de-Valleyfield;
- 268 Loi annexant un territoire à celui de la ville de Mont-Joli;
- 271 Loi modifiant la charte de la ville de Québec;
- 272 Loi sur la Corporation intermunicipale de transport de la rive-sud de Québec.
-

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que la Commission de l'économie et du travail, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction, mette fin à ses travaux quant à l'étude dudit projet de loi dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

Un débat s'ensuit.

Le vendredi 12 décembre 1986

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 78)

POUR

Audet	Dionne	Leclerc	St-Roch
Baril	Doyon	Lefebvre	Scowen
Beaudin	Dubois	Legault	Séguin
Bégin	Farrah	Lemieux	Sirros
Bélanger	Forget	Lincoln	Théorêt
(Laval-des-Rap.)	Fortier	Maltais	Thérien
Bélanger	Fortin	Marcil	Tremblay
(Még.-Compton)	Gagnon-Tremblay	Messier	(Rimouski)
Bissonnet	Gardner	Middlemiss	Trudel
Bleau	Gauvin	Paradis	Vallerand
Bradet	Gervais	(Brome-Miss.)	Vallières
Camden	Gobé	Paradis	
Chagnon	Gratton	(Matapédia)	
Ciaccia	Hamel	Parent	
Côté	Hétu	(Sauvé)	
(Charlesbourg)	Houde	Pelchat	
Côté	Hovington	Philibert	
(Riv.-du-Loup)	Joly	Poulin	
Cusano	Laporte	Richard	
Després	Lavoie-Roux	Robic	

CONTRE

Blackburn	Claveau	Gendron	Paré
Blais	Desbiens	Harel	Parent
Boulerice	Dufour	Johnson	(<i>Bertrand</i>)
Brassard	Filion	(<i>Anjou</i>)	Perron
Charbonneau	Garon	Jolivet	Rocheport
Chevrette	Gauthier	Juneau	Vermette

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Pour 63 Contre 22

À 00 h 35, sur la motion de M. Gratton, l'Assemblée ajourne ses travaux à 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science:

Rapport annuel du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 585 de la session)

Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche:

Rapport annuel de la Régie de la sécurité dans les sports, pour l'année 1985, incluant le rapport du Vérificateur général pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 586 de la session)

Par M. Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones:

Rapport annuel de la Société nationale de l'amiante, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 587 de la session)

Par M. French, ministre des Communications:

Réponse à la question écrite de Mme Juneau (Johnson) concernant les subventions accordées dans le cadre de l'entente fédérale-provinciale pour le développement des entreprises de communications. Question n° 20, *Feuilleton* du 10 décembre 1986.

(Document n° 588 de la session)

Par M. Charbonneau (Verchères):

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 8, 9 et 10 décembre 1986, a étudié en détail le projet de loi:

119 Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.

Le projet de loi n'a pas été adopté en commission.

(Document n° 589 de la session)

Par M. Jolivet (Laviolette):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidants de la circonscription de Champlain demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française au Québec.

(Document n° 590 de la session)

Par M. Parent (Bertrand):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidants de la circonscription de Marquette demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française au Québec.

(Document n° 591 de la session)

Par M. Garon (Lévis):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidants de la circonscription de Lévis demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française au Québec.

(Document n° 592 de la session)

Par M. Boulerice (Saint-Jacques):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidents de la circonscription de Taschereau demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française au Québec.

(Document n° 593 de la session)

Par M. Claveau (Ungava), du consentement unanime:

Extrait d'une pétition signée par 475 travailleurs de la municipalité de Joutel demandant que les travailleurs du Grand Nord et des postes isolés puissent bénéficier des exemptions fiscales annoncées dans le discours sur le budget le 1^{er} mai 1986.

(Document n° 594 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission des institutions, pour l'étude détaillée du projet de loi 103, Loi sur la Société d'Investissement Jeunesse;
- La Commission de l'économie et du travail, pour l'étude détaillée du projet de loi 150, Loi sur les forêts;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée des projets de loi:

121 Loi concernant certaines rétrocessions de droits dont le gouvernement est devenu titulaire par expropriation avant le 1^{er} avril 1976;

- 127 Code de la sécurité routière;
- 144 Loi modifiant la Loi sur les transports;
- 153 Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs.
- La Commission des affaires sociales, pour l'étude détaillée des projets de loi:
 - 124 Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'assurance-maladie;
 - 139 Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse concernant l'adoption internationale;
 - 142 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Le débat sur la motion de M. Bourassa, Premier ministre, proposant que le principe du projet de loi 103, Loi sur la Société d'Investissement Jeunesse, soit maintenant adopté, est terminé.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 103 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 103 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, proposant que le principe du projet de loi 149, Loi modifiant la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 149 est adopté.

Sur la motion de M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, au nom de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 149 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de la culture dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

M. Gobeil, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du Trésor, propose que le principe du projet de loi 118, Loi modifiant la Loi sur le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 118 est adopté.

Sur la motion de M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, au nom de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 118 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce, propose que le principe du projet de loi 154, Loi modifiant la Loi sur la Société de développement industriel du Québec, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Parent (Bertrand).

À 13 h 00, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 154.

À 18 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, le Vice-président convoque les leaders des groupes parlementaires pour qu'ils s'entendent sur le moment où le rapport de la Commission des affaires sociales sur l'étude détaillée du projet de loi 142, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les Services sociaux, devrait être déposé à l'Assemblée.

M. le Vice-président convoque les leaders à 21 h 15 à cette fin.

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 154.

Le débat terminé, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 154 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 154 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce, propose que le principe du projet de loi 158, Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 158 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 158 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

M. le Vice-président informe l'Assemblée qu'aucun accord n'a pu être conclu lors de la réunion avec les leaders parlementaires visant à fixer le moment du dépôt du rapport de la Commission des affaires sociales qui étudie le projet de loi 142.

En conséquence, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que la Commission des affaires sociales, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 142, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux, mette fin à ses travaux quant à l'étude détaillée dudit projet de loi dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

12 décembre 1986

Cette motion fera l'objet d'un débat à une prochaine séance.

M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, propose que le principe du projet de loi 143, Loi modifiant la Loi sur les compagnies, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 143 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 143 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

À 22 h 43, sur la motion de M. Gratton, l'Assemblée ajourne ses travaux à lundi 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Rapport annuel de l'Institut québécois de recherche sur la culture, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 595 de la session)

Avis de la Commission des biens culturels du Québec sur le classement du pont couvert Bowman.

(Document n° 596 de la session)

Par M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation:

Rapport annuel de la Régie des assurances agricoles du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1985.

(Document n° 597 de la session)

Par M. Fortier, ministre délégué aux Finances et à la Privatisation:

Copie d'une lettre en date du 6 février 1986 adressée au Président du Conseil de Mc Neil Mantha inc. par le Directeur des sociétés d'État du ministère des Finances du Québec, concernant une étude sur la privatisation de Soquem.

(Document n° 598 de la session)

Par M. Ryan, ministre de l'Éducation:

Rapport annuel de la Commission consultative de l'enseignement privé, pour la période du 1^{er} juillet 1985 au 30 juin 1986.

(Document n° 599 de la session)

Par M. Gratton, ministre du Revenu:

Rapport annuel du ministère du Revenu, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 600 de la session)

Par Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles:

Réponse à la question écrite de M. Boulerice (Saint-Jacques) concernant les subventions obtenues en vertu de l'entente auxiliaire fédérale-provinciale sur les équipements culturels. Question n° 19, *Feuilleton* du 10 décembre 1986.

(Document n° 601 de la session)

Par M. Rochefort (Gouin):

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11 et 12 décembre 1986, a étudié en détail le projet de loi:

127 Code de la sécurité routière - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 602 de la session)

Par M. Filion (Taillon):

Rapport de la Commission des institutions qui, le 12 décembre 1986, a étudié en détail le projet de loi:

103 Loi sur la Société d'Investissement Jeunesse - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 603 de la session)

Par M. Paré (Shefford):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidants et travailleurs de la circonscription de Shefford demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 604 de la session)

Par Mme Vermette (Marie-Victorin):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidants et travailleurs de la circonscription de Laporte demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 605 de la session)

Par M. Blais (Terrebonne):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidants et travailleurs de la circonscription de Groulx demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document N° 606 de la session)

Par Mme Juneau (Johnson):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidants et travailleurs de la circonscription de Sherbrooke demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 607 de la session)

Par M. Rochefort (Gouin):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidants et travailleurs de la circonscription de Laurier demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 608 de la session):

Par M. Chevette (Joliette):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidents et travailleurs de la circonscription de Prévost demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 609 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'économie et du travail, pour l'étude détaillée du projet de loi 150, Loi sur les forêts.
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée des projets de loi:

121 Loi concernant certaines rétrocessions de droits dont le gouvernement est devenu titulaire par expropriation avant le 1^{er} avril 1976;

144 Loi modifiant la Loi sur les transports;

153 Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs.

- La Commission de la culture, pour l'étude détaillée des projets de loi :

149 Loi modifiant la Loi sur l'Institut québécois sur la culture;

157 Loi modifiant la Loi sur le cinéma.

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude détaillée des projets de loi:

117 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la protection sanitaire des animaux;

146 Loi modifiant la Loi sur les grains et la Loi sur la mise en marché des produits agricoles.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions qui a étudié le projet de loi 103, Loi sur la Société d'Investissement Jeunesse.

Le rapport est adopté.

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le principe du projet de loi 146, Loi modifiant la Loi sur les grains et la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Blais (Terrebonne).

À 13 h 00, M. le Président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Le débat reprend sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 146.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a étudié le projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction, les amendements proposés par M. Paradis, ministre du Travail, et les amendements proposés par M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle.

Un débat s'ensuit sur les amendements et sur le rapport.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement.

À 18 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que la Commission des affaires sociales, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 142, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux, mette fin à ses travaux quant à l'étude détaillée dudit projet de loi dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement.

L'Assemblée reprend le débat sur le rapport de la Commission de l'économie et du travail concernant le projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction, et sur les amendements proposés par M. Paradis, ministre du Travail, et par M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle.

Le débat est terminé.

Les amendements et le rapport sont alors mis aux voix et des votes par appel nominal sont exigés.

Les nouveaux articles 42.1 et 60.1 proposés par M. Paradis, ministre du Travail, sont adoptés, les voix se divisant comme suit:

(Vote n° 79)

POUR

Assad	Bélanger	Bissonnet	Chagnon
Audet	(Laval-des-Rap.)	Bradet	Ciaccia
Bacon	Bélanger	Brouillette	Côté
Baril	(Még.-Compton)	Camden	(Riv.-du-Loup)
Beaudin	Bélisle	Cannon	Cusano

Dauphin	Gratton	Lincoln	Poulin
Després	Hains	Maciocia	Richard
Dionne	Hamel	Maltais	Rivard
Dougherty	Hétu	Marcil	Robic
Doyon	Houde	Marx	Saintonge
Dubois	Hovington	Messier	St-Roch
Dutil	Johnson	Middlemiss	Savoie
Farrah	(Vaud.-Soulanges)	Page	Scowen
Forget	Joly	Paradis	Séguin
Fortier	Kehoe	(Brome-Miss.)	Sirros
Fortin	Khelfa	Paradis	Théorêt
French	Leclerc	(Matapédia)	Tremblay
Gagnon-Tremblay	Lefebvre	Parent	(Iberville)
Gardner	Legault	(Sauvé)	Trépanier
Gauvin	Lemieux	Pelchat	Trudel
Gervais	Lemire	Picotte	Vaillancourt
Gobé	Levesque	Polak	Vallières

CONTRE

Blackburn	Desbiens	Harel	Parent
Blais	Dufour	Johnson	(Bertrand)
Boulerice	Filion	(Anjou)	Perron
Brassard	Garon	Jolivet	Rocheffort
Charbonneau	Gauthier	Juneau	Vermette
Chevrette	Gendron	Paré	
Claveau	Godin		

Pour 80 Contre 23

Les amendements proposés par M. Paradis, ministre du Travail, aux articles 3, 6, 7, 9, 13, 14, 15, 16, 22, 24, 25, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 39, 40, 42, 44, 60, 61; l'amendement proposant le remplacement des mots "Loi sur les relations du travail et la formation professionnelle dans l'industrie de la construction" par les mots "Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction" partout où ils se trouvent aux articles 28, 29, 30, 31, 36, 37, 38,

41, 42, 42.1, 45, 46, 48, 49 et 50; l'amendement proposant la renumérotation de l'ensemble des dispositions du projet de loi sont adoptés, les voix se divisant comme suit:

(Vote n° 80)

POUR

Assad	Dougherty	Kehoe	Picotte
Audet	Doyon	Khelfa	Polak
Bacon	Dubois	Leclerc	Poulin
Baril	Dutil	Lefebvre	Richard
Beaudin	Farrah	Legault	Rivard
Bélanger	Forget	Lemieux	Robic
(Laval-des-Rap.)	Fortier	Lemire	Saintonge
Bélanger	Fortin	Levesque	St-Roch
(Még.-Compton)	French	Lincoln	Savoie
Bélisle	Gagnon-Tremblay	Maciocia	Scowen
Bissonnet	Gardner	Maltais	Séguin
Bradet	Gauvin	Marcil	Sirros
Brouillette	Gervais	Marx	Théorêt
Camden	Gobé	Messier	Tremblay
Cannon	Gratton	Middlemiss	(Iberville)
Chagnon	Hains	Pagé	Trépanier
Ciaccia	Hamel	Paradis	Trudel
Côté	Hétu	(Brome-Miss.)	Vaillancourt
(Riv.-du-Loup)	Houde	Paradis	Vallières
Cusano	Hovington	(Matapédia)	
Dauphin	Johnson	Parent	
Després	(Vaud.-Soulanges)	(Sauvé)	
Dionne	Joly	Pelchat	

CONTRE

Blackburn	Desbiens	Harel	Parent
Blais	Dufour	Johnson	(Bertrand)
Boulerice	Filion	(Anjou)	Perron
Brassard	Garon	Jolivet	Rocheffort
Charbonneau	Gauthier	Juneau	Vermette
Chevrette	Gendron	Paré	
Claveau	Godin		

Pour 80 Contre 23

Les amendements proposés par M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, aux articles 3, 16, 22, 23, 24, 32, 33 à la fin du 1^{er} alinéa, après le 1^{er} alinéa, à la fin du 1^{er} paragraphe et à la fin du 2^e paragraphe, 34, 35, 37, 61, sauf celui présenté à l'article 33 qui ajoute à la 2^e ligne du 3^e alinéa, après le mot "alinéa" les mots "ou du second alinéa" qui est indentique à celui présenté par le Ministre, sont rejetés, les voix se divisant comme suit:

(Division n° 81)

POUR

Blackburn	Desbiens	Harel	Parent
Blais	Dufour	Johnson	(Bertrand)
Boulerice	Filion	(Anjou)	Perron
Brassard	Garon	Jolivet	Rocheport
Charbonneau	Gauthier	Juneau	Vermette
Chevette	Gendron	Paré	
Claveau	Godin		

CONTRE

Assad	Dauphin	Hétu	Middlemiss
Audet	Després	Houde	Pagé
Bacon	Dionne	Hovington	Paradis
Baril	Dougherty	Johnson	(Brome-Miss.)
Beaudin	Doyon	(Vaud.-Soulanges)	Paradis
Bélanger	Dubois	Joly	(Matapédia)
(Laval-des-Rap.)	Dutil	Kehoe	Parent
Bélanger	Farrah	Khelfa	(Sauvé)
(Még.-Compton)	Forget	Leclerc	Pelchat
Bélisle	Fortier	Lefebvre	Picotte
Bissonnet	Fortin	Legault	Polak
Bradet	French	Lemieux	Poulin
Brouillette	Gagnon-Tremblay	Lemire	Richard
Camden	Gardner	Levesque	Rivard
Cannon	Gauvin	Lincoln	Robic
Chagnon	Gervais	Maciocia	Saintonge
Ciaccia	Gobé	Maltais	St-Roch
Côté	Gratton	Marcil	Savoie
(Riv.-du-Loup)	Hains	Marx	Scowen
Cusano	Hamel	Messier	Séguin

Sirros
Théorêt

Tremblay
(Iberville)

Trépanier
Trudel

Vaillancourt
Vallières

Pour 23 Contre 80

Tous les articles du projet de loi 119 qui n'ont pas été adoptés en commission et qui ne sont pas amendés, sont adoptés, les voix se divisant comme suit:

(Vote n° 82)

POUR

Assad
Audet
Bacon
Baril
Beaudin
Bélanger
(Laval-des-Rap.)
Bélanger
(Még.-Compton)
Bélisle
Bissonnet
Bradet
Brouillette
Camden
Cannon
Chagnon
Ciaccia
Côté
(Riv.-du-Loup)
Cusano
Dauphin
Després
Dionne

Dougherty
Doyon
Dubois
Dutil
Farrah
Forget
Fortier
Fortin
French
Gagnon-Tremblay
Gardner
Gauvin
Gervais
Gobé
Gratton
Hains
Hamel
Hétu
Houde
Hovington
Johnson
(Vaud.-Soulanges)
Joly

Kehoe
Khelfa
Leclerc
Lefebvre
Legault
Lemieux
Lemire
Levesque
Lincoln
Maciocia
Maltais
Marcil
Marx
Messier
Middlemiss
Pagé
Paradis
(Brome-Miss.)
Paradis
(Matapédia)
Parent
(Sauvé)
Pelchat

Picotte
Polak
Poulin
Richard
Rivard
Robic
Saintonge
St-Roch
Savoie
Scowen
Séguin
Sirros
Théorêt
Tremblay
(Iberville)
Trépanier
Trudel
Vaillancourt
Vallières

CONTRE

Blackburn	Desbiens	Harel	Parent
Blais	Dufour	Johnson	(Bertrand)
Boulerice	Filion	(Anjou)	Perron
Brassard	Garon	Jolivet	Rocheport
Charbonneau	Gauthier	Juneau	Vermette
Chevrette	Gendron	Paré	
Claveau	Godin		

Pour 80 Contre 23

Tous les articles, de 1 à 61, du projet de loi 119, ainsi que le titre et les intitulés, tels qu'ils apparaissent au projet de loi et au rapport de la commission et tels qu'ils ont été amendés par les votes précédents, sont adoptés, les voix se divisant comme suit:

(Vote n° 83)

POUR

Assad	Ciaccia	Gagnon-Tremblay	Leclerc
Audet	Côté	Gardner	Lefebvre
Bacon	(Riv.-du-Loup)	Gauvin	Legault
Baril	Cusano	Gervais	Lemieux
Beaudin	Dauphin	Gobé	Lemire
Bélanger	Després	Gratton	Levesque
(Laval-des-Rap.)	Dionne	Hains	Lincoln
Bélanger	Dougherty	Hamel	Maciocia
(Még.Compton)	Doyon	Hétu	Maltais
Bélisle	Dubois	Houde	Marcil
Bissonnet	Dutil	Hovington	Marx
Bradet	Farrah	Johnson	Messier
Brouillette	Forget	(Vaud.-Soulanges)	Middlemiss
Camden	Fortier	Joly	Pagé
Cannon	Fortin	Kehoe	Paradis
Chagnon	French	Khelfa	(Brome-Miss.)

Paradis (<i>Matapédia</i>)	Polak	St-Roch	Tremblay (<i>Iberville</i>)
Parent (<i>Sauvé</i>)	Poulin	Savoie	Trépanier
Pelchat	Richard	Scowen	Trudel
Picotte	Rivard	Séguin	Vaillancourt
	Robic	Sirros	Vallières
	Saintonge	Théorêt	

CONTRE

Blackburn	Desbiens	Harel	Parent (<i>Bertrand</i>)
Blais	Dufour	Johnson (<i>Anjou</i>)	Perron
Boulerice	Filion	Jolivet	Rocheffort
Brassard	Garon	Juneau	Vermette
Charbonneau	Gauthier	Paré	
Chevrette	Gendron		
Claveau	Godin		

Pour 80 Contre 23

Le rapport, ainsi amendé, de la Commission de l'économie et du travail concernant le projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction, est adopté, les voix se divisant comme suit:

(Vote n° 84)

POUR

Assad	Bissonnet	Dauphin	Fortin
Audet	Bradet	Després	French
Bacon	Brouillette	Dionne	Gagnon-Tremblay
Baril	Camden	Dougherty	Gardner
Beaudin	Cannon	Doyon	Gauvin
Bélanger (<i>Laval-des-Rap.</i>)	Chagnon	Dubois	Gervais
Bélanger (<i>Még.-Compton</i>)	Ciaccia	Dutil	Gobé
Bélisle	Côté (<i>Riv.-du-Loup</i>)	Farrah	Gratton
	Cusano	Forget	Hains
		Fortier	Hamel

Hétu	Lemire	Paradis	St-Roch
Houde	Levesque	(Matapédia)	Savoie
Hovington	Lincoln	Parent	Scowen
Johnson	Maciocia	(Sauvé)	Séguin
(Vaud.-Soulanges)	Maltais	Pelchat	Sirros
Joly	Marcil	Picotte	Théorêt
Kehoe	Marx	Polak	Tremblay
Khelfa	Messier	Poulin	(Iberville)
Leclerc	Middlemiss	Richard	Trépanier
Lefebvre	Pagé	Rivard	Trudel
Legault	Paradis	Robic	Vaillancourt
Lemieux	(Brome-Miss.)	Saintonge	Vallières

CONTRE

Blackburn	Desbiens	Harel	Parent
Blais	Dufour	Johnson	(Bertrand)
Boulerice	Filion	(Anjou)	Perron
Brassard	Garon	Jolivet	Rocheport
Charbonneau	Gauthier	Juneau	Vermette
Chevrette	Gendron	Paré	
Claveau	Godin		

Pour 80 Contre 23

Le mardi 16 décembre 1986

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, proposant:

Que la Commission des affaires sociales, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 142, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux, mette fin à ses travaux quant à l'étude détaillée dudit projet de loi dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 85)

POUR

Assad	Dougherty	Kehoe	Poulin
Audet	Doyon	Khelfa	Rivard
Bacon	Dubois	Laporte	Robic
Baril	Dutil	Leclerc	St-Roch
Beaudin	Farrah	Lefebvre	Savoie
Bélanger	Forget	Legault	Scowen
(Laval-des-Rap.)	Fortier	Lemire	Séguin
Bélanger	Fortin	Lincoln	Sirros
(Még.-Compton)	French	Maciocia	Thérien
Bélisle	Gagnon-Tremblay	Maltais	Tremblay
Bissonnet	Gardner	Marx	(Iberville)
Bradet	Gervais	Messier	Tremblay
Brouillette	Gobé	Middlemiss	(Rimouski)
Camden	Gratton	Pagé	Trépanier
Chagnon	Hains	Paradis	Trudel
Ciaccia	Hamel	(Brome-Miss.)	Vallières
Côté	Hétu	Paradis	
(Riv.-du-Loup)	Houde	(Matapédia)	
Cusano	Hovington	Parent	
Dauphin	Johnson	(Sauvé)	
Després	(Vaud.-Soulanges)	Pelchat	
Dionne	Joly	Polak	

CONTRE

Blackburn	Desbiens	Harel	Parent
Blais	Dufour	Johnson	(Bertrand)
Boulerice	Filion	(Anjou)	Perron
Brassard	Garon	Jolivet	Rocheport
Charbonneau	Gauthier	Juneau	Vermette
Chevrette	Gendron	Paré	
Claveau	Godin		

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Pour 73 Contre 23

15 décembre 1986

À 01 h 21, sur la motion de M. Gratton, l'Assemblée ajourne ses travaux à 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche:

Rapport annuel de la Société des établissements de plein air du Québec,
pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1986.

(Document n° 610 de la session)

Par M. Marx, ministre de la Justice:

Rapport annuel de la Commission d'appel en matière de lésions
professionnelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 611 de la session)

Par M. Côté, ministre des Transports:

Rapport du Comité sur la voirie, les réclamations et la protection de
l'environnement, présidé par M. Vallières, député de Richmond.

(Document n° 612 de la session)

Par M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales:

Rapport annuel de la Régie du logement, pour l'exercice financier terminé
le 31 mars 1986.

(Document n° 613 de la session)

Par M. French, ministre des Communications:

Rapport annuel du ministère des Communications, pour l'exercice financier
terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 614 de la session)

Par M. Bélanger (Laval-des-Rapides):

Rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 10, 11 et 12 décembre 1986, a étudié le projet de loi:

- 142 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Le projet de loi n'a pas été adopté en commission.

(Document n° 615 de la session)

Par M. Trudel (Bourget):

Rapport de la Commission de la culture qui, le 15 décembre 1986, a étudié le projet de loi:

- 157 Loi modifiant la Loi sur le cinéma - Rapporté avec des amendements dont un au titre.

(Document n° 616 de la session)

Par Mme Harel (Maisonneuve):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidants et travailleurs de la circonscription de Maisonneuve demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 617 de la session)

Par M. Chevrette (Joliette), au nom de M. Boulerice (Saint-Jacques):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidants et travailleurs de la circonscription de Notre-Dame-de-Grâce demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 618 de la session)

Par M. Godin (Mercier):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidants et travailleurs de la circonscription de Dorion demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 619 de la session)

Par M. Brassard (Lac-Saint-Jean):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidants et travailleurs de la circonscription de Papineau demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 620 de la session)

Par M. Rochefort (Gouin):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidants et travailleurs de la circonscription de L'Acadie demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 621 de la session)

Par M. Charbonneau (Verchères):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidants et travailleurs de la circonscription de Gatineau demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 622 de la session)

Extrait d'une pétition signée par 183 résidants de la municipalité de Calixa-Lavallée demandant le rétablissement du Programme d'aide à l'implantation de réseaux d'aqueduc (PAIRA) ou l'octroi d'une subvention pour établir un réseau d'aqueduc.

(Document n° 623 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Gratton convoque les commissions suivantes:

- La Commission des affaires sociales, pour l'étude détaillée des projets de loi:

124 Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'assurance-maladie;

139 Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse concernant l'adoption internationale.

- La Commission de l'économie et du travail, pour l'étude détaillée du projet de loi 150, Loi sur les forêts.

- La Commission de la culture, pour l'étude détaillée du projet de loi 149, Loi modifiant la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture.

- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour l'étude détaillée des projets de loi:

121 Loi concernant certaines rétrocessions de droits dont le gouvernement est devenu titulaire par expropriation avant le 1^{er} avril 1976;

144 Loi modifiant la Loi sur les transports;

153 Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs.

Le débat est terminé sur la motion de M. Marx, ministre de la Justice, proposant que le principe du projet de loi 141, Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les connaissances, les reçus et les cessions de biens en stock, en matière d'enregistrement, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 141 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 141 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que le principe du projet de loi 129, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'administration financière, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gauthier (Roberval).

À 13 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, proposant que le principe du projet de loi 146, Loi modifiant la Loi sur les grains et la mise en marché des produits agricoles, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 146 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 146 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation dont les travaux seront dirigés par un président de séance.

M. Paradis, ministre du Travail, propose que le projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de Mme Juneau (Johnson).

À 18 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

Du consentement unanime, M. Gratton, leader du gouvernement, annule l'avis donné précédemment concernant l'étude par la Commission des affaires sociales des projets de loi 124 et 129, et convoque la Commission du budget et de l'administration pour l'étude détaillée des projets de loi:

- 122 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la mention du district judiciaire de Laval ou de Longueuil dans les statuts de certaines corporations;
 - 143 Loi modifiant la Loi sur les compagnies.
-

Avant de procéder à l'étude des crédits supplémentaires, du consentement unanime et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'organisation des travaux est ainsi ordonnée: la commission plénière entendra pour la première heure, le Président du Conseil du Trésor, puis pour trente minutes le ministre des Approvisionnements et Services, ensuite pour trente minutes le Solliciteur général et pour une dernière heure le ministre du Revenu, après quoi le président fera rapport que la commission n'a pas fini de délibérer et demande la permission de siéger de nouveau.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires (n° 2) pour l'année financière 1986-1987.

Ces crédits sont étudiés en commission plénière.

M. le Président de la commission plénière fait rapport que la commission n'a pas fini de délibérer, et permission lui est accordée de siéger de nouveau à une prochaine séance.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Paradis, ministre du Travail, proposant que le projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction, soit adopté.

Le mercredi 17 décembre 1986

Le débat terminé, la motion est mise aux voix et le vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

16 décembre 1986

À 00 h 12, sur la motion de M. Lefebvre, l'Assemblée ajourne ses travaux à 10 h 00.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

M. Ciaccia, ministre de l'Énergie et des Ressources, présente le projet de loi 166, Loi sur la Société Eeyou de la Baie-James, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

M. Ciaccia dépose les documents suivants prévus au projet de loi 166:

- Convention La Grande (1986), en date du 6 novembre 1986.
(Document n° 625 de la session)
 - Convention complémentaire n° 7 à la Convention de la Baie James et du Nord québécois, en date du 6 novembre 1986.
(Document n° 626 de la session)
-

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Côté, ministre des Transports:

Réponse à la question écrite de M. Chevette (Joliette) concernant les vols effectués en octobre 1986 par les appareils du service aérien du gouvernement du Québec. Question n° 8, *Feuilleton* du 17 décembre 1986.
(Document n° 624 de la session)

Réponse à la question écrite de Mme Harel (Maisonnette) concernant le nouveau contrat de la desserte de la Moyenne et Basse-Côte-Nord par Québécois. Question n° 11, *Feuilleton* du 17 décembre 1986.
(Document n° 627 de la session)

Par M. Trudel (Bourget):

Rapport de la Commission de la culture qui, les 15 et 16 décembre 1986, a étudié en détail le projet de loi:

- 149 Loi modifiant la Loi sur l'Institut québécois de recherche sur la culture - Rapporté sans amendement.

(Document n° 628 de la session)

Par M. Bélanger (Laval-des-Rapides):

Rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 16 décembre 1986, a étudié en détail le projet de loi:

- 139 Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse concernant l'adoption internationale - Rapporté sans amendement.

(Document n° 629 de la session)

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapports de la Commission du budget et de l'administration qui, le 16 décembre 1986, a étudié en détail les projets de loi:

- 122 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la mention du district judiciaire de Laval ou de Longueuil dans les statuts de certaines corporations - Rapporté avec un amendement.

(Document n° 630 de la session)

- 143 Loi modifiant la Loi sur les compagnies - Rapporté avec un amendement au titre.

(Document n° 631 de la session)

Par M. Rochefort (Gouin):

Rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 16 décembre 1986, a étudié en détail les projets de loi:

- 121 Loi concernant certaines rétrocessions de droits dont le gouvernement est devenu titulaire par expropriation avant le 1^{er} avril 1976 - Rapporté sans amendement.

(Document n° 632 de la session)

- 144 Loi modifiant la Loi sur les transports - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 633 de la session)

Rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 5, 12, 15 et 16 décembre 1986, a étudié en détail le projet de loi:

- 153 Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 634 de la session)

Par Mme Juneau (Johnson):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidants des circonscriptions de Johnson et de Mégantic-Compton demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 635 de la session)

Par M. Perron (Duplessis):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidants de la circonscription de Duplessis demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 636 de la session)

Par M. Boulerice (Saint-Jacques):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidants de la circonscription de Crémazie demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 637 de la session)

Par M. Fillion (Taillon):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidants de la circonscription de Sainte-Anne demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 638 de la session)

Par M. Blais (Terrebonne):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidants de la circonscription de Terrebonne demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 639 de la session)

Par M. Rochefort (Gouin):

Extrait d'une pétition signée par 101 résidants de la circonscription de Saint-Louis demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 640 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté, sur la motion de M. Paradis, ministre du Travail, proposant que le projet de loi 119, Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction, soit adopté.

(Vote no° 86)

POUR

Assad	Dougherty	Latulippe	Polak
Audet	Doyon	Lavoie-Roux	Poulin
Bacon	Dutil	Leclerc	Rémillard
Baril	Farrah	Lefebvre	Richard
Beaudin	Forget	Legault	Rivard
Bégin	Fortier	Lemieux	Robic
Bélanger	Fortin	Lemire	Rocheleau
(Laval-des-Rap.)	French	Levesque	Ryan
Bélanger	Gagnon-Tremblay	Lincoln	Saintonge
(Még.-Compton)	Gardner	MacDonald	St-Roch
Bélisle	Gauvin	Maciocia	Savoie
Bissonnet	Gervais	Maltais	Scowen
Bleau	Gobé	Marcil	Séguin
Bourbeau	Gobeil	Marx	Sirros
Bradet	Gratton	Messier	Théorêt
Camden	Hains	Middlemiss	Thérien
Cannon	Hamel	Paradis	Tremblay
Cardinal	Héту	(Brome-Miss.)	(Iberville)
Chagnon	Hovington	Paradis	Tremblay
Ciaccia	Johnson	(Matapédia)	(Rimouski)
Côté	(Vaud.-Soulanges)	Parent	Trudel
(Charlesbourg)	Joly	(Sauvé)	Vaillancourt
Côté	Kehoe	Pelchat	Vallerand
(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Philibert	Vallières
Cusano	Laporte	Picotte	

CONTRE

Blackburn	Desbiens	Harel	Parent
Blais	Dufour	Johnson	(Bertrand)
Boulerice	Filion	(Anjou)	Perron
Brassard	Garon	Jolivet	Rocheport
Charbonneau	Gauthier	Juneau	Vermette
Chevrette	Gendron	Paré	
Claveau	Godin		

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Pour 89 Contre 23

En conséquence, le projet de loi 119 est adopté.

M. Gratton convoque les commissions suivantes:

- La Commission de l'économie et du travail, pour l'étude détaillée des projets de loi:
 - 150 Loi sur les forêts;
 - 152 Loi sur les établissements touristiques;
 - 154 Loi modifiant la Loi sur la Société de développement industriel du Québec;
 - 155 Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives;
 - 158 Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise.
- La Commission de l'éducation, pour l'étude détaillée du projet de loi 131, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation et modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation.
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, pour l'étude détaillée des projets de loi:
 - 117 Loi modifiant à nouveau la Loi sur la protection sanitaire des animaux;
 - 146 Loi modifiant la Loi sur les grains et la Loi sur la mise en marché des produits agricoles.
- La Commission du budget et de l'administration, pour l'étude détaillée du projet de loi 118, Loi modifiant la Loi sur le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

- La Commission des institutions, pour l'étude détaillée des projets de loi:
 - 141 Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les connaissances, les reçus et les cessions de biens en stock, en matière d'enregistrement;
 - 148 Loi modifiant la Loi sur le temps réglementaire.
- La sous-commission des institutions:
 - 20 Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens.

M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Bourassa, Premier ministre, propose que le projet de loi 103, Loi sur la Société d'Investissement Jeunesse, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 103 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture qui a étudié le projet de loi 157, Loi modifiant la Loi sur le cinéma.

Après débat, le rapport est adopté.

Du consentement unanime et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, il est ordonné:

Que le rapport de la Commission des affaires sociales sur le projet 142, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux, déposé le 16 décembre 1986, soit considéré aujourd'hui par l'Assemblée, de 15 h 00 à 18 h 00;

Que les groupes parlementaires décident de la durée de leurs interventions respectives; et

Que la mise aux voix des amendements et du rapport intervienne avant 18 h 00.

Du consentement unanime et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, il est ordonné:

Que la commission plénière de l'Assemblée poursuive l'étude des crédits supplémentaires (n° 2) pour l'année financière 1986-1987 dès 20 h 00 aujourd'hui, dans l'ordre suivant:

- de 20 h 00 à 20 h 30, les crédits du ministère des Communications;
- de 20 h 30 à 22 h 00, les crédits du ministère de la Santé et des Services sociaux;
- de 22 h 00 à 23 h 00, les crédits du ministère de l'Éducation;
- de 23 h 00 à 24 h 00, les crédits du ministère de l'Environnement; et
- le 18 décembre, de 00 h 00 à 00 h 30, les crédits du ministère de la Justice.

M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce, propose que le principe du projet de loi 155, Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Du consentement unanime, M. Johnson exerce son droit de réplique après 13 h 00.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 155 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 155 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

À 13 h 09, M. le Président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Conformément à l'ordre de l'Assemblée adopté au cours de la présente séance, il est procédé à la prise en considération du rapport de la Commission des affaires sociales qui a étudié le projet de loi 142, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux, des amendements proposés par Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, et des amendements proposés par M. Rochefort (Gouin).

Un débat s'ensuit sur les amendements et le rapport.

Le débat est terminé.

Les amendements et le rapport sont alors mis aux voix et des votes par appel nominal sont exigés.

Le nouvel article 1.1 proposé par Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, est adopté, les voix se divisant comme suit:

(Vote n° 87)

POUR

Assad	Després	Joly	Polak
Audet	Dionne	Kehoe	Rémillard
Bacon	Dougherty	Khelfa	Richard
Baril	Doyon	Laporte	Robic
Beaudin	Dubois	Lavoie-Roux	Ryan
Bégin	Dutil	Leclerc	Saintonge
Bélanger	Farrah	Lefebvre	St-Roch
(Laval-des-Rap.)	Forget	Lemire	Scowen
Bélanger	Fortier	Levesque	Séguin
(Még.-Compton)	Fortin	Lincoln	Sirros
Bélisle	French	Maciocia	Théorêt
Bissonnet	Gagnon-Tremblay	Maltais	Thérien
Bleau	Gardner	Marx	Tremblay
Bourbeau	Gauvin	Messier	(Iberville)
Bradet	Gervais	Middlemiss	Tremblay
Camden	Gobé	Pagé	(Rimouski)
Cannon	Gobeil	Paradis	Trépanier
Cardinal	Gratton	(Brome-Miss.)	Trudel
Chagnon	Hains	Paradis	Vaillancourt
Ciaccia	Hamel	(Matapédia)	Vallières
Côté	Hétu	Parent	
(Riv.-du-Loup)	Houde	(Sauvé)	
Cusano	Johnson	Pelchat	
Dauphin	(Vaud.-Soulanges)	Philibert	

CONTRE

Blackburn	Claveau	Harel	Parent
Blais	Dufour	Johnson	(Sauvé)
Boulerice	Filion	(Anjou)	Perron
Brassard	Garon	Jolivet	Rocheport
Charbonneau	Gauthier	Juneau	Vermette
Chevrette	Gendron	Paré	

Pour 83 Contre 21

Les amendements proposés aux articles 2, 3, 5, 9 et 10 par Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, sont adoptés, les voix se divisant comme suit:

(Vote n° 88)

POUR

Assad	Després	Joly	Polak
Audet	Dionne	Kehoe	Rémillard
Bacon	Dougherty	Khelfa	Richard
Baril	Doyon	Laporte	Robic
Beaudin	Dubois	Lavoie-Roux	Ryan
Bégin	Dutil	Leclerc	Saintonge
Bélanger	Farrah	Lefebvre	St-Roch
(Laval-des-Rap.)	Forget	Lemire	Scowen
Bélanger	Fortier	Levesque	Séguin
(Még.-Compton)	Fortin	Lincoln	Sirros
Bélisle	French	Maciocia	Théorêt
Bissonnet	Gagnon-Tremblay	Maltais	Thérien
Bleau	Gardner	Marx	Tremblay
Bourbeau	Gauvin	Messier	(Iberville)
Bradet	Gervais	Middlemiss	Tremblay
Camden	Gobé	Pagé	(Rimouski)
Cannon	Gobeil	Paradis	Trépanier
Cardinal	Gratton	(Brome-Miss.)	Trudel
Chagnon	Hains	Paradis	Vaillancourt
Ciaccia	Hamel	(Matapédia)	Vallières
Côté	Hétu	Parent	
(Riv.-du-Loup)	Houde	(Sauvé)	
Cusano	Johnson	Pelchat	
Dauphin	(Vaud.-Soulanges)	Philibert	

CONTRE

Blackburn	Claveau	Harel	Parent
Blais	Dufour	Johnson	(Sauvé)
Boulerice	Filion	(Anjou)	Perron
Brassard	Garon	Jolivet	Rocheffort
Charbonneau	Gauthier	Juneau	Vermette
Chevrette	Gendron	Paré	

Pour 83 Contre 21

Les nouveaux articles 1.1, 3.1 et 9.2 et les amendements aux articles 2, 3 et 9, proposés par M. Rochefort (Gouin), sont rejetés, les voix se divisant comme suit:

(Vote n° 89)

POUR

Blackburn	Claveau	Harel	Parent
Blais	Dufour	Johnson	(Sauvé)
Boulerice	Filion	(Anjou)	Perron
Brassard	Garon	Jolivet	Rochefort
Charbonneau	Gauthier	Juneau	Vermette
Chevrette	Gendron	Paré	

CONTRE

Assad	Després	Joly	Polak
Audet	Dionne	Kehoe	Rémillard
Bacon	Dougherty	Khelfa	Richard
Baril	Doyon	Laporte	Robic
Beaudin	Dubois	Lavoie-Roux	Ryan
Bégin	Dutil	Leclerc	Saintonge
Bélanger	Farrah	Lefebvre	St-Roch
(Laval-des-Rap.)	Forget	Lemire	Scowen
Bélanger	Fortier	Levesque	Séguin
(Még.-Compton)	Fortin	Lincoln	Sirros
Bélisle	French	Maciocia	Théorêt
Bissonnet	Gagnon-Tremblay	Maltais	Thérien
Bleau	Gardner	Marx	Tremblay
Bourbeau	Gauvin	Messier	(Iberville)
Bradet	Gervais	Middlemiss	Tremblay
Camden	Gobé	Pagé	(Rimouski)
Cannon	Gobeil	Paradis	Trépanier
Cardinal	Gratton	(Brome-Miss.)	Trudel
Chagnon	Hains	Paradis	Vaillancourt
Ciaccia	Hamel	(Matapédia)	Vallières
Côté	Hétu	Parent	
(Riv.-du-Loup)	Houde	(Sauvé)	
Cusano	Johnson	Pelchat	
Dauphin	(Vaud.-Soulanges)	Philibert	

Pour 21 Contre 83

Tous les articles du projet de loi 142 qui n'ont pas été adoptés en commission, et qui ne sont pas amendés, sont adoptés, les voix se divisant comme suit:

(Vote n° 90)

POUR

Assad	Després	Joly	Polak
Audet	Dionne	Kehoe	Rémillard
Bacon	Dougherty	Khelfa	Richard
Baril	Doyon	Laporte	Robic
Beaudin	Dubois	Lavoie-Roux	Ryan
Bégin	Dutil	Leclerc	Saintonge
Bélanger	Farrah	Lefebvre	St-Roch
<i>(Laval-des-Rap.)</i>	Forget	Lemire	Scowen
Bélanger	Fortier	Levesque	Séguin
<i>(Még.-Compton)</i>	Fortin	Lincoln	Sirros
Bélisle	French	Maciocia	Théorêt
Bissonnet	Gagnon-Tremblay	Maltais	Thérien
Bleau	Gardner	Marx	Tremblay
Bourbeau	Gauvin	Messier	<i>(Iberville)</i>
Bradet	Gervais	Middlemiss	Tremblay
Camden	Gobé	Pagé	<i>(Rimouski)</i>
Cannon	Gobeil	Paradis	Trépanier
Cardinal	Gratton	<i>(Brome-Miss.)</i>	Trudel
Chagnon	Hains	Paradis	Vaillancourt
Ciaccia	Hamel	<i>(Matapédia)</i>	Vallières
Côté	Héту	Parent	
<i>(Riv.-du-Loup)</i>	Houde	<i>(Sauvé)</i>	
Cusano	Johnson	Pelchat	
Dauphin	<i>(Vaud.-Soulanges)</i>	Philibert	

CONTRE

Blackburn	Claveau	Harel	Parent
Blais	Dufour	Johnson	<i>(Sauvé)</i>
Boulerice	Filion	<i>(Anjou)</i>	Perron
Brassard	Garon	Jolivet	Rocheport
Charbonneau	Gauthier	Juneau	Vermette
Chevrette	Gendron	Paré	

Pour 83 Contre 21

Tous les articles du projet de loi 142 qui ont été amendés par les votes précédents, sont adoptés, les voix se divisant comme suit:

(Vote n° 91)

POUR

Assad	Després	Joly	Polak
Audet	Dionne	Kehoe	Rémillard
Bacon	Dougherty	Khelfa	Richard
Baril	Doyon	Laporte	Robic
Beaudin	Dubois	Lavoie-Roux	Ryan
Bégin	Dutil	Leclerc	Saintonge
Bélanger	Farrah	Lefebvre	St-Roch
(Laval-des-Rap.)	Forget	Lemire	Scowen
Bélanger	Fortier	Levesque	Séguin
(Még.-Compton)	Fortin	Lincoln	Sirros
Bélisle	French	Maciocia	Théorêt
Bissonnet	Gagnon-Tremblay	Maltais	Thérien
Bleau	Gardner	Marx	Tremblay
Bourbeau	Gauvin	Messier	(Iberville)
Bradet	Gervais	Middlemiss	Tremblay
Camden	Gobé	Pagé	(Rimouski)
Cannon	Gobeil	Paradis	Trépanier
Cardinal	Gratton	(Brome-Miss.)	Trudel
Chagnon	Hains	Paradis	Vaillancourt
Ciaccia	Hamel	(Matapédia)	Vallières
Côté	Hétu	Parent	
(Riv.-du-Loup)	Houde	(Sauvé)	
Cusano	Johnson	Pelchat	
Dauphin	(Vaud.-Soulanges)	Philibert	

CONTRE

Blackburn	Claveau	Harel	Parent
Blais	Dufour	Johnson	(Sauvé)
Boulerice	Filion	(Anjou)	Perron
Brassard	Garon	Jolivet	Rocheport
Charbonneau	Gauthier	Juneau	Vermette
Chevrette	Gendron	Paré	

Pour 83 Contre 21

Le rapport, ainsi amendé, de la Commission des affaires sociales concernant le projet de loi 142, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux, est adopté, les voix se divisant comme suit:

(Vote n° 92)

POUR

Assad	Després	Joly	Polak
Audet	Dionne	Kehoe	Rémillard
Bacon	Dougherty	Khelfa	Richard
Baril	Doyon	Laporte	Robic
Beaudin	Dubois	Lavoie-Roux	Ryan
Bégin	Dutil	Leclerc	Saintonge
Bélanger	Farrah	Lefebvre	St-Roch
(Laval-des-Rap.)	Forget	Lemire	Scowen
Bélanger	Fortier	Levesque	Séguin
(Még.-Compton)	Fortin	Lincoln	Sirros
Bélisle	French	Maciocia	Théorêt
Bissonnet	Gagnon-Tremblay	Maltais	Thérien
Bleau	Gardner	Marx	Tremblay
Bourbeau	Gauvin	Messier	(Iberville)
Bradet	Gervais	Middlemiss	Tremblay
Camden	Gobé	Pagé	(Rimouski)
Cannon	Gobeil	Paradis	Trépanier
Cardinal	Gratton	(Brome-Miss.)	Trudel
Chagnon	Hains	Paradis	Vaillancourt
Ciaccia	Hamel	(Matapédia)	Vallières
Côté	Hétu	Parent	
(Riv.-du-Loup)	Houde	(Sauvé)	
Cusano	Johnson	Pelchat	
Dauphin	(Vaud.-Soulanges)	Philibert	

CONTRE

Blackburn	Claveau	Harel	Parent
Blais	Dufour	Johnson	(Sauvé)
Boulerice	Filion	(Anjou)	Perron
Brassard	Garon	Jolivet	Rocheffort
Charbonneau	Gauthier	Juneau	Vermette
Chevrette	Gendron	Paré	

Pour 83 Contre 21

À 18 h 10, M. le Président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

Conformément à l'ordre adopté au cours de la présente séance, l'Assemblée se constitue de nouveau en commission plénière afin de poursuivre l'étude des crédits supplémentaires (n° 2) pour l'année financière 1986-1987.

Le jeudi 18 décembre 1986

L'étude des crédits supplémentaires étant terminée, Mme la Présidente de la commission plénière fait le rapport suivant:

M. le Président,

J'ai l'honneur de faire rapport que la commission plénière a adopté tous les crédits supplémentaires (n° 2), et que le gouvernement est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme maximum de 70 457 100 \$ pour le paiement des crédits supplémentaires de dépenses du Québec présentés à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1986-1987, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu, soit le montant des crédits à voter pour chacun des différents programmes énumérés à l'annexe du projet de loi qui sera présenté.

Le rapport est adopté.

M. Marx, ministre de la Justice, au nom de M. Levesque, ministre des Finances, présente le projet de loi 164, Loi n° 5 sur les crédits, 1986-1987, et propose:

Que l'Assemblée en soit saisie;

Que son principe soit adopté; et

Que le projet de loi soit adopté.

La motion est adoptée.

17 décembre 1986

En conséquence, le projet de loi 164 est adopté.

À 01 h 00, sur la motion de M. Marx, l'Assemblée ajourne ses travaux à 10 h 00.

Le mercredi 17 décembre 1986, à douze heures cinq, au Cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Bégin, vice-présidente de l'Assemblée nationale, de M. Bélisle, le représentant du Premier ministre, de M. Claveau, le représentant du chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Administrateur de la province de Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

- 103 Loi sur la Société d'Investissement Jeunesse;
- 119 Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Marx, ministre de la Justice:

Avant-projet de loi intitulé: Code de procédure pénale.

(Document n° 641 de la session)

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que la Commission des institutions procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques à compter du 3 mars 1987, et ce, dans le cadre de l'étude de l'avant-projet de loi concernant le code de procédure pénale;

Que le ministre de la Justice soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat; et

Que les mémoires soient transmis au Secrétariat des commissions au plus tard le lundi 9 février 1987.

La motion est adoptée.

Par M. Lincoln, ministre de l'Environnement:

Avant-projet de loi sur les pesticides.

(Document n° 642 de la session)

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que la Commission de l'aménagement et des équipements procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques dans le cadre de l'étude de l'avant-projet de loi sur les pesticides;

Que le ministre de l'Environnement soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat; et

Que les mémoires soient transmis au Secrétariat des commissions au plus tard le mardi 20 janvier 1987.

La motion est adoptée.

Par M. Gratton, du consentement unanime:

Liste des organismes invités à participer à la commission parlementaire sur l'avant-projet de loi sur les pesticides les 10, 11, 12, 17, 18 et 19 février 1987.

(Document n° 643 de la session)

Par M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation:

Rapport annuel du Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 644 de la session)

Rapport annuel de l'Office du crédit agricole relatif au programme de financement agricole, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 645 de la session)

Par M. Rémillard, ministre des Relations internationales:

Rapport annuel du ministère des Relations internationales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 646 de la session)

Par Mme Robic, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration:

Rapport annuel du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 647 de la session)

Rapport annuel du Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 648 de la session)

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 17 décembre 1986, a étudié en détail le projet de loi:

- 118 Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics - Rapporté sans amendement.

(Document n° 649 de la session)

Par M. Parent (Sauvé):

Rapport de la Commission de l'éducation qui, le 17 décembre 1986, a étudié en détail le projet de loi:

- 131 Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation et modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation - Rapporté avec un amendement.

(Document n° 650 de la session)

Par M. Tremblay (Iberville):

Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 17 décembre 1986, a étudié en détail le projet de loi:

- 117 Loi modifiant à nouveau la Loi sur la protection sanitaire des animaux - Rapporté avec un amendement.
(Document n° 651 de la session)

Par M. Filion (Taillon):

Rapport de la Commission des institutions qui, les 2, 22, 28, 29, 30 mai, 4, 5, 6, 7, 10, 11, 12, 13, 14, 21, 26, 27, 28 juin, 2, 3, 4 juillet, 29 août, 1^{er}, 16 octobre 1985 et le 17 décembre 1986, a étudié en détail le projet de loi:

- 20 Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens - Rapporté avec des amendements.
(Document n° 652 de la session)

Rapports de la Commission des institutions qui, le 17 décembre 1986, a étudié en détail les projets de loi:

- 141 Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les connaissances, les reçus et les cessions de biens en stock, en matière d'enregistrement - Rapporté avec un amendement.
(Document n° 653 de la session)
- 148 Loi modifiant la Loi sur le temps réglementaire - Rapporté sans amendement.
(Document n° 654 de la session)

Par M. Charbonneau (Verchères):

Rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 2, 3, 11, 12, 15, 16 et 17 décembre 1986, a étudié en détail le projet de loi:

- 150 Loi sur les forêts - Rapporté avec des amendements.
(Document n° 655 de la session)

Rapports de la Commission de l'économie et du travail qui, le 17 décembre 1986, a étudié en détail les projets de loi :

- 154 Loi modifiant la Loi sur la Société de développement industriel du Québec - Rapporté avec des amendements.
(Document n° 656 de la session)

- 155 Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 657 de la session)

- 158 Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 658 de la session)

Par M. Claveau (Ungava):

Extrait d'une pétition signée par 101 pétitionnaires de la circonscription d'Ungava demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 659 de la session)

Par Mme Blackburn (Chicoutimi):

Extrait d'une pétition signée par 101 pétitionnaires de la circonscription de Chicoutimi demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 660 de la session)

Par M. Brassard (Lac Saint-Jean):

Extrait d'une pétition signée par 101 pétitionnaires de la circonscription de Lac-Saint-Jean demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 661 de la session)

Extrait d'une pétition signée par 101 pétitionnaires de la circonscription de Lac-Saint-Jean demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 662 de la session)

Par M. Gauthier (Roberval):

Extrait d'une pétition signée par 101 pétitionnaires de la circonscription de Roberval demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 663 de la session)

Extrait d'une pétition signée par 101 pétitionnaires de la circonscription de Roberval demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 664 de la session)

Par M. Dufour (Jonquière):

Extrait d'une pétition signée par 101 pétitionnaires de la circonscription de Dubuc demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 665 de la session)

Extrait d'une pétition signée par 101 pétitionnaires de la circonscription de Jonquière demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 666 de la session)

Se prévalant de l'article 71 du Règlement, Mme Dougherty (Jacques-Cartier) soulève une question de fait personnel relative à des propos tenus à son sujet par M. Boulerice (Saint-Jacques).

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

M. Marx, ministre de la Justice, au nom du Premier ministre, propose:

Que l'Assemblée nationale nomme comme membres de la Commission des droits de la personne, pour une durée de trois ans:

- Mme Bibiane Courtois, présidente de l'Association des femmes autochtones du Québec;
- Mme Geneviève Hector, sociologue, chercheur et coordinatrice du Comité québécois des femmes et du développement de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale;
- M. Norman Moyer, président de Gherzi, Simpson, conseiller en gestion;
- Mme Nicole Duplé, professeur de droit à l'Université Laval; et
- M. Alain Bissonnette, anthropologue et avocat;

Que l'Assemblée nationale renouvelle, pour une durée de deux ans, les mandats des personnes suivantes:

- Mme Monique Simard, vice-présidente de la CSN;
- M. Michel Krauss, professeur de droit à l'Université de Sherbrooke; et
- M. André Morel, professeur de droit à l'Université de Montréal.

Du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La discussion terminée, la motion est mise aux voix par appel nominal pour répondre aux exigences de l'article 58 de la *Charte des droits et libertés de la personne* (c.C-12, a.58).

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, le vote est reporté après le vote qui sera tenu sur l'adoption du projet de loi 142.

M. Gratton convoque les commissions suivantes:

- La Commission du budget et de l'administration, pour entendre les intéressés et étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé:

221 Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des électroniciens du Québec;

- 227 Loi sur Aylmer Park Development Corp.;
- 264 Loi modifiant la Loi concernant la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec;
- 265 Loi fusionnant Compagnie Montréal Trust, Crédit Foncier et la Société de Fiducie du Crédit Foncier;
- 269 Loi concernant la Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie du Québec;
- 270 Loi concernant City & District Land & Development Co. Ltd.;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, pour entendre les intéressés et étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé:
 - 200 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal;
 - 247 Loi concernant la ville d'Iberville;
 - 250 Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville;
 - 254 Loi concernant certains immeubles dans la ville de Drummondville;
 - 267 Loi modifiant la charte de la ville de Salaberry-de-Valleyfield;
 - 268 Loi annexant un territoire à celui de la ville de Mont-Joli;
 - 271 Loi modifiant la charte de la ville de Québec;
 - 272 Loi sur la Corporation intermunicipale de transport de la rive-sud de Québec.

La Commission des affaires sociales, pour l'étude détaillée du projet de loi 124, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'assurance-maladie.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission de l'économie et du travail pour la tenue de consultations particulières sur les projets de loi suivants:

102 Loi sur les terres du domaine public;

161 Loi sur les mines.

M. Gratton dépose une copie de la liste des personnes et organismes invités à se faire entendre sur le projet de loi 161, les mémoires devant être transmis au plus tard le lundi 23 janvier 1987.

(Document n° 667 de la session)

M. le Président informe l'Assemblée que la Commission de l'aménagement et des équipements tiendra une séance de travail.

Mme Bacon, ministre des Affaires culturelles, propose que le projet de loi 157, Loi modifiant de nouveau la Loi sur le cinéma, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 157 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 127, Code de la sécurité routière.

Le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 121, Loi concernant certaines rétrocessions de droits dont le gouvernement est devenu titulaire par expropriation avant le 1^{er} avril 1976.

Le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 144, Loi modifiant la Loi sur les transports.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Côté, ministre des Transports, propose que le projet de loi 127, Code de la sécurité routière, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 127 est adopté.

Du consentement unanime, M. Côté, ministre des Transports, propose que le projet de loi 121, Loi concernant certaines rétrocessions de droits dont le gouvernement est devenu titulaire par expropriation avant le 1^{er} avril 1976, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 121 est adopté.

Du consentement unanime, M. Côté, ministre des Transports, propose que le projet de loi 144, Loi modifiant la Loi sur les transports, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 144 est adopté.

À 13 h 00, Mme la Vice-présidente suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

Quinze heures

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le projet de loi 142, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux, soit adopté.

Avant que ne commence le débat sur cette motion, du consentement unanime et sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, il est ordonné:

Que lors du débat sur l'adoption du projet de loi 142, compte tenu que le vote aura lieu à 17 h 45, le temps de discussion sur cette motion soit ainsi partagé entre les deux groupes parlementaires: un tiers pour le groupe ministériel et deux tiers pour l'Opposition officielle, chaque groupe pouvant disposer du temps alloué à sa guise;

Que le débat sur l'adoption du projet de loi 142 se termine au plus tard à 15 h 45 et que la mise aux voix de cette motion ainsi que la mise aux voix de la motion sans préavis présentée par le ministre de la Justice, au nom du Premier ministre, interviennent avant 18 h 00.

Un débat s'ensuit sur la motion de Mme Lavoie-Roux.

Le débat est terminé.

Du consentement unanime, M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 5 et 18 décembre 1986, a étudié en détail le projet de loi:

124 Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'assurance-maladie - Rapporté sans amendement.

(Document n° 668 de la session)

La motion de Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le projet de loi 142, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux, soit adopté, est mise aux voix et le vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 93)

POUR

Assad	Bélanger	Camden	Després
Audet	(Még.-Compton)	Cannon	Dionne
Bacon	Bélisle	Cardinal	Dougherty
Baril	Bissonnet	Chagnon	Doyon
Beaudin	Bleau	Ciaccia	Dubois
Bégin	Bourbeau	Côté	Dutil
Bélanger	Bradet	(Charlesbourg)	Farrah
(Laval-des-Rap.)	Brouillette	Dauphin	Forget

Fortier	Kehoe	Paradis	Savoie
Fortin	Khelfa	(Brome-Miss.)	Scowen
French	Laporte	Paradis	Séguin
Gagnon-Tremblay	Latulippe	(Matapédia)	Sirro
Gardner	Lavoie-Roux	Pelchat	Théorêt
Gauvin	Leclerc	Philibert	Thérien
Gobé	Lefebvre	Picotte	Tremblay
Gratton	Legault	Polak	(Iberville)
Hains	Lemieux	Poulin	Tremblay
Hamel	Lemire	Rémillard	(Rimouski)
Hétu	Lincoln	Richard	Trépanier
Houde	Maciocia	Rivard	Vallerand
Hovington	Marx	Robic	Vallières
Johnson	Messier	Ryan	
(Vaud.-Soulanges)	Middlemiss	Saintonge	
Joly	Pagé	St-Roch	

CONTRE

Blackburn	Claveau	Godin	Paré
Blais	Dufour	Harel	Parent
Boulerice	Filion	Johnson	(Bertrand)
Brassard	Garon	(Anjou)	Perron
Charbonneau	Gauthier	Jolivet	Rocheffort
Chevrette	Gendron	Juneau	Vermette

La motion est adoptée, les voix se divisant comme suit:

Pour 85 Contre 22

En conséquence, le projet de loi 142 est adopté.

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté, sur la motion de M. Marx, ministre de la Justice, au nom du Premier ministre, proposant:

Que l'Assemblée nationale nomme comme membres de la Commission des droits de la personne, pour une durée de trois ans:

- Mme Bibiane Courtois, présidente de l'Association des femmes autochtones du Québec;
- Mme Geneviève Hector, sociologue, chercheur et coordinatrice du Comité québécois des femmes et du développement de l'Association Québécoise des organismes de coopération internationale;
- M. Norman Moyer, président de Gherzi, Simpson, conseiller en gestion;
- Mme Nicole Duplé, professeur de droit à l'Université Laval; et
- M. Alain Bissonnette, anthropologue et avocat;

Que l'Assemblée nationale renouvelle, pour une durée de deux ans, les mandats des personnes suivantes:

- Mme Monique Simard, vice-présidente de la CSN;
- M. Michel Krauss, professeur de droit à l'Université de Sherbrooke; et
- M. André Morel, professeur de droit à l'Université de Montréal.

(Vote n° 94)

POUR

Assad	Brouillette	Farrah	Houde
Audet	Camden	Filion	Hovington
Bacon	Cannon	Forget	Johnson
Baril	Cardinal	Fortier	(Anjou)
Beaudin	Chagnon	Fortin	Johnson
Bégin	Charbonneau	French	(Vaud.-Soulanges)
Bélanger	Chevrette	Gagnon-Tremblay	Jolivet
(Laval-des-Rap.)	Ciaccia	Gardner	Joly
Bélanger	Claveau	Garon	Juneau
(Még.-Compton)	Côté	Gauthier	Kehoe
Bélisle	(Charlesbourg)	Gauvin	Khelfa
Bissonnet	Dauphin	Gendron	Laporte
Blackburn	Després	Gobé	Latulippe
Blais	Dionne	Godin	Lavoie-Roux
Bleau	Dougherty	Gratton	Leclerc
Boulerice	Doyon	Hains	Lefebvre
Bourbeau	Dubois	Hamel	Legault
Bradet	Dufour	Harel	Lemieux
Brassard	Dutil	Hétu	Lemire

Lincoln	Parent	Robic	Tremblay
Maciocia	(Bertrand)	Rocheport	(Iberville)
Marx	Pelchat	Ryan	Tremblay
Messier	Perron	Saintonge	(Rimouski)
Middlemiss	Philibert	St-Roch	Trépanier
Pagé	Picotte	Savoie	Vallerand
Paradis	Polak	Scowen	Vallières
(Brome-Miss.)	Poulin	Séguin	Vermette
Paradis	Rémillard	Sirros	
(Matapédia)	Richard	Théorêt	
Paré	Rivard	Thérien	

CONTRE

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour 107 Contre 0

À 18 h 00, M. le Président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales qui a étudié le projet de loi 124, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'assurance-maladie.

Le débat terminé, le rapport est mis aux voix et le vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Gratton, leader du gouvernement, M. le Vice-président reporte le vote à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

18 décembre 1986

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales qui a étudié le projet de loi 139, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse concernant l'adoption internationale.

Après débat, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 126, Loi modifiant la Loi concernant les environs du Parc du Mont Sainte-Anne.

Après débat, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié le projet de loi 153, Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs.

Après débat, le rapport est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a étudié le projet de loi 150, Loi sur les forêts, et l'amendement à l'article 211 proposé par M. Côté, ministre délégué aux Forêts.

Le débat terminé, le rapport et l'amendement sont mis aux voix et des votes par appel nominal sont exigés.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, M. le Vice-président reporte les votes à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a étudié le projet de loi 117, Loi modifiant à nouveau la Loi sur la protection sanitaire des animaux.

Après débat, le rapport est adopté sur division.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié le projet de loi 135, Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales et la Loi sur les impôts.

Après débat, le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions qui a étudié le projet de loi 96, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les boissons alcooliques.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a étudié le projet de loi 154, Loi modifiant la Loi sur la Société de développement industriel du Québec.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a étudié le projet de loi 155, Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a étudié le projet de loi 158, Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié le projet de loi 118, Loi modifiant la Loi sur le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

Le rapport est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions qui a étudié le projet de loi 92, Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Charte des droits et libertés de la personne.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions qui a étudié le projet de loi 148, Loi modifiant la Loi sur le temps réglementaire.

Le rapport est adopté.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Gratton, ministre du Revenu, proposant que le principe du projet de loi 120, Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le principe du projet de loi 120 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 120 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

Du consentement unanime, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation qui a étudié le projet de loi 131, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation et la Loi sur le ministère de l'Éducation, et l'amendement proposé par M. Ryan, ministre de l'Éducation.

18 décembre 1986

Après débat, l'amendement proposé par M. Ryan est adopté.

Le rapport amendé est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation qui a étudié le projet de loi 156, Loi modifiant la Loi médicale.

Le vendredi 19 décembre 1986

Après débat, le rapport est adopté.

À 00 h 20, sur la motion de M. Gratton, l'Assemblée ajourne ses travaux à 10 h 00.

Le jeudi 18 décembre 1986, à quinze heures, au Cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Saintonge, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Marc-Yvan Côté, le représentant du Premier ministre, de Mme Harel, la représentante du chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

- 121 Loi concernant certaines rétrocessions de droits dont le gouvernement est devenu titulaire par expropriation avant le 1er avril 1976;
- 127 Code de la sécurité routière;

18 décembre 1986

- 144 Loi modifiant la Loi sur les transports;
- 157 Loi modifiant de nouveau la Loi sur le cinéma;
- 164 Loi n° 5 sur les crédits, 1986-1987.

Le Président

PIERRE LORRAIN

Dix heures

Moment de recueillement.

M. Marx, ministre de la Justice, présente le projet de loi 168, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les tribunaux judiciaires, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Les documents suivants sont déposés:

Par M. Marx, ministre de la Justice:

Avant-projet de loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des sûretés réelles et de la publicité des droits.

(Document n° 669 de la session)

Du consentement unanime, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que la Commission des institutions procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques à compter du 24 mars 1987, et ce, dans le cadre de l'étude de l'avant-projet de loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des sûretés réelles et de la publicité des droits;

Que le ministre de la Justice soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat; et

Que les mémoires soient transmis au Secrétariat des commissions au plus tard le lundi 16 mars 1987.

La motion est adoptée.

Par M. Marx, ministre de la Justice:

Rapport annuel du ministère de la Justice, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 670 de la session)

Par M. Levesque, ministre des Finances:

États financiers du Québec pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 671 de la session)

Comptes publics du Gouvernement du Québec (3 volumes), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 672 de la session)

Par M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche:

Rapport annuel du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 673 de la session)

Par M. Côté, ministre des Transports:

Rapport annuel de l'Office de planification et de développement du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 674 de la session)

Rapport annuel du Conseil de la recherche et du développement en transport, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 675 de la session)

Par M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Paradis, ministre du Travail:

Rapport annuel de la Régie des entreprises de construction du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 676 de la session)

Rapport annuel de la Commission du bâtiment du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 677 de la session)

Par M. Côté, ministre délégué aux Forêts:

Rapport annuel de l'Office du crédit agricole du Québec relatif au programme de financement forestier, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 678 de la session)

Par M. Bourbeau, ministre des Affaires municipales:

Réponse à la question écrite de M. Dufour (Jonquière) concernant l'aide financière accordée dans le cadre du Programme d'aide à l'implantation de réseaux d'aqueduc (PAIRA). Question n° 4, *Feuilleton* du 17 décembre 1986.

(Document n° 679 de la session)

Par M. le Président:

Conformément aux dispositions de l'article 109 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale:

- Décision 215, en date du 12 décembre 1986, concernant le Règlement concernant le paiement d'un rachat d'années de service d'un cadre supérieur de l'Assemblée nationale aux fins de son départ;
- Décision 217, en date du 16 décembre 1986, concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés.

(Document n° 680 de la session)

Par M. Lemieux (Vanier):

Rapports de la Commission du budget et de l'administration qui, les 18 et 19 décembre 1986, a étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 221 Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des électroniciens du Québec - Rapporté avec un amendement.
(Document n° 681 de la session)
- 227 Loi sur Aylmer Park Development Corp. - Rapporté sans amendement.
(Document n° 682 de la session)
- 264 Loi modifiant la Loi concernant la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec - Rapporté sans amendement.
(Document n° 683 de la session)
- 265 Loi fusionnant Compagnie Montréal Trust, Crédit Foncier et la Société de Fiducie du Crédit Foncier - Rapporté avec des amendements.
(Document n° 684 de la session)
- 269 Loi concernant la Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie du Québec - Rapporté avec un amendement.
(Document n° 685 de la session)
- 270 Loi concernant City & District Land & Development Co. Ltd. Rapporté sans amendement.
(Document n° 686 de la session)

Sur la motion de M. Lemieux (Vanier), les rapports concernant les projets de loi d'intérêt privé 221, 227, 264, 265, 269 et 270 sont adoptés.

Par M. Rochefort (Gouin):

Rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 18 et 19 décembre 1986, a étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 200 Loi modifiant la Charte de la ville de Montréal - Rapporté avec des amendements.
(Document n° 687 de la session)
- 247 Loi concernant la ville d'Iberville - Rapporté sans amendement.
(Document n° 688 de la session)
- 250 Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville - Rapporté avec un amendement.
(Document n° 689 de la session)
- 254 Loi concernant certains immeubles dans la ville de Drummondville - Rapporté sans amendement.
(Document n° 690 de la session)
- 268 Loi annexant un territoire à celui de la ville de Mont-Joli - Rapporté avec des amendements.
(Document n° 691 de la session)
- 271 Loi modifiant la Charte de la ville de Québec - Rapporté avec des amendements.
(Document n° 692 de la session)
- 272 Loi sur la Corporation intermunicipale de transport de la rive-sud de Québec - Rapporté avec des amendements.
(Document n° 693 de la session)

Sur la motion de M. Rochefort (Gouin), les rapports concernant les projets de loi d'intérêt privé 200, 247, 250, 254, 268, 271 et 272 sont adoptés.

Par M. le Président:

Rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui, le 3 décembre 1986, a examiné diverses affaires courantes.

(Document n° 694 de la session)

Sur la motion de M. Saintonge, vice-président de l'Assemblée nationale, le rapport est adopté.

Par Mme Harel (Maisonneuve):

Extrait d'une pétition signée par 101 pétitionnaires de la circonscription de Sainte-Marie demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 695 de la session)

Par M. Chevette (Joliette):

Extrait d'une pétition signée par 101 pétitionnaires de la circonscription de Laval-des-Rapides demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 696 de la session)

Par M. Rochefort (Gouin):

Extrait d'une pétition signée par 101 pétitionnaires de l'Université de Montréal demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 697 de la session)

Par M. Garon (Lévis):

Extrait d'une pétition signée par 101 pétitionnaires de la circonscription de Chauveau demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 698 de la session)

Par M. Jolivet (Laviolette):

Extrait d'une pétition signée par 101 pétitionnaires de la circonscription de Trois-Rivières demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 699 de la session)

Par M. Blais (Terrebonne):

Extrait d'une pétition signée par 101 pétitionnaires de la circonscription de l'Assomption demandant à l'Assemblée nationale de faire respecter l'esprit et la lettre de la *Charte de la langue française* afin d'empêcher le recul de la langue française.

(Document n° 700 de la session)

Par M. Hains (Saint-Henri):

Extrait d'une pétition signée par 3 254 personnes demandant l'implantation d'un centre local de services communautaires (CLSC) dans les secteurs de Ville-Émard et de Côte Saint-Paul, secteurs intégrés à la circonscription de Saint-Henri.

(Document n° 701 de la session)

Par M. Chagnon (Saint-Louis):

Extrait d'une pétition signée par 1 780 résidents de la région métropolitaine de Montréal demandant la création d'un centre local de services communautaires (CLSC) devant desservir la population d'Outremont et de Ville Mont-Royal.

(Document n° 702 de la session)

Par M. Chagnon (Saint-Louis), du consentement unanime:

Extrait d'une pétition signée par 739 résidents de Snowdon demandant que soit maintenu le pré-centre local de services communautaires et qu'un budget d'implantation soit octroyé à cet établissement pour offrir une gamme complète de services à la population de Snowdon.

(Document n° 703 de la session)

Par M. Gendron (Abitibi-Ouest), du consentement unanime:

Extrait d'une pétition signée par 20 347 membres du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec demandant que, dans les présentes négociations avec le Gouvernement du Québec, les mandats soient débloqués afin que des conventions collectives soient négociées de bonne foi plutôt que par l'entremise des médias d'information.

(Document n° 704 de la session)

Par M. Middlemiss (Pontiac), du consentement unanime:

Extrait d'une pétition signée par 120 676 sympathisants du Groupe coalition pour la vie Québec réclamant le respect de la loi actuelle relativement à l'avortement, la fermeture des cliniques illégales dans les CLSC et de toutes autres cliniques privées d'avortement, et la non-couverture par l'assurance-maladie du coût des avortements illégaux.

(Document n° 705 de la session)

Par M. Cusano (Viau), du consentement unanime:

Extrait d'une pétition signée par 4 218 membres du Comité d'appui au CLSC Saint-Michel représentant la population de Saint-Michel, un quartier de Montréal, demandant que la pleine et entière autonomie soit accordée à ce centre local de services communautaires.

(Document n° 706 de la session)

Par Mme Vermette (Marie-Victorin), du consentement unanime:

Extrait d'une pétition signée par 1 096 pétitionnaires, sensibles aux problèmes vécus par les personnes handicapées, demandant que des mesures immédiates soient prises par le Gouvernement pour la continuité de l'Îlot résidentiel Jean-Besré et des deux résidences de groupe pour personnes lourdement handicapées.

(Document n° 707 de la session)

Il est ensuite procédé à la période des questions orales des députés.

Du consentement unanime, M. Ryan, ministre de l'Éducation, dépose le document suivant:

Réponse à la question écrite de M. Jolivet (Laviolette) concernant la cession d'immeubles appartenant aux commissions scolaires. Question n° 16, *Feuilleton* du 17 décembre 1986.

(Document n° 708 de la session)

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté, sur le rapport de la Commission des affaires sociales qui a étudié le projet de loi 124, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'assurance-maladie.

(Vote n° 95)

POUR

Assad	Camden	Dubois	Hamel
Audet	Cannon	Dutil	Hétu
Bacon	Cardinal	Farrah	Houde
Baril	Chagnon	Forget	Hovington
Bégin	Ciaccia	Fortier	Johnson
Bélanger	Côté	Fortin	(Vaud.-Soulanges)
(Laval-des-Rap.)	(Charlesbourg)	French	Joly
Bélanger	Côté	Gagnon-Tremblay	Kehoe
(Még.-Compton)	(Riv.-du-Loup)	Gardner	Khelfa
Bélisle	Cusano	Gauvin	Laporte
Bissonnet	Dauphin	Gervais	Latulippe
Bleau	Després	Gobé	Lavoie-Roux
Bourbeau	Dionne	Gobeil	Leclerc
Bradet	Dougherty	Gratton	Lefebvre
Brouillette	Doyon	Hains	Legault

Lemieux	Middlemiss	Robic	Tremblay
Lemire	Page	Rocheleau	(Iberville)
Levesque	Pelchat	Ryan	Tremblay
Lincoln	Philibert	St-Roch	(Rimouski)
MacDonald	Picotte	Savoie	Trépanier
Maciocia	Polak	Scowen	Vallerand
Maltais	Poulin	Séguin	Vallières
Marcil	Rémillard	Sirros	
Marx	Richard	Théorêt	
Messier	Rivard	Thérien	

CONTRE

Blackburn	Dufour	Harel	Parent
Blais	Filion	Johnson	(Bertrand)
Boulerice	Garon	(Anjou)	Perron
Brassard	Gauthier	Jolivet	Rocheffort
Charbonneau	Gendron	Juneau	Vermette
Chevrette	Godin	Paré	

Le rapport est adopté, les voix se divisant ainsi:

Pour 90 Contre 21

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté, sur l'amendement proposé par M. Côté, ministre délégué aux Forêts, au rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a étudié le projet de loi 150, Loi sur les forêts.

(Vote n° 96)

POUR

Assad	Bissonnet	Cannon	Cusano
Audet	Blackburn	Cardinal	Dauphin
Bacon	Blais	Chagnon	Després
Baril	Bleau	Charbonneau	Dionne
Bégin	Boulerice	Chevrette	Dougherty
Bélanger	Bourbeau	Ciaccia	Doyon
(Laval-des-Rap.)	Bradet	Côté	Dubois
Bélanger	Brassard	(Charlesbourg)	Dufour
(Még.-Compton)	Brouillette	Côté	Dutil
Bélisle	Camden	(Riv.-du-Loup)	Farrah

Filion	Houde	Lincoln	Rivard
Forget	Hovington	MacDonald	Robic
Fortier	Johnson	Maciocia	Rocheport
Fortin	(Anjou)	Maltais	Rocheleau
French	Johnson	Marcil	Ryan
Gagnon-Tremblay	(Vaud.-Soulanges)	Marx	St-Roch
Gardner	Jolivet	Messier	Savoie
Garon	Joly	Middlemiss	Scowen
Gauthier	Juneau	Pagé	Séguin
Gauvin	Kehoe	Paré	Sirros
Gendron	Khelfa	Parent	Théorêt
Gervais	Laporte	(Bertrand)	Thérien
Gobé	Latulippe	Pelchat	Tremblay
Gobeil	Lavoie-Roux	Perron	(Iberville)
Godin	Leclerc	Philibert	Tremblay
Gratton	Lefebvre	Picotte	(Rimouski)
Hains	Legault	Polak	Trépanier
Hamel	Lemieux	Poulin	Vallerand
Harel	Lemire	Rémillard	Vallières
Hétu	Levesque	Richard	Vermette

CONTRE

L'amendement est adopté par le vote suivant:

Pour 111 Contre 0

L'Assemblée procède au vote par appel nominal reporté, sur le rapport amendé de la Commission de l'économie et du travail qui a étudié le projet de loi 150, Loi sur les forêts.

(Vote n° 97)

POUR

Assad	Baril	Houde	Parent
Audet	Dauphin	Hovington	(Bertrand)
Bacon	Després	Johnson	Pelchat
Baril	Dionne	(Anjou)	Perron
Bégin	Dougherty	Johnson	Philibert
Bélanger	Doyon	(Vaud.-Soulanges)	Picotte
(Laval-des-Rap.)	Dubois	Jolivet	Polak
Bélanger	Dufour	Joly	Poulin
(Még.-Compton)	Dutil	Juneau	Rémillard
Bélisle	Farrah	Kehoe	Richard
Bissonnet	Filion	Khelfa	Rivard
Blackburn	Forget	Laporte	Robic
Blais	Fortier	Latulippe	Rochefort
Bleau	Fortin	Lavoie-Roux	Rocheleau
Boulerice	French	Leclerc	Ryan
Bourbeau	Gagnon-Tremblay	Lefebvre	St-Roch
Bradet	Gardner	Legault	Savoie
Brassard	Garon	Lemieux	Scowen
Brouillette	Gauthier	Lemire	Séguin
Camden	Gauvin	Levesque	Sirros
Cannon	Gendron	Lincoln	Théorêt
Cardinal	Gervais	MacDonald	Thérien
Chagnon	Gobé	Maciocia	Tremblay
Charbonneau	Gobeil	Maltais	(Iberville)
Chevrette	Godin	Marcil	Tremblay
Ciaccia	Gratton	Marx	(Rimouski)
Côté	Hains	Messier	Trépanier
(Charlesbourg)	Hamel	Middlemiss	Vallerand
Côté	Harel	Pagé	Vallières
(Riv.-du-Loup)	Hétu	Paré	Vermette

CONTRE

Le rapport amendé est adopté par le vote suivant:

Pour 111 Contre 0

Du consentement unanime, M. MacDonald, ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique, dépose:

Rapport annuel du ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986.

(Document n° 709 de la session)

M. MacDonald, ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique, propose que:

ATTENDU QUE le Gouvernement fédéral doit prendre incessamment une décision sur la localisation de la future agence spatiale canadienne;

ATTENDU QUE cette agence assurerait la gestion et la coordination du programme spatial canadien et des relations avec les partenaires et clients internationaux du secteur spatial;

ATTENDU QUE la région de Montréal a déjà été reconnue comme le centre canadien des technologies spatiales et des télécommunications;

ATTENDU QUE la présence à Montréal de cette agence spatiale canadienne jouerait un rôle vital pour la consolidation et le développement du secteur spatial et des télécommunications de la région de Montréal;

ATTENDU QUE toute autre localisation de l'agence spatiale canadienne pourrait compromettre le développement de l'industrie aérospatiale au Québec;

L'Assemblée Nationale du Québec demande unanimement que l'agence spatiale canadienne soit établie dans la province de Québec et plus particulièrement dans la région de Montréal.

Du consentement unanime, une discussion s'ensuit.

La motion est ensuite adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que la Commission des institutions procède à l'examen de toutes propositions de réforme en matière de délimitation des circonscriptions électorales en vue de dégager un consensus qui pourra faire l'objet de modifications à la *Loi sur la représentation électorale* (L.R.Q.c.R-24.1)

Que ladite commission siège à cette fin le 20 janvier 1987 de 14 h 00 à 18 h 00, le 21 janvier de 10 h 00 à 13 h 00 et de 15 h 00 à 18 h 00, et si nécessaire, le 22 janvier à compter de 10 h 00; et

Que le ministre délégué à la Réforme électorale soit membre de ladite commission pour la durée de son mandat.

La motion est adoptée.

M. Gratton, leader du gouvernement, convoque la Commission des institutions pour tenir des auditions publiques sur le projet de loi 104, Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse.

M. Côté, ministre délégué aux Forêts, propose que le projet de loi 150, Loi sur les forêts, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 150 est adopté.

Du consentement unanime, à 12 h 55, M. le Vice-président suspend la séance jusqu'à 14 h 00.

Quatorze heures

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le projet de loi 124, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'assurance-maladie, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 124 est adopté.

Mme Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le projet de loi 139, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse concernant l'adoption internationale, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 139 est adopté.

M. Gobeil, ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du Trésor, propose que le projet de loi 118, Loi modifiant la Loi sur le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 118 est adopté.

M. Ryan, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le projet de loi 156, Loi modifiant la Loi médicale concernant l'acupuncture, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 156 est adopté.

M. Latulippe, Solliciteur général, propose que le projet de loi 96, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les boissons alcooliques, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 96 est adopté.

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose que le projet de loi 126, Loi modifiant la Loi concernant les environs du Parc du Mont Sainte-Anne, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 126 est adopté.

M. Marx, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 148, Loi modifiant la Loi sur le temps réglementaire, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 148 est adopté.

M. Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose que le projet de loi 153, Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 153 est adopté.

Du consentement unanime, M. Marx, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 168, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les tribunaux judiciaires, soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 168 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, le projet de loi 168 est renvoyé en commission plénière; étudié en commission plénière, amendé et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Marx, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 168 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 168 est adopté.

M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose que le projet de loi 131, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation et modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 131 est adopté.

M. Gratton, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 135, Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales et la Loi sur les impôts, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 135 est adopté.

M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce, propose que le projet de loi 155, Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 155 est adopté.

M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce, propose que le projet de loi 158, Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'industrie québécoise, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 158 est adopté.

M. Johnson, ministre de l'Industrie et du Commerce, propose que le projet de loi 154, Loi modifiant la Loi sur la Société de développement industriel du Québec, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 154 est adopté.

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Gratton, leader du gouvernement et ministre délégué à la Réforme électorale, présente le projet de loi 167, Loi modifiant la Loi sur la Législature, et propose que l'Assemblée en soit saisie.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime, M. Gratton propose que le principe du projet de loi 167 soit maintenant adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 167 est adopté.

Sur la motion de M. Gratton, le projet de loi est renvoyé en commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Gratton propose que le projet de loi 167 soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 167 est adopté.

M. Marx, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 92, Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Charte des droits et libertés de la personne, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 92 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions qui a étudié le projet de loi 141, Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les connaissances, les reçus et les cessions de biens en stock, en matière d'enregistrement.

Le rapport est adopté.

Du consentement unanime, M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de M. Latulippe, Solliciteur général dépose les documents suivants:

Réponse à la question écrite de M. Filion (Taillon) concernant la tournée européenne du Solliciteur général en août 1986. Question n° 15, *Feuilleton* du 17 décembre 1986.

(Document n° 710 de la session)

Réponse à la question de M. Filion (Taillon) concernant les personnes incarcérées dans les centres de détention de juridiction provinciale.
Question n° 18, *Feuilleton* du 17 décembre 1986.

(Document n° 711 de la session)

Du consentement unanime, M. Marx, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 141, *Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les connaissances, les reçus et les cessions de biens en stock, en matière d'enregistrement*, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 141 est adopté.

Du consentement unanime, M. Gratton, leader du gouvernement, propose:

Que la Commission de l'économie et du travail se réunisse le mercredi 4 mars 1987, de 10 h 00 à 13 h 00 et de 15 h 00 à 18 h 00 et le jeudi 5 mars 1987, de 10 h 00 à 12 h 30 et de 14 h 00 à 18 h 00, à la salle du Conseil législatif, afin de procéder à l'étude de la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année 1987;

Que, aux fins de l'exécution de ce mandat, la commission entende la direction d'Hydro-Québec; et

Que le ministre de l'Énergie et des Ressources soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

Du consentement unanime et sur la motion de M. Gratton, leader du gouvernement, au nom de chaque proposeur, il est procédé à l'adoption du principe ainsi qu'à l'adoption du projet de loi dans le cas de chacun des projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 200 Loi modifiant la charte de la ville de Montréal - Mme Trépanier (Dorion).
- 209 Loi sur Hôtel de Lido inc. - M. Philibert (Trois-Rivières).
- 221 Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des électroniciens du Québec - M. Bélisle (Mille-Îles).
- 227 Loi sur Aylmer Park Development Corp. - M. Middlemiss (Pontiac).
- 243 Loi concernant Ressources Chesbar Inc. - M. Scowen (Notre-Dame-de-Grâce).
- 244 Loi concernant les Explorations Muscocho Limitée (Libre de responsabilité personnelle) - M. Scowen (Notre-Dame-de-Grâce).
- 247 Loi concernant la ville d'Iberville - M. Tremblay (Iberville).
- 248 Loi concernant la corporation municipale de la paroisse de Saint-Élie d'Orford - M. Vaillancourt (Orford).
- 250 Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville - Mme Bleau (Groulx).
- 254 Loi concernant certains immeubles dans la ville de Drummondville M. St-Roch (Drummond).
- 264 Loi modifiant la Loi concernant la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec - M. Garon (Lévis).
- 265 Loi fusionnant Compagnie Montréal Trust, Crédit Foncier et la Société de Fiducie du Crédit Foncier - M. Chagnon (Saint-Louis).

- 268 Loi annexant un territoire à celui de la ville de Mont-Joli - M. Paradis (Matapédia).
- 269 Loi concernant la Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie du Québec M. Bélisle (Mille-Îles).
- 270 Loi concernant City & District Land & Development Co. Ltd. - M. Fillion (Taillon).
- 271 Loi modifiant la Charte de la ville de Québec - M. Leclerc (Taschereau).

DÉCISION DU PRÉSIDENT

À la suite d'une question de privilège soulevée par M. Garon (Lévis), et fondée sur le paragraphe 10 de l'article 55 de *la Loi sur l'Assemblée nationale*, M. le Président rend la décision suivante:

Les faits décrits par le député de Lévis, à savoir que le procureur de la Commission intermunicipale de transport de la rive-sud de Québec aurait reçu un appel téléphonique du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation l'avisant que l'adoption d'un projet de loi d'intérêt privé présenté par le député de Lévis serait "bloquée" si ce dernier ne consentait pas à l'adoption d'un projet de loi présenté par ce ministre, constituent, *prima facie*, une question de privilège.

Les auteurs de droit parlementaire s'entendent, en effet, pour dire que l'on ne peut entraver un député dans l'exercice de ses fonctions.

Chaque fois qu'un député soulève une question de privilège, le Président doit y accorder la plus grande importance et présumer qu'un député qui soulève une telle question le fait tout en réalisant la gravité du geste qu'il pose.

Puis, M. Garon (Lévis), conformément à l'article 68 du Règlement, fournit de brèves explications et termine en annonçant sa motion faite en conformité avec les articles 315 et suivants du Règlement.

Du consentement unanime, M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, et M. Garon (Lévis) font ensuite de courtes remarques.

Du consentement unanime, M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, au nom de M. Garon (Lévis), propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 272, Loi sur la Corporation intermunicipale de transport de la rive-sud de Québec.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 272 est adopté.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a étudié le projet de loi 132, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole.

Après débat, le rapport est adopté sur division.

Du consentement unanime, M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le projet de loi 132, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole, soit adopté.

La motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 132 est adopté.

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le projet de loi 117, Loi modifiant à nouveau la Loi sur la protection sanitaire des animaux, soit adopté.

La motion est adoptée sur division.

En conséquence, le projet de loi 117 est adopté.

À 17 h 52, sur la motion de M. Gratton, l'Assemblée ajourne ses travaux au mardi 10 mars 1987 à 14 h 00.

Le vendredi 19 décembre 1986, à dix neuf heures dix, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence du Président de l'Assemblée nationale, de M. Lemieux, le représentant du Premier ministre, de M. Garon, le représentant du chef de l'Opposition officielle, et du Secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de la province de Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

- 92 Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Charte des droits et libertés de la personne;
- 96 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les boissons alcooliques;
- 117 Loi modifiant à nouveau la Loi sur la protection sanitaire des animaux;
- 118 Loi modifiant la Loi sur le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics;
- 124 Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'assurance-maladie;

- 126 Loi modifiant la Loi concernant les environs du Parc du Mont Sainte-Anne;
- 131 Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation et modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation;
- 132 Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole;
- 135 Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales et la Loi sur les impôts;
- 139 Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse concernant l'adoption internationale;
- 141 Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les connaissances, les reçus et les cessions de biens en stock, en matière d'enregistrement;
- 142 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les services de santé et les services sociaux;
- 148 Loi modifiant la Loi sur le temps réglementaire;
- 150 Loi sur les forêts;
- 153 Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs;
- 154 Loi modifiant la Loi sur la Société de développement industriel du Québec;
- 155 Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives;
- 156 Loi modifiant la Loi médicale concernant l'acupuncture;
- 158 Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise;
- 167 Loi modifiant la Loi sur la Législature;

- 168 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les tribunaux judiciaires;
- 200 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal;
- 209 Loi sur Hôtel de Lido inc.;
- 221 Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des électroniciens du Québec;
- 227 Loi sur Aylmer Park Development Corp.;
- 243 Loi concernant Ressources Chesbar Inc.;
- 244 Loi concernant Les Explorations Muscocho Limitée (Libre de responsabilité personnelle);
- 247 Loi concernant la ville d'Iberville;
- 248 Loi concernant la corporation municipale de la paroisse de Saint-Élie d'Orford;
- 250 Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville;
- 254 Loi concernant certains immeubles dans la ville de Drummondville;
- 264 Loi modifiant la Loi concernant la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec;
- 265 Loi fusionnant Compagnie Montréal Trust, Crédit Foncier et la Société de Fiducie du Crédit Foncier;
- 268 Loi annexant un territoire à celui de la ville de Mont-Joli;
- 269 Loi concernant La Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie du Québec;
- 270 Loi concernant City & District Land & Development Co. Ltd;

- 271 Loi modifiant la Charte de la ville de Québec;
- 272 Loi sur la Corporation intermunicipale de transport de la rive-sud de Québec.

Le Président

PIERRE LORRAIN